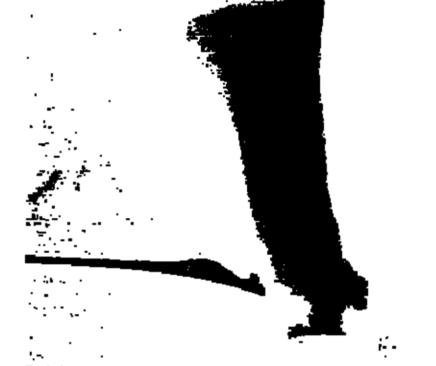


هكذا من الاصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12448 — 4,20 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 6 FÉVRIER 1985

Procès pagaille à Belgrade

Trois mois après l'ouverture du plus long procès politique depuis la mort de Tito, la justice yougoslave s'est résolue à prononcer, contre trois des accusés, ce qu'il est convenu d'appeler des peines « légères » : de un à deux ans de prison. C'est peu, si l'on songe que les prévenus avaient d'abord été présentés comme des contre-révolutionnaires cherchant à « renverser le régime », avant que le procureur, changeant d'avis, se contente de les poursuivre pour « propagande hostile ». La sentence peut paraître d'autant plus clémente qu'elle permet en fait aux trois hommes de rester en liberté, dans l'attente d'un jugement en appel.

A l'inverse, on peut considérer que, pour les autorités, la seule conclusion honorable de ce procès d'opinion aurait été un acquittement pur et simple. Mais la justice yougoslave n'en est pas encore là. Le même jour, elle a d'ailleurs condamné à dix-huit mois de prison ferme un poète, Milan Mladenovic, coupable selon elle d'avoir entretenu, à l'occasion d'un séjour à Paris, des rapports un peu trop suivis avec des émigrés « hostiles » au régime. Et comment oublier les autres victimes de cette fermeté qui se veut exemplaire, à commencer par le sociologue Vojislav Seselj, condamné en juillet dernier à huit ans de prison pour un écrit pas même publié — avant que la Cour suprême, consciente de l'« énormité » du verdict, réduise la peine de moitié, ce qui reste beaucoup...

Le procès de Belgrade n'est pas terminé. Deux personnes attendent encore leur jugement, les poursuites engagées contre le sixième accusé ayant été abandonnées en cours de route. Depuis l'acte d'accusation, plein de « perles » et de contradictions, jusqu'aux diverses volte-face du procureur, en passant par les nombreuses batailles de procédure et autres expulsions du tribunal, ce bizarre procès a dès à présent laissé une impression de pagaille où l'on pourrait voir un reflet de la situation actuelle de la Yougoslavie et sans doute de la division de ses dirigeants.

Toute l'affaire apparaît en effet comme l'un des symptômes — il y en a d'autres — du raidissement d'une partie au moins de la direction, aux prises avec de graves difficultés économiques et peut-être aussi avec sa propre impuissance à régler les problèmes politiques laissés par l'« héritage » de Tito. Le moins qu'on puisse dire est que cette manifestation de fermeté, surtout sensible à partir du printemps dernier, n'a pas eu les effets dissuasifs escomptés.

Non seulement les réactions en Occident ont été, comme il était prévisible, très défavorables, mais, en Yougoslavie même, la conséquence la plus évidente de ces velléités répressives a été une multiplication des pétitions en faveur des accusés. Ceux-ci ont trouvé des avocats énergiques et courageux, et ils ont payé de leur personne, en observant de dures grèves de la faim, réussissant à obtenir, dès l'été dernier, leur mise en liberté.

C'est sans doute parce qu'elles sentaient que l'affaire était vraiment bien mal engagée que les autorités de Belgrade se sont résolues, à travers ce verdict « clément », à accomplir un demi-pas en arrière. En feront-elles un autre ? Ce serait tout le contraire d'une reculade : un geste de vrai courage politique.

(Lire nos informations page 6.)

La Colombie de la «violence» à la pacification

(Lire notre supplément pages 9 à 18.)

Lutte antiterroriste : M. Joxe en RFA avec les chefs de la police

La lutte antiterroriste est l'un des thèmes essentiels de la visite officielle qu'effectue à Bonn le premier ministre français et qui, initialement, devait être centrée sur les questions de coopération bilatérale. Le ministre français de l'intérieur et de la décentralisation, M. Pierre Joxe, accompagné du directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe, et du sous-directeur chargé de la police scientifique, M. Jacques Genthial, a en effet rejoint M. Fabius tôt ce mardi 5 février à Bonn. Le premier ministre s'est entretenu pendant plus d'une heure en tête à tête avec le chancelier Kohl. La conversation a été ensuite élargie aux ministres de l'intérieur des deux pays. « La coopération entre la France et la RFA en matière de lutte antiterroriste fonctionne très bien », *a déclaré le porte-parole de M. Zimmermann.*

Les attentats commis ces dernières semaines ont mis en évidence les liens entre les divers groupes terroristes européens et les lacunes dans le domaine de la coopération des polices. La France a été à nouveau la cible des critiques de ses voisins qui lui reprochent son laxisme. Les responsables italiens avaient été les plus virulents contre l'attitude de Paris, et l'un des dirigeants du Parti social-démocrate italien, M. Ruggero Puletti, se faisant l'écho du ministre de la défense, M. Spadolini, qui, la semaine dernière, avait accusé la France d' *«abriter une centrale du terrorisme»*, a de nouveau reproché au président Mitterrand de *«refuser de faire front commun contre la spirale du terrorisme»* et d'assumer ainsi *«de lourdes responsabilités»*. Il a demandé l'extradition des Italiens réfugiés en France, terroristes selon lui, mais que Paris traite comme des réfugiés politiques. La presse ouest-allemande n'a pas non plus épargné Paris ces dernières semaines.

Le geste de M. Joxe se rendant impromptu à Bonn doit ainsi apporter un démenti aux soupçons qui pèsent sur la France et témoigner de l'engagement de Paris dans la lutte antiterroriste. On confirmait, d'autre part, lundi au siège de l'office fédéral de la police judiciaire (BKA) de Wiesbaden qu'une *« délégation antiterroriste française de très haut niveau »* avait eu des entretiens lundi avec ses homologues ouest-allemands.

C.T.

(Lire la suite page 3.)

Le dollar monte malgré l'intervention des banques centrales

Le dollar a atteint un cours record à Paris le 5 février à 9,8290 F en début d'après-midi (contre 9,7650 F lundi). Le précédent record enregistré avait été établi le 15 janvier dernier lorsque le billet vert avait été coté 9,7880 F. Cette nouvelle envolée du dollar, que les interventions de nombreuses banques centrales n'ont pas suffi à freiner, est due au projet de budget américain et aux propos de certains spécialistes anticipant la fin du mouvement de baisse des taux d'intérêt à court terme. La hausse du dollar était au centre des débats de l'European Management Forum, à Davos, présidés par M. Raymond Barre.

De notre envoyé spécial

Davos. — La nouvelle poussée sur le dollar qui a été observée sur les marchés des changes, d'abord lundi matin 4 février en Europe, puis à New-York dans la soirée du même jour et qui s'est confirmée mardi 5 février, a surpris et inquiété les opérateurs non américains par sa soudaineté.

A la veille du week-end, en effet, les cours du «billet vert» s'inscrivaient aux alentours de 3,17 DM et de 9,69 F, dans une ambiance relativement calme. Puis, lundi matin, en relation, dit-on, avec le projet de budget américain proposé par le président Reagan, qui ne prévoit guère de réduction du déficit, la déception et les craintes des milieux financiers internationaux se traduisaient par une tension des taux de l'eurodollar à six mois qui montaient largement au-dessus des 9 % ; du coup, la devise américaine passait de 3,17 DM à 3,2050 DM à Francfort, malgré les efforts de la Banque fédérale d'Allemagne, qui vendait environ 200 millions de dollars. Lundi soir, à New-York, la poussée continuait à 3,22 DM et 9,82 F, nouveau record historique qui bat celui de 9,78 F établi fugitivement le 21 septembre dernier.

Ce nouveau bond a paru significatif dans la mesure où le palier des 3,20 DM — qu'atteignait le dollar lorsqu'il fut mis en flottement en février 1973 avant sa grande baisse — a été franchi aisément, sous l'effet inexorable d'une demande persistante. Un tel franchissement effectué aussi facilement laisse présager aux observateurs une nouvelle étape de hausses vers 3,30 DM, et vers les 10 F à Paris.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 40.)

Affaire Grégory : la libération de Bernard Laroche

M. Bernard Laroche, incarcéré le 5 novembre 1984 après l'assassinat de Grégory Villemin, a été mis en liberté lundi 4 février par M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction à Épinal. M. Laroche reste inculpé d'assassinat.

Responsabilités

La dignité d'une institution, c'est aussi de reconnaître qu'elle s'est fourvoyée ; l'institution judiciaire plus que toutes les autres, elle qui a le pouvoir de jeter le discrédit sur un homme, de le priver d'honneur et de liberté.

Mais le moment où ce repentir intervient compte autant que le geste lui-même. Telle est la question que l'on peut se poser à propos de la libération de M. Bernard Laroche, détenu depuis trois mois pour l'assassinat de Grégory Villemin, près d'Épinal, le 16 octobre dernier. A-t-on ou non tardé ?

La libération de M. Laroche étant retentissante, le préjudice subi par lui est déjà, moralement, l'objet d'une réparation égale. On verra, le moment venu, si cette réparation doit revêtir la forme pécuniaire que permet la loi sur la détention abusive.

Les questions demeurent, qui sont de deux ordres. L'une concerne la presse, l'autre le juge d'instruction chargé du dossier.

A travers ce dernier, c'est l'institution tout entière qui est mise en cause. Tous les juges d'instruction sont investis des mêmes pouvoirs — dont le droit de mettre en prison n'est pas le moindre — quels que soient leur âge ou leur expérience. Pour eux, il n'est pas de «poste de début». Il n'est pas de petite ville où ne puisse naître une affaire dite nationale.

Ces affaires nationales le deviennent par l'effet de la presse qui, à tort ou à raison, tous titres et tous moyens d'expression confondus, s'enflamme pour un dossier, quand un autre la laisse indifférente.

Dans de telles circonstances, la responsabilité de la presse n'est pas moins grande que celle du magistrat. Celui-ci est contraint de reconnaître son erreur. Ainsi évitera-t-il peut-être de la réitérer. L'expérience subie par le magistrat pourrait heureusement enrichir la réflexion de la presse, de toute la presse, sur elle-même.

Ph. B.

(Lire nos informations page 20.)

LE XXVe CONGRÈS DU PCF

Sur le bas-côté de l'histoire

par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Nouveau rassemblement populaire majoritaire » : tel est le mot d'ordre, le nouveau slogan, que proposent les communistes français à l'occasion de leur vingt-cinquième congrès.

Rassemblement ? Le PCF est, avec le Front national, le parti politique le plus sévèrement jugé par ceux qu'il s'agit, précisément, de rassembler : les Français ; 16 % de « bonnes opinions » selon le dernier baromètre de la SOFRES, 73 % de « mauvaises opinions » ; ces chiffres ont, respectivement, de 15 % et de 70 % pour le parti de M. Le Pen.

Populaire ? M. Marchais, incarnation caricaturale de la gauche dite « archaïque », est bon dernier de la classe politique (13 % seulement de Français souhaitent lui voir *« jouer un rôle important dans l'avenir »*). Il avait pris son parti à 20 % du corps électoral et l'a conduit à 10 %. Les communistes se sont retrouvés, aux élections européennes de juin 1984 (11,20 %), à leur niveau électoral de 1928 (11,40 %).

Majoritaire ? Le PCF prétend être le moteur d'une coalition à vocation majoritaire alors qu'il répudie *« un quart de siècle »* d'union de la gauche et paraît, ainsi, se priver de toute perspective de pouvoir.

Dans le dernier quart de siècle, le PCF a été victime de trois hommes, le dernier n'étant pas le moins efficace : Charles de Gaulle, Alexandre Soljenitsyne et François Mitterrand. De Gaulle, parce qu'il a contraint les partis à se plier à la bipolarisation et à la logique majoritaire, obligeant le PCF au mythe de la conquête solitaire du pouvoir ; Soljenitsyne, parce que son œuvre a été à l'origine de la rupture avec un modèle culturel qui attirait autour du PC une partie de l'intelligentsia ; et, surtout, François Mitterrand, parce qu'il a reconstruit le PS, rééquilibré la gauche à son profit et fait de l'union l'instrument efficace du recul communiste. A lui seul, évidemment, Georges Marchais ne peut vaincre ces trois hommes-là !

Et pourtant ! Soupçonné des pires traîtrises, et d'abord d'être en France l'agent du diable qui règne à Moscou, accusé de tout — vouloir le « collectivisme » — et de son contraire — parti « révolutionnaire » qui renonce à la « révolution », abandonné par les intellectuels qui élargirent son prestige, le PCF résiste. Il est le seul des grands partis français à survivre tel qu'en lui-même, bien que les hommes, bien sûr, et les comportements, aussi, aient changé depuis 1920. Le MRP s'est perdu corps et biens ; le radicalisme n'est plus, ou presque ; le RPF a disparu avant de renaître sous une forme (le RPR) qui est à des années lumière du gaullisme ; la SFIO a été digérée par le nouveau PS. Le PCF, lui, est toujours là. Son secrétaire général aussi, depuis 1972 !

Le voici qui tente, aujourd'hui, de se refaire une santé sur le dos du même François Mitterrand, à la tête d'un parti qui caresse l'espoir de redevenir *« le grand collecteur des mécontents »*, selon l'expression de Stanley Hoffman. Quand bien même le redeviendrait-il, cela ne suffirait pas à le sortir de l'ornière.

Le PCF détenait, à la fin des années 60, une position privilégiée, qui en faisait une véritable « contre-société » (1) aux caractéristiques indissociables, à savoir : une perspective, l'édification d'une société calquée sur le modèle soviétique ; une assise et une légitimité : la représentation de la classe ouvrière ; une position sur l'échiquier politique : la représentation la plus achevée et la plus forte de la gauche française face à un courant non communiste exsangue. Dans de telles conditions, le congrès de 1970 pouvait exclure Roger Garaudy sans craindre des retombées excessives.

En 1985, le PCF pourrait-il exclure Pierre Juquin sans se déconsidérer davantage ? La référence aux pays de l'Est est devenue un fardeau. Le credo du parti, qui reposait sur le mythe prométhéen du « socialisme scientifique », est lui-même atteint, faute de croyants. La classe ouvrière ?

(Lire la suite page 8.)

(1) Annie Kriegel dans *les Communistes français*, Editions du Seuil, 1968.

AU JOUR LE JOUR

Division

Un clin d'œil appuyé du commerce à l'épopée : « Vive la libération par les troupes d'Édouard Leclerc ! » Nos journaux sont pleins de la proclamation victorieuse des Leclerc père et fils, « les hommes par qui la liberté arrive ».

Le prix des carburants était assurément un souci partagé par tous les patriotes du volant : la France en était préoccupée, sinon occupée. Quand les hasards de l'homonymie permettent d'associer le souvenir d'une division héroïque à une gloire fondée sur la ristourne, pourquoi se refuser l'occasion d'un énorme rabais sur l'histoire ?

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

te

au téléphone : si tu ne leur cogner dessus, je bien savoir comment tu à faire taire des grandes es cancres montés en i te narguent et t'insultrés sur leur banc au r classe.

son, mon copain. Chez st eux qui font la loi. normal. Les raclées au oir, au train où il va, nent y viendra, vous emarquez, il y viendrait ement si notre ensein'était pas féminisé à Parce que, là, il y a un . J'en parle en connaiscause. Tant que mes t trop petits pour se déleur ai filé des roustes les. Si j'ai cessé, c'est on m'a dit que ça risles rendre maso, plus n'a cité le cas de Rousa toujours gardé la noses fessées d'enfant.

pour ne pas trop comur future vie sexuelle, j'y é. A regret. Ça connait ats résultats. On a tousoin d'un petit knout

AUDE SARRAUTE.

visite en Corse

de la décentralisation, est our une courte visite. Pe Corse a réuni autour de e Verbrugghe, directeur de l de région, Robert Brouss-Barel, préfet de Haute-

contrer des cadres éconot police, avant de repartir décidé, dans son principe, à Ajaccio, le 7 décembre

s portes ce 4 février, après l, président de l'université,

in ! »

ciale

gens sont las de défiler », t certains. « Les élus on tisé toute cette affaire », d'autres. Enfin, « le prole l'université n'est pas Beaucoup de gens on

avoir enregistré, au fil de coulée, une audience croi-CFR vit aujourd'hui un de sa brève histoire. Elle a bes et ses faucons. Les prei tiennent strictement aux de la fondation — par la née, montrer que la majoa population insulaire veut ançaise et qu'elle n'a pas le dire. Pour les seconds, est venue de l'autodéomme le dit un élu du Cap

DANIELLE ROUARD.

A Paris

E SECRÉTARIAT AUX DOM-TOM PAR UN ATTENTAT

tentat à l'explosif a détruit re et en a endommagé une d'autres pendant la nuit li 2 au dimanche 3 février. nité du secrétariat d'Etat M-TOM, à Paris (7e). La vait été placée sous un véhia été détruit au point de possible son identification osion a provoqué des dégâts centaine de mètres, boule Invalides. L'attentat n'a revendiqué.

numéro du « Monde » até 3-4 février 1985 ré à 405 781 exemplaires





débats

Non aux « universités libres »

par JACQUES SOPPELSA (*)

L'IDÉE d'« université libre » proposée par le professeur Alain Touraine (*le Monde* du 21 décembre 1984) n'est pas, *a priori*, totalement dépourvue de pertinence (encore qu'elle ne soit guère originale). Elle repose dans les cartons d'une certaine idéologie depuis quelques décennies, d'où elle ressort curieusement, mais pas innocemment, de temps à autre.

Mais force est de constater que l'argumentation qui l'accompagne (après un solennel : *« la situation des universités se dégrade ! »*) repose sur trois postulats bien contestables et une étonnante méconnaissance des réalités universitaires françaises, à l'aube de 1985 :

1) La recherche est *séparée* de l'Université depuis 1981.

2) Les universités sont incapables de s'adapter aux nouveaux et vastes domaines créateurs d'emplois.

3) Le contrôle du monde universitaire est le fait d'une tutelle administrative tatillonne collaborant avec des syndicalistes et non avec des chercheurs et des intellectuels de renom.

Tout observateur lucide et impartial de l'évolution récente du monde universitaire ne peut que réfuter ce véritable procès d'intention.

Passons rapidement sur le dernier thème, vieille antienne d'une mouvance « apolitique » désormais bien connue, et qui implique que tout universitaire soucieux de se sentir concerné par les grandes mutations politico-sociales de notre pays ne pourrait concilier le combat pour ses idées et ses principes et une activité d'enseignant-chercheur de haut niveau.

Sur le second point, en revanche, nous rappellerons, comme l'a souligné avec force le ministre de l'éducation nationale devant la conférence des présidents d'université, que la recherche est précisément l'un des axes fondamentaux et l'une des actions prioritaires du monde universitaire. Un monde universitaire riche de milliers de centres de recherches et de laboratoires associés. Au CNRS, mono-disciplinaires ou interdisciplinaires, et dont le dynamisme et les résultats n'ont à rougir ni de la saine émulation suscitée par les grandes écoles de notre pays ni de celle des institutions étrangères. En outre, faut-il rafraîchir une mémoire apparemment si vacillante qu'elle oublie l'évidence : l'immense majorité des enseignants-chercheurs, dont la carrière professionnelle est primordialement jaugée (ce que d'ailleurs certains contestent !) par le canal des travaux de recherche.

Sur le dernier point, l'adaptation au monde moderne constitue la clef de voûte des mutations contemporaines de l'Université. *« Lieu stratégique de la modernité »*, elle multiplie depuis quelques années, après une délicate période de tâtonnements et d'ambiguïtés, ses efforts en matière de liaison avec les milieux professionnels. Elle s'articule avec succès sur les grandes activités industrielles et tertiaires, s'ouvre à l'échelle de la nation tout entière sur un environnement économique et social bouleversé. Une évolution qui représente en outre, comme le déclarait le secrétaire d'Etat aux universités, *« un véritable atout pour combattre le chômage des jeunes, qui constitue l'ennemi public nº 1 dans notre pays »*.

Au risque de se répéter, il faut dénoncer sans relâche un mythe tenace : celui de l'Université fabriquant des chômeurs ! Ce concept, dû à une idéologie dépassée, est totalement infirmé par les faits, les diplômés de *nos* universités trouvant, bien entendu, beaucoup plus facilement des emplois que les autres.

C'est aussi dans ce contexte que s'inscrivent les grandes lignes de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, permettant à nos vieilles institutions de se doter des instruments pour remplir leurs missions. Songeons tout particulièrement à la réforme du premier cycle et à l'accent mis sur les formations qualifiantes. Songeons aussi à la politique de contractualisation qui permet, en évitant les faux problèmes, de poser la question des capacités d'accueil en termes plus convaincants qu'à travers la curieuse formule d'une « sélection douce ». On ne peut pas, il ne faut pas, accueillir n'importe comment, sous peine de maintenir un taux d'échec inacceptable. Il faut ouvrir l'Université au plus grand nombre de bacheliers dans les meilleures conditions, grâce à l'introduction, par exemple, des périodes d'orientation.

Ici aussi, comment ne pas évoquer l'indispensable rattrapage vis-à-vis de pays comme les Etats-Unis, le Canada ou le Japon, dans un État industrialisé qui demeure caractérisé par l'un des plus médiocres taux de fréquentation de l'enseignement supérieur ?

Reposant sur l'exigence de la qualité, tendant à constituer un exemple de démocratie établissant plus de justice sociale, l'Université dispose aujourd'hui de structures qui lui permettent d'améliorer un potentiel et des acquis déjà considérables. Université culturelle, donc qualifiante dans la société comme dans l'entreprise, Université ouverte, prenant en compte les besoins fondamentaux du pays, elle est dotée de l'autonomie indispensable pour assumer ses responsabilités à l'égard des régions et des collectivités territoriales, du mouvement associatif, des grandes forces sociales de la nation. Ses responsabilités pour développer, dans un cadre national, les diplômes et les initiatives pédagogiques.

A ce propos – mais est-ce là simple détail – les partisans des universités libres ont-ils songé à la question des diplômes nationaux, singulièrement appréciés... y compris à l'étranger ?

Pour cela, certes, il faut aussi – et la conférence des présidents d'université ne cesse de se battre en ce domaine – une réelle et efficace politique des moyens. Une Université de prestige ne peut se concrétiser par l'image de campus physiquement délabrés. L'Université doit améliorer son cadre de vie, au bénéfice quotidien d'un million d'étudiants et de quelque cent mille personnels enseignants, administratifs, ouvriers et techniques, donc au bénéfice à moyen terme de tout le pays.

(*) Président de l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

COURRIER DES LECTEURS

A propos de l'article d'Alain Touraine sur les « universités libres », nous avons également reçu un certain nombre de lettres. Nous publions ci-dessous des extraits de celles qui nous paraissent les plus significatives.

Le modèle britannique

Prétendre que les universités britanniques sont florissantes n'est rien moins qu'une contrevérité, démentie chaque année un peu plus par les faits, au grand désespoir des universitaires dont je suis. La triste réalité est que, sous l'effet conjugué des coupes claires effectuées dans les crédits alloués aux universités, des erreurs de calcul et des revirements de politique du fameux comité des sages que M. Touraine nous envie, certaines universités – dont les deux universités *technologiques* les plus importantes ! – ont vu leur enveloppe budgétaire s'alléger de 30 % à 40 %. Jetons ici un voile pudique sur les belles manifestations de solidarité interdépartementale que ces restrictions ont suscité dans certaines des universités parmi les plus touchées. Disons simplement que, assumant la liberté de choisir la victime expiatoire, les notables universitaires ont, bien sûr, eu à cœur de sauver l'essentiel, à savoir leur propre empire... et tant pis pour les plus faibles, à savoir ceux qui n'attirent pas les subventions privées ou qui ne font pas dans les matières bien en cour. L'université libre, c'est bien la liberté pour les plus forts de rester les plus forts en écrasant les autres.

Refermons la parenthèse et voyons les résultats de ces « dégraissages » : un poste d'enseignant sur six a été supprimé ; des milliers de jeunes, tout à fait qualifiés, se sont déjà vu claquer la porte de l'université au nez. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement vient d'engager les universités à la réflexion « libre » sur un scénario prévoyant une *nouvelle réduction des effectifs* étudiants, ainsi qu'une diminution de la subvention par tête d'étudiant, de l'ordre de 15 % sur dix ans. Citons également pour mémoire, entre autres projets gouvernementaux, celui de diviser les universités en universités de haut de gamme (avec recherche, 3ᵉ cycle, etc.), bénéficiant, bien sûr, du maximum de fonds publics et privés, et... en autres universités, libres de péricliter à l'ombre des premières.

Autre idée libérale avancée, celle de diminuer, voire de supprimer les bourses allouées aux étudiants pour financer la recherche... Même le président du comité des sages, qui, jusqu'ici, avait, en toute indépendance, joué le jeu du gouvernement, vient de clamer que trop c'est trop (...).

Alors, « florissantes » les universités britanniques ? indépendantes ? Libres de leurs décisions, de leurs moyens, de leur politique et de leur organisation ? Il faut vraiment être aveuglé par le néolibéralisme thatchérien pour le prétendre.

R. COULON,
University of Kent at Canterbury.

Qui veut noyer son chien...

Le bilan fait par M. Touraine témoigne pour le moins d'une grave méconnaissance du système d'enseignement supérieur et d'un mépris souverain à l'égard des universitaires qui travaillent à son développement et à sa réforme. Affirmer que les universités sont incapables de répondre aux nouveaux besoins de formation, c'est ignorer superbement tout l'effort de rénovation des premiers cycles universitaires aujourd'hui en cours dans la quasi-*totalité des établissements*. Accuser ceux qui, en dépit de nombreuses difficultés, luttent pour un enseignement supérieur de masse et de qualité d'être des *« professionnels de la politique universitaire »* et de médiocres chercheurs traduit au mieux l'incompréhension de M. Touraine à l'égard de ceux qui ne sont pas de ses amis politiques les intéressés apprécieront l'élégance du procédé. Evoquer la *« double centralisation administrative et syndicale »*, c'est tenir pour nuls et non avenus le renforcement de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur et le travail réalisé pour une meilleure insertion dans le tissu régional. Les inexactitudes flagrantes qui entachent un tel bilan sont une illustration du principe fameux selon lequel qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

Est-ce à dire que les universités françaises se portent bien ? Il n'en est rien, mais les sources des difficultés qu'elles rencontrent sont tout autres (...).

La proposition de créer des « universités libres » (libres par rapport à quoi ?) est l'expression d'un choix politique de principe ; elle n'est en aucune manière la conséquence d'une analyse sérieuse de la situation. Ajoutons qu'elle n'a même pas le mérite de l'originalité, puisqu'elle correspond aux projets élaborés par les partis de droite. Les conséquences de cette orientation sont clairement exprimées par A. Touraine. La première serait de réduire « d'un quart ou d'un tiers » le nombre des étudiants accueillis en première année, alors que la France souffre, si on la compare à d'autres pays présentant des caractéristiques analogues, d'une insuffisance du nombre des étudiants. La seconde serait de renforcer la hiérarchie des pouvoirs entre catégories d'enseignants du supérieur, alors que c'est l'insuffisance de la démocratie interne dans les établissements qui entrave souvent leur bon fonctionnement. La troisième serait enfin de remettre en cause les garanties offertes par la fonction publique, comme si l'insécurité était un facteur d'amélioration du travail.

J.-F. TOURNADRE,
secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.).

Les ukases du pouvoir central

L'idée d'universités libres développée avec éloquence par M. Touraine mérite qu'on s'y attarde, au-delà de l'actualité. Les enseignants de tout rang ont évidemment besoin des services souvent précieux qu'offre l'administration centrale. Mais beaucoup de ses décisions relatives aux diplômes, aux programmes, aux méthodes, aux nominations de personnel, devraient appartenir aux enseignants eux-mêmes et non au pouvoir central.

Certaines interventions impératives de ce dernier pouvoir sont ressenties de plus en plus, il faut avoir le courage de le dire, comme des ukases *illégitimes*. C'est bien en effet la légitimité qui est mise là en question. (...)

M. Touraine a exprimé l'aspiration à une plus réelle autonomie des universités en particulier, et, pour nous, aussi des institutions culturelles en général. Le pouvoir politique vit sur une conception anachronique *du rapport de l'action* politique avec les milieux qui produisent ou diffusent la connaissance scientifique, philosophique ou artistique. Cette aspiration collective s'oppose à cette prétention des pouvoirs politiques, hier de droite aujourd'hui de gauche, à légiférer, réglementer, régenter à l'excès la vie de nos institutions, à la place des intéressés eux-mêmes. (...)

JOFFRE DUMAZEDIER,
professeur émérite.

La loi du marché

Oui à des universités (mais disposant de quels moyens ?) qui détermineraient leurs programmes, qui décideraient qui employer, qui garder, qui promouvoir, qui prendraient en compte ce qui est réellement fait et ne serviraient pas de protection à tant de médiocres, intellectuellement, professionnellement. Oui à des universités qui fonctionneraient sur la base de représentation intellectuelle et scientifique, et rien d'autre. Pourquoi ne pas faire jouer la loi d'un certain marché ? Pour une fois.

Il serait vain de croire que les universités pourraient éviter de voir se reproduire en leur sein le jeu et le système de pouvoirs qui harassent la société. Mais, actuellement, nous n'avons que le prix de cette reproduction. Je pense qu'il faut absolument que les universités aient un autre destin que celui des appendices d'un pouvoir central appauvrisseur et qui laisse le partage des susucres gestionnaires aux démissionnaires, aux démis de la recherche. Actuellement, c'est sûr : soyez inventif, vous serez marginalisé par les limitards. L'autonomie sauvage est sans doute utopique. Mais, en ce moment, il est indispensable de créer ces universités libres où il faudrait bien essayer *d'être les meilleurs*, et non plus seulement de sauver ses pantoufles, son pavillon de banlieue et ses petites rentes de situation. De toute façon, tout Etat se méfie des héros (Stendhal).

PIERRE BARBERIS,
(Université de Caen).

Rendre le système adaptable

La flexibilité de l'emploi que réclame en fait M. Touraine devrait, sans doute, rendre le système universitaire plus adaptable : pour satisfaire les demandes nouvelles de gestion des entreprises d'informatique (auxquelles les universités répondraient mal, selon lui), il faudrait, par exemple, augmenter le nombre des postes en gestion et en informatique et (à moyens budgétaires constants)... réduire celui des professeurs de lettres.

Dans le système actuel, cette substitution ne peut guère s'opérer qu'au rythme des départs en retraite. Par ailleurs, le pouvoir *conféré à l'université libre de contrôler* dans une certaine mesure les entrées et les sorties de son personnel aurait aussi un effet de « mise sous pression » des enseignants, qui impulserait un certain type de dynamisme visant le plébiscite de la clientèle étudiante et de l'institution scientifique. Dans certaines sciences sociales toutefois, celles dont le discours renvoie inévitablement au jeu conflictuel de la société, la protection des minorités intellectuelles, leur droit à l'expression, seraient des points essentiels (...).

M. FRANÇOIS STANKIEWICZ
(Université de Lille I).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 490 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

LU

« 1934-1984 : Voyage d'un communiste » de Léon-Raymond Dallidet

La mémoire courageuse d'un « orthodoxe »

HISTOIRE et « mémoire » n'ont jamais fait très bon ménage dans le monde du communisme français. La plupart des dirigeants du PCF qui ont répondu à l'attrait de l'autobiographie — Fajon, Stil, Plissonnier, Jean Jérôme, Bruhat, Dupuy, Duclos, Thorez, Cogniot... — ont, pour l'essentiel, maintenu strictement leur propos dans les limites de l'hagiographie, de la propagande, au mieux de la pédagogie militante. Or, une fois n'est pas coutume, l'un de ces responsables, Raymond Dallidet, vient de publier un véritable témoignage, qui fait progresser l'histoire d'un petit pas significatif.

Le nom des Dallidet fut bien connu dans l'appareil du PCF des année 30 et 40. Arthur — le frère de Raymond — après avoir été le leader des communistes chez Renault et avoir suivi, pendant un an, l'école léniniste à Moscou, fut, à partir de 1938-1939, le responsable aux cadres du PCF, en compagnie de Maurice Tréand, et assura, en septembre 1939, la reconstitution clandestine du parti, dissous par le gouvernement.

Arrêté le 27 février 1942, terriblement torturé, Arthur Dallidet ne parlera pas et sera fusillé le 29 mai 1942 avec sept de ses camarades, dont Georges Politzer et Jacques Decour. C'est à la mémoire de ce frère mort au combat que Raymond Dallidet a écrit ce témoignage, dont l'essentiel porte sur la guerre et l'immédiat après-guerre. De mars 1942 à la Libération, Raymond Dallidet fut le seul contact entre Duclos et le reste du PCF, y compris les autres membres de la direction — Frachon, Lecœur, Tillon. A ce poste-clef il vit et apprit beaucoup. Il nous restitue, d'abord, l'ambiance terrible dans laquelle vivaient ces dirigeants traqués par toutes les polices, françaises et allemandes, et contraints d'appliquer avec la plus extrême rigueur les mesures de sécurité indispensables à leur survie.

Les « affaires »

Raymond Dallidet ne craint pas de passer en revue certains épisodes inconnus des historiens ou auxquels n'a pas été apportée, jusqu'ici, toute la lumière nécessaire. L'auteur parle des « affaires » Péri, Cachin, *Fried, Hénaff,* des contacts radio entre Paris et Moscou, de la liquidation des traîtres au parti. Il expose en détail le fonctionnement de la direction communiste dans la clandestinité, les dates, les lieux, les circonstances.

Bien entendu, les historiens ne pourront pas approuver certaines des appréciations que Raymond Dallidet porte sur l'histoire du PCF et qui correspondent à la version communiste officielle. Il en est ainsi de l'attitude des communistes en février 1934, des circonstances et conséquences de la signature des pactes Hitler-Staline en août et septembre 1939, de la signification du fameux « appel du 10 juillet 1940 » ou, encore, de la portée exacte des négociations entre les autorités allemandes et le PCF, de la fin juin à la fin août 1940, pour la reparution légale de *l'Humanité*.

La démarche de Raymond Dallidet n'en reste pas moins originale dans les rangs du PCF, fructueuse et, pour tout dire, courageuse. Est-ce cette originalité de démarche qui a empêché que ce livre soit publié aux éditions du PCF ? A moins que ce ne soient les quelques pages de conclusion, où l'auteur rappelle avec fermeté aux actuels dirigeants du parti qu'il ne suffit pas de parler de *« retard historique »* pour balayer ce qui fut, de 1930 à 1969, l'âge d'or du communisme français.

STÉPHANE COURTOIS.

★ 1934-1984 : VOYAGE D'UN COMMUNISTE, par Léon-Raymond Dallidet ; La Pensée universelle, 320 pages, 99,50 francs.

هكذا من الاصل

étranger

DIPLOMATIE

A WASHINGTON

M. Roland Dumas a parié sur une évolution de la position américaine dans l'affaire de la « guerre des étoiles »

De notre correspondant

Washington. — La visite aux Etats-Unis que M. Dumas achevait, ce mardi matin 5 février, par un entretien avec M. Reagan a laissé percevoir un infléchissement de l'approche française du programme de recherche américain sur la « guerre des étoiles ».

Loin de se livrer, comme M. Cheysson l'avait encore fait à Washington, en novembre dernier, à une critique en règle de l'initiative de défense stratégique (IDS), le ministre des relations extérieures a, en effet, choisi d'estomper les divergences existant en ce domaine entre la France et les Etats-Unis et de tabler plutôt sur une évolution de l'administration américaine qui permettrait de rapprocher les points de vue des deux pays.

Officiellement, les recherches sur l'IDS ont pour but de doter les Etats-Unis d'un bouclier d'armes défensives antimissiles basées dans l'espace et dont le déploiement « *débarrasserait le monde de la menace des armes nucléaires* » en les rendant « *obsolètes* ». Pour séduisante qu'elle soit, cette idée inquiète les capitales européennes occidentales, car elles considèrent qu'elle porte en elle le double danger de voir, à long terme, l'Europe privée du parapluie nucléaire américain et, à moyen terme, s'ouvrir une période de profonde déstabilisation des données stratégiques sur lesquelles repose l'équilibre international depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Entre les objectifs théoriques de l'IDS et ce qu'il adviendra d'elle en pratique, il y a pourtant une longue suite d'interrogations sur les résultats pratiques de recherches qui commencent à peine ; les options du président que l'Amérique élira en 1988, les possibilités pour le budget américain de financer un programme dont le coût serait astronomique et, par-dessus tout, sur les concessions que les Etats-Unis seront éventuellement amenés à faire à l'URSS, qui compte bien obtenir, au cours des prochaines négociations de Genève, un abandon au moins partiel du projet de M. Reagan.

Il est notoire que, au-delà de la volonté officielle de Washington de troquer la stratégie de la dissuasion contre une stratégie défensive, les positions des uns et des autres sont très diverses au sein de l'administration. D'où la possibilité que les recherches entamées aujourd'hui n'aboutissent, au bout du compte, qu'à des systèmes de protection des seules installations militaires qui ne remettraient pas fondamentalement en question la dissuasion nucléaire.

En tout état de cause, le passage d'une stratégie à l'autre ne sera pas, matériellement parlant, à l'ordre du jour avant la fin du siècle, et c'est cet ensemble de raisons qui a conduit M. Dumas à préférer la souplesse à la confrontation des divergences. « *Nous sommes arrivés*, a-t-il indiqué lundi soir à l'issue d'entretiens « *cordiaux et ouverts* » avec MM. Shultz, Weinberger et McFarlane, le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, *à la conclusion commune que le principe de sécurité résultant de l'équilibre des armes offensives restera un principe fondamental pendant un grand nombre d'années* ».

Comme pour souligner que cette conclusion était bien commune, le ministre des relations extérieures a rapporté s'être longuement informé, auprès du secrétaire à la défense, des perspectives de développement des armes nucléaires inscrites dans son projet de budget dont l'ampleur est vivement contestée par le Congrès. Il aurait également fait valoir auprès de ses interlocuteurs qu'à trop agiter l'idée d'un monde sans armes offensives on risquait de conduire les opinions à en rejeter dès maintenant le déploiement.

« Une réflexion commune » sur le terrorisme

A propos de la lutte contre le terrorisme — second grand sujet de ses entretiens, — M. Dumas a affirmé aux responsables américains (« *demandeurs* », a-t-il dit, d'une concertation entre les pays visés) qu'il n'y « *avait pas de laxisme français en ce domaine* » et que la France n'était « *pas opposés à une réflexion commune sur des moyens d'action concertés* ». Le ministre a toutefois ajouté que la France était un « *pays de droit* » dans lequel les traditions d'asile étaient profondes et qu'on ne saurait « *mélanger les genres* ».

La situation au Tchad, qui avait sérieusement assombri la dernière visite de M. Cheysson, n'aurait pas cette fois-ci posé de problèmes alors que l'Amérique centrale aurait, elle, donné lieu à l'exposé des divergences traditionnelles entre les deux capitales.

Comme Mme Thatcher en décembre dernier, M. Dumas a eu l'occasion de se faire expliquer dans le détail et sur écran les données techniques de la « guerre des étoiles » par les spécialistes qui sont chargés du programme. A-t-il été convaincu ? Le ministre a demandé du temps et de la réflexion pour se forger une conviction que son prédécesseur, lui, n'hésitait pas à formuler.

BERNARD GUETTA.

L'enquête sur l'assassinat de René Audran

UN DÉMENTI DU SINN FEIN IRLANDAIS

Le Sinn Fein, représentation politique de l'IRA provisoire irlandaise, nous demande de préciser qu'il est « *totalement faux que Sinn-Fein ait conclu un pacte avec une organisation appelée Action directe, lors d'une rencontre au Pays basque* ». Ce démenti est une réaction à l'un de nos articles sur l'assassinat de l'ingénieur général René Audran (*le Monde* daté 27-28 janvier).

Nous écrivions que les policiers français « *en septembre 1984, avaient, sans plus de précision, signalé une rencontre au Pays basque espagnol entre membres du FLNC corse, du Sinn Fein irlandais, de l'ETA et d'Action directe* ».

Cette phrase faisait allusion à un rapport des Renseignements généraux, daté du 19 septembre 1984, dont le Sinn Fein dément donc la teneur. Parallèlement, le Comité français de défense des prisonniers politiques irlandais réfute, dans un communiqué, « *l'amalgame opéré entre la recrudescence d'actions terroristes coordonnées au niveau européen et la résistance irlandaise à l'occupation britannique* ».

L'affaire du missile soviétique

M. WEINBERGER RECONNAIT AVOIR « CONFONDU DEUX RAPPORTS »

Washington. — Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a reconnu, lundi 4 février avoir « *confondu deux rapports* » et s'être trompé en affirmant que l'Union soviétique avait abattu un de leurs missiles, qui s'est écrasé en Finlande en décembre dernier (*le Monde* du 2 février). « *Ce n'était pas exact* », a déclaré M. Weinberger, parlant devant la commission des forces armées du Sénat. « *C'est ma faute, et je le regrette* », a-t-il dit.

Le secrétaire américain à la défense a précisé que les Soviétiques ont peut-être acquis « *une certaine capacité* » pour repérer au radar les missiles de croisière et pour les faire abattre par des avions. Il a cependant souligné que ce n'était pas ce qui s'était produit au-dessus de la Finlande en décembre.

● RECTIFICATIF. — Une substitution de clichés rend sans objet la dernière phrase de la légende de la carte qui illustrait, dans *le Monde* du 5 février, l'article d'André Fontaine sur Yalta. Les « hachures » dont il est question se référaient aux retraits très limités de troupes opérés par les Britanniques et les Américains, qui ne figurent pas sur le cliché publié, et non, bien entendu, aux territoires annexés par les pays de l'Est.

M. SHULTZ DEMANDE DES SANCTIONS CONTRE LES PAYS QUI SOUTIENNENT LE TERRORISME

Washington (*AFP*). — Le secrétaire d'Etat George Shultz a demandé lundi 4 février aux pays occidentaux de s'unir pour punir les nations qui soutiennent le terrorisme, même si cette position entraîne des risques de représailles accrus.

Dans un discours prononcé devant la Compagnie américaine pour la sécurité industrielle, M. Shultz a par ailleurs annoncé la création d'un conseil associant pouvoirs publics et représentants du monde des affaires américains qui aura pour tâche d'échanger des informations sur le terrorisme.

« *Quand l'intimidation terroriste change nos politiques et force certaines entreprises à fermer leurs portes dans certaines régions, nous lui concédons la victoire mais cela ouvre seulement la voie à plus de terrorisme* », a estimé M. Shultz.

Au contraire, selon lui, des sanctions prises contre les pays qui soutiennent le terrorisme peuvent aider à affaiblir, isoler ou punir ces Etats. « *Trop souvent*, a-t-il dit, *les nations visées par le terrorisme refusent de réagir de peur de perdre davantage de contrats commerciaux ou de provoquer le tyran.* »

M. Shultz a indiqué que les Etats-Unis allaient dépenser plus pour la sécurité en 1985 qu'au cours des cinq années précédentes : quatre cents gardes supplémentaires seront ainsi affectés à la protection des installations américaines à travers le monde, et la collecte de renseignements en matière de terorisme sera elle aussi renforcée.

MM. Joxe et Fabius à Bonn

(Suite de la première page.)

Cette délégation était composée de trois des principaux responsables de la police française, MM. Michel Guyot, directeur central de la police judiciaire, Yves Bonnet, directeur de la DST (contre-espionnage), et François Le Mouel, responsable de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste. La coopération entre les deux pays, soulignait-on, est « *excellente* ».

Après la rencontre qui a eu lieu vendredi à Bruxelles entre responsables de plusieurs polices européennes, il est désormais question d'organiser une réunion entre les ministres de l'intérieur des pays concernés. M. Luigi Scalfaro se rend ce mardi à Madrid où il rencontrera son homologue espagnol, le ministre de l'intérieur José Barrinuevo Pena. Ce voyage fait suite aux visites de M. Scalfaro en France, en Belgique et aux Pays-Bas et à ses entretiens avec des dirigeants grecs. Après cette tournée européenne qui doit s'achever par une rencontre à Rome avec le secrétaire britannique à l'intérieur, l'Italie formulera des propositions concrètes pour une rencontre interministérielle.

La teneur de la première visite officielle que M. Fabius effectue dans un pays européen se trouve ainsi quelque peu modifiée. Le premier ministre français, qui est accompagné de dix hommes d'affaires français, dont les PDG de la Compagnie générale d'électricité, de Saint Gobain Pont-à-Mousson, de Thomson et de Dassault, avait invité lundi à son arrivée à Bonn une dizaine d'industriels ouest-allemands, dont les représentants de Krupp, Siemens, Messerschmidt et de la Bundesbank pour un dîner privé au château d'Ernich, résidence de l'ambassadeur de France, qui fait l'objet de mesures de sécurité exceptionnelles.

M. Fabius s'est entretenu en tête-à-tête avec le chancelier Helmut Kohl ce mardi matin, les deux hommes devant ensuite être rejoints par le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Bangemann, et le ministre des finances, M. Stoltenberg. Le premier ministre aura ainsi l'occasion, de même que devant la fédération des chambres de commerce et d'industrie ouest-allemandes, de préciser les objectifs de la politique économique française et d'évoquer les points faibles de la coopération franco-allemande. Il sera question, notamment, des problèmes d'environnement et du souhait formulé par Bonn de parvenir à une réglementation commune dans la CEE sur les « voitures propres » (les pots d'échappement catalytiques). M. Fabius s'efforcera de calmer l'impatience des Allemands en ce domaine et de les dissuader d'adopter seuls une réglementation si les Dix ne parviennent pas rapidement à un accord. M. Fabius exposera le point de vue français sur le problème de l'aide à la sidérurgie européenne. On s'attend qu'il fasse part de ses regrets concernant le refus de Bonn de s'engager sur le projet de mini-navette spatiale Hermès et qu'il évoque également la question du TGV Paris-Cologne.

C.T.

SELON LE TRANSFUGE SOVIÉTIQUE ARKADI CHEVTCHENKO

Le maréchal Gretchko voulait employer l'arme atomique contre la Chine en 1969

Arkadi Chevtchenko s'était déjà fait connaître comme le plus haut gradé des transfuges soviétiques, si l'on met à part ceux moins connus, issus de l'appareil du KGB. Ancien membre de la mission soviétique à l'ONU, collaborateur personnel de M. Gromyko au ministère soviétique des affaires étrangères, puis secrétaire général adjoint de l'ONU de 1973 à 1978, date de son passage à l'Ouest, il avait notamment fourni un premier éclairage sur la personne de M. Tchernenko (*le Monde* du 24 février 1984). Dans un livre, *Rupture avec Moscou*, publié chez Knopf et dont *le Spiegel* et *Time* de cette semaine publient de larges extraits, Arkadi Chev- tchenko va plus loin et nous donne d'amples détails sur le caractère et les positions de son ancien patron, Andrei Gromyko.

On ne sera pas surpris d'apprendre que le vétéran des ministres des affaires étrangères est un homme sûr de lui et dominateur, « *rude et sans scrupule vis-à-vis de ses collaborateurs* », qui se comporte « *comme s'il savait tout et si les autres étaient irrémédiablement stupides* ». Au Politburo, paraît-il, « *il était difficile, pour ne pas dire impossible, de discuter ses conceptions ou de présenter des objections* ». Seul le maréchal Oustinov, le ministre de la défense décédé en décembre dernier, s'y risquait. On sera davantage surpris d'apprendre, au vu de ce que l'on sait de la rigidité de ses positions sur la plupart des problèmes de l'heure, que, sans être à proprement parler pro-américain, Gromyko a été « *l'initiateur principal de la politique de détente et son avocat le plus important au Politburo* » et que son souvenir le plus ému va à la coopération soviéto-américaine du temps de guerre.

Il est vrai que, pour celui qui se veut une espèce de Talleyrand soviétique, les Etats-Unis sont à la fois l'adversaire principal et le partenaire indispensable. Chevtchenko nous rappelle utilement qu'en vingt-huit ans de carrière de ministre et même avant, Andrei Gromyko n'a jamais mis les pieds en Afrique, qu'il n'a visité aucun pays d'Amérique latine à part Cuba et que son peu d'intérêt pour les pays du tiers-monde l'a opposé à M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du parti. Selon ce dernier, M. Gromyko n'a « *aucun sens du côté idéologique des choses* », il « *ne comprend ni la puissance des idées communistes dans le monde ni la manière de les exploiter* ».

D'autres révélations encore plus surprenantes émaillent le récit des principales crises internationales des dernières années. En 1969, selon Chevtchenko, le maréchal Gretchko, alors ministre de la défense, voulait employer des bombes nucléaires mégatonniques contre la Chine, qui s'était permis de tuer des soldats soviétiques sur l'île Damansky à la frontière des deux pays. Fort heureusement, une majorité du Politburo et même plusieurs militaires (dont le maréchal Ogarkov, futur chef d'état-major), avaient combattu victorieusement cette idée. L'auteur implique fortement le KGB dans la mort de Dag Hammarskjöld, le secrétaire général de l'ONU tué dans un accident d'avion au-dessus du Congo ex-belge en 1960, Khrouchtchev ayant dit qu'il fallait lui « *faire payer* » ses audaces. De la même manière, mais sans succès, l'espionnage soviétique aurait voulu éliminer Sadate en 1971, au début du retournement du président égyptien contre la présence soviétique. Enfin, toujours pour sauvegarder les relations avec les États-Unis, Andrei Gromyko aurait conseillé de ne pas abattre l'avion espion américain U2 envoyé par Eisenhower au-dessus de l'URSS le 1er mai 1960. Khrouchtchev n'aurait pas suivi ce conseil, de même qu'il aurait pris tout seul, contre l'avis notamment de ses militaires, la décision fatidique d'envoyer des missiles à moyenne portée à Cuba en 1962.

Beaucoup de ces révélations sont basées sur des on-dit plus que sur des témoignages directs ; le scepticisme reste donc de rigueur, d'autant que plusieurs des anecdotes qui émaillent le récit étaient déjà largement connues. On note aussi la respectueuse fascination que Chevtchenko, bien que transfuge converti à l'antisoviétisme, conserve pour son ancien patron Andrei Gromyko, un homme plus « *sérieux* » que tous les autres dirigeants soviétiques, qui ne fume ni ne boit, et dont l'auteur croit pouvoir affirmer qu'« *il n'a jamais envoyé quelqu'un au Goulag* ».

MICHEL TATU.

LEURS NAVIRES NE POUVANT FAIRE ESCALE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Les Etats-Unis annulent les manœuvres de l'ANZUS prévues dans le Pacifique

Les Etats-Unis ont confirmé, le mardi 5 février, l'annulation des manœuvres navales de l'ANZUS, baptisées Sea Eagle, qui devaient avoir lieu le mois prochain dans le Pacifique. Cette décision a été motivée par le refus du gouvernement néo-zélandais d'accueillir dans ses ports des navires américains s'il n'avait pas l'assurance formelle que ceux-ci n'étaient pas porteurs d'armes nucléaires (*le Monde* du 5 février). L'annulation des manœuvres Sea Eagle avait déjà été annoncée lundi par le premier ministre australien, M. Hawke, lors d'une conférence de presse donnée à Bruxelles, où il se trouve pour des entretiens avec les responsables de la CEE.

A Wellington, le chef du gouvernement néo-zélandais, M. Lange, a déclaré que l'annulation des manœuvres de l'ANZUS était la « *conséquence directe et attendue* » de son refus d'accueillir des bâtiments américains armés d'engins nucléaires. Il a cependant qualifié de « *regrettable* » la décision de Washington. « *La Nouvelle-Zélande*, a-t-il ajouté, *est toujours prête à participer aux manœuvres de l'ANZUS et, naturellement, elle est toujours désireuse et en mesure d'aligner sa flotte à côté de celles de ses alliés, l'Australie et les Etats-Unis, mais dans un exercice avec des armes conventionnelles.* »

Le département d'Etat américain a cependant fait savoir que l'attitude adoptée par le gouvernement travailliste néo-zélandais posait un « *problème très grave* » et qu'elle risquait de mettre en cause la « *coopération globale* » des Etats-Unis avec Wellington dans le cadre du traité ANZUS. La décision de Wellington, insiste le département d'Etat, aura des conséquences sur les relations entre les deux pays, puisqu'elle va « *au cœur des obligations mutuelles* » entre deux alliés. Les Etats-Unis étudient « *une réponse appropriée* » à cette mesure.

Situation délicate pour Canberra

Le problème ainsi posé va en tout cas être au centre des conversations que le premier ministre australien doit avoir cette semaine à Washington, où il se rendrait dès mardi soir après ses entretiens de Bruxelles. M. Hawke doit notamment rencontrer jeudi le président Reagan.

Le gouvernement de Canberra, bien que lui aussi travailliste, s'est montré beaucoup plus compréhensif que celui de Wellington sur les questions nucléaires en général et sur la coopération militaire avec les Etats-Unis en particulier. M. Hawke avait d'ailleurs envoyé le mois dernier une lettre à M. Lange dans laquelle, selon la presse australienne, il lui rappelait les obligations que comportait l'appartenance de la Nouvelle-Zélande au pacte de l'ANZUS.

L'intransigeance des travaillistes néo-zélandais met cependant M. Hawke lui-même dans une situation délicate vis-à-vis de sa propre opinion publique et de ses électeurs, qu'inquiète une trop étroite association militaire avec les Etats-Unis. Un signe de cette inquiétude vient d'être donné par les réactions que provoque la décision du gouvernement de Canberra d'autoriser l'utilisation de leur territoire pour la surveillance de tirs expérimentaux du missile américain MX en mer de Tasmanie. Cette question doit également être discutée à Washington par M. Hawke. Le ministre australien des affaires étrangères, M. Hayden, a déclaré lundi que le premier ministre discuterait également de cette question à Washington et demanderait que les essais aient lieu non pas à 100 kilomètres des côtes de Tasmanie, comme initialement prévu, mais dans les eaux internationales. — (*AFP, Reuter, Times.*)

Le pacte de l'Anzus

Le pacte de sécurité de l'ANZUS, qui lie l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis, a été signé le 1er septembre 1951, à San-Francisco, et a pris effet le 29 avril 1952 pour une durée indéterminée. Il visait à l'origine à s'opposer à une éventuelle renaissance du militarisme japonais.

Le traité prévoit notamment que les trois pays se consulteront pour les questions de sécurité intéressant le Pacifique avant de prendre, chacun de son côté, les mesures qu'ils jugeront utiles. Un organisme permanent de consultation a été établi au ministère australien des affaires étrangères à Canberra.

La coopération militaire entre les trois pays se traduit par l'échange d'informations concernant la sécurité du Pacifique, la coopération technique, et l'échange de personnel ou de matériel militaires.

AMÉRIQUES

Chili

LA PROLONGATION DE L'ÉTAT DE SIÈGE

L'opposition au général Pinochet plus que jamais divisée

De notre correspondant

Santiago-du-Chili. – *« Il n'y a aucune raison de lever l'état de siège, car les raisons qui ont présidé à son instauration subsistent »*, a déclaré, lundi 4 février, le général Pinochet devant une délégation de dix-sept journalistes américains de passage à Santiago. Samedi 2 février, un décret officiel avait prorogé pour une période de trois mois ce régime extrême, applicable, selon l'article 40 de la Constitution, *« en cas de guerre ou de trouble » (le Monde* du 5 février).

Cette décision n'a surpris personne. Le commandant en chef de la marine et membre de la junte, l'amiral Merino, ainsi que le ministre de l'intérieur, M. Onofre Jarpa, avaient affirmé à plusieurs reprises que la mesure était bien acceptée par les Chiliens, car elle *« avait permis de rétablir l'ordre public »*.

L'intransigeance du général Pinochet n'améliore évidemment pas son image à l'extérieur. Mais le chef de l'Etat n'en a cure. Aux inquiétudes manifestées ces dernières semaines par Washington et aux premières pressions financières des Etats-Unis (il est clair que le report d'un prêt de 130 millions de dollars que la BID devait accorder au gouvernement chilien répond à des raisons politiques), le général Pinochet a affirmé comme de coutume : *« Je suis maître chez moi. »* Son argumentation n'a pas varié : la Constitution approuvée en 1980 n'entrera pleinement en vigueur qu'en 1989. Cette dernière établit un régime autoritaire que le chef de l'Etat espère bien présider jusqu'en 1997.

Fort de l'appui de l'armée et conscient qu'il dispose encore d'une marge de manœuvre suffisante vis-à-vis des Etats-Unis, le général Pinochet a donc de bonnes raisons de maintenir un régime d'exception qui lui assure un contrôle absolu du pays. Tout au plus a-t-il levé partiellement le couvre-feu (depuis le 25 janvier, les restrictions à la circulation ne concernent que les véhicules, alors qu'elles s'appliquaient jusque-là aux personnes : une nuance qui ne modifie en rien l'aspect désolé de Santiago dès la tombée de la nuit).

De même a-t-il procédé à la libération de cent dix personnes détenues à Pisagua, un camp de concentration situé près de la frontière péruvienne. Au total, deux cent soixante personnes ont été remises en liberté sur les six cent cinquante *« délinquants communs »* et *« subversifs »* arrêtés depuis la promulgation de l'état de siège. Encore faut-il préciser que ceux-ci ont été soumis à un *« traitement psychologique »* destiné à les *« rendre aptes à la vie en société »*, comme l'a affirmé le ministre de l'intérieur.

Le général Pinochet avait voulu, le 6 novembre 1984, donner un coup d'arrêt à l'escalade de la contestation politique et réduire au silence une presse de plus en plus mordante. Ces objectifs ont été atteints. L'opposition a du mal à desserrer le carcan de l'état de siège. Un effort a été fait pour développer une presse clandestine, mais sa portée est limitée. Des manifestations ont bien eu lieu à l'occasion des obsèques de Mathilde Neruda et du troisième anniversaire de la mort d'Eduardo Frei, mais elles n'ont rassemblé qu'un nombre réduit de personnes.

Indiscutablement, l'ordre règne au Chili. Le seul « secteur » qui semble résister est le MDP (Mouvement démocratique populaire), composé de trois formations (le Parti communiste, les socialistes de M. Clodomiro Almeyda, et le MIR, mouvement de la gauche révolutionnaire) qui viennent d'être mises hors la loi par le tribunal constitutionnel. Cela ne les empêche pas de tenir depuis lundi une assemblée nationale « clandestine ». Objectif : mettre au point un plan de lutte contre la dictature en 1985, qui doit être, selon l'un des dirigeants du MDP, *« l'année du soulèvement général »*.

Les autres partis d'opposition, en particulier ceux de l'Alliance démocratique (Parti démocrate-chrétien, Parti social-démocrate, Parti radical, Parti socialiste et droite républicaine), sont d'abord soucieux de résoudre leurs problèmes internes. L'Alliance démocratique est en pleine restructuration et n'a pas actuellement de président.

Loin d'avoir resserré les rangs au cours des trois derniers mois, l'opposition semble aujourd'hui divisée en deux camps. D'un côté, l'extrême gauche et une partie de la gauche, décidées à utiliser tous les moyens, y compris la lutte armée pour en finir avec le régime ; de l'autre, les formations de centre gauche et de centre, dont un large secteur de la démocratie-chrétienne, qui sont pour une négociation avec les forces armées, même si cela implique le maintien au pouvoir du général Pinochet jusqu'en 1989 et l'acceptation *de facto* de la Constitution de 1980.

JACQUES DESPRÈS.

WASHINGTON ACCUEILLE AVEC SCEPTICISME LES OFFRES DE DIALOGUE DE M. FIDEL CASTRO

Washington *(AFP)*. – Les Etats-Unis veulent des actions concrètes de la part de Cuba avant d'améliorer leurs relations avec La Havane, a réaffirmé, lundi 4 février, la Maison Blanche en accueillant avec scepticisme les déclarations de M. Fidel Castro en faveur d'un dialogue avec Washington *(le Monde* du 5 février).

Le dirigeant cubain a déclaré au *Washington Post* que les relations américano-cubaines pourraient s'améliorer au cours du second mandat de M. Reagan et s'est dit prêt à *« échanger des vues sur n'importe quel sujet avec les Etats-Unis »*.

« Les lignes de communication demeurent ouvertes », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, avant de rappeler les *« désaccords fondamentaux »* qui demeurent entre les deux pays : *« l'action de Cuba en Amérique centrale, la présence militaire cubaine en Afrique* [Ethiopie et Angola], *l'allégeance cubaine vis-à-vis de l'Union soviétique et les graves violations des droits de l'homme à Cuba »*.

LA FIN DU VOYAGE

Une coupure totale d'électricité de douze minutes, provoquée par le dynamitage de pylônes, a plongé Lima dans l'obscurité complète au moment où Jean-Paul II regagnait la nonciature après son déplacement à Piura et à Trujillo, dans le nord du Pérou. Les guérilleros du Sentier ont réussi à plusieurs reprises, depuis deux ans, à plonger la capitale péruvienne dans le noir. Lundi pendant la panne, l'emblème du marteau et de la faucille est apparu au sommet d'une des collines qui dominent la ville. Leur action est un défi aux autorités qui avaient pris des mesures de sécurité exceptionnelles pour la visite du pape. C'est la première fois que la guérilla se manifeste depuis l'arrivée du souverain pontife au Pérou.

Jean-Paul II devait visiter ce mardi 5 février Villa-el-Salvador, le plus grand bidonville de Lima, avant de se rendre à Iquitos, dans l'Amazonie péruvienne, et à Trinité et Tobago, dernière étape de son voyage en Amérique latine.

A Piura, Jean-Paul II dénonce de nouveau les « déviations doctrinales » de la théologie de la libération

De notre envoyé spécial

Lima. – Jean-Paul II est revenu, lundi 4 février, sur la théologie de la libération dans un discours très dur contre ses déviations doctrinales. Il a choisi, pour le faire, la ville de Piura (au nord du Pérou). Cette ville de 900 000 habitants, qui a subi il y a deux ans des inondations catastrophiques, a deux universités, dont l'une appartient à l'Opus Dei.

Après avoir insisté sur la reconnaissance que le Pérou doit à l'œuvre des missionnaires, Jean-Paul II a souligné son caractère exemplaire : *« la première chose que nous devons faire est de méditer cette action pour en tirer les motifs d'inspiration pour l'avenir »*. Evangéliser, signifie, a poursuivi le pape *« apporter la parole du Christ, ce qui implique aussi une promotion intégrale de la dignité de l'homme »*.

Des interprétations à la mode

Mais, a-t-il ajouté, l'option préférentielle de l'Eglise en faveur des pauvres ne doit pas être *« exclusive » : « C'est une option fondée sur la parole de Dieu et non sur des critères fournis par la science ou les idéologies qui fréquemment réduisent les pauvres à une catégorie socio-politique et économique abstraite. »* Cet aspect de l'évangélisation *« est d'une évidente actualité au Pérou pour le présent comme pour l'avenir »*.

Citant l'Evangile et la condamnation par Jésus de celui qui *« n'entre pas par la porte »* mais s'introduit *« comme un voleur et un brigand »*, Jean-Paul II a condamné *« les faux prophètes et les relectures de l'Evangile dans une perspective non ecclésiale mais adaptée à des interprétations inspirées par la mode ou des visées socio-politique »*.

A Trujillo, lundi soir, Jean-Paul II est revenu sur ce thème de l'interprétation correcte de la doctrine sociale de l'Eglise dans un discours aux ouvriers. Capitale de l'une des principales régions industrielles du pays et productrices de canne à sucre, Trujillo est un exemple de l'échec d'un certain développement. Une personne sur deux en âge de travailler est au chômage. Une économie parallèle à la limite de l'illégalité s'est développée comme à Lima.

Les principaux syndicats du pays avaient adressé une lettre au pape le 29 janvier, lui demandant une audience afin d'exposer leurs problèmes, en particulier celui des salaires.

Les deux tiers des travailleurs péruviens ne touchent même pas le salaire minimum de 50 dollars par mois. Evoquant le caractère *« tragique »* de la condition des travailleurs en Amérique latine, le pape a insisté sur les causes profondes : structures économiques, sociales et politiques, que l'Eglise dénonce comme des *« péchés sociaux »*.

Le pauvre est certes celui à qui manquent les biens matériels, a déclaré le pape, mais c'est aussi *« celui qui est noyé dans le péché (...), celui qui ne dispose pas de la liberté de penser et d'agir selon sa conscience (...), celui qui est traité comme un instrument de production » : « L'Eglise appelle à une libération entière de toutes ces servitudes (...), c'est dans cette voie qu'agissent vos évêques conformément aux principes indiqués dans leur document sur la théologie de la libération »*, a-t-il ajouté. Il a rappelé aux industriels que, conformément à la doctrine sociale de l'Eglise, ils doivent donner à leurs entreprises une *« fonction sociale »*.

PHILIPPE PONS.

● RECTIFICATIF. – Une erreur nous a fait écrire que l'on comptait un prêtre pour 60 000 habitants au Venezuela, (*le Monde* du 30 janvier). Il convenait bien entendu de lire « un prêtre pour 6 000 habitants ».

CINQ CENTS CHEFS DE TRIBU ATTENDENT LE PAPE A IQUITOS

(De notre correspondant.)

Lima. – Cinq cents chefs de tribu indiennes en costume de fête (leur nudité dissimulée par des peintures multicolores, la tête couronnée de plumes de perroquet), sarbacane à la main, arc et flèches à l'épaule, s'apprêtent à souhaiter la bienvenue à Jean-Paul II à Iquitos, dernière étape de la visite au Pérou. Ils représentent une population indigène de cent cinquante mille personnes, réparties en plus de soixante-dix groupes ethniques de l'Amazonie. Ils s'adresseront au pape dans leurs propres dialectes et celui-ci leur répondra en shipibo.

Iquitos a été fondée par un jésuite, au dix-huitième siècle, couronnant ainsi un travail de deux siècles, au cours desquels la Compagnie de Jésus installa plus de deux cents villages, contribua à la connaissance de cette région grâce à l'élaboration de cartes précises. Elle refoula même hors des frontières les envahisseurs venus du Paraguay et du Brésil.

L'évangélisation dans la forêt tropicale a donc eu un tout autre aspect que celle réalisée dans les Andes, où le sabre et le goupillon ont contribué à démanteler l'empire inca. Les missionnaires de l'Amazonie n'étaient armés que de leurs abnégation pour vaincre les multiples périls de la jungle.

N. B.

LA DERNIÈRE ÉTAPE : TRINITÉ ET TOBAGO

Jean-Paul II, attendu ce mardi 5 février à Port-d'Espagne, capitale de Trinité et Tobago, doit rester moins de sept heures dans la plus méridionale des îles de l'arc caraïbe, proche du Venezuela.

5 128 kilomètres carrés, 1 300 000 habitants environ : Trinité et Tobago a été découverte par Christophe Colomb en 1498. Ce territoire anglophone vit presque exclusivement de la production de pétrole qui s'élève à 200 000 barils/jour.

La population est catholique à 60 %, mais les ethnies sont nombreuses : Indiens, Noirs, Hindous, Chinois et Blancs. L'archevêque Anthony Pantin affirme que cette *« diversité ne pose aucun problème »*.

Nicaragua

Ministre de la culture

LE PÈRE ERNESTO CARDENAL EST SUSPENDU « A DIVINIS » PAR LE VATICAN

Managua *(AFP)*. – Le ministre nicaraguayen de la culture, le Père Ernesto Cardenal, a annoncé, lundi 4 février à Managua, sa suspension *a divinis* par le Vatican pour avoir refusé d'abandonner ses fonctions dans le gouvernement sandiniste. *« Je ne peux pas renoncer à mes fonctions*, a déclaré le Père Ernesto Cardenal, *car ce serait abandonner et trahir mon peuple, à un moment où le Nicaragua fait l'objet d'agressions. »*

Le Vatican avait adressé, la semaine dernière, un ultimatum au ministre de la culture ainsi qu'au ministre des affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto, leur enjoignant de quitter leurs fonctions gouvernementales sous peine de sanctions. Le nouveau code de droit canon interdit aux prêtres d'avoir des fonctions politiques.

Le ministre de la culture a précisé que sa suspension *a divinis* implique qu'il n'a plus le droit de dire la messe ni d'administrer les Sacrements. Le pape *« se tait devant les agressions contre le Nicaragua*, a déclaré le Père Cardenal. *Sa position politique coïncide sur bien des points avec celle du président Reagan. »*

Le frère du ministre de la culture, le Père Fernando Cardenal, ministre de l'éducation, a été expulsé en décembre 1984 de la Compagnie de Jésus *parce qu'il refusait, lui aussi*, de quitter le gouvernement. Le Père Edgar Parrales, ambassadeur du Nicaragua auprès de l'organisation des Etats américains à Washington, a fait savoir, quant à lui, qu'il avait dès 1983 demandé au Vatican d'être réduit à l'état laïc, mais qu'il n'a pas reçu de réponse.

ASIE

LES SUITES DE L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE EN INDE

Un Polonais et un Allemand de l'Est auraient été expulsés

De notre correspondant

New-Delhi. – La France n'est plus seule en cause. M. Coomer Narayan, l'homme d'affaires indien qui fait figure de principal accusé dans l'*« affaire d'espionnage du siècle »*, a confessé, lundi 4 février, au juge d'instruction qu'il vendait également des secrets d'Etat à la Pologne et à l'Allemagne de l'Est. Le manège, selon l'inculpé, durait depuis vingt-cinq ans et lui aurait permis d'amasser une belle fortune. L'homme était d'ailleurs fort apprécié dans son quartier de New-Delhi pour ses « bonnes œuvres » et sa générosité en faveur des temples hindous...

L'ancien petit fonctionnaire des finances, devenu prospère, avait en effet révélé qu'il menait son commerce avec deux – et non plus un – diplomates français, un Polonais et un Allemand de l'Est (1).

Des informations de presse, pas plus démenties ou confirmées que toutes celles publiées depuis la divulgation du scandale, faisaient état récemment du voyage impromptu à Varsovie d'agents du contre-espionnage indien. La mission d'enquête dont ils sont chargés aurait été décidée après l'arrestation, il y a quelques jours, de deux hommes d'affaires de Delhi, MM. Kumar Aggarwal et Ashok Jaitka, spécialisés dans le commerce avec l'Union soviétique et d'autres « pays frères ».

Ce nouveau rebondissement d'une histoire à épisodes, qui passionne *exclusivement* la *capitale*, est spécialement embarrassant pour le général Jaruzelski, attendu en visite officielle à Delhi début mars. Dans les milieux français de la capitale, on ne cache pas un certain soulagement à l'idée que désormais *« Paris n'est plus seul à porter le chapeau »*. Cela dit, le rappel de l'ambassadeur, M. Serge Boidevaix, sur injonction de Delhi est jugé *unanimement précipité par ses* compatriotes, et beaucoup regrettent ouvertement que Paris ait *« cédé avec autant de docilité »*.

Beaucoup, également, reprochent à l'ambassade de France le silence maintenu depuis le début par les diplomates en poste dans la capitale indienne. On pense, à tort ou à raison, qu'une attitude plus ferme eût été à la fois plus digne *et plus bénéfique à l'avenir des relations* franco-indiennes.

Climat difficile

En attendant, il n'y a pas, contrairement à ce qu'on pouvait craindre, de réactions anti-françaises perceptibles dans la population, mais le climat pour les entrepreneurs et les diplomates français de Delhi qui ont affaire quotidiennement avec l'administration indienne est devenu très difficile. Bon nombre de fonctionnaires indiens, moyens ou grands, ne veulent plus être vus en compagnie de ressortissants français. Quelquefois par animosité patriotique à l'égard d'une *« puissance espionne »*, mais le plus souvent par crainte de tomber dans les filets d'une enquête qui ratisse large.

Quinze personnes, dont douze fonctionnaires, sont déjà sous les verrous, et les têtes continuent de tomber dans les allées du pouvoir. Après M. Alexander, secrétaire principal du premier ministre, dont la démission fut acceptée le 20 janvier, deux nouveaux hauts fonctionnaires, MM. C.S. Sarin, responsable du service de la production au ministère de la défense, et J.S. Baijal, secrétaire adjoint du ministère des finances, ont été admis, lundi, à faire valoir leurs droits à la retraite...

Aucune des trois personnes précitées n'a été personnellement mise en cause dans le scandale, mais plusieurs de leurs assistants ont été arrêtés. Une véritable chasse aux sorcières semble avoir été déclenchée, et personne ne sait très bien à Delhi qui la dirige et si quelqu'un en contrôle tous les développements.

Les Français ont adopté, pour leur part, un profil bas et attendent que l'épidémie d'espionnite se calme. Une circulaire les concernant aurait été distribuée dans tous les ministères, invitant expressément les acheteurs de l'Etat à ne signer aucun contrat avec des Français sans en référer au ministère des affaires étrangères. Un contrat industriel, non militaire, d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars, qui paraissait en bonne voie de réalisation, est susceptible de capoter au profit d'un autre pays, et l'on craint que les exemples de cet ordre ne se multiplient.

Il est même question ici et là de la remise en cause de l'Année de l'Inde en France, une idée lancée par le président de la République lors de sa visite à Delhi en 1982. L'escale française de M. Rajiv Gandhi en juin – escale annoncée sans démenti depuis des semaines dans la presse – n'aurait alors plus de raison d'être puisqu'il s'agissait pour le premier ministre d'inaugurer le Festival franco-indien.

L'éclectisme dont le vendeur de secrets faisait preuve dans le choix de ses clients permetta-t-il à la France de limiter les dégâts ? *« Le mal est fait, et l'Allemagne de l'Est n'est pas précisément sur le même créneau que nous »*, rappelle-t-on dans les milieux intéressés.

Reste toutefois un espoir, qui réside d'abord dans la faculté d'oubli habituelle dans les affaires internationales, mais aussi dans la volonté plus ou moins apparente de Delhi de ne pas laisser se dégrader au-delà d'une certaine limite ses relations avec Paris. La déconcertante facilité avec laquelle les journalistes ont pu vérifier aux meilleures sources la confession à huis clos de M. Narayan, et surtout les nouvelles accusations qu'elle contient, pourraient démontrer un souci du pouvoir d'équilibrer un peu plus le *« jeu de massacre »*.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le quotidien *Hindu* a annoncé, ce mardi, qu'un *« ressortissant polonais et un diplomate est-allemand »*, impliqués dans l'affaire, avaient été expulsés. Il n'indique toutefois ni les identités des deux agents présumés, ni les dates de ces expulsions.

M. MÉRIMÉE SERAIT NOMMÉ AMBASSADEUR A NEW-DELHI

Le gouvernement français a demandé l'agrément des autorités indiennes pour la nomination de M. Jean-Bernard Mérimée, ambassadeur de France en Australie depuis décembre 1981, pour remplacer M. Serge Boidevaix au poste d'ambassadeur en Inde. Le gouvernement indien n'avait pas donné sa réponse mardi 5 février. M. Boidevaix vient d'être nommé secrétaire général adjoint du ministère des relations extérieures et est appelé à prendre ses nouvelles fonctions en juin prochain *(le Monde* daté 2 et 3-4 février).

هكذا من الأصل

DE JEAN-PAUL II AU PÉROU

Mgr DAMMERT, PRÊTRE DES ANDES A L'AMAZONIE

« Ce que demande le peuple, c'est que nous soyons à ses côtés »

nous déclare l'évêque de Cajamarca

« Au-dessus de 2 000 mètres d'altitude, le droit canon n'a plus une très grande influence. » Mgr José Dammert a formulé la remarque avec le sourire un peu énigmatique dont il accompagne toutes ses affirmations. Ainsi, chacun peut pondérer le propos à sa guise, de sorte que Dieu reconnaisse les siens ! Au Vatican, d'où il revient, la phrase, assez assassine, a pu mettre en émoi quelques *monsignori.* Mais on sent bien que, chez lui, là-haut, à Cajamarca, elle doit rendre un son tout à fait différent : anodin, ou, plus vraisemblablement, incompréhensible – car comment le latin de Rome saurait-il solliciter l'attention des paysans des Andes ? *« La seule chose que demande le peuple, c'est que nous soyons à ses côtés. Cette présence de l'Eglise, c'est là, aujourd'hui, toute son espérance. Car, pour le reste, ces hommes sont abandonnés à un point que l'on ne soupçonne même pas »*, nous déclare, à l'occasion d'un passage à Paris, ce petit homme en costume gris et à fines lunettes, qui, à la manière de certains mystiques, semble devenu tout intériorité à force d'avoir gommé les apparences.

Cajamarca, c'est l'un des vingt-trois départements du Pérou, l'un des plus septentrionaux, puisqu'il touche à la frontière de l'Equateur. Cajamarca, c'est aussi une ville. Avec la célèbre Cuzco, c'est l'une des cités les plus importantes du haut-pays andin, mais elle ne compte que 70 000 habitants. C'est dire combien, sur cette épine dorsale où vivent cinq des quelque vingt millions de Péruviens, la vie est, dans ses profondeurs, demeurée rurale.

« Dans mon diocèse, plus des deux tiers des gens sont des paysans, confirme Mgr Dammert. *De petits paysans, qui vivent dans de petits villages, isolés les uns des autres. Ils cultivent surtout la pomme de terre et l'orge, le blé aussi. »* La région a connu deux périodes d'exode. Il y a un peu plus de quarante ans, une filiale de Nestlé, Perulac, y a créé de vastes domaines d'élevage. Comme il s'agit d'une activité réclamant peu de main-d'œuvre, beaucoup d'indigènes ont dû s'expatrier pour aller gagner leur vie ailleurs. *« Le lait est conditionné à Chiclayo, sur la côte, pour être exporté en boîtes,* précise au passage le prélat. *Et quand nous avons des problèmes alimentaires, en raison de sécheresses ou d'inondations, ce qui est fréquent, la Communauté européenne nous envoie du lait, gratis ! »*

La seconde vague d'émigration a suivi la réforme agraire, décrétée en 1969 par les militaires : *« Les grandes haciendas avaient été transformées en coopératives. Mais ça n'a pas marché, car les Péruviens du nord, peut-être parce qu'ils sont métis, n'ont pas la même mentalité communautaire que nos compatriotes indiens du sud et du centre. Chacun a voulu son lopin. Comme il n'y avait pas de terre à distribuer à tous, beaucoup ont été contraints de gagner les villes de la côte, Trujillo, Chimbote, Chiclayo, ou même Lima. D'ailleurs, la capitale est pleine de fils de Cajamarca devenus illustres, à commencer par son maire actuel, M. Barrantes* (1). »

Hormis la terre nourricière, Cajamarca a peu à offrir à ses habitants : quelques gisements de cuivre, de zinc et d'argent, où, à la morte-saison, qui est longue en ces parages, s'affairent de petits paysans sous-employés.

Quant à la cité, peu de traits, hormis ses 2 750 mètres d'altitude, la distinguent de centaines d'autres villes provinciales de l'Amérique latine, avec sa place d'Armes, sa cathédrale, ses églises baroques – ici sans clochers, – ses commerces, ses administrations. Rares sont les étrangers qui s'y aventurent : ce sont tout de même, depuis Lima, 850 kilomètres de route – d'abord par la Panaméricaine, qui traverse un désert battu par les vagues glacées du Pacifique, puis près de 200 kilomètres de virages dans la montagne, avec le franchissement d'un col, celui de l'Épervier à 3 200 mètres d'altitude. Il y a bien aussi l'avion ; mais on ne le prend que lorsque quelque urgence vous appelle à Cajamarca.

Cette ville, en effet, n'a pas pour elle la proximité d'un site aussi mondialement renommé que Machu-Pichu, plus au sud. Tout au plus peut-elle revendiquer l'un des événements les plus mémorables de l'histoire du sous-continent latino-américain : c'est là qu'eut lieu, un jour de 1532, la bataille décisive entre le dernier Inca, Atahualpa, et le conquérant espagnol Francisco Pizzaro. On montre encore à Cajamarca une construction dénommée la *« chambre de la rançon »* que, pour tenter d'arracher sa liberté au *conquistador,* le monarque déchu fit emplir d'or et de pierres précieuses par ses sujets. Ceci ne l'empêcha d'ailleurs pas de périr un an plus tard, garroté... mais muni du précieux sacrement du baptême. Tels furent les débuts, fort ambigus, du christianisme à Cajamarca !

La désertion des pouvoirs publics

Cela fait à présent près d'un quart de siècle que Mgr Dammert a charge d'âmes dans ces parages. Et, par ici, l'évêque, c'est quelqu'un. Le *padre* (curé), certes, n'est pas rien non plus ; mais, très mêlé à la vie quotidienne, il ne jouit pas de cette aura épiscopale à quoi seule, peut-être pourrait se comparer la vénération dont les premières communautés chrétiennes entouraient les apôtres ou ceux qui les avaient directement connus.

Il est pourtant bien passé, dans les Andes péruviennes, le temps des éminences chamarrées, des anneaux d'améthyste et des confortables revenus patrimoniaux ! C'est à présent l'époque retrouvée de la simplicité évangélique. Et Mgr Dammert ne fait pas exception à la règle. A soixante-sept ans, il visite encore parfois à pied les plus isolés des villages de son diocèse : ceux notamment qui se nichent en aval de la vallée de Cajamarca, au versant amazonien des Andes. *« Pour atteindre certaines communautés vers le rio Maranon* (2), *il faut marcher trois ou quatre jours. Et sans flâner ! »*. On l'imagine volontiers par les sentiers de la montagne, cet Allemand d'origine dont le visage – à cause des yeux souvent mi-clos ? – a fini par ressembler un peu à celui d'un Indien !

Mgr Dammert ajoute : *« Les fonctionnaires, eux, ne vont jamais dans des lieux isolés. »* C'est là un thème qui revient de façon obsédante dans les propos de l'évêque : cette véritable désertion des pouvoirs publics, qui laissent les populations de ces montagnes abandonnées à elles-mêmes – ou plutôt, à qui souhaite les capter. C'est même ainsi que le prélat explique les progrès foudroyants, dans certaines régions du Pérou, du groupe maoïste Sentier lumineux. Il constate que les départements d'Ayacucho, d'Apurimac, de Huancavelica, dans les Andes du centre-sud, sont, à la fois, selon les rapports de la Banque nationale, les zones de moindre investissement de tout le pays et celles où les « sendéristes » ont le mieux réussi.

« Le peuple ne croit plus que l'État puisse faire quelque chose pour améliorer son sort. Il a vu toutes les formules se succéder, militaire et civile, progressiste et conservatrice – sans que sa condition s'en trouve changée. Il observe, au contraire, que c'est l'État, c'est-à-dire les fonctionnaires, qui se nourrit de sa substance. De ce point de vue, la gauche, par définition plus budgétivore encore que la droite, n'a pas très bonne presse. Les gens savent, d'autre part, plus ou moins confusément, que la dette publique a atteint un niveau tel que toutes les possibilités de développement sont bloquées. C'est dans ce contexte que Sentier lumineux arrive en disant : « Détruisons » d'abord, et, en attendant de » reconstruire – quoi, ils ne l'ont » jamais dit ! – vous devez vivre en » autarcie ! » *Au début, ça marche, parce que les guérilleros appliquent ce qu'ils dénomment une* « justice populaire », *en tuant les* « exploiteurs ». *Mais la terreur a sa logique, et, bientôt, la violence se retourne contre les paysans. »*

« L'habitude de nous méfier des mots »

Dans le diocèse de Cajamarca, les sendéristes sont venus *« faire de la propagande »*. Mais, assure Mgr Dammert, *« la réponse populaire a été négative »*. Il en tire cette conclusion : *« Là où l'Eglise travaille aux côtés du peuple, la violence ne l'emporte pas. »* En quoi consiste ce travail-auprès-du-peuple ? Des paroisses ont créé des dispensaires ; des catéchistes ont aidé à la formation de *« rondes »* de vigilance, auxquelles les paysans participent pour défendre leurs récoltes contre les bandes organisées, qui, la misère aidant, ont entrepris de vivre sur le pays. *« Nos ouailles nous disent :* « Avant, je ne dormais » jamais que d'un œil ; à présent, je » ne veille plus qu'une seule nuit par » semaine. » *En l'absence de toute police, cette formule a redonné confiance aux gens. »*

Ce tour d'horizon local accompli, on comprend mieux le léger sourire qui suit la question, inévitable, sur la théologie de la libération.

« Nous avons pris l'habitude, répond Mgr Dammert, *de nous méfier des mots. C'est ainsi que nous n'utilisons plus l'expression « Eglise populaire », qui avait fini par créer un malaise. Figurez-vous que nous disons tout simplement, désormais, « Eglise catholique » ! Mais le peuple, nous l'avons vraiment fait entrer dans cette Eglise : des laïcs, aujourd'hui, administrent couramment les sacrements. « L'option préférentielle pour les pauvres », qui a fait couler tellement d'encre ? Eh bien ! on y travaille tous les jours, sans nécessairement le clamer sur les toits. C'est cela, pour nous, la libération. »*

Et, conclut l'évêque de Cajamarca : *« Si vous voulez nous aider, dites, s'il vous plaît, qu'on nous envoie des spécialistes de l'agriculture de montagne. Et pas des « onusiens » agronomes du bord de mer ! »*

Propos recueillis par JEAN-PIERRE CLERC.

(1) M. Barrantes sera le candidat de la gauche à l'élection présidentielle d'avril.

(2) Rivière née au cœur des Andes péruviennes, en général considérée comme la principale source de l'Amazone.

A VILLA-EL-SALVADOR, LE PLUS GRAND BIDONVILLE DE LIMA

Deux enfants meurent chaque jour de malnutrition

De notre correspondante

Lima. – *« Ma première messe à Villa-el-Salvador, je l'ai célébrée devant huit gamins et dix chiens errants. Je suis venu avec une natte de paille sous un bras et quatre piquets sous l'autre. »*

C'était en 1971. Aujourd'hui, Villa-el-Salvador est le bidonville le plus peuplé de la capitale : trois cent cinquante mille habitants. *« Trois cent cinquante mille fidèles,* ajoute le père José Walijeski, polonais comme le Saint-Père. *C'est la plus grande paroisse du Pérou et peut-être même de l'Amérique du Sud. Un véritable diocèse. »*

Villa-el-Salvador a poussé comme un champignon depuis les « invasions » d'avril 1971. Quinze jours plus tard, la *barriada,* rebaptisée pudiquement *pueblo joven* (jeune village) par le gouvernement militaire de l'époque, abritait de six mille à neuf mille habitants. En deux mois, cinquante mille. Un an plus tard, cent trente mille...

Les autorités encourageaient alors les squatters à s'installer dans ce déversoir, situé à 20 kilomètres au nord de la capitale, refuge des sans-travail et des sans-logis. Le Père José explique qu'une femme sur quatre est une mère abandonnée, que deux adultes sur trois sont au chômage ou sous-employés, que chaque jour deux enfants meurent de malnutrition...

Chômage. Faim. Maladie : c'est le lot des centaines de milliers de marginaux qui occupent les bidonvilles de la ceinture de misère de la capitale. Une personne sur deux est atteinte de tuberculose.

« Si seulement je pouvais faire des miracles », se lamente Sœur Marty, qui essaie, en vain, de « multiplier » les pains pour les dizaines de familles qui survivent grâce à ses soupes populaires. Une soupe coûte 1 300 soles, c'est-à-dire environ 2 francs. Mais c'est encore trop pour une famille sur quatre à Villa-el-Salvador, où le revenu mensuel moyen est inférieur à 250 francs.

« Ils achètent cinq rations pour neuf. Pour le déjeuner. Pour le petit déjeuner et le souper, ils prennent du « thé à l'eau »... Ils ne vont pas beaucoup à la messe, reconnaît le Père José, *mais je n'ai jamais vu mettre mieux en pratique la charité. »*

Dressée dans le véritable désert de sable du nord de Lima, l'estrade géante d'où le souverain pontife doit parler ce mardi est recouverte aussi de nattes de paille tressée. Ces nattes qui sont les murs frêles d'une maison sur deux à Villa-el-Salvador, la ville du « Sauveur ».

NICOLE BONNET.

EUROPE

Yougoslavie

LA CONDAMNATION DE TROIS CONTESTATAIRES

Le tribunal a refusé de « céder aux pressions » mais la défense estime avoir remporté un succès

De notre correspondant

Belgrade. — Le tribunal départemental de Belgrade a déclaré coupables du délit de *« propagande hostile »*, lundi 4 février, les trois intellectuels contestataires dont le procès s'était ouvert le 5 novembre dernier. La cour a infligé deux ans de détention à Miodrag Milic, cinéaste et écrivain; un an et demi à Milan Nikolic, sociologue, et un an à Dragomir Olujic, journaliste *(nos dernières éditions du 5 février)*.

Dans ses attendus, le tribunal déclare avoir refusé de céder aux *« pressions »* dont il a été l'objet et estime que les textes rédigés par les accusés n'étaient pas de nature littéraire mais politique, ce qui tombe sous le coup de la loi.

A bien des égards, ce procès politique, le plus important intenté depuis la mort de Tito, a été tout à fait exceptionnel dans le système judiciaire yougoslave. Il a duré trois mois, ce qui ne s'était jamais produit. Ensuite, on a vu le procureur modifier ou compléter l'acte d'accusation original à trois reprises : deux fois pour aggraver les griefs reprochés aux accusés et une fois pour les atténuer. Le 23 janvier, il décidait d'arrêter les poursuites contre M. Pavlusko Imsirovic, traducteur, qui, d'ailleurs, aussitôt après cette décision, a organisé dans son appartement archicomble une nouvelle réunion de l' *« université libre »* sur le thème : « Les droits de l'homme et les procès politiques en cours ».

En outre, les accusés, de même que leurs défenseurs, n'ont pas hésité à critiquer le procureur, souvent avec virulence, et à mettre en cause les fondements de la législation yougoslave sur les délits politiques. Mais tous ces éléments nouveaux n'ont pas suffi à rompre avec les règles en vigueur depuis la guerre et selon lesquelles les personnes accusées de propagande hostile sont, en fin de compte, condamnées.

Les trois accusés, qui se présentaient en prévenus libres, ne seront pas incarcérés avant que le verdict ne devienne exécutoire (ils ont le droit d'interjeter appel auprès de la Cour suprême), mais toute nouvelle infraction entraînerait immédiatement leur mise sous les verrous.

Dans le nombreux public présent à toutes les audiences, on a remarqué des représentants d'organisations internationales de défense des droits de l'homme, dont plusieurs venus des Etats-Unis, et de nombreux intellectuels yougoslaves, parmi lesquels le grand écrivain serbe Dobrica Cosic, les professeurs Ljubomir Tadic et Mihajlo Markovic, écartés de l'université pour *« déviationnisme idéologique »*, M. Milovan Djilas, un des plus proches collaborateurs de Tito, limogé en 1954 pour ses critiques du parti, qui lui ont valu depuis une dizaine d'années de réclusion.

A la sortie de la salle d'audience, l'un des avocats, Me Perovic, a déclaré que la défense avait remporté un succès, — si l'on tient compte des bases sur lesquelles s'était ouvert le procès. Me Scheks a réitéré les arguments exposés dans sa plaidoirie, à savoir que la cour avait obéi au *« dogme »* imposé par les milieux politiques.

Les accusés eux-mêmes ont commenté le jugement. Selon M. Milan Nikolic, *« la sentence est un compromis entre les modérés et les durs du régime. Si je suis appelé un jour à purger ma peine, j'entamerai une grève de la faim comme seul moyen de me défendre. »*

Pour M. Miodrag Milic, *« le verdict et les attendus attestent du bas niveau de la justice qui a pris en compte les allégations des organes de sécurité »*.

Enfin, M. Dragomir Olujic n'est *« pas surpris par le verdict. Un procès politique ne pouvait aboutir qu'à une condamnation »*.

Dix-huit mois de prison pour Milan Mladenovic

D'autre part, dans l'après-midi du même jour, le tribunal a condamné à dix-huit mois de prison ferme le jeune écrivain et philosophe Milan Mladenovic, dont le procès avait commencé le 10 février. Il était accusé d'avoir, pendant son séjour à Paris, adhéré à un *« mouvement hostile »* à la Yougoslavie. M. Mladenovic a admis avoir travaillé un certain temps dans le cabinet d'un émigré yougoslave, Vlada Vladislavjevic, mais a nié avoir eu des intentions malveillantes à l'égard de son pays. Il a déclaré qu'il ignorait les activités politiques de M. Vladislavjevic et ses liens avec une organisation émigrée yougoslave connue sous le nom de Nouvelles alternatives démocratiques.

Dans sa plaidoirie, le défenseur de l'inculpé, Me Pejovic, a affirmé qu'aucun délit à la charge de son client n'avait pu être prouvé, et a demandé sa relaxe. Prenant à son tour la parole, M. Mladenovic a d'abord exposé ses idées sur la liberté et les droits de l'homme. Il fut interrompu par le président, qui estima qu'il s'était écarté du sujet. M. Mladenovic, qui a annoncé vouloir poursuivre sa grève de la faim — commencée il y a une vingtaine de jours — jusqu'à la mort, a alors abrégé son intervention en terminant par une sévère condamnation de la loi sur les délits politiques et d'opinion, qui *« jette dans un fossé profond toute une génération à la recherche de la vérité et de la justice »*.

PAUL YANKOVITCH.

UN ENTRETIEN AVEC VLADIMIR MIJANOVIC

Un accusé en liberté très précaire

Expulsé de la salle d'audience, en décembre, pour *« offense à la cour »*, Vladimir Mijanovic a vu son cas dissocié de celui des autres accusés du procès de Belgrade. Il est actuellement « en liberté » — une liberté bien précaire puisqu'un mandat d'arrêt a été lancé entre-temps contre lui. Les autorités affirment qu'il se cache, ce que lui-même dément dans une interview accordée à Antoine Spire, qui l'a rencontré à Belgrade. Cet entretien, dont nous publions ici des extraits, sera diffusé le 13 février prochain sur France-Culture, dans l'émission « Panorama », à 12 h 45.

« Quelles sont les principales étapes de votre combat politique ?

— Mon engagement date de 1968 dans le *mouvement étudiant*. Un vent de liberté avait soufflé sur la Yougoslavie, plus aucun sujet n'était tabou, un mouvement alternatif vivace prenait naissance.

» Mais, par la suite, le pouvoir s'est ressaisi et la répression a frappé les leaders de ce mouvement, dont j'étais. J'ai donc fait, à l'époque, de la prison et, pendant cinq ans, ont alterné pour moi périodes d'incarcération et service militaire. En 1975, j'ai pu reprendre une activité politique, mais la conjoncture avait changé. Il ne s'agissait plus de contestation globale de la société, mais d'initiaves concrètes de soutien aux victimes de la répression.

» Notre objectif depuis 1975 est de supprimer les lois répressives, de modifier notre Constitution pour ajouter aux textes stipulant la non-discrimination en raison du sexe, de la nationalité ou de la religion, qu'il en serait de même en matière d'opinion politique. C'est par centaines que des intellectuels ont signé une pétition allant dans ce sens.

» Nous avons aussi milité pour un statut des détenus politiques. Après la mort de Radomir Radovic, nous avons mis en cause le ministre de l'intérieur, Stane Dolanc (1). J'ai été arrêté.

— Vous avez connu les prisons yougoslaves. Que pouvez-vous en dire ?

— J'ai passé deux ans et deux mois en prison. Les conditions d'incarcération sont terribles.

» Nos prisons mélangent les traditions répressives de l'Est et de l'Ouest. On peut y mourir, on y est très souvent battu. J'ai été battu plusieurs fois. Formellement, il n'y a pas de différences entre les « politiques » et les « droits communs », mais dans les faits, la répression frappe plus durement les « politiques », continuellement espionnés par leurs codétenus.

— Combien y a-t-il de prisonniers politiques en Yougoslavie et pourquoi Amnesty International, dans son rapport annuel, ne fait-elle pas état des dures conditions de détention que vous évoquez ?

— Le nombre exact de prisonniers politiques est un véritable secret. Nous estimons qu'il se situe entre cinq cents et mille. Mais un récent rapport d'une organisation internationale a affirmé que, proportionnellement à la population, il y aurait plus de prisonniers politiques qu'en Afrique du Sud ou en Union soviétique. Amnesty International a fait état de la situation des prisonniers politiques en Yougoslavie, pour les cas les plus tragiques, disparitions en prison et assassinats à l'étranger.

» Amnesty International ne peut pas connaître les conditions d'incarcération dans toutes les prisons yougoslaves. Sremska Mitrovica est une prison modèle organisée en conformité avec le droit international. C'est la seule que les organisations internationales puissent visiter. Mais il y en a bien d'autres parmi lesquelles Pozarevac, Zenica, Lepoglava, Nic, qui ne sont jamais visitées par les étrangers. Je vous assure que la vie y est atroce. J'ai été dans plusieurs de ces prisons, et j'ai connu nombre de prisonniers politiques condamnés au terme de procès tout aussi iniques que celui de Belgrade.

» La torture dans les prisons yougoslaves est considérée comme normale par ceux qui travaillent dans les prisons. On n'en parle pas. Un de nos avocats, Ivan Yankovic, s'est rendu dans ces prisons et a publié un rapport sur les tortures physiques et psychiques, mais, curieusement, personne n'en a fait état. Une conspiration du silence a étouffé ce texte.

— Ici, à Belgrade, on m'a expliqué que vous vous cachiez ?

— C'est faux, je ne me cache pas. C'est un mensonge du régime orchestré par la presse yougoslave. La cour a décidé de m'emprisonner, je suis en liberté; il y a une contradiction; mais sachez que la décision de m'incarcérer est absolument illégale, puisqu'elle a été prononcée en l'absence de mes avocats.

» On a désigné un avocat commis d'office. Les autorités judiciaires se sont rendues chez moi pour obtenir mon accord écrit à cette procédure. Je n'étais pas là. La cour a décidé de m'incarcérer pour obtenir ma signature, mais pour l'instant on ne m'a pas arrêté.

» Je ne me cache pas — je dors chez moi, — mon arrestation ferait sans doute trop de bruit. Les autorités savent que je suis prêt à entamer dès mon incarcération une grève de la faim et la poursuivre jusqu'à ma mort. »

(1) L'ingénieur Radomir Radovic, qui avait assisté le 20 avril 1984 à une réunion dont les vingt-huit participants avaient été interpellés, a été retrouvé mort quelques jours plus tard, peu après sa remise en liberté. L'enquête officielle a conclu à un suicide.

Turquie

Où il est question des droits de l'homme

De notre correspondant

Ankara. — Venue s'informer de la façon dont fonctionne le processus de retour à la démocratie en Turquie, une délégation de la commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a enquêté une semaine sur le terrain. La délégation, présidée par l'Italien Sperduti, dont faisaient également partie le Britannique Sir James Fawcett, l'Allemand Frowein, le Suisse Treschel et l'Espagnol Carrillo, a pu se rendre, entre autres, dans les prisons militaires de Dyiarbakir, d'Istanbul et d'Ankara. Les cinq hommes étaient chargés de rechercher les bases d'un éventuel « règlement à l'amiable », après le recours déposé en 1982 par cinq pays européens (Suède, *Norvège, Danemark, Pays-Bas et* France), à l'encontre de la Turquie, accusée de violation des droits de l'homme. Ce recours avait été déclaré recevable par la commission, en décembre 1983.

La délégation a été reçue notamment par les ministres de la justice et de la défense. Elle a également rencontré les membres de la commission de la justice de l'Assemblée nationale; elle a, enfin, eu des contacts avec les milieux universitaires, journalistiques, juridiques et syndicaux.

S'il est vrai que l'arrivée de la délégation à Ankara peut être interprétée comme le signe d'une meilleure compréhension vis-à-vis du régime en Turquie, il n'en reste pas moins que les gouvernements européens, nordiques en particulier, continuent à maintenir leur distance vis-à-vis d'un pays accusé d'avancer trop lentement vers la normalisation démocratique. Ils entendent, dès lors, être bien convaincus de la réalité d'une amélioration de la situation des droits de l'homme en Turquie, avant de favoriser un éventuel règlement à l'amiable.

Or, à cet égard, il apparaît que, en Turquie même, bien des doutes subsistent. Ainsi, lors de l'ouverture, fin janvier, d'un procès mettant en cause la moralité de certains douaniers du poste de Kapikule, à la frontière turco-bulgare, plusieurs accusés ont dénoncé devant leurs juges les sévices corporels dont ils auraient fait l'objet durant leurs interrogatoires par la police. Fait significatif, le journal indépendant à fort tirage *Gunaydin* a écrit, le 3 février, que les *« méthodes d'interrogatoires policiers doivent être changées »* — précisant que la moitié au moins des accusés déclarent avoir fait des aveux contraints. Tous, ajoute-t-il, ne sauraient être tenus pour des menteurs. Il rappelle que des policiers ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir pratiqué la torture. Il réclame, enfin, que *« la Turquie adopte les méthodes des pays civilisés »*.

Le gouvernement lui-même semble un peu plus soucieux, désormais, d'améliorer son image vis-à-vis de l'étranger. C'est ainsi que la Turquie, signataire de la convention européenne des droits de l'homme de 1954, s'apprêterait enfin à reconnaître la compétence de la Cour des droits de l'homme. On laisse entendre à Ankara que le recours individuel devant la Cour, prévu à l'article 25 de ladite convention, pourrait, dans un avenir point trop éloigné, être accepté.

On parle beaucoup d'amnistie en Turquie ces temps-ci. Cependant, la Constitution de 1982 interdit l'amnistie en faveur des personnes coupables de menées terroristes. Le gouvernement de M. Turgut Ozal, conscient de l'hostilité des militaires à une telle éventualité, étudie un projet de loi prévoyant des remises de peine, dont, comme en Italie, pourraient bénéficier les personnes ayant fourni des renseignements à la police. Quant aux élus du Parti populiste, principale formation de l'opposition, ils préparent de leur côté une proposition de loi d'amnistie; elle pourrait s'appliquer aux auteurs de *« délits d'opinion »* qui ne se sont jamais livrés à des actes terroristes.

ARTUN UNSAL.

PROCHE-ORIENT

REGAIN DE VIOLENCE EN CISJORDANIE

Un soldat israélien a été tué à Ramallah

De notre correspondant

Jérusalem. — Le meurtre d'un soldat israélien a fait de nouveau monter la tension en Cisjordanie, lundi 4 février. Il s'agit du premier assassinat d'un militaire dans les territoires occupés depuis plus de deux ans. Le caporal de réserve Aharon Avidar, vingt-neuf ans, était en faction devant le bâtiment du ministère de l'intérieur, en plein cœur de Ramallah, au nord de Jérusalem, lorsqu'un inconnu l'a abattu d'une *balle de pistolet* tirée à bout portant dans la poitrine. Il a succombé pendant son évacuation vers l'hôpital. Son assassin a réussi à prendre la fuite.

L'armée a imposé pendant l'après-midi un couvre-feu sur les villes jumelles de Ramallah et d'El-Bireh, et sur le camp de réfugiés voisin de Al-Amari. Elle a procédé à des perquisitions et arrêté, jusqu'à présent sans résultat, plusieurs dizaines de résidents arabes.

Autre foyer d'agitation, le camp de réfugiés de Dehaishe, près de Bethléem, a été verrouillé lundi par les forces de l'ordre après que certains de ses habitants eurent lancé des pierres sur le véhicule du rabbin Moshe Levinger, chef de file du mouvement annexionniste Goush Emounim (Bloc de la foi).

Depuis trois mois, le rabbin campe jour et nuit face à l'entrée de Dehaishe, près de son minibus, en signe de protestation contre *« le laxisme des autorités face aux semeurs de troubles »*. Les habitants tiennent sa présence pour une *« provocation »*. Lundi, le rabbin a riposté aux jets de pierres en ouvrant le feu en direction du camp, imité, semble-t-il, par le soldat qui lui sert de garde du corps.

Sept députés représentant trois formations politiques de droite, le Parti national religieux, le Morasha et le Tehiya, se sont rendus sur place pour apporter leur soutien moral au rabbin. Le groupe parlementaire du Likoud devait faire de même mardi. M. Pérès, premier ministre et M. Rabin, ministre de la défense, ont répété, pour leur part, qu'ils *« combattraient le terrorisme par tous les moyens légaux »*. A son retour des Etats-Unis, M. Rabin a pris soin de ne pas exclure un éventuel retour à la pratique des déportations contre les agitateurs.

Le gouvernement et la presse s'interrogent sur les raisons du regain de violence. Selon l'interprétation la plus fréquemment avancée, la branche loyaliste de l'OLP aurait décidé de *« réactiver »* ses cellules en sommeil depuis sa défaite militaire au Liban. Le fait d'avoir de nouveau pignon sur rue dans la Jordanie toute proche aurait ranimé l'ardeur des partisans de M. Arafat.

Ceux-ci tiendraient également à montrer au monde arabe que les coups d'éclat militaires ne sont pas l'apanage des rebelles prosyriens au moment où ces derniers s'apprêtent, avec les encouragements de Damas, à retourner en force dans les régions du Liban qui seront bientôt évacuées par Israël.

J.-P. LANGELLIER.

Israël

M. EZER WEIZMAN SE DÉCLARE DISPOSÉ A RENCONTRER YASSER ARAFAT A CERTAINES CONDITIONS

L'ancien ministre de la défense M. Ezer Weizman, s'est déclaré prêt à rencontrer Yasser Arafat *« si celui-ci reconnaît au préalable l'existence de l'Etat d'Israël »*.

Dans une interview publiée par Haaretz, et citée par l'Agence Télégraphique juive, M. Weizman, ministre sans portefeuille, chargé des questions spéciales, a précisé : *« Je suis prêt à parler de coexistence avec Arafat ou tout autre dirigeant palestinien représentatif qui admettrait explicitement les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. »*

Ces deux résolutions stipulent notamment le droit de tous les Etats de la région à vivre à l'intérieur de frontières sûres et traitent de la question palestinienne en tant que problème de réfugiés. M. Weizman, jadis membre du Likoud et ministre de la défense de l'ancien premier ministre Menahem Begin, fut l'un des principaux artisans des accords israélo-égyptiens de Camp David.

● *Les quatre Britanniques détenus en Libye sont libérés.* — Détenus depuis près de neuf mois, les quatre hommes ont été libérés le mardi 5 février, ont annoncé les autorités libyennes. Ils ont été libérés à la suite de votes largement majoritaires des *« Congrès de base »*, assortis de conditions d'ordre général ayant trait à l'amélioration des relations entre la Grande-Bretagne et la Libye. — *(AFP.)*

A JÉRUSALEM M. ATTALI S'EST ENTRETENU AVEC M. SHIMON PÉRÈS

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — M. Jacques Attali, conseiller spécial du président Mitterrand, vient d'effectuer une brève et discrète *« visite privée »* en Israël au cours de laquelle il s'est entretenu avec le premier ministre, M. Shimon Pérès, de plusieurs dossiers *« sensibles »* touchant à la coopération bilatérale.

Selon *Davar*, le quotidien travailliste qui fait état de ce voyage, M. Attali est resté en Israël moins de quarante-huit heures, mais son agenda était fort chargé. Il aurait rencontré M. Pérès à trois reprises et aurait eu des discussions avec les ministres des finances et de la coopération économique, ainsi qu'avec le directeur général du ministère des affaires étrangères.

Davar croit savoir que M. Attali est venu en Israël discuter des facilités financières que la France est prête à accorder à l'Etat hébreu pour l'encourager à acheter les deux réacteurs nucléaires dont Jérusalem a besoin. Lors de sa visite officielle à Paris, début décembre, M. Pérès avait lui-même révélé l'intérêt de son pays pour une telle transaction. M. Attali aurait également évoqué avec ses interlocuteurs les moyens de relancer la coopération commerciale entre Paris et Jérusalem et d'encourager les investissements français en Israël.

J.-P. L.

AFRIQUE

Algérie

Les autorités ont décidé de mettre un terme à l'anarchie en matière d'habitat

De notre correspondant

Alger. — Des écriteaux apparaissent un peu partout dans la banlieue d'Alger devant des villas ou des maisons en cours de finition : *« Construction illicite confisquée par l'assemblée populaire communale. »* Ces immeubles, édifiés sans permis de construire, sont confisqués, mais resteront debout. D'autres, jugés particulièrement nuisibles pour l'environnement, sont purement et simplement rasés au bulldozer si personne ne les habite encore.

Spectaculaire dans l'Algérois, l'opération s'étend à l'ensemble du territoire. Après des années de laxisme, les autorités ont décidé de mettre un terme à la plus totale anarchie en matière d'habitat. Une première série de mesures avait frappé les habitants des bidonvilles qui s'étendaient dangereusement autour de la capitale. Des dizaines de milliers de personnes ont été reconduites dans leur douar d'origine par des camions militaires, après qu'on eut rasé leur habitation. Beaucoup ont perdu leur emploi à Alger et ont été invités à se reconvertir avec les moyens du bord en province. L'opération ne s'est pas faite sans douleur ni protestations (*le Monde* daté 6-7 novembre 1983), mais, malgré son caractère impopulaire, les autorités l'ont menée à son terme, l'estimant nécessaire pour sauver la capitale de l'asphyxie. Aujourd'hui, l'Etat veut montrer que la loi est la même pour tous et que les pauvres ne seront pas les seuls à faire les frais de son application. Après les gourbis, on s'en prend aux villas, pas toujours de bon goût, mais souvent de proportions imposantes, qui ont poussé illicitement sans alarmer les assemblées populaires communales, en principe compétentes pour délivrer le permis de construire. La réglementation existe, mais en la matière trop d'abondance nuit. Grâce à la complicité ou à l'indifférence de fonctionnaires pataugeant dans une législation pléthorique, ceux qui en avaient les moyens se sont approprié des terrains destinés initialement à l'agriculture et ont fait réaliser leurs fantasmes immobiliers le plus souvent par des artisans payés « au noir ».

Le coût final de telles constructions doit laisser rêveur le petit fonctionnaire à 2 000 F par mois, mais l'argent ne manque pas partout en Algérie. Le commerçant entreprenant qui sait profiter des failles du système étatisé, le militaire qui a des relations, le médecin bien organisé, peuvent faire construire au prix fort, pour leur usage personnel ou pour de lucratives locations avec paiement en devises à l'étranger. Sans parler de l'immigré qui, tenant hôtel ou épicerie en France, n'a aucun mal à investir dans son pays natal des dinars échangés au cours parallèle.

Tous ces propriétaires ne sont pas d'affreux spéculateurs ou des affairistes. La majorité n'a fait que pratiquer le système D, encouragée parfois par des exemples venus de haut. Les intentions du pouvoir sont louables : mettre les collectivités locales devant leurs responsabilités et rendre aux cultures maraîchères les terres les plus riches à proximité de la capitale. Mais, après avoir fait des exemples, il doit rassurer et expliquer.

Dans un discours aux cadres du parti et des organisations de base, le lundi 4 février, le président Chadli a annoncé que la campagne contre les constructions illicites continuerait, mais il a admis que les responsabilités étaient partagées entre les contrevenants et les administrations locales défaillantes. De quoi apaiser un peu l'inquiétude de ces éternels anxieux que sont les Algériens, certes prompts à chercher des combines, mais de bonne foi, tant sont nombreux, changeants et compliqués les textes qui les gouvernent et variable l'empressement qu'on met à les faire respecter.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

politique

La crise en Nouvelle-Calédonie

M. Edgard Pisani est optimiste : le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie pense que la solution de l'indépendance-association, qu'il préconise pour assurer la paix dans le territoire, finira par obtenir l'adhésion d'une majorité de Calédoniens. Invité du journal d'Antenne 2, lundi soir 4 février, M. Pisani s'est prévalu des progrès enregistrés au cours de ses discussions avec les dirigeants indépendantistes, qui s'étaient montrés jusqu'à présent fort réservés à l'égard de son plan.

L'entretien que nous a accordé le numéro deux du Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS), M. Yéweiné Yéweiné, principal interlocuteur de M. Pisani pendant le séjour en métropole de M. Jean-Marie Tjibaou, confirme en tout cas une évolution de l'état-major indépendantiste dans un sens favorable au processus défini par le délégué du gouvernement.

A la veille du congrès qu'ils doivent présider le samedi 9 février à Canala, les dirigeants du FLNKS se montrent ainsi décidés à soutenir la démarche de M. Pisani. L'affirmation de leur volonté d'ouverture et de dialogue est toutefois assortie d'une menace de pressions économiques envisagées pour réduire en Nouvelle-Calédonie le nombre des électeurs hostiles à l'indépendance.

Au cours d'une conférence de presse, M. Tjibaou a lancé, mardi 5 février, un appel aux Wallisiens, aux Tahitiens, aux Antillais et aux Calédoniens d'origine asiatique pour inviter toutes ces minorités du territoire à ne pas épouser *« les intérêts de ceux qui ont des milliards et des millions à défendre »*, et à se déterminer en fonction de leurs propres intérêts.

Le chef du mouvement indépendantiste a annoncé l'organisation, le 20 avril, d'une journée internationale de soutien au FLNKS.

M. Pisani, en vertu de l'état d'urgence, a signé le premier arrêté d'interdiction de séjour, en date du 31 janvier.

Au nom de ses *« agissements antérieurs »*, M. Mickaël Darby, et son épouse Lynne Wilson, tous deux de nationalité australienne, ont été interdits de séjour en Calédonie. *« Leurs actions subversives à l'encontre du gouvernement du Vanuatu sont incompatibles avec la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie et sont de nature à porter gravement atteinte à l'ordre public »*, précise l'arrêté du haut commissariat.

A Paris, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, a déclaré lundi qu'il rencontrera M. Pisani lors de son retour à Nouméa. M. Ukeiwé devait participer, mardi 5 février, à Paris, à la Mutualité, à un rassemblement de soutien au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République, organisé par le RPR, en présence de MM. Jacques Chirac, président du mouvement, Jacques Toubon, secrétaire général, Charles Pasqua et Claude Labbé, présidents des groupes RPR du Sénat et de l'Assemblée nationale, et Michel Debré, ancien premier ministre. A Bruxelles, M. Bob Hawke, premier ministre australien, a indiqué au cours d'une conférence que son pays souhaite un *« règlement constitutionnel »* qui réponde à la *« légitime aspiration de la population canaque à l'indépendance et à l'exercice de son autorité »*.

Canberra *« continuera à presser le gouvernement français d'avancer de façon constructive vers une solution qui satisfasse les intérêts légitimes de tous les habitants de ce pays »*.

M. Pisani est convaincu que son plan amendé sera accepté

« Je suis personnellement convaincu, maintenant que je suis en contact avec les populations, que le plan [d'indépendance-association] *tel qu'il a été esquissé, le 7 janvier, et tel qu'il est en train de se préciser, fera la majorité en Nouvelle-Calédonie. Et c'est d'ailleurs parce qu'il risque fort de faire cette majorité que l'opposition est aussi déchaînée contre moi »*, a déclaré lundi 4 février M. Edgard Pisani, qui s'exprimait en direct au cours du journal de 20 heures d'Antenne 2.

Déjà *« transformé et enrichi »*, aux dires du haut-commissaire, le *« schéma du 7 janvier »* prendrait désormais pleinement en considération les *« garanties à l'appui des garanties »* offertes aux caldoches en cas d'accession du territoire à l'indépendance. M. Pisani a indiqué à ce sujet : *« Nous avons eu des conversations fouillies et détaillées avec les indépendantistes, qu'ils soient du FLNKS* [Front de libération nationale canaque et socialiste] *ou du LKS* [Libération canaque et socialiste] *pour arriver à considérer que dès le vote d'autodétermination, dans le bulletin de vote, figureraient un certain nombre de garanties ; nous sommes même arrivés à déterminer que, dès avant la proclamation de l'indépendance, une assemblée élue pourrait, si tout le monde est d'accord, élaborer la constitution, élaborer le pacte communautaire, un traité de coopération avec la France, si bien que, le jour de l'indépendance, tous les instruments juridiques de cette coopération, tous les instruments juridiques de cette garantie existeraient et ne seraient pas soumis aux aléas de la vie politique interne d'un Etat nouveau. »*

Interrogé sur les contre-propositions récemment formulées par M. Dick Ukeiwé (autonomie-association), le délégué du gouvernement a souligné que, si elles comportent des *« éléments intéressants »*, elles n'apportent pas, sur un certain nombre de points – les problèmes fonciers par exemple, – de *« solutions substantielles »*. Au total, M. Pisani craint que *« la solution que propose M. Ukeiwé ne constitue une espèce d'indépendance à l'intérieur de la République »*.

Que prévoit M. Pisani en cas de réponse négative lors du scrutin d'autodétermination ? Dans cette hypothèse, *« peu plausible »*, a dit le délégué du gouvernement, *« le statut de 1984 ne suffira pas »*, sans donner pour le moment d'autre précision.

Enfin le haut-commissaire a réfuté les rumeurs qui font de lui un homme isolé dans son action ou en désaccord avec MM. Mitterrand et Fabius : *« Je ne vois pas sur quoi se fondent les bruits qui circulent actuellement d'après lesquels il y aurait entre le président de la République et le premier ministre d'une part, et moi d'autre part, la moindre divergence de vue. »*

DEUX RÉACTIONS DE L'OPPOSITION

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a estimé, mardi 5 février, à propos des déclarations faites la veille par le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie que *« l'analyse de M. Pisani ne tient pas »*, ajoutant : *« On est indépendant ou on ne l'est pas, l'histoire est là pour nous le rappeler »*. *« D'ailleurs, l'indépendance-association cela n'existe pas »*, a-t-il ajouté sur Antenne 2 matin.

M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, a, sur la même chaîne, souligné sa préférence pour *« l'autonomie à l'intérieur de la République »*, rejetant *« l'autonomie à l'extérieur de la République »*.

« Nous sommes prêts à aider le gouvernement français à trouver une solution »

nous déclare M. Yéweiné, porte-parole du FLNKS

– Dans le plan d'indépendance-association que propose M. Pisani, quel est le point qui constitue pour vous le principal problème ?

– C'est la question de la restitution au peuple canaque de sa souveraineté sur sa terre natale.

– Continuez-vous à faire de cette restitution la condition préalable à la discussion sur les autres points ?

– Il s'agit de trouver un équilibre entre les trois principaux points du projet de M. Pisani : la souveraineté, les garanties accordées aux ressortissants français et les intérêts de la France dans cette région du monde. On peut discuter plus avant à condition que le premier point, celui sur la souveraineté canaque, soit affirmé davantage.

– Quelle forme doit prendre selon vous cette restitution de souveraineté ?

– Quand la France a pris possession de notre pays en 1853, elle l'a fait sans autre forme de procès qu'une déclaration solennelle. La restitution de notre souveraineté devrait se faire aussi simplement. Mais, maintenant, il y a chez nous les ressortissants de la France, puis il y a les intérêts de la France. Ce sont des faits dont il faut tenir compte.

Le vote canaque

– Souhaitez-vous donc que dans le processus il y ait à un moment ou à un autre, avant le scrutin d'autodétermination, un acte, une décision par lesquels le gouvernement français vous donnerait satisfaction sur ce point ?

– C'est cela. C'est la discussion en cours.

– Dans vos discussions avec M. Pisani, avez-vous le sentiment d'être compris ?

– Tout à fait. Nous avons en face de nous des gens attentifs, nous sommes compris mais ce problème se situe à l'intérieur de la Constitution de la V[e] République et il faut trouver une solution...

– Avez-vous commencé aussi à discuter des garanties et du contenu de l'éventuel traité d'Etat associé ?

– Oui, nous avons discuté de l'ensemble. Nous voyons bien les difficultés qui sont posées au gouvernement français et nous sommes prêts maintenant à l'aider à trouver une solution qui satisfasse les deux parties.

– Êtes-vous prêts à l'aider à trouver une solution en ce qui concerne la composition du corps électoral ?

– Dans cette consultation nous disons que c'est au gouvernement français de résoudre le cas des ressortissants français. Nous voulons que le peuple canaque soit consulté en tant que tel.

– Peut-il y avoir à votre avis un compromis qui consisterait par exemple à trouver un moyen de décompter à part le vote des Canaques le jour du scrutin ?

– Voilà ! Nous voulons qu'on sache comment le peuple canaque se sera prononcé sur la question de l'indépendance. Nous voulons qu'on fasse apparaître le vote canaque par un système ou un autre.

– Sur ce point-là aussi avez-vous l'impression d'être compris ?

– Tout à fait.

– Quelles garanties pouvez-vous donner aux non-Canaques avant la consultation ?

– Nous allons en parler à notre congrès du 9 février. A partir du moment où nous allons démontrer au gouvernement français que nous sommes prêts à dialoguer, à faire des propositions, à l'aider à trouver une solution, il y aura complémentarité entre les propositions du gouvernement et celles du FLNKS. Et si nous nous mettons d'accord avant le vote sur un montage, les garanties données aux non-Canaques seront respectées car nous avons toujours respecté notre parole.

– On dit que si vous estimiez qu'il fallait de nouveau exercer une pression sur le terrain vous envisageriez des actions dans le domaine économique. On parle d'un éventuel blocus économique de Nouméa ou d'une grève générale des Canaques. Qu'en est-il exactement ?

– L'indépendance est notre objectif et il n'est pas négociable. Nous ferons ce qu'il faut. Nous sommes prêts à aider le gouvernement français à trouver une solution. Mais si pour résoudre les problèmes il fallait, sur le plan arithmétique et mathématique, que des populations partent et si pour les faire partir il fallait faire tomber l'économie...

– Voulez-vous dire que, pour faire évoluer en votre faveur le rapport de forces électoral, vous iriez éventuellement jusqu'à faire en sorte de contraindre une partie de la population à quitter le territoire...

– S'il fallait aller jusque-là, nous irions jusque-là. Pour l'instant nous discutons le plan Pisani. »

Propos recueillis par
ALAIN ROLLAT

Le scrutin d'autodétermination permettra de se prononcer sur un « quasi-contrat »

Nouméa. – Jugeant opportun d'intensifier ses explications sur son projet d'*« indépendance-association »*, M. Pisani a inauguré mardi matin 5 février une formule de rencontre hebdomadaire avec la presse. Au cours de cette première réunion, le délégué du gouvernement a apporté quelques précisions complétant les propos qu'il avait tenus lundi soir sur Antenne 2.

M. Pisani a confirmé que l'évolution des discussions en cours avec les indépendantistes – au premier rang desquels M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) – permet de penser qu'il est possible de parvenir à un compromis global augmentant les chances de réussite de son plan.

Pour le haut commissaire, le problème le plus important consiste à élaborer ce qu'il appelle *« la garantie des garanties »* – exigée par les populations non canaques du territoire, – que le gouvernement entend définir avant le scrutin d'autodétermination, afin de rallier les électeurs encore indécis. *« Un consensus pourrait être trouvé avec les indépendantistes*, a indiqué M. Pisani, *pour que puissent figurer sur le bulletin de vote, ou dans une déclaration annexée au bulletin, de grandes précisions sur les garanties* [accordées aux ethnies autres que mélanésiennes qui souhaiteront rester sur le territoire après une éventuelle indépendance.]

« « Ainsi, a ajouté M. Pisani, *on ne votera pas pour quelque chose de défini en une seule phrase mais*

De nos envoyés spéciaux

pour quelque chose d'expressément défini. »

Selon M. Pisani, cet ensemble constituerait un *« quasi-contrat »* liant entre elles les différentes communautés, et celles-ci à la France. De même, il est acquis que, dans l'hypothèse d'un oui à l'indépendance, l'Assemblée constituante désignée ensuite le serait sous souveraineté française, avant que la transmission des attributs de la souveraineté n'ait été opérée.

Dès lors, a souligné M. Pisani, le jour de la proclamation de l'indépendance, l'ensemble des textes juridiques régissant celle-ci – qu'il s'agisse du *« pacte communautaire » »*, du texte de la Constitution du nouvel Etat ou du traité d'association – *« seraient signés par les parties concernées comme éléments complémentaires de la définition de cette indépendance »*. M. Pisani n'a toutefois donné aucune indication sur le mode de désignation de l'Assemblée constituante, ni sur la composition du corps électoral appelé à en élire les membres.

« Un homme aussi sage que M. Ukeiwé... »

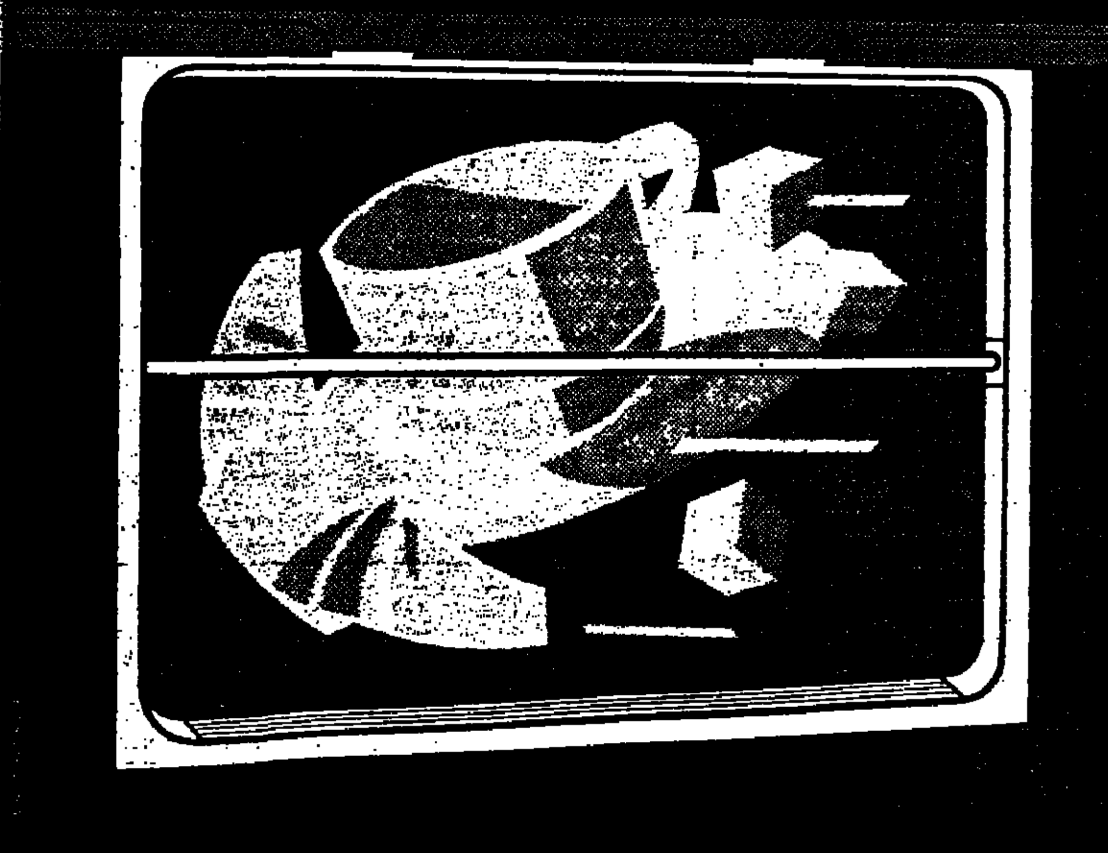
Faute jusqu'à présent d'interlocuteur représentant la majorité sénatoriale, le délégué du gouvernement s'emploie à répondre positivement à la revendication primordiale du FLNKS, à savoir la restitution au peuple canaque de sa souveraineté sur sa terre natale. Les éléments annexés au bulletin de vote feraient *« apparaître avec clarté que certains aspects du pacte communautaire n'auront de sens que par rapport à une souveraineté sur le sol du territoire : cela fera l'objet, de la part de la France* – a dit M. Pisani – *d'un engagement du type de celui que nos interlocuteurs prendront à l'égard des non-Mélanésiens sur ce territoire »*. L'ancien ministre juge également possible d'organiser le scrutin d'autodétermination de façon que le vote de la communauté canaque apparaisse distinctement en tant que tel : *« La Constitution exclut que Canaques et non-Canaques votent différemment, mais le code électoral permet l'organisation de bureaux de vote de telle sorte qu'un décompte scientifiquement valable puisse être réalisé. »*

En revanche, la question des garanties foncières qui permettraient de rassurer les propriétaires d'origine européenne n'est pas encore réglée. Mais M. Pisani attend que les indépendantistes fassent preuve en ce domaine d'une certaine compréhension : *« Il convient qu'une évolution se fasse de la tradition foncière, telle qu'elle existe dans cette île, vers le droit foncier, pour permettre la conclusion de baux à long terme. »*

Evoquant l'attitude du président du gouvernement du territoire, M. Ukeiwé, sénateur RPR, M. Pisani a fait savoir qu'il avait invité par écrit celui-ci à s'entretenir avec lui dès son retour : *« S'il ne veut pas dialoguer, il développera un monologue. Je ne peux pas penser qu'un homme aussi sage évitera de prendre le train. »* Au même moment, M. Ukeiwé faisait savoir, depuis Paris, qu'il répondrait favorablement à cette invitation.

ALAIN ROLLAT
et FRÉDÉRIC FILLOUX.

● *Le Syndicat des correcteurs CGT* de la région parisienne organise, mercredi 6 février à 19 h à la Bourse du travail de Paris, une réunion-débat en présence de M. Hnalaine Uregei, membre de la commission exécutive de l'*Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités* (USTKE), syndicat indépendantiste.





POLITIQUE

LE XXVe CONGRÈS DU PCF

Rupture ou compromis ?

A la veille de l'ouverture du congrès du Parti communiste, *le vingt-cinquième*, qui se réunit du 6 au 10 février à Saint-Ouen, la ligne de conduite choisie par la direction face au mouvement de contestation dont elle fait l'objet demeurait incertaine. La reprise en main entreprise par la direction à l'été de 1984 et poursuivie depuis n'ayant pu permettre de masquer tout à fait les divisions du parti, le groupe dirigeant doit choisir entre la mise à l'écart des « contestataires » et un compromis avec au moins certains d'entre eux.

Au sein de ce groupe dirigeant, deux hommes ont joué depuis sept mois un rôle important. M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, a retrouvé un rang de stratège auprès du secrétaire général. M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a été l'intermédiaire et l'interprète des choix de la direction dans l'appareil et parmi les élus. Il porte aujourd'hui les espoirs de certains « rénovateurs » et d'une partie des fidèles de la direction désireux de parvenir à un compromis.

Sur le bas-côté de l'histoire

(Suite de la première page.)

Elle est moins homogène qu'elle ne le fut, socialement — le PCF n'a pas su faire la jonction avec les nouvelles couches moyennes — et politiquement — le parti doit compter avec ceux qui votent socialiste et avec la concurrence d'un populisme d'extrême droite renaissant. La crise du syndicalisme et plus particulièrement le recul de la CGT assombrissent davantage le tableau. S'y ajoute la disparition quasi physique de pans entiers de la classe ouvrière traditionnelle sous l'effet des restructurations industrielles.

Une image désastreuse dans l'opinion, une audience électorale en déclin, une base sociale en décomposition, une identité brouillée, un appareil ébranlé : voilà donc le bilan d'*« un quart de siècle »* de la vie du Parti communiste. La question est de savoir si le PCF peut enrayer son déclin, voire s'il est encore en mesure de continuer d'exister, à quelles conditions et, surtout, pour quoi faire.

Dans l'immédiat, le PCF joue l'échec de la gauche en 1986, cherche à sortir de la logique majoritaire et peut tenter de renouveler sa direction. L'actuelle direction pense que la défaite en 1986 et la cohabitation de M. Mitterrand avec l'opposition lui rendront le champ libre à gauche. D'où le rêve d'un retour au scrutin proportionnel, qui libérerait le PCF de tout problème d'alliance, en même temps qu'il améliorerait sa représentation parlementaire.

Mais il y a fort à parier que le gouvernement agira, en la matière, avec circonspection. *« Instiller »* la proportionnelle, comme l'a dit M. Mitterrand, n'est pas la « restaurer ». Il s'agit aussi de « tenir » le PC à travers ses élus : on ne voit pas lequel de ses députés sortants pourrait être réélu sans les voix socialistes. Il s'agit surtout de parachever l'œuvre entreprise par M. Mitterrand et de rendre irréversible le rééquilibrage de la gauche au profit du PS.

Il n'est donc pas assuré que le retour du PCF à l'opposition soit de nature à enrayer son déclin. Tout au plus peut-il être un moyen de masquer provisoirement la crise multiforme du parti.

Le problème essentiel pour le PCF n'est pas de passer de 11 % à 12 %, ni même à 15 %. Il est de redevenir dominant à gauche, *« hégémonique »*, pour employer le vocabulaire adéquat. Or le PCF n'a plus de véritable stratégie, car il n'a plus de projet de pouvoir. Il a raté l'occasion que lui offrait sa participation à l'expérience de gauche pour se donner une stature de parti de gouvernement.

La gauche, dans l'histoire, a été victime d'un mythe, celui de son incompétence à gérer l'économie. L'objectif de M. Mitterrand, voire l'exemple qu'il donne consiste précisément, à en terminer avec ce mythe afin que s'ouvre à nouveau pour une gauche battue, un jour ou l'autre, mais réconciliée avec la gestion, la perspective de l'alternance. C'est de cette révolution-là que le PCF s'est privé en quittant le navire du pouvoir.

Que lui reste-t-il ? Côté direction, ou plutôt côté « noyau dur » (qu'incarne M. Roland Leroy), il y a le repli sur l'orthodoxie, sur les certitudes et sur les préjugés, un parti voué à représenter les « laissés-pour-compte » de la modernisation industrielle. C'est peu, et ce n'est guère exaltant. Côté « rénovateurs », il y a l'espoir de disputer le terrain du réformisme à un PS accusé de baisser les bras devant la crise, mais qui est loin de correspondre à cette caricature. Côté « grand frère » enfin, il n'est même plus sûr que la stratégie soviétique passe encore par les PC ouest-européens. Il est sans doute plus utile aux dirigeants soviétiques de disposer en France et en Europe de gouvernements attentifs, voire complaisants (comme ce fut le cas avant 1981), plutôt que d'un parti que son prosoviétisme déconsidère à l'évidence.

Certes, le PCF est toujours là. Mais il est, de tous les grands partis français, le seul qui ait cessé de parler pour l'ensemble de la société. Il ne s'adresse plus qu'à des intérêts catégoriels et se replie sur quelques bastions régionaux où son électorat, qui plus est, ne se renouvelle pas. La question qui se pose à propos du PCF ne sera pas évoquée au congrès : ce parti, qui se flatte toujours de détenir « la » science historique, n'a-t-il pas déjà versé, sans s'en rendre compte, sur le bas-côté de l'histoire?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

• SFIO. — Né de la fusion de diverses tendances du socialisme français (Guesde, Jaurès, Vaillant), le Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), se constitue lors d'un congrès d'unification à Paris en avril 1905. En décembre 1920 au Congrès de Tours, la scission se produit, la majorité forme le Parti communiste et la minorité conserve le nom de SFIO.

Elle disparaît en 1969, à la création du nouveau PS.

• PARTI RADICAL. — Fondé le 23 juin 1901, les radicaux définissent leur programme au Congrès de Nancy en 1907. Il joue un rôle essentiel sous la Troisième République, moins important, mais non négligeable sous la Quatrième République. Il est aujourd'hui divisé en deux branches : le MRG, né en 1972, et le Parti radical valoisien, qui appartient à l'UDF.

• MRP. — Mouvement républicain populaire, parti politique fondé en novembre 1944, s'inspirant de la démocratie-chrétienne. Dès 1945, le MRP arrive à égalité de voix et de sièges avec les communistes et distance, avec 150 députés, les socialistes et les radicaux. Il participe aux gouvernements du « tripartisme » (1946-1947) puis de la troisième force. Georges Bidault, Robert Schuman, Pierre Pflimlin dirigeront plusieurs cabinets. Le MRP apporte après le 13 mai 1958 son soutien au général de Gaulle et accepte de participer aux premiers gouvernements de la Cinquième République jusqu'en 1962. Il donne ensuite naissance à divers petits partis centristes.

• RPF. — *Rassemblement du peuple français.* Mouvement fondé en mars 1947 par le général de Gaulle pour éliminer le « régime des partis » et renforcer l'exécutif. Après un net succès aux élections municipales de 1947 (38 % des voix), il obtint 121 députés aux élections de 1951.

Roland Leroy : bolchevisme et dandysme

par FRANÇOIS HINCKER (*)

Roland Leroy est le dirigeant du PCF qui a suscité constamment le plus d'interrogations. Il était le plus subtil de ses pairs lorsque, Waldeck Rochet malade, s'ouvrit, en 1969, une transition dans la direction. Mais le nom de Roland Leroy ne semble pas avoir été prononcé pour la succession.

Dix ans plus tard, l'aigreur l'emportait chez lui sur la subtilité ; même si la ligne du parti était désormais celle de l'intégrisme qu'il avait incarné, il perdait sa place au secrétariat du comité central. Sa personnalité ne correspondait pas à celle d'un secrétaire général. En effet, il n'a jamais voulu renoncer à un certain dandysme, un dilettantisme, un mode de vie privée qui ne correspondait pas à l'image de « fils du peuple » que Maurice Thorez avait voulu définitivement coller sur l'identité du communisme français.

Roland Leroy a rarement habité les HLM ou les pavillons de la banlieue rouge de Paris, rarement passé ses vacances à l'invitation des partis frères ; il est resté distant, voire méprisant, envers les autres dirigeants.

Ce sont là des traits dirimants, à ce niveau. Le charisme (Maurice Thorez), la sympathie (Waldeck Rochet), le culot brutal (Georges Marchais), l'appui d'un groupe de fidèles bien placés, doivent s'ajouter aux règles du centralisme démocratique pour que l'autorité du secrétaire général ne soit pas seulement politique. Roland Leroy ne disposait d'aucun de ces atouts. Il n'a jamais vraiment séduit le parti.

Il a séduit, un temps, de nombreux intellectuels, au début des années 70. C'est alors que la presse lui accolait l'épithète de « libéral » avec la même fréquence que, aujourd'hui, celle de « dur ». Responsable de la section « des intellectuels et de la culture » du début de 1967 à novembre 1974, à une époque où *« l'alliance de la classe ouvrière et des intellectuels »* était dite *« décisive »* à chaque congrès, Roland Leroy fut à l'aise dans cette tâche et réussit la promotion du PC dans les milieux de l'art et du spectacle, mais pas ailleurs : il n'estimait guère les enseignants, s'ennuyait avec les scientifiques, et, comme tout dirigeant communiste français, voyait dans les sciences humaines une concurrence dangereuse pour la prétendue infaillibilité du parti.

Grand consommateur et réel amateur de cinéma, de théâtre et de peinture, il pouvait user de son charme et de sa culture dans le Tout-Paris du spectacle, obtenir de prestigieuses participations à la Fête de *l'Humanité* et de grandes signatures dans la presse du parti et au bas des pétitions. Il couvait littéralement Aragon, ce qui fut bien utile pour faire avaler à celui-ci la disparition des *Lettres françaises*. Il réussit quelques opérations difficiles, comme de réunir sur une même estrade, lors de la Fête de « *l'Hume* » de 1974, Aragon, Althusser et Elleinstein, pour les faire participer à la dénonciation de l'« antisoviétisme » de Pierre Daix.

Son « libéralisme » culturel

Car le « libéralisme », l'incontestable osmose qu'il parvenait, alors, à réaliser avec le milieu, ne l'empê-



Dessin de SZLAKMANN.

chaient pas, bien entendu, de suivre une politique précise, imprégnée de la conception prestigieuse, mais datée de 1936, de la Résistance et de la Libération, et favorisant les maisons de la culture, le théâtre populaire, les « grands créateurs ». Cette politique rencontrait les vœux d'une génération de compagnons de route ; dans d'autres milieux, dans d'autres générations, au contraire, le charme n'opérait pas.

1968 était passé par-là. Le développement des sciences humaines faisait apparaître la vulgarité des analyses sociales du PCF. S'affirmait une gauche iconoclaste à l'égard des grands mythes, de l'URSS en premier lieu. Aussi Roland Leroy s'irritait-il des rebelles, d'une Ariane Mnouchkine, d'un Chéreau, d'un Godard, dont il dénonça, à la tribune du vingtième congrès, en 1972, le crime de lèse-PC et de lèse-CGT (il s'agissait de *Tout va bien*). Il s'irritait, plus encore, de la percée du nouveau Parti socialiste. Somme tout Roland Leroy a quitté au bon moment la direction de la section des intellectuels ; cela lui a permis de garder, chez certains, une aura vierge des tempêtes d'après 1977.

Malgré les apparences, cette phase dite libérale n'est pas en contradiction avec la suite. Oui, il est intégriste. Mais il n'est pas Jeannette Vermeersch, ni Gaston Plissonnier. Nul, dans le PCF, ne pousse plus loin le contraste entre la dérision privée mais volontiers indiscrète à l'égard de l'Union soviétique et l'orthodoxie vertueuse des articles de *l'Humanité*. Son intégrisme est d'une autre nature.

Issu d'un milieu ouvrier marqué par l'anarcho-syndicalisme, il est plein de tendresse pour les dockers du Havre, qui en sont un des vestiges les plus saisissants. Produit, puis patron d'une fédération, celle de la Seine-Maritime, où l'écart entre nombre d'électeurs et nombre d'adhérents est le plus grand, parce qu'on y refuse à donner la *carte « à n'importe qui »,* Roland Leroy est imprégné par le pessimisme élitiste propre à une vieille tradition ouvrière française.

Le soir du premier tour des élections législatives de 1978, il exultait, dans les couloirs de *l'Humanité,* en des termes à peine plus élégants que la fameuse appréciation de de Gaulle : *« Les Français sont des veaux. »* De ce marais, seul émerge, à ses yeux, le parti — le parti comme entité, mais non ses membres ni la plupart de ses dirigeants actuels. La seule tâche qui vaille est de le préserver contre les attaques extérieures et la désagrégation interne.

Son goût des manipulations

La conjonction de ce regard fondamentalement méprisant et d'une personnalité privée originale l'a conduit à une véritable jouissance de l'échec et au goût immodéré des manipulations. Il se délecte à raconter comment, jeune secrétaire fédéral, il réussit à embobiner les anarchistes du Havre pour leur faire abandonner leur abstentionnisme traditionnel au profit du PCF.

On sait comment il transforma le vingt-et-unième congrès, conçu initialement comme celui de l'*aggiornamento* et de l'unité, en un congrès qui inaugura la polémique à l'égard des socialistes et rappela le parti à son identité originelle. Il en avait, d'ailleurs, trop fait : ce congrès parut être le sien, et non celui de Georges Marchais.

La direction de *l'Humanité* fut un limogeage flatteur, mais un limogeage. Dans un PC, le directeur du journal ne peut être le secrétaire général ; en outre, aller à *« l'Hume »,* c'est s'éloigner des vrais lieux de décision, les réunions informelles, des bureaux et des salles à manger de la place du Colonel-Fabien. Mais, par l'outrance caricaturale qu'il fait donner sciemment, dans *l'Humanité,* du repli sectaire et antisocialiste de la ligne du PCF, il joue un rôle important sur l'opinion et l'affectivité des cadres du parti.

Son grand homme : Vailland

Roland Leroy ne fut jamais un enthousiaste de l'union. Il met dans l'antisocialisme un investissement autant personnel que politique. Traquant partout la dégénérescence réformiste du mouvement ouvrier, il fut le premier en alerte à l'égard de la montée du PS et le seul, dans la direction du PCF, à comprendre que le congrès d'Epinay n'était pas la « nième » mouture des luttes de tendances de la SFIO, mais que, désormais, le nouveau PS donnerait du fil à retordre. Il fut l'inlassable Cassandre de cette prévision, tandis qu'il ne pouvait s'empêcher, même en pleine période unitaire, d'accabler de sarcasmes tout particulièrement François Mitterrand (*« ce grand bourgeois qui, adhérent du matin, devient le soir le premier secrétaire du Parti socialiste »*) et, bien sûr, Laurent Fabius, dont il reçut comme une insulte personnelle la fulgurante ascension dans la banlieue rouennaise, qu'il s'imaginait bien tenue par le PCF.

Sait-on que le grand homme de Roland Leroy est Roger Vailland, dont il vient, d'ailleurs, de préfacer l'édition de l'œuvre journalistique ? Et Roger Vailland ne faisait-il pas du bolchevik clandestin et quelque peu « samouraï », à la Melville, le héros des temps modernes ? Mais, il n'était pas, lui, un dirigeant du PCF.

(*) Historien, membre du comité central du PCF de 1976 à 1979, considéré par le comité central comme s'étant *« mis lui-même hors du parti »,* en octobre 1981, avec les autres animateurs de Rencontres communistes.

André Lajoinie : tradition rurale et école des cadres

André Lajoinie joue avec une certaine dextérité du contraste entre sa personnalité — le bon sens et la simplicité, non dénuée de ruse, du paysan corrézien — et la ligne politique qu'il exprime avec constance : une défense plutôt rugueuse, comme on dit au rugby, des principes communistes. Ainsi la rudesse du propos est-elle atténuée par la bonhommie du style, encore qu'André Lajoinie puisse se montrer cassant, voire brutal, dans l'exercice de ses responsabilités.

L'opposition des caractères entre André Lajoinie et Pierre Juquin, illustrée, le mois dernier, par leur affrontement dans la tribune de discussion de *l'Humanité*, est saisissante. On est loin, avec le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, des subtilités rhétoriques et du goût de la modernité qui caractérisent le responsable en titre du secteur « communication » du PCF.

On comprend qu'André Lajoinie soit rassurant pour ceux qui aimeraient retrouver à son image, le bon goût d'un communisme français de toujours, qui a beaucoup dit, sinon tout, lorsqu'il a opposé la *« population laborieuse »* à la *« bourgeoisie »,* sans états d'âme vis-à-vis des pays socialistes, sans illusion sur la capacité du Parti socialiste à pratiquer autre chose que la *« collaboration de classes ».*

Peu sensible à l'attrait des médias, ne dédaignant pas de recourir, dans ses conversations avec les journalistes, à l'humour et aux sous-entendus, mais préférant expliquer plutôt que plaire et le faisant sans détours, André Lajoinie incarne, s'il ne la cultive pas, une filiation qui le rattache à Waldeck Rochet et à la composante rurale du PCF.

Il est vrai que cet homme de cinquante-cinq ans — il est né le 26 décembre 1929 à Chasteaux, en Corrèze — a longtemps exercé des responsabilités dans la fédération communiste de son département d'origine, ayant adhéré au PCF à l'âge de dix-neuf ans, et qu'il est parvenu près du sommet par la voie du secteur *« agriculture ».* Il a longtemps dirigé l'hebdomadaire *la Terre.*

L'enseignement de la « maison-mère »

Il ne faudrait pas exagérer, cependant cette composante du personnage au détriment de sa formation de *« révolutionnaire professionnel »,* trempée au feu de l'affrontement physique avec les forces de l'ordre en 1958, à Brive — gravement blessé à la tête, il doit subir une trépanation et passe sa convalescence en Tchécoslovaquie. Il passe ensuite par ce qui était, pour ainsi dire, la « Polytechnique » du mouvement communiste international : l'école des cadres de Moscou, où il séjourne en 1967-1968. André Lajoinie est, ainsi, l'un des derniers dirigeants du PCF à avoir suivi l'enseignement de la « maison-mère ». De ce côté-là, aussi, il est un homme de tradition.

Entré au comité central en 1972, année de l'accession officielle de Georges Marchais au secrétariat général, André Lajoinie semble avoir suivi une carrière étroitement liée à l'affirmation du pouvoir de l'ancien secrétaire à



Dessin de SZLAKMANN.

l'organisation. Il est élu au bureau politique au vingt-deuxième congrès qui fut, en 1976, « le » congrès de Georges Marchais. Il a acquis une stature plus politique en 1978-1979, lors du débat sur la rupture de l'union de la gauche. C'est lui qui, dans *l'Humanité*, en avril 1979, a tiré un trait sur la période du programme commun.

Le congrès de février 1982 a porté André Lajoinie au secrétariat du parti. Le président du groupe de l'Assemblée nationale, dont le rôle s'était, évidemment, accru depuis que la gauche était au pouvoir, avait eu, alors, la possibilité de confirmer une personnalité politique plus marquée que celle d'autres membres du secrétariat et plus affirmée, aussi, que celle du responsable sectoriel qu'il avait été pendant longtemps. C'est un homme investi d'une autorité nouvelle qui a dénoncé, en avril 1982, les *« cadeaux au patronat »* consentis, selon lui, par le gouvernement Mauroy, puis en octobre de la même année, déjà, l'infidélité de la gauche à ses promesses.

Un recours possible

André Lajoinie ne s'écartait certes pas, ce faisant, de la « ligne » suivie par la direction, ligne sinueuse, comme on sait, mais il donnait malgré tout l'impression d'intervenir dans le débat de façon partiellement indépendante. Le doit-il à son tempérament, à ses qualités propres ou à son itinéraire dans l'appareil ? C'est difficile à dire, mais il est clair que le député de l'Allier n'apparaît pas, purement et simplement, comme un homme du secrétaire général. Apparence habilement entretenue ou réalité, cette singularité permet à André Lajoinie de prendre l'avantage, aux yeux de beaucoup, sur un Charles Fiterman, comme recours possible dans la crise qui mine le PCF depuis 1978.

PATRICK JARREAU.

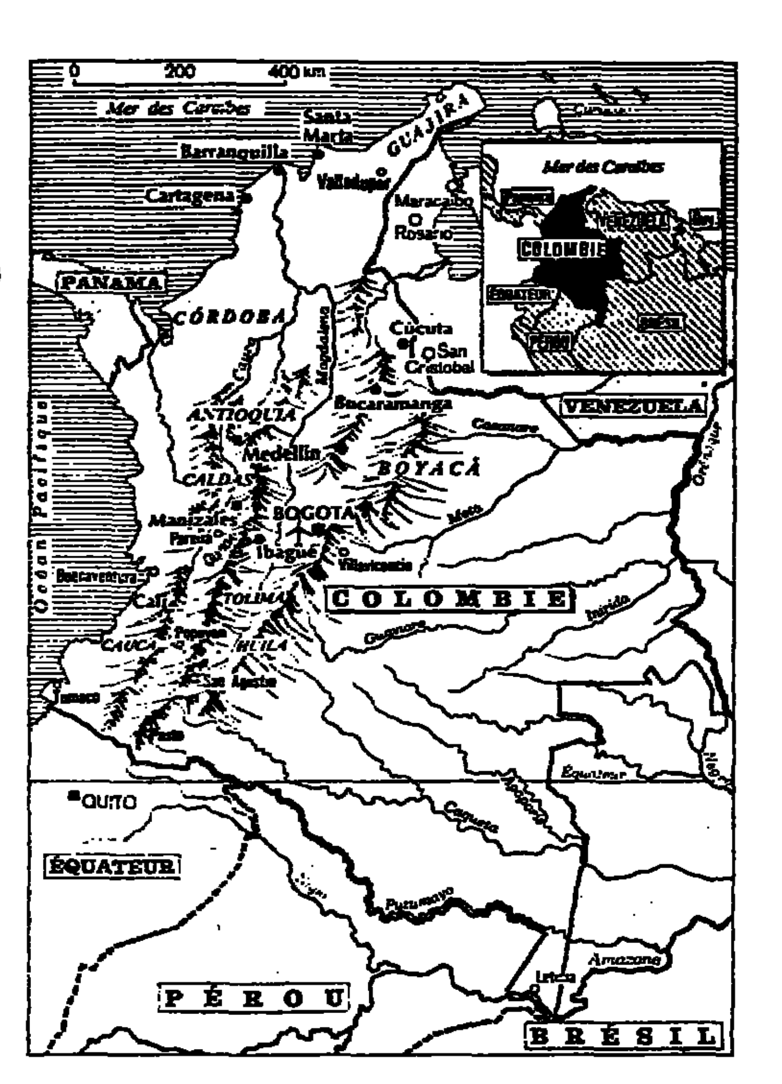
• *M. Debarge (PS) : « un vaste mouvement populaire ».* — Membre du secrétariat national du PS chargé des relations extérieures, M. Marcel Debarge, qui était interrogé, mardi matin 5 février, sur France-Inter, a jugé que le moment est venu de *« remobiliser l'électorat populaire »,* de *« recréer le courant populaire qui a permis la victoire de 1981 ».* A propos de l'attitude actuelle de la direction du PCF à l'égard des socialistes, M. Debarge a fait remarquer que les dirigeants communistes *« ne se sont jamais faits à l'idée qu'il y ait à gauche un PS fort »,* et *« qu'en 1981, ils ont accepté* [la participation au gouvernement] sous la pression populaire ». M. Debarge conduira la délégation du PS au XXVe congrès du PCF.

هكذا من الاصل



La Colombie

de la « violence » à la pacification



ÉTONNANTE, difficile, fascinante et complexe Colombie. La géographie, d'abord : spectaculaire et tourmentée. Sur un territoire deux fois grand comme la France, on trouve des cordillères enneigées, des hauts plateaux froids et verdoyants, des vallées tropicales et des côtes bordées de récifs de corail.

Le passé précolombien, ensuite, encore largement méconnu. Les Indiens, c'est vrai, sont bien minoritaires. Cependant, l'archéologie a aujourd'hui conquis droit de cité : San-Agustin est une référence. Officiellement, il est admis que le métissage touche, à divers degrés, les trois quarts des 28 millions de Colombiens. Avec 7 % d'Indiens et 6 % de Noirs (en majorité sur la côte caraïbe).

DES plages hérissées de cocotiers, une ville-musée : Carthagène, des îlots-refuges superbes comme celui du Rosario, la nostalgie prenante des hautes terres et des cités coloniales, l'odeur de far-west des *llanos*, le musée de l'or, l'Amazonie : le tourisme international est pourtant encore relativement modeste.

C'est sans doute que la Colombie offre le pire et le meilleur. Le pays a une tradition de violence, et son histoire récente, brutale, est écrite avec du sang. Bogota a eu, un temps, la réputation douteuse de battre les records d'insécurité. C'est plus grave aujourd'hui à New-York ou à Rio. Mais Medellin est devenue la capitale de la mafia de la drogue. Le gouvernement actuel, qui a, avec courage, déclaré la guerre aux trafiquants, reconnaît publiquement que ce problème est le plus grave de l'histoire de la Colombie. Car il risque de détruire les institutions et la société.

Le meilleur est sous-estimé ou simplement ignoré : de véritables élites intellectuelles, un exceptionnel bouillonnement artistique et culturel, qui font de Bogota une ville vivante et éclectique. Une tradition démocratique et juridique, pointilleuse, imparfaite, trop souvent mise entre parenthèses par l'état de siège ou d'exception, soumise aux pressions directes ou indirectes de militaires selon les époques, menacée par des mouvements insurrectionnels armés ou par des groupes d'extrême droite, mais tenace. La Colombie dispose en tout cas des moyens et des volontés pour bâtir une démocratie moderne.

LE café reste le pilier central d'une économie qui a résisté plus longtemps que d'autres à la récession et à la crise mondiale. Mais les nuages s'amoncellent. Aussi le pays mise-t-il sur les richesses nouvelles, sur le charbon d'abord (15 millions de tonnes devraient être exportées des gisements du Cerrejon, dans la Guajira, en 1989). *Sur le nickel, sur les ressources, pratiquement illimitées,* de l'énergie hydro-électrique. Sur les nouveaux gisements de pétrole.

Les disparités sociales sont excessives, comme ailleurs. Et pourtant la société colombienne est plus cohérente, plus homogène, et surtout beaucoup plus combative. Elle affronte tous les problèmes du sous-développement, la violence, l'insécurité, des mafias puissantes et corruptrices, un style politique encore empreint de clientélisme et de « caciquisme ». Mais elle se bat... La jeunesse colombienne – pas seulement celle des collèges et des universités – témoigne d'une énorme soif d'apprendre et d'une volonté de « s'en sortir ». Cette volonté, ce dynamisme, sont finalement les principaux atouts du pays. – M. N.

« Le processus de paix est irréversible »

nous déclare le président Betancur

« Vous êtes membre du Parti conservateur. Mais vous êtes considéré comme le plus libéral des dirigeants. Est-ce que vous voyez là une contradiction ? Et comment vous définissez-vous du point de vue politique ?

– Moi, personnellement, je me définirais comme un « promoteur » de la démocratie, qui recherche le développement des mécanismes de participation, dans le domaine économique comme dans le domaine social. Comme un partisan résolu de la justice sociale. Pour une participation active de l'Etat mais en respectant les libertés individuelles. Je suis également partisan de la participation active des communautés. Alors, dites-moi, où voulez-vous me situer ? A droite ? A gauche ? Moi, je dirais que je suis à gauche de la droite...

– On dit souvent à Bogota, que vous êtes trop idéaliste ?

– Tous ceux qui se sont engagés de manière vraiment sérieuse dans la bataille en faveur d'une évolution politique, économique et sociale des pays en voie de développement doivent nécessairement travailler avec une certaine dose d'optimisme. Appelez cela idéalisme si vous voulez. Si je pensais, si nous pensions que tout est perdu, qu'il n'est pas possible de concilier le développement et la démocratie dans le monde, alors nos efforts perdraient tout leur sens. Ce serait notre propre négation. Mais si c'est rêver que la paix et la coexistence pacifique entre les nations sont possibles, si ces rêves sont « idéalistes », alors je veux bien être qualifié d'idéaliste...

– Mais quels sont aujourd'hui en Colombie les véritables différences entre « libéraux » et « conservateurs » ?

– Je dirais que la grande différence, en 1985, ce sont d'abord des « couleurs ». Le rouge est la couleur du Parti libéral, mais c'est aussi la couleur de la cape du Cœur de Jésus, chère à tous les Colombiens, puisque c'est aussi le « symbole religieux » du pays. En revanche, le bleu est la couleur des conservateurs, mais c'est aussi la couleur de la cape de la Vierge Marie, qui est aussi la patronne de la Colombie. Ce n'est pas de l'irrévérence de parler ainsi. C'est une réalité, et plus d'une fois les daltoniens y perdent leur latin...

» En fait, nos deux grands partis traditionnels *(les libéraux et les* conservateurs) respectent l'Etat de droit et les règles du jeu démocratique. Voilà l'essentiel. Mais certains vous diront que les différences entre les deux formations politiques principales du pays se trouvent dans la définition des stratégies du développement et dans celle de la politique internationale. Et ils vous diront que le fait que mon gouvernement – conservateur – ait *décidé de faire* adhérer la Colombie au Mouvement des non-alignés et joue un rôle direct au sein du groupe de Contadora (en faveur de la paix et de la négociation en Amérique centrale) n'a pas suscité un enthousiasme excessif dans les rangs du Parti libéral.

» Mais, en fait, la résistance à ces « innovations » a beaucoup perdu de sa force. D'abord parce que des résultats ont été obtenus, et aussi parce que je dirige un gouvernement « national » et non pas un gouvernement « de parti ». La moitié de mon équipe ministérielle est composée de membres du Parti libéral.

– Mais, pensez-vous qu'une modernisation réelle du système politique colombien est souhaitable ou non ? Et si oui, dans quel sens ?

– Absolument. Ma réponse est oui. Et je précise que l'administration actuelle est déjà en train de moderniser notre système politique. *Des projets de loi sur le financement* des partis politiques, sur le statut de la télévision, ont été envoyés au Congrès pour examen. D'autres projets ont déjà été adoptés. Par exemple le droit à l'information, l'élection populaire et directe des maires et la réforme du système judiciaire. Tout cela dans le but de renforcer la démocratie, en assurant la liberté d'expression et l'apparition de nou*velles formations* politiques, *afin que* personne en Colombie ne puisse se sentir exilé dans son propre pays. Je dis bien : aucun Colombien ne doit se sentir marginalisé d'aucune façon.

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG

(Lire la suite page 18.)

Un partenaire non négligeable de la France

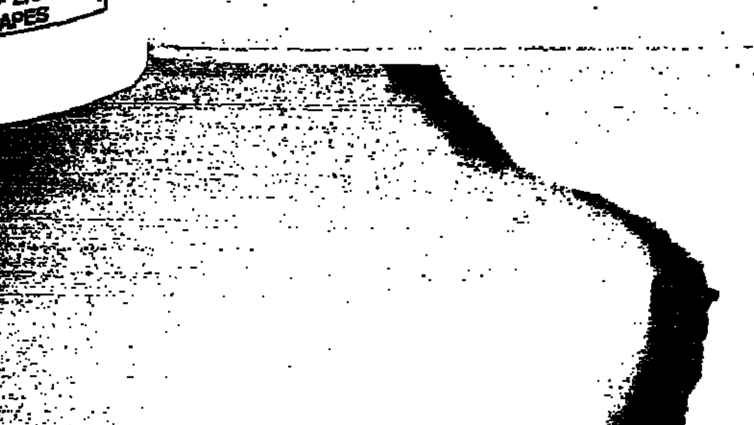
LA rapidité des communications, l'abondance des informations, sont à la fois source de progrès et de difficultés. L'avalanche de nouvelles peut conduire à un manque de perspectives et à un recul insuffisant pour porter un *jugement* de bon sens sur l'économie internationale.

Où vendre, où négocier, où s'installer ? Les entreprises se posent continuellement des questions et, pour y répondre, elles consultent des classements, mesurent, comparent et font le point d'expériences multiples. Au début de 1984, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) pouvait affirmer que 1983 avait été la plus mauvaise année depuis cinquante ans – une observation globalement justifiée.

Beaucoup de sociétés, influencées par le poids des dettes latino-américaines, proches de 400 milliards de dollars, ont eu tendance à se détourner du sous-continent pour prospecter des pays nouveaux, ou tout simplement à se replier en attendant des jours meilleurs.

XAVIER DE VILLEPIN,
président de la Commission Amérique latine du CNPF.

(Lire la suite page 14.)





DEUX OU TROIS CHOSES QUE L'ON DOIT SAVOIR...

ARCHÉOLOGIE. — Oubliée depuis des siècles, la Cité perdue, fief des Indiens Tayrona, n'a été découverte qu'en 1976 dans la sierra Nevada, au nord-ouest de la Colombie. Au cœur d'une forêt difficile d'accès, cet ensemble de ruines monumental se compose de terrasses qui s'étagent entre 900 et 1 200 mètres d'altitude. Les recherches ont déjà mis au jour 200 villages reliés entre eux par des chaussées et des ponts. Elles ont permis aussi de révéler un système original d'irrigation composé d'aqueducs et de canaux. La datation du carbone 14 a montré que cette culture se situait entre dix siècles avant et quinze siècles après notre ère. C'est la plus importante découverte archéologique de ces dernières années en Amérique du Sud.

ARTS. — La peinture colombienne moderne où se mêlent des éléments esthétiques « occidentaux » et un patrimoine autochtone est illustrée dans les années 50 par deux grands artistes de la côte, Alejandro Obregon et Enrique Grau, ainsi que par les sculpteurs Edgar Negret et Ramirez Villamizar. *« Nous étions alors trente peintres, nous sommes aujourd'hui plus de 70 000 »*, dit avec humour Obregon. Dérision et démesure chez Botero *(lire plus loin l'entretien avec le peintre)* ; abstraction raffinée chez Manuel Hernandez ou Bernardo Salcedo ; technique poussée chez Roda, Manzur et Juan Cardenas ; érotisme intime chez Dario Morales ou violent chez Luis Caballero ; humour et irrévérence dans les œuvres de Saturnino Ramirez, Luciano Jaramillo, Santiago Cardenas parmi beaucoup d'autres. Huit artistes colombiens ont été représentés à la FIAC de Paris en octobre 1984. Un signe que la peinture bouge en Colombie...

AVIATION. — Fondée le 5 décembre 1919 à Barranquilla, sur la côte caraïbe, Avianca est la deuxième compagnie d'aviation la plus ancienne du monde. La Colombie, dont le réseau routier et surtout ferroviaire laisse encore à désirer, est passée brusquement de la civilisation du cheval à celle de l'avion. Le pays compte plus de 170 aéroports homologués. Comme au Brésil — entre Rio, Sao-Paulo et Brasilia, — un pont aérien relie en permanence Bogota, la capitale, à Medellin et à Cali, deux des principales villes de province.

CIMPEC. — Le Centre interaméricain de journalisme éducatif et scientifique fournit du matériel à tous les moyens de communication sociale d'Amérique latine. Près de 970 publications du sous-continent reçoivent les documents du CIMPEC édités en espagnol, en portugais et en anglais. Une revue trimestrielle en braille est adressée à 500 organisations d'aide aux aveugles en Amérique latine et aussi en Espagne. Ce centre organise aussi des séminaires nationaux et internationaux sur le journalisme éducatif et scientifique.

CINÉMA. — L'industrie colombienne du cinéma a vraiment commencé en 1970 avec la création du fonds d'aide au cinéma national qui a des statuts comparables à ceux du Centre national de la cinématographie française. Les réalisateurs colombiens — souvent formés en France et aussi aux Etats-Unis — sont enclins à donner une image critique de la réalité du pays, en particulier des événements liés à ce qu'on appelle la « violence ». *Gamin*, de Ciro Duran, *Campesinos*, de Jorge Silva et Martha Rodriguez, *El oro es triste*, de Luis Alfredo Sanchez ont fait le tour des festivals internationaux. Le film *Condores no entierran todos los dias*, du réalisateur Francisco Norden, a reçu un prix au Festival hispano-américain de Biarritz en octobre 1984.

EDITION. — La Colombie détient un record mondial dans l'histoire de l'édition : c'est la *Chronique d'une mort annoncée*, de Gabriel Garcia Marquez. La première édition a été lancée à 1 million d'exemplaires par la maison La oveja negra. Depuis 1980, l'industrie du livre a connu un essor spectaculaire : *4 millions de livres ont été* exportés en 1984 par une seule maison d'édition. Un club des lecteurs a 700 000 adhérents dont chacun achète au moins un livre par mois.

ENERGIES NOUVELLES. — A Bogota, une cité d'habitation est alimentée en eau chaude grâce à l'énergie solaire. La fabrication et l'installation ont été réalisées par le centre de Las Gaviotas, situé dans l'Orénoque colombien, en pleine forêt tropicale. Le centre et l'usine de Las Gaviotas qui utilisent des éoliennes et des microturbines hydraulique de type axial ont depuis huit ans installé quelque trois mille éoliennes polyvalentes dans le pays.

FLEURS. — L'exportation de fleurs — qui a commencé il y a seulement douze ans — a conquis un marché important, en particulier aux Etats-Unis et rapporte quelque 130 millions de dollars par an. Ce secteur comprend aujourd'hui 125 entreprises employant 45 000 personnes. Principales exportations : l'œillet, le chrysanthème et la rose. Mais la fleur nationale de la Colombie reste naturellement l'orchidée, aux variantes multiples.

IMMUNOLOGIE. — Le professeur colombien Elkin Patarroyo a effectué des recherches poussées dans le domaine de l'immunologie et est sur le point d'aboutir à la création d'un vaccin synthétique contre la tuberculose. Les travaux de son équipe, à l'hôpital San-Juan-de-Dios de Bogota, ont permis d'identifier et d'isoler 17 protéines spécifiques du bacille de Koch. Le professeur Patarroyo enseigne également en Suède et à l'université Rockefeller de New-York.

INDUSTRIE LOURDE. — Trois usines d'assemblage de voitures dans le pays dont celle de Renault qui produisent 42 000 véhicules par an. L'industrie d'assemblage est en plein essor (projets d'avions légers) ainsi que celle de la pâte à papier, du papier et du carton (production totale actuelle de 370 000 tonnes). La sidérurgie (400 000 tonnes produites en 1980) se développe pour atteindre une production de 1,5 million de tonnes ces prochaines années.

INFORMATIQUE. — Un accord a été signé entre la Colombie et le Centre mondial d'informatique de Paris en décembre 1983 afin de créer en Colombie un centre-pilote d'informatique pour l'Amérique latine. La première étape consiste à créer onze centres d'initiation gratuite en informatique dans les neuf villes les plus importantes du pays.

LINGUISTIQUE. — La Colombie a la réputation justifiée d'être un pays d'Amérique latine où l'on parle et où l'on écrit un castillan particulièrement pur. Elle doit en partie ce prestige aux recherches de philologues réputés comme Miguel Antonio Caro et Ruffino José Cuervo, au début de ce siècle. Aujourd'hui, l'Institut qui porte leurs noms et se trouve à Bogota recense les œuvres des auteurs classiques colombiens et poursuit une étude sur l'espagnol actuellement parlé en Colombie.

MÉDECINE. — L'ophtalmologie est un domaine où la médecine colombienne a fait des progrès significatifs. La clinique Barraquer de Bogota a développé de nouvelles techniques chirurgicales (pour corriger la myopie ou l'astigmatisme) et pratique, depuis quatre ans, l'escléro-kératoplastie de 16 mm (pour la transplantation de la cornée). Dans ce domaine la Colombie est à l'avant-garde.

NICKEL. — Le projet d'extraction du nickel implique un investissement de l'ordre de 425 millions de dollars et prévoit, dès 1990, une production annuelle de 50 millions de livres environ (rapportant près de 1 200 millions de dollars). Le nickel, le charbon et les nouveaux gisements de pétrole seront les grandes sources de revenus du pays de demain. Marchés prévus : les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne.

SENA. — L'Institut national d'apprentissage, le SENA, offre une formation dans les techniques industrielles et aussi dans la gestion d'entreprise, le commerce, les services, les techniques d'élevage et d'agriculture. Le programme de promotion populaire du SENA s'adresse plus spécialement aux secteurs marginaux, urbains et ruraux. L'institut utilise, pour assurer une formation aussi large que possible, la radio et la télévision.

THÉATRE. — De nombreuses troupes colombiennes font régulièrement des tournées en Amérique latine, aux Etats-Unis et en Europe. Elles se sont produites au Festival de Nancy, à l'Espace Cardin et dans les salles animées par Jean-Louis Barrault. Plusieurs courants se sont succédé depuis 1950 : 1) Le théâtre expérimental (1955-1961) représentatif des auteurs de l'avant-garde européenne et américaine ; 2) Le théâtre indépendant (1966-1969), qui voit la création à Bogota du théâtre libre sous l'impulsion de Ricardo Camacho et de Jairo Anibal Nino ; 3) Le nouveau théâtre, qui se consacre à une nouvelle dramaturgie liée à la réalité latino-américaine ; 4) Le théâtre expérimental de Cali, qui a donné naissance, en 1975, à la corporation colombienne de théâtre.

PRESSE

« Rien à envier à l'Europe »

L'EUROPÉEN moyen a tendance à croire que l'Amérique latine est composée de pays gouvernés par des dictatures militaires, alliées à une petite mais puissante oligarchie ; pour lui, la classe moyenne n'existe pas, la liberté de la presse est un luxe inconnu, et les médias sont tous au service du gouvernement.

Il y a, c'est vrai, en Amérique latine des dictateurs militaires — heureusement de moins en moins. Et il y a aussi des pays ayant une presse libre, combative et indépendante. La Colombie en fait partie. On compte plus de trente journaux avec une circulation totale d'environ un million d'exemplaires, qui sont lus par plus de trois millions de Colombiens. On dénombre quatre cent quatre-vingt-quatre postes de radio et trois chaînes de télévision (deux commerciales et une éducative) couvrant l'ensemble du territoire. On compte plus de deux cent cinquante revues, et la Colombie a de nombreuses maisons d'édition dynamiques et entreprenantes, surpassées en Amérique latine seulement par celle du Mexique.

Le développement de la radio en Colombie est sans égal en Amérique latine. On calcule qu'elle touche plus de 90 % de la population et qu'elle a un excellent niveau. En revanche, la qualité de la télévision laisse à désirer, bien que ces dernières années les améliorations aient été notables. L'une des critiques les plus sévères et les plus fréquentes adressées à la télévision est la manière dont le gouvernement intervient. La politique de maintenir l'équilibre entre les deux partis traditionnels, libéraux et conservateurs, et la nécessité de satisfaire les autres groupes, n'est pas la meilleure manière, d'un point de vue technique, de répartir les espaces, et encore moins la meilleure façon de respecter les intérêts des téléspectateurs.

Pour tenter d'éliminer cet inconvénient, une loi doit modifier la structure de la télévision : il s'agit de confier le contrôle de la télévision à un conseil où le gouvernement, le Parlement, les syndicats, les éducateurs, les journalistes, les historiens et les téléspectateurs eux-mêmes seront représentés. Voilà qui devrait permettre d'élargir et d'améliorer la gestion de la télévision.

La presse en Colombie est née en 1791 : Manuel del Socorro Rodriguez fondait le premier journal : *El Periodico de Santa Fé de Bogota*. Depuis, la presse colombienne s'est distinguée par son souci d'indépendance et par sa qualité. Les journaux ont d'abord été des organes politiques. La première traduction en espagnol des Droits de l'homme proclamés par la Révolution française, a été faite sur une presse rustique par un héros de la lutte contre les Espagnols : Antonio Narino. Premier exemple d'un journalisme politique qui s'est perpétué jusqu'à maintenant, mais de façon moins nette.

Si les grands journaux sont autonomes, les autres, en province et dans la capitale, sont très liés à un courant politique. La presse colombienne reste, encore pour l'essentiel, une presse de partis. Depuis un demi-siècle, la majorité des chefs d'Etat ont été aussi journalistes. On note cependant une nette tendance à l'« américanisation » de la presse. Une évolution qui prendra du temps... Les journaux ont été si « politisés » qu'à l'époque de la « violence », une virtuelle guerre civile qui a fait plus de trois cent mille morts, les journaux libéraux — et le principal d'entre eux, *El Tiempo*, — ont ignoré pendant plus d'un an l'élection du président conservateur Laureano Gomez (1950-1953) ! La « violence », cruelle et sanglante, a été en partie aggravée par les excès d'une presse qui mettait l'accent sur les « exactions » de ceux du parti d'en face.

La censure formelle a été appliquée à deux reprises au cours des cinquante dernières années. D'abord, sous le gouvernement conservateur de Laureano Gomez (le président que la presse libérale a ignoré) et dont les partisans ont brûlé les deux quotidiens libéraux principaux, *El Tiempo* et *El Espectador*. Puis, pendant la dictature militaire du général Rojas Pinilla (1953-1957) ; mais la réaction de l'opinion a été vigoureuse. Et on peut affirmer que l'ordre de fermeture des journaux d'opposition, dictée par Rojas, a marqué le commencement de la fin de son pouvoir.

Depuis vingt-huit ans maintenant, la presse écrite jouit d'une liberté totale vis-à-vis du gouvernement. Son influence, sa crédibilité, sont dus au fait qu'à quelques exceptions près, elle n'appartient à aucun groupe financier (les plus faibles sont évidemment soumis à la pression de leurs annonceurs publicitaires). Il existe entre les quotidiens une concurrence saine qui les contraint à maintenir un excellent niveau journalistique et technique. Et les installations des grands journaux colombiens n'ont rien à envier à ceux des Etats-Unis et d'Europe.

Il faut espérer que la liberté de la presse — motif de fierté pour la Colombie — se consolide. Cela dépendra naturellement du système démocratique lui-même : démocratie et liberté d'expression sont indissolubles. Paradoxalement, l'actuel gouvernement de M. Betancur, un des présidents qui se sont le plus distingués par leur respect de la liberté de la presse, a approuvé la taxation des importations de papier-journal. C'est une procédure utilisée par certains gouvernements pour contrôler indirectement les journaux. Espérons que ce précédent, très critiqué, ne sera pas le commencement de la fin des libertés les plus appréciées des Colombiens.

J.-M. SANTOS.





La « BANCO CENTRAL HIPOTECARIO » de Colombie construit une cité solaire à Bogota D.E.

« Les Colombiens et les étrangers visitant la Colombie sont étonnés d'apprendre que, dans le périmètre urbain de Bogota, métropole de cinq millions d'habitants, se construit une cité solaire d'une capacité de cinquante mille habitants, sorte de ville nouvelle comparable à celles construites aux alentours de Paris. La « Banco Central Hipotecario » est un établissement cinquantenaire, le plus grand du secteur financier colombien. Il assume le rôle de porte-drapeau des plans d'urbanisme et de logement de Colombie à tous les niveaux. Actuellement, il avance dans Bogota même la construction d'une nouvelle cité, « Ciudad Tunal », d'une capacité approximative de dix mille familles, qui disposera, comme caractéristique, d'un système d'énergie solaire d'une surface de panneaux de 30 000 m², le plus grand du monde. Ce projet a pu se réaliser grâce à la collaboration du centre « Las Gaviotas », organisme de haut niveau scientifique et technologique spécialisé dans l'utilisation des sources naturelles d'énergie et situé dans les savanes du fleuve Orinoco. Dans ce centre sont fabriqués les dispositifs permettant l'utilisation de l'énergie solaire pour la production permanente d'eau chaude. De tels projets ont déjà progressé avec succès grâce à la « Banco Central Hipotecario » dans divers ensembles résidentiels de Bogota et de Medellin.

Simultanément, dans la nouvelle cité « El Tunal », où vivront cinquante mille personnes, la « Banco Central Hipotecario » lance la première usine de traitement d'eaux résiduelles, traitement fondé sur le brevet de l'ingénieur colombien Jorge Miller. Ce système d'évaporation des eaux résiduelles, révolutionnaire et simple à la fois, revient à l'ancien système de l'électrolyse, mais avec des variantes.

Parce qu'il réduit de 10 % les coûts habituels des technologies conventionnelles, ce système a attiré l'attention mondiale, notamment celle de la Compagnie Générale des Eaux.

A l'exemple donné par la « Banco Central Hipotecario » dans l'utilisation des sources d'énergie naturelles au bénéfice de l'économie populaire, d'importants organes d'information comme « El Espectador » ont sollicité des organismes officiels que l'on favorise la fabrication nationale de panneaux solaires et que l'on attribue des crédits aux installateurs, afin de surmonter les problèmes de pénurie énergétique, de développer une industrie nationale et d'obtenir ainsi une économie de devises pour le pays. »

هكذا من الاصل



HISTOIRE

« L'assassin était un type insignifiant, pâle, avec une barbe de deux jours et la haine dans les yeux »

LA violence. Ailleurs, c'est une formule banale. La violence, sous toutes ses formes, et l'insécurité se sont généralisées depuis une vingtaine d'années dans toute l'Amérique latine, et dans le monde. Le terrorisme n'épargne aucune nation de la planète. Mais ce que les Colombiens eux-mêmes appellent *« la violencia »* — sans doute par pudeur ou par crainte, — c'est un « moment » particulièrement cruel et tragique de leur histoire contemporaine. Un cauchemar qui a marqué plusieurs générations, qui reste profondément ancré dans la conscience nationale, et qui n'est pas vraiment terminé.

La *« violence »* en Colombie était au lendemain de la seconde guerre mondiale une conséquence de l'antagonisme de plus en plus aigu entre libéraux et conservateurs, les deux grands partis traditionnels du pays — et qui restent encore aujourd'hui les deux formations majeures, malgré de nombreuses tentatives de modernisation, ou de rupture révolutionnaire.

Ces tensions avaient bien entendu des racines profondes : dépendance extérieure, isolement, sous-développement économique, disparités régionales et fortes inégalités sociales. En bref, un contexte, hérité de la période coloniale, et qui n'était pas radicalement différent de celui de la plupart des pays voisins de la Colombie.

En outre, les « querelles » entre libéraux et conservateurs — entre *« godos »* et *« cachiporros »*, ces surnoms péjoratifs qu'ils se donnent entre eux — pouvaient paraître et paraissent encore à bien des égards sans véritable objet. Pour l'étranger, les « différences » idéologiques et politiques entre libéraux et conservateurs sont difficiles à discerner. Ces « controverses » évoquent plutôt des chicanes de famille, font songer à un débat animé et passionné au sein des classes dirigeantes — au moins d'accord sur la nécessité de maintenir à tout prix le *statu quo* économique et social — alors que la grande majorité du peuple, et d'abord des paysans, reste à l'écart de ce tumulte. La preuve en est que la Colombie a longtemps détenu le record du taux d'absentéisme aux élections. Ce n'est plus vrai. Un signe, parmi d'autres, que quelque chose effectivement est en train de bouger...

Mais pour les Colombiens — ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas », entraînés bien souvent malgré eux dans les batailles des dirigeants — ça compte. On est « libéral » ou « conservateur » de père en fils. On ne se mariait pas, ou guère, entre familles politiques « rivales ». Les Roméo et Juliette colombiens de 1985 ont heureusement surmonté ces tabous. Mais les fonctionnaires continuent aujourd'hui encore de dépendre de leur affiliation politique pour le maintien de leur emploi.

Le moindre poste officiel, dans la bourgade la plus reculée du département le plus oublié, peut être remis en question du jour au lendemain, pour peu que la couleur du gouvernement change.

En finir avec le bain de sang

Trente-cinq années après l'apogée du cycle de la « violence », la puissance du « binôme » libéral-conservateur est telle qu'il continue de marquer la vie quotidienne, les règles du jeu politique, de peser sur les tentatives de réformes de structures (dont la nécessité est cependant admise par tous aujourd'hui). De privilégier les manœuvres des états-majors, des partis politiques, et des parlementaires du Congrès de Bogota, au détriment de la volonté réformatrice du chef de l'Etat. Ce qui est précisément le cas en 1985, où Belisario Betancur, qui se veut le « président de tous les Colombiens » rencontre davantage d'obstacles du côté des appareils des formations dominantes que chez les représentants des « forces vives » de la nation.

Autre conséquence, importante : la lutte impitoyable entre libéraux et conservateurs dans les années 40 a débouché sur une impasse politique qui a favorisé l'intervention des forces armées.

Cet engagement direct des forces armées — illustré en 1953 avec l'accession au pouvoir du général Rojas Pinilla — a réduit la prédominance traditionnelle des « grandes familles » dans les affaires de l'Etat. Rojas Pinilla, installé à la présidence par les politiciens les plus « modérés » et curieusement séduit par l'expérience péroniste (pourtant déjà sur le déclin en Argentine), fut, c'est vrai, remercié en 1957 lorsque ses méthodes autoritaires, ses rêves de « troisième force à la Peron », et son insistance à s'accrocher au fauteuil présidentiel eurent excessivement irrité les « chefs » des formations politiques.

La chute — aussi discrète que son intronisation — de Rojas Pinilla fut préparée en coulisse par un « accord » entre libéraux et conservateurs. La signature du pacte de Front national valable pour seize années mettait fin d'une certaine manière à une étape de la « violence », celle qui concernait strictement, la lutte armée entre libéraux et conservateurs.

Mais ce pacte, qui a restauré avec des réserves et des incidents de parcours le système de la démocratie colombienne, et qui a permis une répartition des tâches et des responsabilités entre les deux partis, n'a pas été suivi d'une véritable pacification de la nation. Non pas en raison d'une mauvaise volonté des dirigeants civils, enfin réconciliés sur l'essentiel, sur la nécessité d'en finir avec le bain de sang. Mais parce que la dynamique déclenchée par la « violence » des années 40 — et par ce qu'on a appelé le *« bogotazo »* était déjà trop puissante. La « violence » s'est poursuivie bien au-delà de 1957, au moins jusqu'en 1966. Elle a pris ensuite d'autres formes, moins sanglantes mais plus dangereuses et complexes, avec l'apparition et le développement rapide de mouvements insurrectionnels armés de gauche et d'extrême gauche.

Le dialogue avec les insurgés

Cette étape-là de la « violence » n'est pas encore terminée en 1985. Bien que Belisario Betancur, après certains de ses prédécesseurs mais avec beaucoup plus de résolution et de conviction, ait décidé de réconcilier tous les Colombiens, et ait déjà engagé un vrai dialogue avec les insurgés.

Enfin et surtout, les forces armées sont devenues *de facto* un des éléments essentiels du jeu politique. Direct ou indirect, positif ou négatif : le « poids » de l'armée est une réalité. La capacité de pression de l'armée est évidemment d'autant plus forte que les gouvernements sont plus faibles.

Mieux équipées, bien entraînées, pratiquement sur le terrain depuis une vingtaine d'années, les forces armées colombiennes sont, c'est vrai, devenues beaucoup plus « professionnelles ». Elles ont « soutenu » l'expérience du pacte de Front national, mais sans renoncer à leurs priorités propres. Elles ont approuvé toutes les tentatives de « pacification » dans la mesure où celles-ci impliquaient une défaite à peu près inconditionnelle des mouvements de guérilla. Elles ont manifesté des réserves à l'égard des différentes propositions d'« amnistie » quand celles-ci leur paraissaient trop favorables aux insurgés. *« En Colombie,* disait le président Turbay Ayala, prédécesseur de Betancur, *si vous ne gouvernez pas avec les militaires, vous n'êtes pas en état de gouverner bien longtemps. »* Remarque désabusée d'un homme qui avait, lui aussi, bien que plus modestement, tenté de trouver une issue à la violence armée mais avait échoué. Betancur, qui a l'énorme avantage d'avoir su, d'entrée de jeu, se placer « au-dessus des partis », dispose en outre d'un autre charisme, d'une popularité réelle et solide, d'une « cote » personnelle indéniable, nationale et internationale (en raison d'abord de son rôle au sein du groupe de Contadora, attaché à la recherche de la paix en Amérique centrale) peut estimer — et il le dit — que les forces armées approuvent sans réserves son propre programme de pacification. Il reste que la « présence » de l'armée est une pièce importante dans ce puzzle complexe qu'est la réalité colombienne, un « groupe de pression » avec lequel il faut compter dans cette difficile, et méritoire, « longue marche » vers une paix véritable et totale.

Il est difficile de comprendre l'impact de la « violence » — pendant quatre décennies — si l'on ne connaît pas l'ampleur de l'explosion de colère, et de sauvagerie, d'avril 1948. Le *« bogotazo »* est le point de départ fulgurant de la « violence », l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Pourquoi Bogota ? et pourquoi la Colombie ? Les luttes politiques ne sont pas moins aigres chez les voisins. La Colombie — par la qualité de la langue, des élites, de la culture, par l'influence de l'Eglise et des traditions — est sans doute la plus « espagnole » des républiques d'Amérique du Sud. L'explication n'est pas suffisante. D'autres facteurs sont intervenus. Mais ce qui s'est passé en Colombie de 1948 à 1953 rappelle — par son caractère impitoyable, fratricide, par sa cruauté froide et presque indifférente — la guerre civile espagnole de 1936 à 1939. Le bilan en tout cas est éloquent : au moins trois cent mille morts.

Le 9 avril 1948 a été le premier coup de tonnerre de la « violence » — encore que les deux années précédentes, pleine de fureur, de règlements de comptes et de chaos, évoquent, elles aussi, les années troubles et violentes ayant précédé l'explosion de la guerre civile d'Espagne. Ce jour-là, Jorge Eliecer Gaitan, un leader libéral, très populaire, était assassiné dans le centre de la ville alors que se déroulait la conférence panaméricaine. Gaitan, un petit homme trapu et robuste, noir de peau, les cheveux gominés, était l'idole des foules. Lui seul était



capable, à cette époque, de rassembler deux cent mille personnes sur la place Bolivar, au cœur de Bogota, pour dénoncer avec virulence l'« oligarchie », sa cible préférée. Le père de l'écrivain colombien Plinio Mendoza (1), ami de Gaitan, a assisté au meurtre. L'assassin était *« un type insignifiant, pâle, avec une barbe de deux jours, et la haine dans les yeux »*. Il tire trois coups de revolver sur Gaitan, qui tombe à terre, et, calmement, s'approche *« pour vérifier s'il doit tirer une quatrième fois »* sur sa victime. Désarmé, le meurtrier est lynché par la foule, traîné par les pieds dans les rues de la ville qui, soudainement, explose. Incendies, pillages, émeutes, barricades. Les troubles gagnent les principales villes de province et, dans la capitale, la répression est brutale. *« Bogota,* a dit un témoin, *ressemblait trois jours après le meurtre de Gaitan à une ville européenne bombardée de la fin de la guerre. »*

« L'Etat et la société, écrivait alors, de son côté, le Dr Santos, ancien président et ancien directeur du grand journal *El Tiempo, doivent reconnaître avec courage, avec un sentiment de contrition sincère, et avec la volonté de mieux agir à l'avenir, qu'ils ne seront pas totalement irresponsables de cette barbarie et de cette misère. »* Le Dr Santos était trop optimiste. La « violence chaude » déclenchée pour le 9 avril — avec un temps de retard comme si l'histoire hésitait — a été encore plus terrible qu'il ne pouvait l'imaginer.

Aujourd'hui encore, dans certaines campagnes du Tolima, le souvenir des horreurs de la « violence » est là, tenace. Il n'est pas simple de sortir d'une barbarie de plusieurs années.

Il n'est pas simple de sortir de la guerre. Dans les années 60, les leaders de groupes de guérilla, liés au parti libéral, sont parfois devenus chefs de bandes, parfois sont restés guérilleros. De 1964 à aujourd'hui, l'histoire des différentes organisations de guérilla n'a pas de sens si on ne la relie pas à la « violence » des années 40 et au « bogotazo ». Sur fond de luttes paysannes traditionnelles, les mouvements de guérilla liés au Parti communiste colombien comme les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), l'Armée de libération nationale (ELN, procastriste), qui a eu son martyr avec le curé-guérillero Camilo Torres, tué en février 1966, ou l'Armée populaire de libération (EPL, plutôt promaoïste), ont fait face avec plus ou moins de succès aux offensives successives des forces armées.

Les FARC ont mieux résisté dans leurs zones d'implantation habituelles. Et la « violence » proprement politique a pris un tour nouveau avec l'apparition en 1974 du Mouvement du 19 avril (M 19), issu d'un courant de la formation créée par la fille de l'ancien dictateur Rojas Pinilla. Enlèvements, occupations d'ambassades, coups de main contre des casernes : pendant quelques années, le M 19 — qui a évolué d'un populisme antipartis à des positions plus classiquement d'extrême gauche — a ravi la vedette aux guérillas plus anciennes, sur la défensive, et mieux « contrôlées » par l'armée. Mais, en juillet 1983, neuf ans après sa fondation, le M 19 a subi un revers important avec la mort de son principal dirigeant, Jaime Bateman.

Les raisons de la misère

Se proclamant *« anti-impérialiste, révolutionnaire et nationaliste »*, le M 19 a cependant accepté — après les FARC — les offres de dialogue et de trêve du gouvernement Betancur (à la suite de la loi d'amnistie promulguée en novembre 1982). Un dialogue difficile, avec des ruptures, des arrière-pensées, des trêves proposées puis dénoncées, des « incidents » que les commissions de contrôle du processus de pacification (mises en place par le gouvernement et composées de personnalités représentatives des différents courants politiques du pays, y compris du Parti communiste) ont souvent beaucoup de mal à vérifier d'abord, à régler ensuite (2).

Les progrès, pourtant, sont indéniables et significatifs, si on compare la situation actuelle à celle des années précédentes. Pour la première fois sans doute depuis longtemps, l'espoir d'une mise en veilleuse de la « violence » politique ne paraît plus tout à fait utopique, même si de grandes difficultés demeurent.

Il reste que la violence a pris un visage multiforme. Guérilleros irréductibles ou « installés », bandits de grand chemin ayant constitué des troupes à la faveur des troubles, délinquants de tout poil pratiquant le rapt avec rançon ou le racket à l'américaine, à lire la presse colombienne, la violence ne désarme guère. *« Il y a ,* dit Belisario Betancur, *des raisons objectives à la violence, celles de la misère et du sous-développement. Et celles-là réclament une longue lutte et une longue patience. »*

Le président Belisario Betancur, dont la patience n'est effectivement pas le moindre mérite, doit, en fait, se battre sur plusieurs fronts. Il apparaît que celui du dialogue avec les organisations de guérilla n'est peut-être pas le plus dur. Car l'autre « volet », déplaisant mais envahissant, d'une violence difficilement contrôlable est le trafic de drogue à grande échelle (marihuana et surtout cocaïne). C'est, sans aucun doute, aujourd'hui la préoccupation majeure de tous les dirigeants colombiens, de quelque tendance qu'ils se réclament. La mafia de la drogue est puissante, très bien organisée, liée aux mafias internationales, et d'abord à celle des États-Unis (le premier consommateur de drogues dures venant de Colombie). Elle manipule des milliards de dollars et s'est même efforcée d'entrer dans l'appareil d'État. Des chefs de la mafia se sont offerts le luxe de proposer un « marché » au gouvernement : *« Nous vous proposons de payer la moitié de la dette extérieure colombienne, si le gouvernement s'engage à ne pas extrader aux États-Unis nos amis emprisonnés... »*

Le gouvernement Betancur qui a « déclaré la guerre » à la mafia de la drogue après l'assassinat, en avril 1984, du ministre de la justice, a, en effet, commencé (une audace qu'aucun gouvernement colombien n'avait osé) à extrader vers les États-Unis — qui les réclament pour les juger — des trafiquants colombiens notoires.

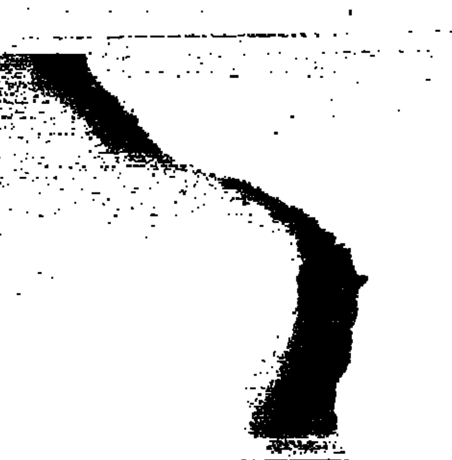
« Tant que je serai président, dit Betancur, *il n'y aura pas de négociation avec la mafia... »* Celle-ci a menacé d'exécuter cinq ressortissants américains pour chaque Colombien extradé vers les Etats-Unis. Le cercle vicieux : pour répondre aux enlèvements perpétrés par des délinquants de droit commun, la mafia avait en 1981 créé à son tour une organisation parapolicière, le MAS (Mort aux auteurs d'enlèvements), responsable, selon les autorités judiciaires, de nombreux meurtres.

Une *« violence banalisée »* comme le dit le Colombien Fals Borda, a de fait succédé, et est sur le point de supplanter la « violence » proprement politique. Mais cette constatation ne rend pas la tâche du gouvernement Betancur plus facile. *« Le problème le plus grave que la Colombie ait jamais eu à affronter dans son histoire est celui de la drogue »*, dit encore Betancur. Certains Colombiens trouvent leur président actuel *« trop idéaliste »* et le traitent volontiers de Don Quichotte. C'est en tout cas un Don Quichotte lucide et courageux.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Plinio Mendoza rapporte les confidences de son père, à côté de jugements intéressants sur les auteurs colombiens à succès comme Gabriel Garcia Marquez dans *la Llama y el Hielo*, publié aux Editions Planeta de Barcelone en 1984.

(2) Un nouvel « incident », qui a eu lieu en janvier dans la région de Corinto (province du Cauca) entre l'armée et un groupe du M 19, a illustré les difficultés du processus de paix. L'accord conclu *in extremis* a permis d'éviter une remise en cause du processus de négociation avec le M 19. Les membres de cette organisation et les délégués du gouvernement ont accepté que Mgr Lopez Trujillo, archevêque de Medellin, agisse en médiateur en cas de nouvelle rupture de la trêve.





CAFÉ

Ce qu'on appelle là-bas la culture du versant

IL suffit de mentionner qu'actuellement près de 11 millions d'hectares sont consacrés à sa production et que les propriétés à prédominance de café occupent 25 millions d'hectares, soit la moitié de la superficie de la France métropolitaine. Le montant des importations des pays consommateurs s'élève à 12 milliards de dollars par an, ce qui fait du café le deuxième produit du marché international après le pétrole.

Bien qu'on ait découvert et identifié plus de quarante espèces de café, deux d'entre elles dominent : le café arabica et le café canéphora. Le premier est *le plus répandu* (la production mondiale provient pour 75 % de plantations d'arabica). Il présente plusieurs variétés, dont les plus connues sont le bourbon, le mundo novo, le maragogype et le caturra. Le café robusta est la variété la plus importante de l'espèce canéphora.

Au niveau du marché international, on prend en compte, outre l'espèce, des *critères additionnels*, ce qui conduit à classer les cafés en quatre qualités, qui sont les suivantes : arabicas doux colombiens, produits par la Colombie, le Kenya et la Tanzanie ; autres arabicas doux, qui proviennent principalement d'Amérique centrale ; autres arabicas (lavés et non lavés), où prédominent ceux originaires du Brésil et de l'Ethiopie ; et enfin robustas, presque exclusivement africains.

La transformation de la baie du café (ou cerise) en un grain sec, constitué par le noyau, peut se faire de deux façons : soit par la voie humide, qu'on emploie toujours pour les cafés de qualité supérieure, soit par la voie sèche. Dans le premier cas, on cherche à dépulper le noyau le plus tôt possible afin d'éviter le développement de saveurs indésirables.

Production mondiale : 75,2 millions de sacs

Dans la méthode sèche, au contraire, on fait sécher le fruit entier, et c'est ensuite qu'on enlève la pulpe. Les conditions finales de qualité dépendent de la torréfaction. En modulant le niveau de déshydratation et le temps de permanence à haute température, il est possible d'obtenir toute une gamme de saveurs et de couleurs qui seront les caractéristiques perçues par les consommateurs.

La production mondiale de café *s'élevait à 92 millions* de sacs de 60 kilos de café vert, pour l'année 1983-1984. La production mondiale exportable fut de *75,2 millions* de sacs, dont 14,1 millions de doux colombiens, 17,1 millions d'autres doux, 24 millions de brésiliens et d'autres arabicas, et 19,8 millions de sacs de robustas.

La consommation mondiale comprend d'une part celle des pays membres de l'Organisation internationale du café (OIC), qui représente un *peu plus de 60 millions* de sacs de café vert, d'autre part celle des pays non membres de l'accord, qui acquièrent environ 8 millions de sacs par an. Parmi les pays membres de l'OIC, le marché se répartit de la façon suivante : Amérique du Nord, 20,3 millions de sacs ; Europe, 35,3 millions de sacs, dont 28,2 millions correspondent à la Communauté économique européenne, et finalement 6,6 millions de sacs pour les autres pays, principalement ceux d'Asie et d'Océanie. Les relations particulières entre pays exportateurs et pays consommateurs reflètent *parfois des situations qui s'expliquent* historiquement.

Le marché du café est l'objet de comportements spéculatifs : en effet la production est très sensible aux aléas climatiques.

On peut citer comme cas exceptionnel celui de l'année 1975, où les gelées sur la zone du café du Brésil diminuèrent l'offre exportable mondiale de 13,5 millions de sacs environ, ce qui fit monter les prix en flèche, et les fit tripler.

Pour de multiples raisons, mais *surtout peut-être du fait que le café* est très ancré dans le mode de production des pays producteurs, caractérisé par une industrie peu développée et un niveau insuffisant de productivité dans les autres activités agricoles, le café constitue une part essentielle de leurs exportations. La dépendance du café comme source *de revenus* atteint 62 % en Colombie, 54 % au Salvador et 44 % au Nicaragua pour ne citer que quelques cas. *De ce fait*, la *fluctuation* des prix crée évidemment une situation d'incertitude que les pays producteurs cherchent à éliminer coûte que coûte.

Il est clair qu'il est indispensable, pour le développement des pays producteurs, de pouvoir définir avec une certaine précision le niveau courant de change international sur lequel ils peuvent compter. C'est la raison pour laquelle des pays comme la Colombie, que certains considèrent comme *assez forte* dans le contexte mondial du café pour chercher des solutions différentes, a opté depuis maintenant un demi-siècle, pour le contrôle et la stabilisation du marché du café par le biais d'accords internationaux.

L'accord international

La quatrième version de l'Accord international du café, approuvé en 1983, oblige les quatre-vingts pays membres, dont cinquante producteurs, à réglementer le marché par *un mécanisme dit de quotas*. Les versions antérieures de l'Accord, souscrites en 1962, 1968 et 1976, avaient fait l'objet de nombreuses critiques. Les plus *sérieuses* signalent que ces accords n'aboutissent pas à une stabilité des prix à moyen terme. C'est une observation valable.

L'accord actuel présente donc des *caractéristiques de contrôle particulièrement* intéressantes puisqu'il prévoit des conditions très dynamiques de révisions périodiques. Le quota actuellement prévu est de 59 millions de sacs autour de cette quantité.

Vue la croissance modérée de la demande mondiale, de l'ordre de 1,5 % annuelle, les producteurs peuvent aspirer à un contrôle de la production tel qu'à moyen terme, c'est-à-dire d'ici trois ou quatre ans, la demande puisse être satisfaite. Ce *flux a représenté* environ 4 millions de sacs dans l'année qui vient de s'écouler. L'évolution des prix dépendra dans une large mesure du comportement du dollar américain sur les marchés mondiaux.

En contrepartie du contrôle du marché, les pays producteurs sont dans l'obligation de développer des politiques relativement complexes en matière de production. Pour la Colombie, qui dispose d'un excédent à court terme, la perspective actuelle du marché *signifie* qu'il lui faut poursuivre sa politique de « retenue » massive, et développer impérativement la diversification des cultures, en particulier dans les zones où les niveaux de productivité ne justifient pas le maintient des caféiers.

L'aide financière internationale jouera un rôle primordial si l'on veut atteindre les objectifs fixés. Il n'est pas facile de trouver des cultures de remplacement viables pour la zone du café, qui se caractérise par la petite exploitation non mécanisable, ayant un grand besoin de liquidités, des liens commerciaux fragiles et *qui est* la *base de* ce qu'on appelle en Colombie la « *culture du versant* ».

HERNAN URIBE.

300 000 entreprises familiales

ON estime que l'industrie du café fait vivre environ *trois millions* de personnes en Colombie, qui est le premier producteur mondial de café *suave (doux)* et le *second* exportateur. Ce sont des jésuites qui ont introduit cette culture au dix-huitième siècle. D'abord limitées aux vallées du Cauca et du Magdalena, les plantations se sont rapidement développées, en particulier en Antioquia (Medellin), dans le Caldas et le Tolima.

Trois cent mille entreprises familiales sont regroupées dans la fédération des producteurs. 90 % de ces propriétés ont moins de 10 hectares. Et la taille moyenne est de 4 hectares. Treize millions de sacs ont été produits pour la saison 1983-1984 (soit 12 % de la production mondiale totale). La « *roya* », *cette maladie du café*, est apparue pour la première fois en septembre 1983 dans le Caldas, mais *elle a bien* été contrôlée et les perspectives de production ne sont pas modifiées.

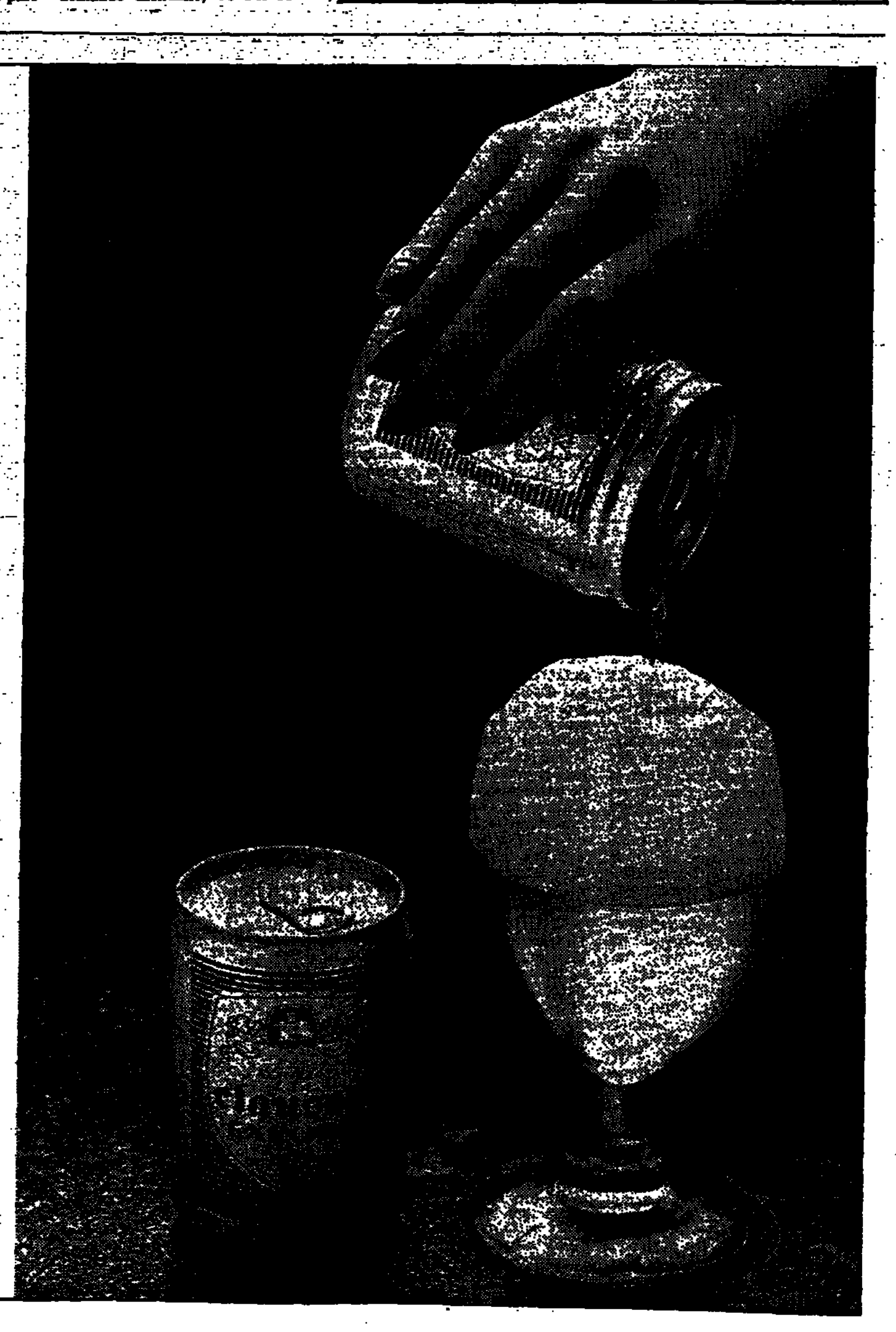
FLOR ROMERO.

Arturo Gomez Jaramillo, le pape noir

Arturo Gomez Jaramillo a *dirigé* la fédération des producteurs de café pendant un quart de siècle, et cette longue expérience lui a valu dans son pays le surnom de « pape noir ». Discret, fin, cultivé, cet homme né à Manizales, au cœur même des « terres » du café, est aussi avocat et politologue. Libéral, il a pourtant réussi à maintenir tout au long de son « *règne* » — la fédération *est presque* un Etat dans l'Etat — *d'excellentes relations* avec tous les milieux politiques. Il est l'artisan des accords internationaux sur le café conclus par la Colombie.

Jorge Cardenas, le patron de la fédération

Jorge Cardenas Gutierrez, actuel président de la Fédération des producteurs de café de Colombie, est originaire de l'Antioquia, mais il a fait ses études en administration à l'université américaine de Syracuse. D'abord assistant du directeur de la Banque de Bogota à Medellin, puis vice-président d'Ecopetrol, il est devenu le numéro un de la fédération en novembre 1982.





ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

La relance du secteur pétrolier

EN Colombie, les découvertes pétrolières de l'année 1984 ont doublé les réserves de brut du pays, et celles-ci atteignent maintenant 1 200 millions de *barils*. Les nouveaux gisements, situés principalement dans le Nord-Est, près de la frontière avec le Venezuela, commenceront à être exploités en 1986, lorsque sera achevée la construction de *l'oléoduc* qui permettra le transport de ce brut jusqu'aux raffineries et jusqu'aux ports pétroliers du pays.

Le panorama pétrolier colombien subira un changement total lorsque ces gisements seront exploités. La production de pétrole a récemment été insuffisante pour assurer la consommation locale, et pendant la dernière décennie on a été obligé d'importer du pétrole pour une valeur de 4 300 millions de dollars. Mais la nouvelle production de brut permettra – à partir de 1986 – non seulement de pourvoir à la consommation nationale, mais aussi de disposer d'un certain volume pour l'exportation.

Les contrats d'association

En vue d'augmenter l'activité pétrolière le gouvernement a établi en 1969 des contrats d'association entre des compagnies *pétrolières internationales* et l'entreprise d'Etat ECOPETROL. Malheureusement, la crise pétrolière mondiale de 1973 a coïncidé avec la perte de la situation favorable de la Colombie en tant que pays exportateur, et, à partir de 1974, le pays a été obligé d'importer des hydrocarbures pour répondre à la demande interne, ce qui a incité le gouvernement à encourager le système d'association. Actuellement, il existe soixante-trois contrats avec trente-cinq compagnies privées qui ont augmenté de manière considérable leurs activités d'exploration dans le pays.

Les nouveaux termes des contrats d'association sont particulièrement favorables pour les investisseurs privés revenus en Colombie, attirés aussi par les garanties qu'offre le pays et en raison des succès récents de compagnies telles que l'Occidental Petroleum Corp. et ELF-Aquitaine.

La relance du secteur pétrolier sera décisive pour l'apport en devises, avec environ un milliard de dollars par an : compte tenu du déficit de la balance des paiements des hydrocarbures – déficit supporté par le pays jusqu'à présent – et du surplus prévu au moment où commenceront les travaux de production *des nouveaux champs de pétrole.*

Le pétrole et le gaz naturel fournissent actuellement la moitié environ des besoins en énergie, mais, à la fin du siècle, ce pourcentage diminuera en raison de l'utilisation d'autres sources énergétiques qui existent en grande quantité en Colombie, comme le charbon et l'énergie hydro-électrique.

La consommation de charbon en Colombie est relativement faible, de l'ordre de 5,3 millions de tonnes par an, qui représentent 15,5 % des besoins d'énergie dans le pays. Même si elle augmente, le pays *disposera de quantités croissantes* de charbon thermique destiné à l'exportation. Une source de revenus donc pour le pays vers la fin de la présente décennie, lorsque les projets de la région du Cerrejon fonctionneront à pleine capacité.

L'énergie hydroélectrique (26 % de l'énergie nationale) sera développée en utilisant le vaste potentiel hydraulique du pays et, d'après les prévisions, vers la fin du siècle elle remplacera le pétrole en tant que source principale d'énergie.

RODOLFO SEGOVIA.



L'exploitation charbonnière de « Cerrejon » dans la péninsule de la Guajira, Colombie (Exxon).



ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

Douze villes de plus de 300 000 habitants

JEAN-FRANÇOIS REVEL m'a récemment offert le dernier livre du professeur Lambert qui *estime que la Colombie* a enregistré un progrès économique continu au cours des deux dernières décennies, à un taux supérieur à celui de la moyenne de la région. Pour sa part, la Banque mondiale a mis la Colombie dans la catégorie des nouveaux pays semi-industrialisés, à côté d'Israël, de la Turquie et du Mexique.

Il n'est pas dans mon intention de décrire la Colombie comme étant le paradis *sur terre*. C'est un pays en voie de développement. Ce que j'aimerais mettre en relief, c'est qu'il s'agit d'un pays dynamique puisque, pendant les deux dernières décennies, il a subi des changements structurels très importants : diversification de l'économie, évolution démographique et amélioration des indicateurs sociaux. La population est aujourd'hui à 70 % urbaine. Bogota n'est plus la tranquille ville coloniale des siècles passés : c'est *une métropole des Andes de plus de* cinq millions d'habitants, avec tous les problèmes des grandes villes modernes. Mais la tendance « macrocéphalique » a *été* moins accentuée que dans d'autres pays. La Colombie a douze villes de plus de trois cent mille habitants.

Deuxième remarque : la participation du secteur industriel dans la formation du PIB a augmenté et l'exportation des biens manufacturés *s'est beaucoup développée*. Plus de 90 % des biens de consommation sont maintenant produits localement, y compris des appareils de télévision en couleurs et des automobiles. En ce qui concerne les biens de capital, le pays possède déjà une certaine expérience, illustrée par l'exportation de générateurs à vapeur pour des installations thermo-électriques.

Depuis un quart de siècle, la Colombie est parvenue à *multiplier* par deux son revenu *per capita*, bien que pendant cette période sa population soit passée de quinze vingt-huit millions d'habitants. Pendant ce temps, les secteurs les plus dynami*ques ont été l'industrie, la construc*tion, l'électricité, la banque et les communications. Le taux de croissance de l'économie a *été* de l'ordre de 6 % par an, en moyenne supérieur à celui de l'ensemble de l'Amérique latine (environ 5 %). Le revenu *per capita* en 1984 est de l'ordre de 1 600 dollars par an.

En ce qui concerne la démographie, le pays a pu réduire son taux de croissance de 3,2 % pendant la première moitié des années 60 à moins de 2 % actuellement. Cette chute (plus rapide que celle de l'Europe) obéit à plusieurs facteurs, parmi lesquels l'urbanisation et la participation croissante de la femme dans le marché de l'emploi. L'espérance de vie pendant les années 30 était de trente-quatre ans et elle est aujourd'hui de soixante-cinq ans.

Evolution spectaculaire. Néanmoins, de graves problèmes de santé et de malnutrition subsistent.

Le professeur Lambert fait un classement en fonction de vingt variables (instruction, santé, nutrition, démographie, etc.) et place la Colombie en Amérique latine à la huitième place après *l'Argentine et l'Uruguay, mais avant* le Mexique et le Brésil.

Un taux de chômage inquiétant

Au cours des dix dernières années, la Colombie a formulé, et partiellement réalisé, quatre plans de développement. Entre 1966 et 1970 a été appliqué un modèle de développement basé sur une libéralisation graduelle de l'économie, grâce à la politique des mini-dévaluations. De 1970 à 1974 l'accé*lération* du taux de croissance de l'économie (6,7 % en moyenne) a été le résultat de la croissance des exportations et du secteur de la construction. Ce dernier a été choisi comme le secteur de pointe et son *financement a été obtenu par* la création de sociétés d'épargne et de logement, qui ont pu disposer de ressources importantes venant de l'épargne privée.

Un aspect inquiétant au cours des vingt dernières années est cependant la hausse du taux de chômage. Ce taux a augmenté de manière considérable dans les cinq dernières années malgré la baisse de la demande sur le marché du travail.

L'évolution démographique déjà mentionnée n'aura des conséquences que dans les années 90. Or une équipe d'experts engagés par l'Organisation internationale du travail en 1969 a écrit un livre sur les perspec*tives d'emploi en Colombie* et *avait* tiré la conclusion qu'en 1984 le taux de chômage du pays pourrait atteindre le niveau dramatique de 35 %. Ce n'est pas le cas. J'ai essayé de répondre dans un document (1) présenté à l'occasion d'une conférence organisée par l'ancien président mexicain Luis Echeverria. Dans ce document, j'ai tenté de prouver qu'au cours des quinze dernières années la Colombie a réussi à créer plus de trois millions d'emplois nouveaux grâce au changement technologique dans le secteur du café, la relance du secteur de la construction, la diversification du secteur industriel et des exportations, et la croissance accélérée du secteur « *informel* ».

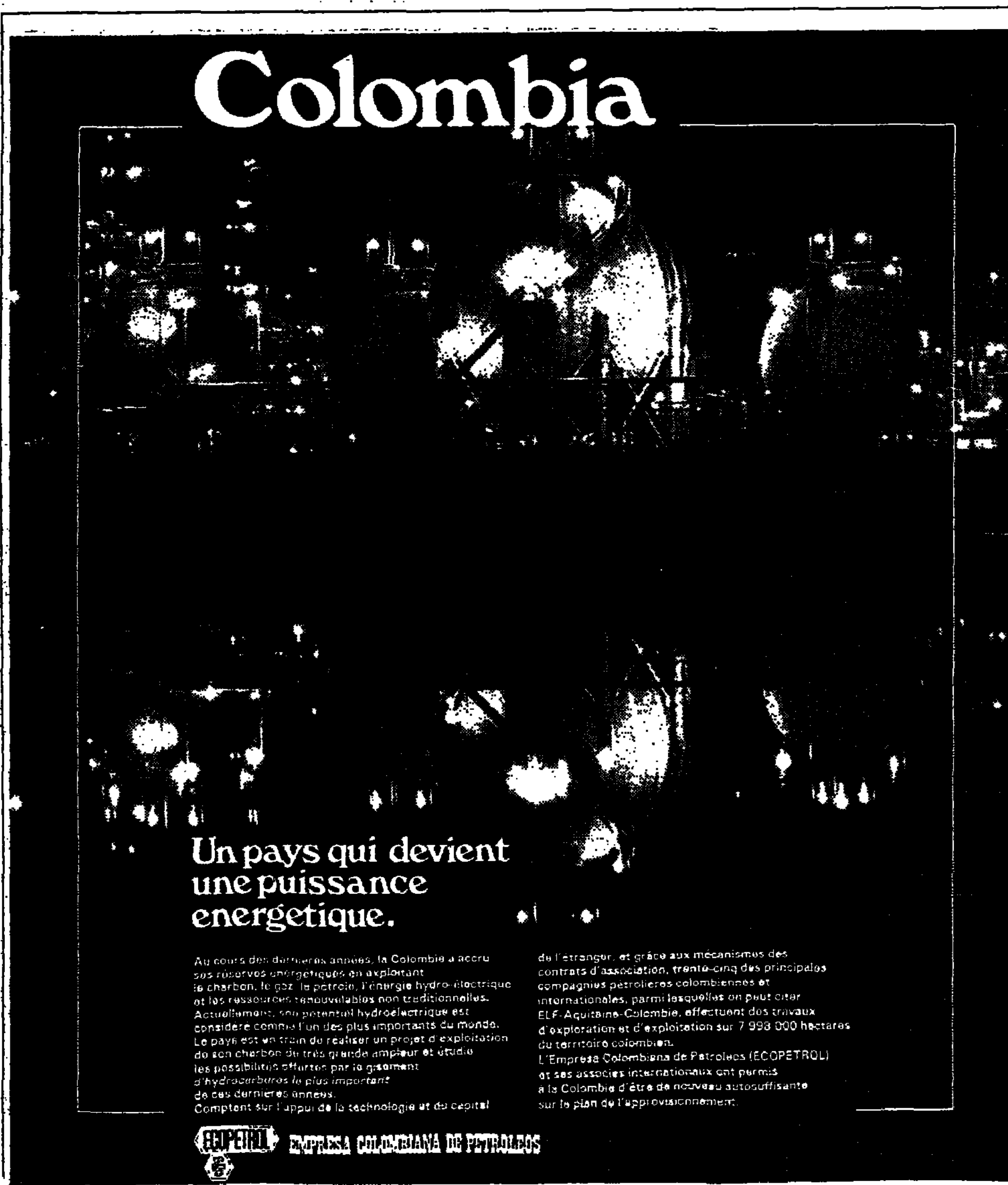
Depuis quatre ans, l'économie colombienne a subi un ensemble de « chocs » dus à des causes extérieures, en particulier la détérioration des termes de l'échange, le niveau excessif des taux d'intérêt, la crise économique des pays latino-américains et la réduction du crédit externe. Le pays a payé plus d'intérêts et d'amortissement de capital qu'il n'a reçu de fonds des orga*nismes internationaux de finance*ment. En même temps, le pays a perdu une proportion élevée de ses exportations vers l'Amérique latine. Vers la fin de 1982, la Colombie était le pays en voie de développe*ment non pétrolier* ayant *le niveau le* plus élevé de réserves internationales (plus de 5 500 millions de dollars). Maintenant, ce niveau a été ramené à quelque 1 800 millions de dollars comme conséquence de l'ensemble des « chocs » mentionnés. En fait, si on imagine ce qui se serait produit sans ces facteurs externes, on tire comme conclusion que le niveau de réserves serait actuellement supérieur à 4 milliards de dollars.

Toutes les difficultés ne sont évidemment pas dues à des causes extérieures. Il existe au moins deux causes internes capitales : le déficit fiscal et une dévaluation tardive. Ce dernier facteur a découragé les exportations et a paralysé le secteur interne. De 1975 à 1982, le taux annuel de dévaluation a été insuffisant.

La politique actuelle tend à corriger le *déséquilibre* fiscal et le déséquilibre du secteur externe sans sacrifier les objectifs de réactivation graduelle de l'économie et d'amélioration des indicateurs sociaux. Pour atteindre ces objectifs on a décrété deux réformes fiscales, on a accéléré *le taux des mini-dévaluations* (28 % par an), on a réduit le taux d'inflation (de 29 % à 17 %) et on a mis en marche un ambitieux programme de logement populaire (ces deux dernières années, on a construit plus de deux cent mille logements). Dans le domaine social, on a adopté des programmes de vaccination massive (reconnus par l'ONU comme un des événements internationaux de 1984) et d'alphabétisation. Ce programme reçoit l'appui de la BID et de la Banque mondiale.

DIEGO PIZANO.

(1) Aspects principaux de la politique macro-économique de la Colombie, 1970-1983. *Revue de la Banque de la République*. Bogota.





Un partenaire non négligeable de la France

(Suite de la page 9.)

En fait, la vie internationale est *constituée de cycles rapides*, de soubresauts divers exigeant la construction d'une politique de diversification géographique équilibrée et patiente. C'est le sérieux de la présence et la longue durée des installations qui est en définitive la meilleure garantie du risque économique. Au début de 1985, l'Amérique *latine suscite* à *nouveau* de l'intérêt, des questions et des missions. Les performances du Brésil et du Mexique sont encourageantes et nettement meilleures que prévu.

Le déficit des balances courantes des huit plus grands pays d'Amérique du Sud s'est réduit, passant de 35 milliards de dollars *en 1981* à *moins de 5 milliards en* 1984. Les problèmes sont loin d'être réglés, les rechutes restent possibles, mais l'ambiance a changé. Dans ce contexte, le cas de la Colombie mérite une attention particulière.

Le pays est au trentième rang des plus peuplés du monde, avec *vingt-huit millions d'habitants* installés sur un territoire deux fois grand comme la France. En 1900, la Colombie était au nombre des petits, avec moins de quatre millions d'habitants. A l'horizon 2020, les démographes prévoient *cinquante-deux millions d'habitants* quand la France en aura probablement cinquante-sept, ce qui situerait notre pays au vingt-cinquième rang mondial. Il naît dès à présent, chaque année, autant d'enfants français que de colombiens, même *si là-bas le taux de natalité n'est* plus très élevé; avec vingt-huit pour mille, il est même inférieur à celui du Mexique ou du Brésil. La jeunesse du pays constitue cependant sa force d'entraînement pour l'avenir. Au niveau de la richesse, le PNB *par tête n'est encore* que de 1 300 dollars environ, loin de son voisin le Venezuela et même des géants du continent : Mexique, Brésil, Argentine. En taille de marché, sur les onze grands pays d'Amérique du Sud, la Colombie *se situe derrière* le Venezuela, malgré une population supérieure, et l'on estime son poids à environ 6 % du total latino-américain.

La Colombie fait partie du pacte andin, dont les pays membres ont reconnu, en 1984, la nécessité de refuser l'accord de Carthagène par suite des difficultés rencontrées dans la mise au point des programmes d'industrialisation et dans la définition d'un tarif extérieur commun. L'accord *semble se faire maintenant pour* rejeter les projets par trop grandioses, mettre l'accent sur l'agriculture et lutter en commun contre les *narcotraficantes,* la drogue tendant à être considérée comme un fléau dépassant largement le problème de la santé et susceptible, par son organisation tentaculaire, de toucher aux fondements des institutions démocratiques.

Un pari important

La Colombie se trouve actuellement dans une phase de transition *et fait un pari important.* La principale ressource du pays est encore le café, qui représente plus de 50 % des revenus d'exportation et fait vivre près de trois millions de Colombiens.

Le pays a participé activement aux accords internationaux sur le café depuis 1962, et particulièrement *lors du renouvellement* de 1982. Ces accords entre producteurs et consommateurs définissent des prix directeurs et des quotas à l'exportation permettant une certaine stabilisation du prix international. La Colombie avait par exemple en *1983 le second quota* (16 % du marché), après le Brésil. Ces accords, s'ils ont le mérite d'atténuer les brusques variations, ne peuvent pas cependant éviter la dégradation des termes de l'échange pour les pays exportateurs. *Les principaux clients du* café colombien sont les Etats-Unis et l'Allemagne, la CEE dans son ensemble absorbant environ la moitié des exportations.

La drogue – cocaïne et marihuana – constituait encore récemment une ressource appréciable pour la Colombie : sans doute plus d'un milliard de dollars par an. A la suite de l'assassinat du ministre de la justice, le *président* Betancur a déclaré une guerre sans merci aux trafiquants, et cette politique courageuse n'est pas sans conséquences sur les difficultés économiques de la Colombie, qui a vu en 1984 baisser ses revenus et ses réserves de change. Il est difficile de dégager des statistiques la part actuelle des revenus en provenance de la drogue.

L'avenir repose sur un double pari : celui du charbon et celui du pétrole. *Dès 1986*, on *prévoit* en effet, l'accroissement des exportations de charbon à partir des gisements d'El Cerrejon, mis en valeur par Exxon et Carbocol, qui ont réalisé des investissements supérieurs à 3 milliards de dollars. Un projet ambitieux, car il prévoit l'exportation de 15 millions de tonnes en 1989 et l'acquisition d'une part de marché mondial de 10 % en l'an 2000.

L'atténuation du déficit commercial colombien devrait se faire également grâce aux résultats d'une politique pétrolière active, permettant d'approcher *l'autosuffisance* en 1987. ELF-Aquitaine et d'autres sociétés américaines sont des partenaires actifs d'Ecopétrol.

La Colombie est un partenaire non négligeable de la France, puisqu'en 1983 elle se situait en dix-neuvième position parmi nos principaux soldes excédentaires et *qu'en 1984, malgré* une baisse sensible des échanges, le taux de couverture *devrait* nous être *favorable*. Les chiffres font l'objet de contestations diverses : 1983 a été gonflée pour la France par l'influence de deux grands contrats, et en sens inverse *il* existe un débat sur la comptabilisation des importations de cafés colombiens en France, car ce café transite par les Pays-Bas ou la RFA sans être repris dans les statistiques douanières françaises.

Dans le passé, certaines entreprises françaises ont fait l'objet de critiques, mais ce qui paraît important à *souligner*, en ce début de 1985, c'est au contraire la continuité de notre *présence* et les efforts de nos sociétés pour réussir les relations à long terme. A la suite du voyage de M. Bernard Hanon, l'été dernier, Renault a amélioré sa position et maintient sa première place en face de Mazda et de General Motors. Sur un marché étroit – moins de cinquante mille voitures, – c'est une performance méritoire. En règle générale, les bons résultats de l'automobile française sur des marchés comme l'Argentine, la Turquie, le Nigéria ou le Mexique sont trop souvent méconnus, de même que *leur effet d'entraînement pour* d'autres sociétés françaises.

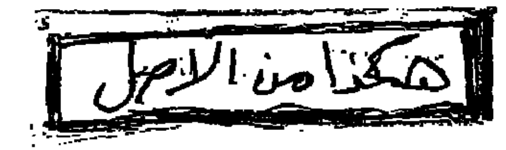
Un assouplissement de l'article 24

A l'occasion du premier forum des investisseurs étrangers organisé par le gouvernement colombien en juillet 1984, ouvert par le président Belisario Betancur, la délégation française, avec ses vingt-cinq membres, était l'une des plus importantes. Elle a pu témoigner ainsi de l'intérêt qu'attache l'industrie et les services *français* à ce pays. Compte tenu des restrictions à l'importation, c'est surtout *par* l'investissement que nous pouvons renforcer notre présence. Les chiffres publiés à l'occasion de ce forum soulignent que la position de la France est loin d'être *négligeable*, derrière les Etats-Unis, l'Angleterre et le Canada et à égalité avec la RFA. L'excellente documentation *Comment investir en Colombie*, publiée par la Chambre franco-colombienne de commerce et d'industrie, donne l'information nécessaire aux entreprises *désireuses* de *mieux* connaître ce marché d'avenir.

Comme dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, le régime des investissements est actuellement assoupli. Sous l'effet de la crise, le fameux article 24 du Pacte andin, qui restreignait les positions étrangères, tend maintenant à *disparaître pour être remplacée* par des dispositions plus libérales. Les règles de prise de participation deviennent plus souples, les contrats d'assistance technique sont à nouveau autorisés, et le rapatriement des bénéfices est mieux accepté.

Si les difficultés restent nombreuses et *l'avenir* incertain, l'accueil à l'investisseur est en train de se modifier et de s'améliorer.

XAVIER DE VILLEPIN.





Une littérature de précurseurs

NE présentant en France qu'un seul nom vraiment connu, celui de Gabriel Garcia Marquez, la littérature colombienne aura pourtant été et demeure celle des précurseurs.

En 1867, alors que la poésie et le roman latino-américains continuaient de chercher en Europe leurs maîtres et leurs modèles, paraissait à Bogota le premier roman populaire de ce continent : *Maria*. Son auteur, Jorge Isaacs (1837-1895), fils d'un planteur juif converti naturalisé colombien, fit de nombreux métiers : soldat, journaliste, agriculteur, professeur et même président de l'Etat d'Antioquia. A l'époque, il était inspecteur des routes dans la vallée du Cauca. La beauté idyllique du lieu lui inspira le cadre et le thème de *Maria*.

L'histoire est simple. Ephraïm, ayant terminé ses études, revient à la maison paternelle et s'éprend de la compagne de son enfance, Maria, une cousine adoptée par la famille. Les jeunes gens filent un parfait amour dans la douceur luxuriante du Cauca, jusqu'au moment où Ephraïm est envoyé par son père étudier en Europe. Maria, qui souffre d'épilepsie, voit son mal s'aggraver et réclame Ephraïm. Quand il rentre, avec l'espoir de la sauver, Ephraïm doit se rendre à l'évidence : Maria est morte et déjà enterrée. Bouleversé, après avoir visité la tombe de l'aimée, Ephraïm monte à cheval et s'élance pour une folle et douloureuse course à travers la pampa.

Le talent de Jorge Isaacs sut éviter le mélodrame, en plein délire romantique. La psychologie vraie des protagonistes, la force suggestive des descriptions, le courant lyrique qui passe sans excès d'un bout à l'autre du récit, sont exemplaires. Depuis sa publication, le roman a charmé et continue de charmer toutes les générations, dans tous les pays d'Amérique. Son succès peut être comparé à celui des *Misérables* de Victor Hugo. Et, dans un poème de *Mémorial de l'île Noire*, Pablo Neruda rappelle le sortilège qu'exerça sur son enfance sa lecture : « *O* Maria *de Jorge Isaacs/baiser tout blanc dans le jour rouge/des haciendas célestes/qui s'immobilisent/avec ce sucre mensonger/qui nous fit pleurer, nous étions si purs.* »

La poésie n'était pas en reste. Avec Gregorio Gutierrez y Gonzalez (1826-1872), elle commençait à exhaler sa quintessence américaine, et, avec Rafael Pombo (1833-1912), elle appliquait la passion romantique à la nature, à la vie, aux sentiments nationaux. Un peu plus tard, José Asuncion Silva (1865-1896) composait, avant de se suicider à trente et un ans, les plus beaux poèmes latino-américains du siècle, ces *Nocturnes* dont l'influence posthume allait être décisive.

Pourtant, c'est en 1924 que la littérature colombienne inaugurait à nouveau des chemins originaux. L'écrivain américain venait de comprendre qu'il devait cesser d'être un imitateur des écoles française et espagnole pour devenir le témoin des problèmes profonds de l'homme du continent. En décrivant, dans *la Voragine*, la lutte gigantesque des « récolteurs de caoutchouc » aux prises avec l'immense forêt tropicale, José Eustasio Rivera (1889-1928) ouvrit la voie au roman dit tellurique, une création narrative qui entendait exprimer le défi jeté par l'homme à la nature vierge, son triomphe ou sa soumission, de toute manière leur liaison inéluctable.

La lutte entre la nature et l'homme

On peut reprocher à *la Voragine* de conserver çà et là certaines traces ingénues de romantisme. Mais, pour quelques pages plus faibles, combien de chapitres d'une rare maîtrise, où le romancier, subjugué par la terre qu'il évoque, recrée l'ensorcellement de la forêt sauvage avec son atmosphère obsédante de crapauds hydropiques, de caïmans, de tigres, de serpents mortels, de fourmis qui dévorent tout et qui obligent les fugitifs à s'enfoncer toute la nuit dans la boue jusqu'aux yeux, avec aussi ses eaux pourries, ses fleurs immondes qui exaspèrent les sens, ses lianes aphrodisiaques qui s'enlacent, ses silences funèbres. « *Cette forêt sadique et vierge qui donne à l'esprit l'hallucination du péril tout proche...* », dira le personnage principal, Arturo Cova. Ici, la lutte entre la nature et l'homme est inégale, démesurée, celui-ci succombant finalement devant celle-là et acceptant avec résignation sa condition d'esclave. « *Cette terre anime l'homme pour qu'il en jouisse et qu'il en souffre*, affirmera de son côté un autre protagoniste, don Rafo. *Le moribond lui-même désire baiser le sol où il va pourrir. C'est le désert, mais nul ne se sent seul : le soleil, le vent, la tempête y sont nos frères. On ne les craint pas, on ne les maudit pas.* »

Après *la Voragine*, d'autres épopées naquirent qui explorèrent durant une trentaine d'années régions, destins et richesses naturelles. Dans *Quatre ans à bord de moi-même* (1935), Eduardo Zalamea Borda évoquait dans une langue virile la vie lente et pleine de nostalgie érotique des habitants de la Guajira, leur « *solitude dans les salines allongées contre un paysage de cactus déchiré par le vol triangulaire des pélicans* », selon le critique colombien Javier Arango Ferrer. La magie sordide de l'or noir, du pétrole, inspirait à Gonzalo Canal Ramirez les fresques torturées de *Oru* (1949) et à César Uribe Piedrahita celles de *Goutte d'huile*.

La poésie, qui entre les deux guerres eut son chantre historique avec Guillermo Valencia (1873-1943), son pèlerin halluciné avec Porfirio Barba Jacob (1883-1942), son prestigieux jongleur verbal avec Leon de Greiff (1895-1976), voulut avoir son précurseur en rénovant la tradition de la satire poétique. En 1952, Jorge Zalamea (1905-1969), dramaturge et poète ami de Lorca, lançait comme une bombe contre tous les dictateurs *Le grand Burundun-Burunda est mort*. Témoin de dictatures alors florissantes, Zalamea utilisait le thème et réussissait à créer un nouveau genre littéraire qui semblait fondre dans le creuset de la contestation les formes populaires primitives et l'expression savante, riche en symboles.

L'avant-garde, soucieuse d'innovations dans les lettres nationales, se rassemblait en ces années autour de la revue MITO, fondée par un écrivain dont l'Europe accueillait avec intérêt les recherches sur l'érotisme : Jorge Gaitan Duran (1924-1962). De 1955 à 1962, où un dramatique accident d'avion fit périr son fondateur, *Mito* révéla quelques-uns des meilleurs poètes colombiens de notre temps : Eduardo Cote Lamus (1928-1964), Alvaro Mutis, Gutierrez Girardot ; un dramaturge aussi, qui allait initier la Colombie au théâtre expérimental, Enrique Buenaventura ; et un romancier alors presque inconnu, Gabriel Garcia Marquez, dont elle publia *Pas de lettre pour le colonel* (1958).

Fut-ce l'isolement géographique ? La négligence ? Un tempérament bohème ? Un compagnon de jeunesse de Garcia Marquez, Alvaro Cepeda Samudio, originaire comme lui de la côte tropicale, ne semble pas avoir connu la diffusion que méritait son court roman : *le Maître de la Gabriela*. Ce chef-d'œuvre retraçant la prospérité bananière et la répression des années 30 est une histoire de solitude, d'inceste et de décadence familiale, comme *Cent ans de solitude*, mais antérieur. Le roman fascine par son écriture toute de dialogues secrets et de mystérieux chuchotements, rappelant le *Pedro Paramo* de Juan Rulfo. Et nous faisons nôtre le point de vue de son traducteur français, Jacques Gilard : « *Cepeda Samudio, expérimentateur tropical, est de ceux qui ont acclimaté la narration fragmentaire dans les littératures de langue espagnole.* »

Si l'engagement inspire le lyrisme de Carlos Castro Saavedra et la verve critique d'Oscar Collazos, le témoignage parfois provocateur la prose de Plinio Mendoza (*la Flamme et la Glace*), la recherche verbale les fictions savantes de Fanny Buitrago, la sorcellerie et l'ascendance africaine, les récits de Manuel Zapata Olivella, la violence politique ambiante trouve une expression saisissante chez les romanciers les plus représentatifs de la Colombie actuelle. Elle montre en particulier un visage sans fard dans *le Jour fixé* (Prix Nadal 1963), de Manuel Mejia Vallejo, et *Crépitant Tropique*, de Flor Romero de Nohra.

Il nous faut, pour finir, dire quelques mots du plus génial sans doute des créateurs latino-américains contemporains : Gabriel Garcia Marquez. Tout le monde connaît, depuis son Prix Nobel de littérature en 1982, son visage buriné, ses yeux rieurs, sa moustache nietzschéenne et ses verrues en goguette. Tout le monde a lu *Cent ans de solitude*. Son chef-d'œuvre, affirme-t-on. Mais comment peut-on qualifier autrement ses autres livres : *Des feuilles dans la bourrasque, l'Heure fatale, les Funérailles de la Grande Mémé* et *la Candide Erendira, Chronique d'une mort annoncée* et l'époustouflant *Automne du patriarche* ?

CLAUDE COUFFON.



UN ENTRETIEN AVEC LE PEINTRE FERNANDO BOTERO

Mon pays est devenu excessif et mal élevé ; moi, je trouve ça bien...

On le déteste ou on l'adore : mais personne ne reste indifférent à l'œuvre de Fernando Botero, le peintre colombien le plus connu à l'étranger. Il est plus souvent à New-York ou à Paris qu'à Bogota. Il a son musée à Medellin. Mais il a aussi des idées sur le mouvement artistique et la politique de son pays.

— Y a-t-il quelque chose de spécifiquement latino-américain dans votre peinture ?

— *Mes couleurs sont celles de* la nature morte latino-américaine. Elles viennent de l'art populaire, de la peinture des bouquets de fleurs. Et mes personnages, bien sûr. Ce sont des personnages de la classe moyenne latino-américaine, des putains, des militaires... Qu'est-ce qu'il y avait autour de moi : pas de musées, *pas de collectionneurs, pas* de galeries, mais des tableaux d'église, très lisses, très fins ; et l'art populaire issu du précolombien. Quand on vient de là, on ne peut pas penser art et sentir la peinture comme quelqu'un qui est né à Paris ou à New-York. Il faut avoir eu cette éducation de petit bourgeois, avoir *été élevé par les curés* dans la montagne, avoir eu des images de Sacré-Cœur dans la maison pour faire la peinture que je fais.

— La situation des artistes en Colombie est-elle aujourd'hui très différente de celle que vous avez connue à vos débuts ?

— Tout a changé. Quand j'ai quitté l'école, à seize ans, pour devenir peintre, c'était la chose la plus exotique qu'on pouvait imaginer. Il n'y avait pas d'artistes professionnels, pas d'enseignement sérieux. Maintenant la Colombie est devenue le pays d'Amérique latine qui compte le plus grand nombre de peintres. Il y a au moins cinquante galeries à Bogota, des expositions partout et un marché de l'art plutôt fort. Même les gens des classes moyennes, là-bas, ont des tableaux dans leur salon, alors qu'avant ils y mettaient des portraits de la Vierge, *le Sacré-Cœur et des reproductions* de sous-bois avec des cygnes.

— Comment s'est produit le changement ?

— La venue en Colombie, en 1954, de la critique d'art Marta Traba, qui est morte dans l'accident d'avion (1), a été très importante. Elle avait vécu à Paris, c'était une disciple de Francastel. C'est grâce à elle que des jeunes artistes ont pu faire des choses différentes de ce que faisaient les peintres de l'establishment : des paysages dans le goût très bourgeois. Marta Traba a commencé à dire qu'*il fallait* rejeter tout cela. Des tas de polémiques se sont ensuivies. La controverse a été très bénéfique pour l'art. C'est devenu un sujet de conversation, alors que jusque-là ça n'en était pas un. Après, les gens ont commencé à acheter. Beaucoup de jeunes qui n'avaient pas pensé pouvoir en faire un métier sont devenus artistes. Cela a été le boom artistique. La Colombie, qui était un pays de poètes, est devenu, d'un moment à l'autre, un pays de peintres. C'est le seul pays où je vois les journaux sortir presque tous les jours en première page des articles sur les peintres.

— Peut-on réellement expliquer cet essor de la vie artistique en Colombie par la seule présence d'une personne, fût-elle critique d'art génial ?

— En fait, tout un ferment existait, issu de la situation politique. La violence politique a bouleversé le pays, a créé un climat d'inquiétude, un climat d'énergie favorable à la création. C'est très important, mais diffus et plus difficile à saisir comme origine d'un boom. Il y a des situations politiques qui font que les choses sortent tout d'un coup à un moment donné. La violence politique en Colombie a commencé en 1948. Par-dessus, il y a eu la drogue. L'histoire de la drogue a contribué à sortir la Colombie d'une certaine *timidité. C'était un pays bien élevé,* trop bien élevé et timide, bien élevé en tout, même en choisissant son nom pour rendre hommage à un Européen. Un pays sans excès, sans criminels ni vertueux, où tout était mesuré. On connaissait la Bolivie, le Mexique parce que c'étaient des pays excessifs. Aujourd'hui la Colombie, elle aussi, est un pays excessif. La mafia colombienne contrôle la cocaïne dans le monde entier... Je ne dis pas cela pour défendre la drogue. Mais je trouve bien que le pays soit devenu mal élevé et excessif. On m'a récemment fait remarquer que la création contemporaine en Colombie avait toujours cet *élément* de démesure. Vous trouvez ça chez Garcia Marquez, dans mon travail...

— Y a-t-il actuellement en Colombie une avant-garde, des jeunes qui ont pris les nouvelles options internationales ?

— Il y en a qui peignent comme Chia ou Paladino (2), mais il existe toujours une autre ligne, celle d'artistes qui, comme moi, repensent la peinture en dehors de la mode. Je n'ai jamais essayé d'être à la mode.

— Cela a dû être difficile, lorsque vous étiez à New-York, au moment de la vague expressionniste abstraite ?

— J'étais têtu, j'ai continué avec obstination à faire la peinture que je devais faire. C'est cette obstination qui m'a sauvé. Je ne crois pas qu'il y ait de vérité absolue en art. Alors pourquoi pas la mienne. L'histoire de l'art est faite de gens qui ont senti la peinture différemment. On a la chose en soi, ce qu'on fait vient de soi-même. On ne va pas commencer à faire comme les autres. Ce que je remarque dans les différents mouvements picturaux en Colombie, c'est un intérêt très grand pour le métier. C'est bien peint, c'est travaillé, chez les jeunes aussi. Mais, vous savez, je ne connais pas très bien la situation de la jeune peinture colombienne. Je passe trois mois à New-York, trois à Paris, trois en Italie et trois en Colombie.

— Où préférez-vous vivre ?

— Je me sens bien partout. L'important c'est d'avoir tout ce qu'il faut pour travailler. J'aime New-York, j'aime Paris, l'Italie, et pour un contact avec la Colombie je ne suis pas obligé d'aller vivre là-bas. J'ai des marchands et des collectionneurs aux Etats-Unis et en Europe. Des collectionneurs que je ne connais pas. Ça ne m'intéresse pas de les connaître. Ce qui m'amuse, c'est seulement d'apprendre si quelqu'un de très connu achète mes tableaux. Sinon c'est une abstraction.

— Et en Colombie, vous avez des collectionneurs ?

— Je ne souhaite pas vendre mes tableaux en Colombie. La bourgeoisie a toujours peur de la révolution et la peinture finit par émigrer dans des appartements en Floride. Pour que ma peinture reste en Colombie, je donne au gouvernement (3). Le président est un ami personnel. C'est un homme de grande culture, un ami des artistes et des écrivains. Il donne de l'importance à l'art.

— Est-ce que l'Etat a une politique d'aide aux artistes ?

— Je ne sais pas du point de vue économique. Mais je sais que le président a une attitude personnelle très favorable aux créateurs. Il est capable de téléphoner lui-même à un artiste ou à un écrivain pour lui parler d'une exposition ou d'un livre. C'est la première fois que cela arrive en Colombie.

Propos recueillis par
GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) L'accident du Boeing-747, près de Madrid, en novembre 1983, dans lequel sont morts de nombreux intellectuels latino-américains, notamment l'écrivain Manuel Scorza et le critique littéraire Angel Rama, compagnon de Marta Traba (*le Monde* du 29 novembre 1983).

(2) Sandro Chia et Mimmo Paladino sont deux vedettes représentatives de la Transavanguardia italienne.

(3) Fernando Botero a fait don de dix-huit grands tableaux au musée de Bogota, et de seize sculptures ainsi que d'une salle de tableaux au musée de Zea *à Medellin, sa ville natale.*

هكذا من الاصل



Popayan, avant le drame du 31 mars 1983

La ville de Popayan, l'une des plus belles cités coloniales de Colombie, dans le Cauca, au sud, a été détruite à 90 % par un terrible tremblement de terre le 31 mars 1983. On redoutait des destructions irréparables, en particulier de certaines des plus belles églises. De remarquables travaux de restauration – auxquels la France a d'ailleurs apporté sa collaboration – vont sans doute permettre de sauver l'essentiel.

L'AUTOBUS qui va de Cali à Popayan est bariolé, toujours prêt à s'arrêter. A flanc de montagne, il invite une vieille femme et son coq de combat à rejoindre les passagers en «ruanas» de laine brute sur les banquettes en bois. On descend là pour goûter un jus de papaye, plus loin pour estimer le sommet gravi.

C'est la cordillère des Andes aux crêtes solitaires et capricieuses qui enserre une nature sauvage, grandiose. A 1760 mètres, au pied du volcan Paracé, sous un ciel immense et mouvementé, «lumineux comme la mer qu'il semble refléter», Popayan se retire. Blanche dans ses toitures de tuiles brunes harmonieusement inclinées, on dirait un vaste couvent. Les dômes bleus et les clochers ajourés des églises coloniales témoignent de la vocation religieuse de la ville. La cloche de San-Francisco n'est-elle pas la plus grande d'Amérique du Sud avec ses 2 tonnes et demie d'alliage d'or, de bronze et de cuivre ? Depuis le dix-huitième siècle, elle invite à la prière à 15 kilomètres à la ronde.

« A vos ordres votre Grâce »

Les rues pavées ont la sévère et sobre ordonnance castillane ; elles se coupent à angle droit, longeant balcons de fer forgé, demeures basses à auvent, colonnades, patios soignés. Seules rompent avec cette austérité les petites places tranquilles avec des fontaines, des statues, des palmiers, et des goyaviers. Elles invitent à méditer, le soir venu, dans l'air serein et tiède, comme l'exprimait le chantre de Popayan, Guillermo Valencia : *« A cette heure fleurit mon être/d'une floraison mystérieuse ; car j'ai dans l'âme un crépuscule/au paisible charme de rêve... »*

La langue parlée demeure le vieil espagnol ; *« A la orden, su merced »* (*« A vos ordres, votre Grâce »*), entend-on. Archaïques et touchantes, ces expressions de sainte Thérèse d'Avila dans la vallée de Pubenza !

L'Espagne du siècle d'Or maintient ici sa présence dans la syntaxe, l'architecture et, jusqu'à un certain point, dans les mœurs. Aucune ville de Colombie ne donne la sensation d'être aussi proche de la «mère patrie».

Son fondateur : Sébastien de Belalcazar, compagnon de Pizarre, y apposa en 1536 le sceau durable de son Extrémadure natale. Il s'empara des nombreuses mines d'or alentour, des bijoux et des masques funéraires des indigènes Chibchas pour les transformer en ciboires ou en statues. Très tôt prospère, la cité devint, dès le début de la colonie, la quatrième du royaume de Nouvelle-Grenade – future Colombie, – elle attira seigneurs, artistes et lettrés. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, elle fut lieu de villégiature favori de la noblesse. Le climat très doux : entre 18° et 22° toute l'année, propice à l'étude, permit une importante activité intellectuelle et l'installation de la fameuse université de Cauca.

Aujourd'hui, Popayan s'enorgueillit d'avoir vu naître douze présidents de la République et de nombreux personnages illustres. Mais son plus grand titre de gloire, c'est sa Semaine sainte, la plus traditionnelle de Colombie par sa ferveur et sa beauté. On y vient de partout admirer les « pasos » de bois sculpté polychrome qui défilent au pas solennel des pénitents-porteurs : « la véronique », en robe longue rouge brodée d'or, « Ponce Pilate » assis, ganté de noir, tout en bois de couleur et regard absent, le Christ de « la flagellation », mains liées, corps tuméfié, droit sous le fouet des soldats verts et rouges.

Ces joyaux de l'art religieux hispanique quittent pour un soir l'église-musée de San-Francisco dont la chaire, de style baroque, est une des plus célèbres d'Amérique latine : elle est l'œuvre d'un artiste de l'école « quitena », Popayan étant restée sous la dépendance administrative de Quito jusqu'en 1717.

Adossé à l'église San-Francisco, l'Hôtel Monastère, au centre de la ville, le plus important, est un ancien couvent franciscain du dix-huitième siècle. C'est là que logent les invités de marque de la ville et, particulièrement, les participants du fameux Festival de musique religieuse qui, depuis vingt ans, réunit les plus grands orchestres symphoniques, choristes et solistes de Colombie.

Tout près de là vivent les communautés d'Indiens Guambianos qui n'entrent en contact avec le monde moderne que le jour du marché à Silvia ; les femmes, petites et vives, parées d'imposantes rangées de colliers blancs, portent leurs enfants aux bonnets multicolores sur le dos et filent tout en marchant.

Mais voilà que cette terre se dérobe brusquement, ébranlant les fondements de la ville en dix-huit secondes de secousse sacrilège le Jeudi saint 1983. Il faudra dix ans pour effacer *« la mala hora »*, cette « mauvaise heure ».

NICOLE LEROSSIGNOL.

Les énigmatiques visages de pierre de San-Agustin

LA Colombie possède des trésors d'art précolombien qui sont une surprenante découverte pour qui prend la peine d'aller sur place.

Dans le département de Huila, non loin du confluent du Sombrerillos avec le rio Magdalena, se trouve un site archéologique énigmatique et passionnant, connu sous le nom de San-Agustin. Cette civilisation a laissé un étrange héritage aux générations qui lui ont succédé. De Neiva, chef-lieu du département, il faut compter encore cinq bonnes heures de voiture sur une mauvaise route pour parvenir au petit village de San-Agustin. Le climat tropical tempéré qui règne dans la vallée séparant les deux cordillères andines, à quelque 1 700 mètres d'altitude, est propice à la floraison des célèbres orchidées.

La route traverse des régions quasiment désertes. Les villages sont rares ; les collines de Neiva disparaissent pour céder la place à des rocs âpres qui s'élèvent jusqu'à former des murs impressionnants dans un canyon où le rio Magdalena roule ses eaux tourmentées. A San-José-de-Isnos, on découvre les premières grandes stèles sculptées et posées au milieu de sarcophages.

Un splendide musée en plein air s'offre au regard. La sombre voûte de feuillage s'étoile de centaines d'orchidées, éclatantes de fraîcheur dans leur écrin sauvage. Chaque statue a une personnalité propre, nettement distincte et pourtant apparentée à celle des autres.

Un peuple a disparu

Visages de pierre, visages de démons, visages de dieux, visages de légendes, fantasmes d'esprits délirants, idoles vénérées ou redoutées, ces statues intriguent. Leur origine se perd dans la nuit des temps. Des datations au carbone 14 ont permis aux chercheurs de les situer à une époque allant de l'an 1000 avant notre ère jusqu'au XIII[e] siècle.

Certains ont émis l'hypothèse que les habitants de San-Agustin avaient été victimes de luttes fratricides bien avant l'arrivée des conquérants espagnols. Leur art, que l'on suppose essentiellement religieux, aurait atteint son apogée aux environs de l'an 100 avant ou après notre ère. Si ces données sont exactes, ces sculptures auraient donc été plus ou moins contemporaines de la civilisation de Tihuanaco, sur le haut plateau bolivien, ou encore de l'ancien empire maya, précédant par conséquent la glorieuse époque inca du Pérou.

Un peuple a disparu sans laisser d'autres traces que ces monolithes, ces têtes étranges au sourire diabolique ou au rictus effrayant, ces sarcophages ornés de motifs traditionnels. Le rio Magdalena semble avoir servi de ligne de démarcation entre deux ères complémentaires mais distinctes. Au sud du fleuve, à San-Agustin, se trouvent les cimetières, les statues masculines et des monolithes de guerriers aux visages menaçants. Au nord, à San-José-de-Isnos, les statues se parent de grâce plus féminine. Les dieux sont gravés dans la pierre à larges traits cubiques ou linéaires et les immenses sarcophages sont peut-être les tombes de prêtres ou de hauts dignitaires d'un culte à jamais oublié.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Un entretien avec le président Betancur

(Suite de la page 9.)

— Votre gouvernement a beaucoup de soucis, pour employer un euphémisme : la guérilla, le trafic de drogue, la crise économique et maintenant financière, la délinquance de droit commun, les pressions sociales. Qu'est-ce qui vous paraît le plus préoccupant ? Quel est le vrai point noir ?

— C'est vrai. Tous ces thèmes préoccupent beaucoup mon gouvernement et moi-même, bien entendu. Mais il est évident que tous les problèmes liés au trafic de drogue ont une dimension internationale. Des mafias de différents pays sont impliquées dans cette affaire. En 1984, la Colombie a résolument intensifié la lutte contre les trafiquants, et elle a obtenu des résultats qui ne sont pas négligeables. Nous avons saisi des stocks de cocaïne parmi les plus importants dans l'histoire de la lutte internationale contre le fléau. Et je vous dirai que le président Reagan vient de m'envoyer une lettre de félicitations pour les efforts et les résultats obtenus par la Colombie dans ce domaine.

— Mais la pacification entreprise est apparemment une longue patience. Le dialogue avec les différentes organisations de guérilla connaît des hauts et des bas. Est-ce que vous considérez ce processus comme irréversible ? Et où sont les principales difficultés pour continuer à aller de l'avant ?

— L'un des principaux objectifs de tous les Colombiens est la réconciliation, l'élimination de la violence comme méthode d'action politique. Il est vrai que le chemin qui mène à la paix est parsemé d'obstacles. Il s'agit de dégager des « dénominateurs communs » face à des analyses et à des visions différentes, souvent contradictoires. Il faut lutter contre le scepticisme. Contre l'impatience et le manque de confiance. Mais je dispose personnellement d'une énorme capacité de patience et de réconciliation. C'est pour cela que je crois que le processus de paix est irréversible. Et nous finirons par déboucher sur cette paix.

— Vous avez en 1984 déclaré la guerre aux trafiquants de drogue après l'assassinat de votre ministre de la justice. Est-ce que ce défi est gagné... ?

— Pendant l'année 1984, nous avons capturé plus de cent quarante avions liés au trafic de drogue. Nous avons découvert et détruit de véritables forteresses qui étaient uniquement occupées par des gens qui se consacraient à la transformation de la coca en cocaïne. Nous avons détruit par fumigation d'immenses exploitations de marijuana en utilisant en particulier des herbicides qui ne sont pas dommageables pour l'écologie.

» Mais il est clair que la guerre contre le trafic n'est pas terminée. *Entre autres raisons*, parce que le principal moteur de cette activité est la disposition croissante des consommateurs des pays industrialisés — et je pense en particulier aux Etats-Unis — à réclamer toujours plus de drogue. La demande est malheureusement en hausse croissante. Mais nous sommes résolus, quant à nous, à continuer la lutte avec tous les moyens dont nous disposons, avec tout l'arsenal de nos lois et en recherchant la plus grande coopération possible avec la communauté internationale. J'ajoute en outre, mais c'est évident, que je suis prêt personnellement à prendre tous les risques.

Les crises de l'Amérique centrale

— A propos de la crise en Amérique centrale, on ne peut pas dire que le groupe de Contadora (dont la Colombie fait partie aux côtés du Mexique, du Venezuela et de Panama) ait obtenu des résultats très probants jusqu'à maintenant. Quelles sont les responsabilités des uns et des autres dans ce demi-succès ou dans ce demi-échec ?

— Je dirai d'abord que la Colombie ne joue pas un rôle prépondérant dans le groupe de Contadora. Nous ne sommes pas seuls. Nous sommes au service de la paix en Amérique centrale tout comme les autres pays membres de ce groupe. Mais Contadora a déjà été reconnu par les cent cinquante-neuf membres unanimes des Nations unies, et il a le soutien de tous les pays américains et des Caraïbes. Les pays membres du groupe ont soumis à la considération des nations intéressées — celles de l'Amérique centrale — ce qu'on a appelé l'acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale.

» Je crois, et je souhaite, que 1985 soit l'année de la paix en Amérique centrale. On peut dire que jusqu'à présent les efforts du groupe de Contadora ont au moins contribué à faire baisser les tensions dans la région. Je pense aussi qu'il est évident que Contadora a prouvé qu'il existait une issue diplomatique, et *politique*, à ces conflits complexes, et que par conséquent il faut absolument écarter les solutions de type militaire.

» Le processus de paix se consolidera dans la mesure où il y aura vraiment volonté politique des responsables centraméricains. Et aussi, ce n'est pas le moindre, dans la mesure où les superpuissances cesseront d'intervenir dans les affaires intérieures des pays d'Amérique centrale. Au fond, je dirais que Contadora cherche à développer le droit international pour éviter des interventions militaires, comme nous en avons vues et comme nous en voyons au Vietnam ou en *Afghanistan*...

— Mais quelle serait la démarche décisive pour « forcer » la paix en Amérique centrale ?

— Les batailles pour la paix sont toujours plus difficiles à gagner que les guerres. *De toute évidence*, il n'y a pas de formule magique. Si les conseillers militaires étrangers se retirent de cette partie du monde, alors je crois qu'un pas important aura été effectivement franchi.

» C'est une situation encore plus critique que celle que l'Europe a vécue après la seconde guerre mondiale, en 1945 et en 1946. Le taux de chômage atteint des niveaux inquiétants dans plusieurs pays, de l'ordre de 30 % de la population active. Il y a eu récemment à Carthagène, en Colombie, une rencontre organisée en coopération avec la Banque interaméricaine de développement (BID) pour tenter précisément de dégager des ressources financières en faveur de la Banque centraméricaine d'intégration économique. Cette banque a financé plus de 15 % des investissements publics dans toute la région centraméricaine depuis vingt ans. Elle invite maintenant l'Europe occidentale, le Japon, les Etats-Unis, à être membres de cette institution en apportant des *capitaux*. Le Mexique, le Venezuela et la Colombie ont accepté cette invitation et participeront de leur côté, compte tenu de leurs propres possibilités. Nous espérons que les pays membres de la *Communauté* économique européenne accepteront de collaborer. Ils ont déjà fait savoir qu'ils en avaient la volonté politique. C'est un pas.

— Est-ce qu'un conflit armé en Amérique centrale pourrait être localisé, limité à la seule région ?

— La paix est indivisible. La paix est une. Il n'y a qu'une seule paix. La paix en Amérique centrale est un élément essentiel de la paix mondiale. Les conflits régionaux peuvent se transformer très rapidement en conflits internationaux, surtout quand les superpuissances décident de croiser le fer dans des territoires situés loin d'elles. N'oublions pas la crise de 1962, avec l'installation de matériel militaire soviétique sophistiqué à Cuba et qui a suivi par contrecoup l'invasion de la baie des Cochons, en avril 1961 ; les conditions d'une tension extrême, qui aurait pu déboucher sur une guerre mondiale nucléaire, étaient à ce moment-là réunies.

— Certains pensent que la victoire de Tancredo Neves à l'élection présidentielle brésilienne pourrait relancer l'idée de la formation d'un éventuel club des pays endettés de l'Amérique latine. Qu'en pensez-vous ?

— Je crois qu'il est difficile de faire des pronostics sur la politique du président brésilien après le 15 mars.

» Mais ce qui me paraît certain dès maintenant, c'est que les pays qui ont signé l'accord de Carthagène en 1984 vont continuer à échanger des informations et leurs expériences. Ils vont continuer à rechercher un accord avec les gouvernements des principaux pays industrialisés pour trouver des solutions de fond à ce panorama très complexe.

— Vous me disiez, en 1984, que la dette extérieure des pays en voie de développement était un volcan qui pouvait exploser à tout moment. Mais le fait est qu'il n'a pas explosé. Pourquoi ?

— La bombe à retardement de la dette extérieure n'a pas explosé. C'est vrai. Mais, malheureusement, la mèche n'est pas éteinte. Le détonateur n'a pas été désamorcé. Le péril demeure. On a réussi, jusqu'à présent du moins, à retarder l'explosion grâce à des accords de reprogrammation et de financement. Ce sont des expédients. Il faut ajouter cependant que la chute de deux points du *prime rate* est un événement positif. Nous aimerions qu'il baisse de deux ou trois points encore.

» L'aspect le plus important, dans cette question de la dette, est de faire comprendre qu'il faudrait pouvoir concilier le paiement du service de la dette et la croissance du revenu *per capita* dans les pays en voie de développement. Il faut rappeler que le seul règlement des intérêts absorbe plus de 30 % de la valeur des exportations de nombre de ces pays. Des économistes de renom, des experts de qualité, comme le professeur Klein, prix Nobel d'économie, estiment qu'il n'est pas évident que le coefficient du service de la dette des pays les plus endettés va diminuer de manière significative dans les années qui viennent.

» Pour qu'il y ait une baisse de ce pourcentage, et pour que la bombe soit donc désamorcée, il faut que les taux d'intérêt soient réduits, il faut accorder de plus grands délais de paiement, il faut une croissance dynamique de l'économie mondiale. Il faut démanteler le protectionnisme et renforcer les organismes multilatéraux de crédit.

Comme des généraux de Napoléon

— Les relations avec la France ont connu des hauts et des bas ces dernières années. Il y a deux ans, vous m'aviez dit que les grandes multinationales françaises se comportaient avec un esprit typiquement impérialiste. Est-ce que cela a changé ?

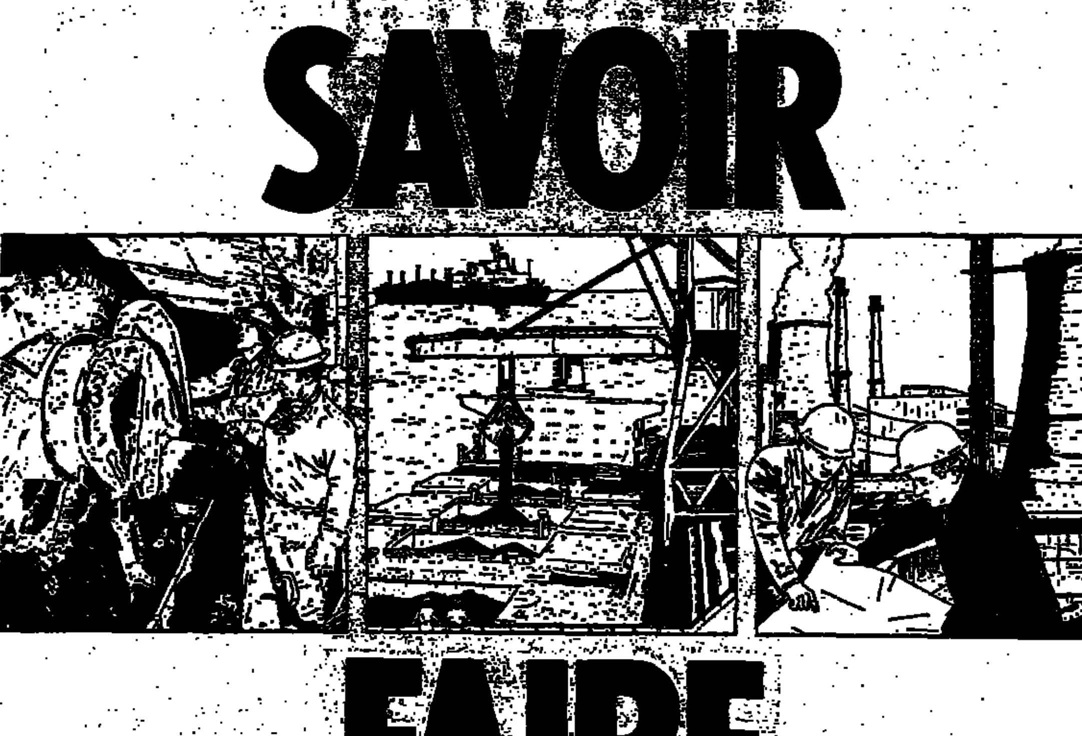
— Certains Français se comportent effectivement à l'étranger comme des généraux de Napoléon attachés à démontrer qu'ils sont capables de dominer le monde. Nous respectons, nous Colombiens, la France comme une démocratie qui a beaucoup apporté à la culture, à la science et à la civilisation. Mais nous ne sommes pas disposés à accepter une attitude colonialiste de la part de fonctionnaires ou d'entrepreneurs de quelque pays que ce soit. En ce qui concerne les multinationales en question, leur attitude est un peu plus positive. Pour quelques-uns du moins. Pour d'autres, ce n'est pas évident. Il y a eu récemment des cas d'arrogance caractérisés. Mais, par déférence pour l'actuel ambassadeur de France, je suis personnellement intervenu pour qu'une solution positive soit trouvée.

— Est-ce qu'on ne pourrait pas faire plus pour améliorer, et surtout pour accroître les relations entre la France et la Colombie ?

— Certainement, on pourrait faire beaucoup plus. Mais des deux côtés, de manière réciproque. Les relations entre la France et la Colombie peuvent s'améliorer non seulement au plan politique, culturel et technique, mais aussi au plan commercial. La présence des produits colombiens sur le marché français est encore vraiment très modeste. Pourtant, nos relations sont anciennes. Don Antonio Nariño, précurseur de notre indépendance, était un fin connaisseur de la culture française. Il avait beaucoup d'amis chez vous, et c'est lui qui a traduit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1794. Bolivar a fait des études en France ; il avait une connaissance profonde de la Révolution française et de tous les traités politiques et philosophiques de cette époque.

» Ce que je veux dire, c'est que la culture française, nous l'avons étudiée pendant près de deux siècles : c'est quelque chose qui devrait encore aujourd'hui contribuer à nous mieux connaître. Nous y sommes, pour notre part, disposés. Mais nous tenons à des relations basées sur un plan de respect et de dignité. Parfois, la France l'a oublié. Or c'est quelque chose à quoi nous tenons absolument, et nous n'acceptons de traiter que sur cette base... »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.



société

AU CONGRÈS DE LA FEN A LILLE

M. Pommatau reproche au chef de l'Etat d'avoir « capitulé » sur l'école privée

De notre envoyé spécial

Lille. – C'est par un discours de trois heures que M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a ouvert le congrès de son organisation, à Lille, lundi 4 février. Devant un millier de délégués réunis dans le palais des congrès et de la musique, il a évoqué certains dossiers *« qui nous ont laissé un goût amer »* et reproché au chef de l'Etat *« une capitulation devant les tenants de l'école privée »*. Les congressistes ont reçu ensuite des encouragements du maire de Lille, M. Pierre Mauroy, qui leur avait réservé sa première intervention politique importante depuis son départ de l'hôtel Matignon en juillet 1984.

Dès le début de son discours, M. Pommatau a prévenu les délégués : *« Croyez-moi, je n'ai pas aujourd'hui que des roses dans ma musette. »* Il a tenu parole. A propos du système éducatif, de l'affaire laïque ou de la politique salariale dans la fonction publique, il a vivement critiqué de nombreuses orientations du gouvernement actuel.

Le budget de l'éducation nationale ne lui semble pas à la hauteur des espérances nécessaires pour mieux former des milliers de jeunes. Les suppressions de postes d'instituteurs et les faibles créations dans le second degré ne correspondent pas aux *« intentions affichées par le gouvernement en matière d'éducation »*. *« On ne peut pas vouloir améliorer le taux de réussite au baccalauréat et laisser dans le même temps des classes terminales surchargées avec trente-cinq ou quarante élèves »*, a lancé M. Pommatau en dénonçant *« le décalage entre le discours et l'acte »*.

Sans faire de procès d'intention au ministre de l'éducation nationale, le secrétaire général de la FEN s'est interrogé sur le nouveau style adopté par M. Chevènement. Les *« vérités premières annoncées par le ministre ne gênent pas la FEN »*. Mais dissocier instruction et éducation comme le font *« certains pour prendre le contre-pied de toute attitude novatrice »*, voilà qui est choquant. La FEN n'accepte pas que le langage employé par le ministre couvre *« une conception rétrograde de l'école qui s'inscrive dans les faits »*.

Vis-à-vis du président de la République, M. Pommatau s'est montré plus sévère. Il a été *« choqué »* par sa décision du mois de juillet dernier de retirer un projet de loi sur l'enseignement privé déjà voté par les députés. Pour lui, il s'agit *« d'une capitulation devant les tenants de l'école privée et leur manifestation du 24 juin. Alors que dans les jours qui précédaient il avait clairement indiqué sa détermination à tenir bon (...). Comment pourrions-nous accepter qu'un homme, de sa seule autorité, ou après s'être entouré seulement de l'avis de conseillers sans mandat, remette en cause la politique du gouvernement et la République ? »*, a demandé M. Pommatau. Applaudi par les délégués, il a fustigé la Constitution qui donne *« des pouvoirs excessifs à un seul homme »*. La FEN, a rappelé M. Pommatau, a toujours été opposée à cette Constitution, *« dont François Mitterrand, dans l'opposition, s'était fait le pourfendeur »*.

Certes, sur cette question de la laïcité, la FEN ne se satisfaisait pas du projet de M. Savary, même amendé. M. Pommatau a expliqué que son syndicat a subi, dans ce domaine, un échec. Selon lui, l'opinion publique a été abusée. Le terme d'unification, qui n'est pas du vocabulaire de la FEN, *« a été mal compris et est à l'origine du phénomène de rejet »*. Faute d'avoir mesuré que l'école publique ne dispose plus dans la nation d'un capital de confiance, les laïques sont apparus comme les défenseurs du monopole face à des familles inquiètes pour l'avenir de leurs enfants. *« La grande mystification en cette affaire*, a-t-il déclaré, *c'est que nous ayons paru perdre sur le terrain de la liberté alors que c'est la liberté qui a perdu du terrain. »*

Les délégués ont écouté souvent en silence, réservant leurs applaudissements pour les critiques que le secrétaire général a adressées aux partis d'opposition. Mais après cette longue séance de constats amers et d'interrogations sur la baisse d'audience de la FEN, nombre de congressistes étaient à la recherche d'un peu d'enthousiasme.

La chaleur, l'espérance dans l'avenir, c'est M. Pierre Mauroy, le maire de Lille, qui les leur a apportées en les recevant, avec beaucoup de faste, à l'hôtel de ville. Ancien premier ministre, mais aussi ancien secrétaire du syndicat FEN de l'enseignement technique et adhérent *« toujours à jour de ses cotisations »*, selon M. Pommatau, le maire de Lille s'est réjoui de la bonne résistance de son syndicat *« à un dur assaut qui s'inscrivait dans la logique des événements du printemps et de l'été »*. Expliquant qu'il avait cherché à *« clore un dossier »*, M. Mauroy a regretté de n'avoir pu faire triompher *« le point de vue de la sagesse »* à propos du dualisme scolaire. Partisan d'une rénovation de l'école publique, il a mis en garde les congressistes contre *« un retour à l'école de Jules Ferry »*. La férule et l'uniformité ne peuvent être, selon lui, le symbole de l'école d'aujourd'hui. Insistant sur la logique du rapport Legrand et sur le tutorat, M. Mauroy a salué *« tous ceux qui, à travers la rénovation de l'école d'aujourd'hui, veulent donner son véritable visage à la liberté et à la responsabilité »*.

« Haut les cœurs ! », a lancé M. Mauroy aux enseignants, en ajoutant que *« la gauche se portera mieux lorque la FEN se portera mieux »*.

SERGE BOLLOCH.

Prendre ses distances

« Ne nous décevez pas », s'écriait M. Pommatau au congrès d'Avignon, en 1982, en s'adressant au gouvernement. Trois ans plus tard, il lui faut se rendre à l'évidence : les déceptions se sont accumulées. Parmi elles, les péripéties du « dossier laïque » représentent certainement l'échec le plus cuisant. La FEN, en dépit du soulagement affiché par ses responsables, n'a pas plus de raisons de se satisfaire du texte de M. Chevènement que du projet abandonné de M. Savary. Mais si l'affaire s'est envenimée au point que le président de la République a dû, selon l'expression de M. Pommatau, *« capituler »*, la FEN porte une large part de responsabilité. C'est en effet sous la pression du mouvement laïque que le texte du gouvernement avait été corrigé par des amendements qui furent à l'origine de la grande manifestation du 24 juin 1984 en faveur de l'école privée.

Le président de la République a renoncé à un de ses engagements. Le secrétaire général de la FEN n'a pu s'empêcher de le proclamer, mettant en avant le rôle joué par certains conseillers de l'Elysée.

En même temps, le secrétaire général de la FEN respecte une tradition de congrès : la fermeté du ton à l'égard du gouvernement. L'arrivée de la gauche au pouvoir ne l'en avait pas dispensé en 1982. D'autant que l'objectif affirmé par les dirigeants de la FEN est de bien marquer les distances entre un syndicalisme indépendant et le pouvoir politique.

Pour la FEN, qui est à la fois le reflet et le principal vivier de la gauche, l'équilibre est délicat à tenir. Sur le dossier laïque comme dans les discussions salariales, ses dirigeants n'ont pas épargné leurs amis politiques devenus membres du gouvernement. Mais M. Pommatau a tenu, à la tribune du congrès de Lille, à énumérer les revendications satisfaites. C'est pour lui une manière de devancer les critiques des tendances minoritaires de son organisation et de montrer les avantages d'un syndicalisme uni, dont l'absence constitue, selon les dirigeants de la FEN, un handicap pour la gauche.

C. A.

● *Jumelage entre un lycée privé et la Société générale.* – Un lycée technique catholique de Brest a signé, lundi 4 février, l'une des premières conventions de jumelage école-entreprise conclues par l'enseignement privé. Le lycée technique Saint-Joseph (600 élèves) a passé avec la Société générale un accord qui prévoit la création à la rentrée prochaine d'une année d'étude supplémentaire après le BEP durant laquelle la formation sera alternée entre l'école et les services de la banque.

L'appel à la grève dans le second degré a été plus « massif » en Lorraine

De notre correspondant

Nancy. – Deux syndicats, le SGEN-CFDT et le SNI-PEGC qui ne suivent pas la grève du SNES, mardi 5 février, sur le plan national, ont cependant décidé de s'associer à cette action : le SGEN CFDT dans l'académie de Nancy-Metz, et le SNI-PEGC dans département de Moselle particulièrement touchés par la politique de redéploiement de postes décidée par le ministère pour la rentrée de septembre prochain.

La suppression de cent soixante-quatorze postes dans le premier degré (consécutive à l'érosion démographique) et de cinquante autres postes dans les collèges est, en effet, prévue officiellement. Les syndicats redoutent même la suppression de cinq cents heures supplémentaires dans les lycées (soit l'équivalent de vingt-cinq postes).

« Au moment où l'éducation nationale participe à la reconversion de travailleurs dans les pôles de conversion sidérurgique, le ministère enlève des postes d'enseignants dans ces zones. On retire d'une main ce qu'on donne de l'autre. Où est la logique ? », s'interrogent dans un communiqué commun le SNES et le SGEN-CFDT. Lors de sa séance plénière du lundi 4 février, le conseil général de Meurthe-et-Moselle (majorité de droite) a rédigé, pour sa part, une motion dans laquelle il rappelle que la rénovation du système éducatif reste une des priorités définies par le contrat de plan signé entre l'Etat et la région lorraine. Quelques jours auparavant, trois conseillers généraux socialistes du bassin sud lorrain demandaient dans une lettre ouverte au ministre la révision des vingt-neuf fermetures de classes prévues dans leurs pôles de conversion.

J.-L. B.

● *Un colloque pour l'école républicaine.* – Le Parti socialiste organisera les 8 et 9 juin à Paris un colloque sur le thème « la société française et son école » afin d'engager une *« vaste réflexion prospective sur l'école dont la société française de l'an 2000 aura besoin »*. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a fixé mercredi 30 janvier les objectifs immédiats de cette initiative : réaffirmer l'attachement des socialistes à l'*« école républicaine »* et la défendre contre les *« attaques injustes dont elle fait l'objet »*. Un comité de parrainage a été constitué, rassemblant une soixantaine de membres, universitaires anciens syndicalistes, personnalités du monde économique, financier, scientifique et médical, membres du PS ou proches de la gauche.

EN CORSE

M. Joxe condamne « ceux qui usent du terrorisme comme moyen d'action politique »

De notre envoyée spéciale

Bastia. – Au cours de sa deuxième visite en Corse – à Bastia, après Ajaccio, – M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a renouvelé les rencontres et réitéré les constats de décembre 1984. Arrivé à Bastia le 3 février à 20 heures et reparti le 4 à 13 heures, le ministre a successivement entendu des parlementaires, des chefs de service et des syndicalistes ainsi que des responsables de l'ordre public – police et gendarmerie. Puis, devant la presse, il a annoncé la mise en place dans les deux départements corses d'un équipement informatique *« pour moderniser l'administration »*.

Après avoir confirmé *« une amélioration sensible dans le domaine de l'ordre public »* pour 1984, M. Joxe a souligné *« l'approfondissement du sentiment démocratique »*. Il a rendu hommage à l'action des forces de l'ordre *« à tous les niveaux »* et en particulier *« dans le domaine de la prévention »*. Il a apprécié l'effort de ceux qui *« combattent la violence moralement »*. *« Il faut condamner*, a souligné M. Joxe, *moralement, d'une manière absolue, ceux qui usent du terrorisme comme d'un moyen d'action politique dans la République française. »*

Le ministre a ensuite évoqué la situation à l'université de Corte, où les cours doivent reprendre mercredi 6 février. Il avait auparavant reçu M. François Pomponi, un des enseignants molestés par des étudiants voici huit jours.

Le 4 février, à Vico (Corse-du-Sud), ont eu lieu les obsèques de Jean Dupuis, assassiné le 31 janvier. Les résultats de l'autopsie n'ont toujours pas été communiqués et le meurtre n'a toujours pas été revendiqué.

L'Assemblée régionale se réunit les 5 et 6 février pour voter le projet d'orientation budgétaire et les contrats de plan (345 millions de francs, dont 307 millions en crédits de paiement). Deux secteurs privilégiés : l'éducation et l'amélioration du réseau ferré.

DANIELLE ROUARD.

Un avertissement aux « aventuriers de l'anti-France »

De nos envoyés spéciaux

Vico (Corse-du-Sud). – L'église du village vibre aux accents accusateurs du prédicateur. Devant six cents proches et amis, Jean Dupuis, assassiné à Ajaccio le 31 janvier, est inhumé lundi 4 février dans son village de Vico, selon sa volonté. Les partisans de *« ni Dieu ni maître »* sont vigoureusement fustigés.

Plus tard, sur le parvis, le colonel Villanova, au nom de l'association pour la Corse française et républicaine (CFR), fait l'éloge du défunt, militant responsable du service d'ordre de cette association. *« Jean Dupuis, ton sacrifice ne sera pas vain. Au contraire, il nous fortifiera dans notre volonté de barrer la route définitivement aux aventuriers de l'anti-France. »* Aux pouvoirs publics d'agir pour que *« les assassins soient mis hors d'état de nuire dans les meilleurs délais »*.

Le cortège s'ébranle, ensuite, en direction du cimetière. Suivant la famille, marchent le président de l'Assemblée régionale, M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR ; le sénateur et maire d'Ajaccio, M. Charles Ornano (non inscrit) ; des conseillers régionaux du MRG, de l'UDF et du Front national, ainsi que les principaux dirigeants de la CFR. Les militants les plus déterminés sont venus. Mais la peur a peut-être repris possession de milliers d'autres. Ceux qui, à Ajaccio, défilèrent *« contre le terrorisme et le séparatisme »* après l'assassinat d'un CRS à Bastia ne sont pas, ce 4 février, près du cercueil.

D. R.

Reprise des cours le 6 février à l'université de Corte

Corte. – Lundi 4 février, Corte avait la physionomie d'une petite ville universitaire tranquille et comme rassérénée d'avoir « encaissé » et digéré les manifestations violentes et pacifiques des ultras des deux bords. Allait-on rouvrir sur le champ l'université fermée depuis dix jours ? La Consulte des étudiants corses (CSC), le syndicat nationaliste qui prêchait la détente, y était favorable, tout comme M. Jacques Brighelli, le président de l'université, qui avait choisi de la remettre en marche en convoquant, le matin, une assemblée générale que plusieurs professeurs jugeaient par trop « plébiscitaire » pour le président, avant la réunion du conseil d'université fixé l'après-midi.

M. Brighelli s'est fait applaudir sans trop de mal à l'assemblée générale par trois cents étudiants en déclarant à l'adresse de ses détracteurs de l'association pour la Corse française et républicaine (CFR) qui avaient demandé sa destitution, *« qu'ils n'étaient qu'un club du troisième âge »*. *« Ce n'est pas ça, la France, la France ce n'est pas eux »*, a ajouté le président, *« elle ne met pas en carte les étudiants ou les professeurs soit disant suspects »*.

Etonnamment calme, l'assemblée générale a adopté le principe de la reprise des cours pour le mercredi 6 février. Un souhait confirmé par le conseil de l'université qui a *« condamné fermement les récentes agressions sur le campus »* et demandé la mise en place de la section disciplinaire prévue par les textes. Celle-ci est composée de cinq professeurs et de cinq étudiants. Elle sera présidée par M. Jacques Balbi, enseignant. Enfin, le conseil a souhaité la venue d'*« une commission ministérielle d'experts pour aider à résoudre certaines questions de structures et de fonctionnement, en particulier dans les domaines de la langue et de la culture régionales »*.

D. A.

ENVIRONNEMENT

SESSION EXTRAORDINAIRE AU PARLEMENT HELVÉTIQUE

Le mal des forêts

De notre correspondant

Berne. – *« Le dépérissement des forêts menace l'existence même de la Suisse. »* Par ces fortes paroles, M. Alphons Egli, chef du département fédéral de l'intérieur, a donné le ton à la session extraordinaire du Parlement spécialement convoqué à Berne pour examiner, mercredi 6 février, ce dossier désormais prioritaire de l'actualité helvétique.

Lentement mais sûrement, une insidieuse maladie ronge la confédération. Fini l'air pur d'antan, les envolées lyriques sur la douceur de vivre à l'abri des montagnes. L'heure est désormais aux avertissements apocalyptiques : ne sachant plus comment améliorer sa qualité de vie, la Suisse suppute ses chances de survie.

Les premiers cris d'alarme se sont élevés, il y a deux ans, dans le sillage des alertes venues d'Allemagne. La forêt et ses mythes ont toujours éveillé des résonances particulières dans le subconscient collectif des peuples germaniques. Les écologistes helvétiques n'ont pas tardé à emboîter le pas à leurs cousins « verts » d'outre-Rhin. D'un bout à l'autre de l'éventail politique, les partis se sont ensuite précipités pour ne pas rater le coche, alimentant une surenchère rarement vue en Suisse. On dénonce, tour à tour, l'automobile, les autoroutes, l'industrie, les centrales nucléaires, l'irresponsabilité collective, voire la surpopulation étrangère ou les insectes nuisibles...

L'an dernier, le Parlement avait débloqué un crédit de 150 millions de francs suisses pour combattre le bostryche, l'insecte devenu l'ennemi numéro un des sapins. Mais une fois encore, un clivage assez net oppose la majorité d'expression allemande à la minorité latine. Les récriminations montent dans les cantons romands contre les limitations de vitesse déjà imposées au nom du sauvetage des forêts par la majorité suisse alémanique. On se bat à coups de chiffres et de statistiques. Des dizaines de propositions sont envisagées pour barrer la route au mal rampant, sans bien tenir compte des impératifs financiers. Les milieux écologistes appellent à revenir au degré de pollution de l'air des années 50. Devant ce chœur de lamentations, où la sensiblerie le dispute à une terreur panique venue de profondeurs insoupçonnées, l'un des responsables forestiers du canton de Vaud constate : *« La forêt est surtout malade de ses médecins qui multiplient des déclarations molièresques. »*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

SCIENCES

MORT DU PHYSICIEN AMÉRICAIN FRANK OPPENHEIMER

Le physicien américain Frank Oppenheimer, l'un des pionniers de la recherche nucléaire et de l'étude des rayonnements cosmiques, est mort, dimanche 3 février, à Sausalito (Californie), d'un cancer du poumon. Il était âgé de soixante-douze ans.

[Après des études à l'université John-Hopkins de New-York, et un doctorat passé à l'Institut de technologie de Californie, il participe, au côté de son frère Robert Oppenheimer, au projet Manhattan, qui devait conduire à la réalisation de la bombe atomique américaine. Il devint cependant, après la guerre, l'un des plus fermes adversaires des armes nucléaires.]

GOES-1 S'EST ÉTEINT

Le plus âgé des satellites météorologiques américains, Goes-1, s'est éteint, lundi 4 février, après neuf ans de bons et loyaux services.

Ce satellite, dont la « mort » est due à la défaillance d'une lampe, avait, à plusieurs reprises, remplacé d'autres satellites tombé en panne et, en particulier, son cadet, Goes-5, en proie à des difficultés de fonctionnement en août dernier. Pourtant, en raison de la défaillance de son scanner infrarouge, Goes-1 n'était plus utilisé depuis 1979 que pour prendre des photographies en lumière naturelle.

En URSS

CATASTROPHE AÉRIENNE A MINSK

Moscou *(AFP)*. – Une catastrophe aérienne qui a fait des morts et des blessés s'est produite le vendredi 1er février à l'aéroport de Minsk, a annoncé le conseil des ministres de Biélorussie dans un communiqué qui ne précise pas le nombre des victimes.

Le communiqué, reproduit dans le quotidien local *Sovietskaya Bieloroussia*, indique que l'avion sinistré était un moyen-courrier Tupolev-134 pouvant transporter soixante-douze passagers.

A Bayonne

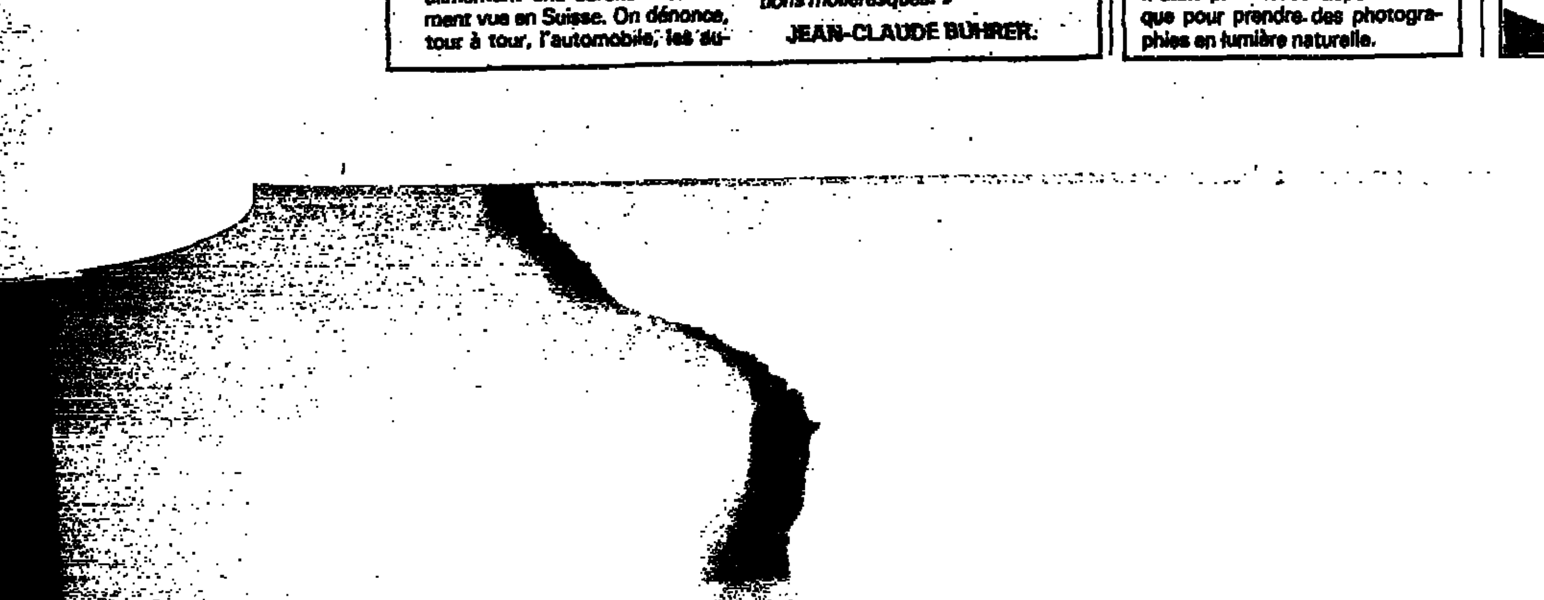
UN JEUNE HOMME GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

Bayonne – Un nouvel attentat a eu lieu mardi matin 5 février à Bayonne, contre un jeune homme, M. Christian Casteigts, vingt ans, originaire d'Arraute-Charrite, près de Mauléon-Licharre (Pyrénées-Atlantiques). C'est au moment où il démarrait qu'une bombe placée sous la roue avant gauche de sa voiture a fait explosion, blessant grièvement le conducteur. Celui-ci n'avait aucune activité politique connue, et une visite faite à son domicile peu après l'explosion n'a rien donné.

Le Centre de documentation scientifique et technique (CDST) du CNRS tient à informer ses lecteurs qu'une inondation, survenue dans la dernière semaine de janvier, interdit l'accès à une partie des collections de la Bibliothèque.

Pendant les travaux, qui dureront en principe un mois, la salle de lecture située 25, rue du Retrait, à Paris (20e), demeurera fermée. Les usagers pourront demander confirmation de la date de réouverture, prévue pour le 4 mars, en téléphonant au 358-35-59, poste 532.

Le CDST présente à ses lecteurs ses excuses pour la gène qui leur est apportée.



JUSTICE

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE GRÉGORY VILLEMIN

Mis en liberté, M. Bernard Laroche reste inculpé

L'enquête pourrait être confiée à la police judiciaire de Nancy

M. Bernard Laroche, inculpé d'assassinat dans l'affaire de Grégory Villemin, quatre ans et demi, a été libéré lundi 4 février *(nos dernières éditions du 5 février)*. Il avait été incarcéré le 5 novembre dernier à la prison Charles-III, à Nancy. Sa mise en liberté traduit un changement important dans le cours de l'enquête. Près de quatre mois après la mort de l'enfant retrouvé, le 16 octobre, pieds et poings liés dans la rivière Vologne, à Docelles (Vosges), les avocats de M. Bernard Laroche ont obtenu la libération de leur client, qui leur avait été refusée à deux reprises. Quant à l'avocat des parents de Grégory, Mᵉ Henry-René Garaud, il pourrait obtenir satisfaction dans sa demande de voir confier l'enquête au Service régional de police judiciaire de Nancy, au détriment des gendarmes, qu'il accuse de s'être montrés comme *« parties dans la procédure »*.

Tournant prévisible dans l'enquête, cela ne signifie pas qu'elle recommence en faisant table rase des éléments recueillis pendant ces trois mois et demi. Ainsi M. Bernard Laroche est-il toujours inculpé. L'écheveau n'en reste pas moins singulièrement emmêlé et la lumière bien absente. Alors que, aussitôt après le drame, les parents de Grégory, M. Jean-Marie Villemin et sa femme, Christine, avaient laissé entendre qu'ils connaissaient l'auteur du crime, les pistes suivies par les gendarmes et le juge d'instruction M. Jean-Michel Lambert n'ont cessé de se brouiller. Les expertises de voix et d'écriture destinées à démasquer le (ou les) « corbeau » ont dû être refaites. Et le principal témoin à charge, Muriel, quinze ans, la jeune belle-sœur de Bernard Laroche, s'est rétractée, reprochant aux gendarmes de lui avoir forcé la main.

Conséquences : l'accusation change de camp. Mᵉ Paul Prompt, l'un des défenseurs de M. Bernard Laroche, s'est déclaré à l'AFP *« au regret de constater qu'on avait mis son client en prison sur des éléments fragiles, qu'on a trompé la justice et l'opinion pendant trois mois »*. L'avocat menace : *« Ceux qui ont rédigé les procès-verbaux des 2 et 3 novembre à la gendarmerie de Bruyères, qui ont servi de base à l'arrestation de Laroche, et ceux qui ont donné sciemment de fausses informations à la presse et aux médias tendant à obtenir la culpabilité de Laroche, devront s'expliquer à la suite de la plainte qu'il a déposée. »*

Mᵉ Gérard Welzer, un autre avocat de M. Bernard Laroche, interprète la mise en liberté de son client comme le signe que le juge d'instruction *« n'a plus de charge contre lui et qu'il devrait, en toute logique, rendre une ordonnance de non-lieu dans les jours prochains »*.

La mise en liberté de M. Bernard Laroche semble cependant avoir suscité de l'étonnement dans la vallée de la Vologne. A commencer par les parents de Grégory, qui, depuis quelque temps, sont décidés à quitter le département. Le père s'est montré *« surpris »* et la mère *« effondrée »*.

Trois mois et demi d'instruction

Grégory Villemin, quatre ans et demi, est mort, assassiné, le 16 octobre 1984. Trois mois et demi sont passés depuis. Voici la chronologie de l'affaire.

16 OCTOBRE 1984 :

- **17 h 05 : Grégory joue devant la maison de ses parents à Lépanges-sur-Vologne (Vosges).**
- **17 h 15 : une lettre est déposée à la poste de Lépanges. Elle parviendra le lendemain au père de Grégory, M. Jean-Marie Villemin. *« Te voilà content avec ton pognon. Ton fils est mort et je suis vengé »*, dit la lettre.**
- **17 h 26 : un correspondant anonyme annonce par téléphone à l'oncle de l'enfant : *« Je me suis vengé. J'ai pris le fils du chef. Je l'ai mis dans la Vologne. »***
- **17 h 30 : un témoin voit le corps flotter dans la rivière, mais il pense qu'il s'agit d'un sac poubelle.**
- **21 h 30 : le corps a été repêché à 6 kilomètres de Lépanges, près de la passerelle, face à l'église de Docelles. L'enfant a été ligoté.**

18 OCTOBRE 1984 : *« Je sais qui l'a tué »*, déclare le père. Des membres de la famille sont soumis à une dictée aux fins d'expertises graphologiques.

20 OCTOBRE 1984 : obsèques de Grégory.

22 OCTOBRE 1984 : diffusion du portrait-robot d'un homme d'une quarantaine d'années, qui aurait été aperçu près de la poste de Lépanges-sur-Vologne, les 15 et 16 octobre, selon les témoins.

24 OCTOBRE 1984 : les parents de Grégory décident de se porter partie civile et confient leurs intérêts à Mᵉ Garaud, avocat de l'association Légitime défense.

26 OCTOBRE 1984 : mise au point d'un second portrait-robot d'un homme « aux larges favoris », d'après le témoignage d'un hôtelier de Docelles.

28 OCTOBRE 1984 : les enquêteurs sont persuadés que plusieurs personnes, dont une femme, ont participé à l'assassinat.

31 OCTOBRE 1984 : Bernard Laroche, cousin germain du père de Grégory, et son épouse, sont placés en garde à vue. Des experts graphologiques l'ont identifié comme étant le « corbeau » qui a adressé des lettres anonymes à la famille Villemin. Le couple est remis en liberté le lendemain.

5 NOVEMBRE 1984 : Bernard Laroche est inculpé d'assassinat et écroué. La décision du juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, repose sur le témoignage de la belle-sœur de Laroche, Muriel, quinze ans, et sur le résultat des expertises graphologiques.

7 NOVEMBRE 1984 : Muriel revient sur son témoignage et innocente son beau-frère.

9 NOVEMBRE 1984 : confrontation chez le juge entre Bernard Laroche et Muriel.

22 NOVEMBRE 1984 : la mère de Grégory, Mᵐᵉ Christine Villemin est entendue par le juge Lambert et confrontée à quatre collègues de travail pour vérification de son emploi du temps le jour du crime.

19 DÉCEMBRE 1984 : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy annule, pour vice de forme, les expertises graphologiques.

24 JANVIER 1985 : Bernard Laroche dépose une plainte contre les gendarmes pour faux, usage de faux et subornation de témoins.

4 FÉVRIER 1985 : Bernard Laroche est libéré, après trois mois d'incarcération, mais demeure inculpé d'assassinat.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les raccourcis du maire de Levallois

Le chef de cabinet du président de la République, M. Jean Glavany, poursuivait, lundi 4 février, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, M. Patrick Balkany, maire RPR de Levallois, pour *« diffamation envers une personne publique »*, lui reprochant en substance d'avoir, sur les ondes d'Europe 1, volontairement interprété comme une pression une simple démarche pour réconforter un ami.

Le 30 janvier 1983, dans la fièvre électorale, M. Patrick Balkany, alors candidat à Levallois, était victime d'une agression sur le marché de cette ville et les policiers interpellaient un militant socialiste, M. Farouk Médouni. Conduit au commissariat, ce dernier était d'abord placé en garde à vue, puis déféré au parquet et présenté à un juge d'instruction qui le remit en liberté sous contrôle judiciaire après l'avoir inculpé de coups et blessures volontaires.

En commentant ces événements le 28 mars 1984 dans une émission d'Europe 1, M. Balkany avait déclaré : *« C'est le propre chef de cabinet du président de la République, M. Glavany, qui est venu en personne au commissariat de police de Levallois, trois heures après l'agression, pour faire libérer l'agresseur. »*

Cette version raccourcie est considérée comme diffamatoire par le chef de cabinet, qui expliqua, à l'audience, sa démarche d'une manière plus nuancé : *« M. Médouni est un ami de longue date. Quand il m'a appelé du commissariat, il était très énervé, en larmes. J'ai répondu à l'appel de l'amitié afin de le réconforter. Au commissaire j'ai seulement fait état de la situation de Médouni qui venait de perdre son frère. »*

Au cours de sa garde à vue, Médouni fut autorisé à se rendre, sous escorte, à l'hôpital Tenon pour se recueillir sur la dépouille mortelle de son frère et, parmi les témoins, Mᵐᵉ Degridy, substitut du procureur de la République de Nanterre, est venue dire qu'elle avait autorisé ce transport pour des raisons humanitaires. Quant au commissaire de police, M. Dréano, il précisait que tout s'était déroulé dans le plus pur respect du code de procédure pénale sans qu'il ait subi la moindre pression.

« Je n'ai fait que rapporter ce que j'ai vu de mes propres yeux », insista M. Balkany, qui avait croisé le chef de cabinet dans les couloirs du commissariat.

Pour Mᵉ Patrick Haure, avocat de M. Glavany, la diffamation est indiscutable : *« Il y a eu intention de nuire dans le cadre d'un débat politique odieux. »*

M. Antoine Bartoli, substitut du procureur de la République, estima lui aussi que le délit était constitué en jugeant que M. Glavany ne pouvait pas refuser d'assister un ami en raison de sa haute fonction. *« Il n'a pas pu laisser son manteau au vestiaire »*, explique le magistrat.

Pour Mᵉ Jean-Marc Varaut, défenseur de M. Balkany, il n'y a pas eu diffamation. *« Nous n'avons pas parlé de pression »*, a-t-il estimé tout en dénonçant la *« démarche inconvenante »* du chef de cabinet, qui *« a manqué à l'obligation de réserve »*.

Le tribunal, présidé par Mᵐᵉ Jacqueline Clavery, rendra son jugement le 4 mars.

M. P.

هكذا من الاصل

RELIGION

Mgr Gaillot contesté par des catholiques d'Evreux

Un évêque à l'index

De notre envoyé spécial

Evreux. – Enfant de chœur ou faux naïf ? Evêque « rouge » ou prophète biblique ? Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux (Eure), ne laisse personne indifférent. A quarante-neuf ans, ce jeune prélat au regard limpide, dérange. Depuis sa nomination épiscopale il y a deux ans et demi, il a posé une série de gestes qui ont provoqué, à chaque fois, l'admiration ou la réprobation, l'étonnement ou le désarroi.

Evreux, ville de cinquante mille habitants, possède une bourgeoisie ancienne, puissante, à cheval sur les principes, qui se sent menacée par les nouvelles populations venues travailler dans les zones industrielles qui ont poussé autour de la ville. Cette ville-dortoir est passée à gauche et a même un maire communiste.

Quelle ne fut pas la surprise des notables, notamment de la magistrature et de l'armée, de voir leur nouvel évêque, peu de temps après son arrivée, venir en personne au tribunal pour défendre un objecteur de conscience ! Dans la même logique, Mgr Gaillot a voté contre le texte de l'épiscopat français favorable à la dissuasion nucléaire, *Gagner la paix*, adopté en 1983. Une lettre pastorale de l'évêque, à Noël de la même année, pour défendre les droits des immigrés a suscité des critiques. Puis, lorsque la querelle scolaire battait son plein en 1984, Mgr Gaillot a mis en garde contre le caractère *« très politisé »* de la grande manifestation organisée le 24 juin à Paris par l'enseignement catholique, en ajoutant qu'il regrettait que *« l'Eglise soit associée à cette récupération politique et qu'elle aliène sa liberté »*.

L'évêque est « de gauche », ont conclu une partie des catholiques d'Evreux. Ils ne lui pardonnent pas son refus de participer aux cérémonies officielles, tout comme ils n'ont pas apprécié sa décision de célébrer les fêtes de Noël cette année dans une salle publique avec les plus démunis, puis à l'hôpital psychiatrique et à la prison, plutôt que dans sa cathédrale. Ils se sont mis alors à guetter chacun de ses gestes publics, en espérant le prendre en défaut. L'occasion n'a pas tardé.

Dans *le Monde* du 15 janvier paraît un « Appel pour les libertés », sous forme de placard publicitaire, en faveur des libertés syndicales des personnels de l'enseignement privé, dénonçant notamment des *« pressions, sanctions, mutations arbitraires »* et *« interdictions d'expression »*. Ce texte, rédigé par le SNUDEP (Syndicat national pour l'unification du service public d'éducation et la défense des personnels de l'enseignement privé), affilié à la FEN, porte des signatures connues, dont celles de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux.

Des responsables d'associations de parents d'élèves ont aussitôt alerté la presse. Deux articles du *Figaro*, intitulés « Un évêque en dissidence » et « Evreux contre son évêque », donneront le ton. Pour Mgr Gaillot, il s'agit d'une cabale, organisée par une minorité. *« C'est une élite puissante et active*, dit-il, *qui cherche à m'isoler et me à disqualifier, voire à me faire partir. D'où cette orchestration de l'extérieur. »*

« La cible des derviches hurleurs »

Que lui reprochent exactement les ennemis de l'évêque ? Pour l'hebdomadaire de droite *Eure inter*, Mgr Gaillot *« signe avec la gauche un texte contre l'école libre »*, alors que M. Maurice Lecomte, président de l'UDAPEL de l'Eure, trouve *« inadmissible qu'un évêque s'associe à un texte ignomignieusement calomniateur »*. La femme du président de l'Association familiale catholique, qui enseigne dans un collège catholique, refuse de polémiquer avec son évêque, qu'elle trouve *« spirituellement profond »* et *« humainement abordable »*. Mais elle l'accuse de vouloir *« faire passer un message politique »*. Pour elle, *« c'est strictement un homme de gauche, ce qui est son droit comme homme et comme chrétien, mais pas comme évêque »*.

Chez les partisans de l'évêque, majoritaires dans le clergé mais surtout parmi les « petites gens » du diocèse, on l'entend qualifié diversement de *« homme sans a priori »*, *« anti-notable »*, *« ouvert à l'Evangile »*, *« un pur qui a forcément quelque chose de naïf »*. On fait remarquer, enfin qu'*« il n'est pas normand, alors que la première qualité du Normand, c'est de se méfier »*.

Car on estime que Mgr Gaillot est tombé dans un piège politique. Qu'en signant cet appel pour les libertés en toute conscience, il a été sans doute utilisé par la gauche, mais qu'il est devenu encore davantage le jouet d'une droite qui ne se console pas d'avoir perdu la municipalité d'Evreux. Comme le rappelle un professeur de l'université de Rouen, qui habite Evreux, *« la ville a une vieille tradition laïque et anticléricale : l'enseignement privé est considéré par une haute bourgeoisie fortunée et souvent incroyante comme sa chasse gardée »*.

Et Mgr Gaillot dans tout cela ? Il garde la tête froide et cherche surtout à apaiser les esprits. Sans renier son geste – qui ne se voulait pas une attaque contre l'école catholique mais *« une parole risquée »* à l'intention des incroyants comme des croyants, en faveur de *« la liberté de conscience partout et pour tous »*, – il s'étonne de la polémique qu'il a déclenchée.

Il a reçu un volumineux courrier, de toute la France, qui est largement en sa faveur. Pour une cinquantaine de lettres hostiles, il y a cent cinquante favorables. Si ses détracteurs le traitent de *« Tartuffe »*, de *« sous-marin qui cherche à couler l'enseignement privé »* et de *« malheureuse brebis égarée au milieu d'une bande de loups »*, ses admirateurs louent *« un courage et une liberté devenus rares dans l'Eglise »*, regrettant qu'il soit *« la cible des derviches hurleurs »* et estiment qu'ils ont *« grand besoin d'évêques comme* [lui] *»*. Hormis cinq évêques qui lui ont écrit personnellement, le silence officiel de l'épiscopat est interprété par Mgr Gaillot comme *« une marque de respect pour* [sa] *liberté d'action »*.

En réponse aux trois critiques les plus souvent entendues contre l'évêque – pourquoi recourir aux médias au lieu de s'adresser directement aux gens ? Pourquoi redouter une récupération politique à droite mais pas à gauche ? Pourquoi signer le texte d'un syndicat qu'il ne connaissait pas ? – Mgr Gaillot déclare : *« A chacune de mes interventions je pense aux incroyants, qui ne seraient pas touchés par un message ecclésial ; la seule façon de s'adresser à tous est par le moyen des médias. Je ne suis pas systématiquement de gauche, et je suis intervenu au sujet de la Pologne, de l'Afghanistan, du Liban, de l'URSS... Il faut reconnaître, cependant, que l'Eglise paraît souvent liée à la droite, et que l'Evangile n'est pas neutre ! Quant au SNUDEP, ce n'était qu'un moyen. Quand j'essaie de faire passer un message, je l'accroche à une fusée qui n'a pas d'importance en soi. Cette fois, la fusée porteuse était peut-être mal choisie. En tout cas, elle a produit un véritable feu d'artifice ! »*

ALAIN WOODROW.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Je m'appelle

Aurore CIGARINI.

Je suis née le 5 février 1985.

Mes parents, Marie-Hélène et Eric, sont très heureux.

Résidence du Parc,
Route de Vernon,
27000 Evreux.

– Blandine SAVARY
et Daniel FULDA
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille,

Marion, Camille, Anaele,

le 29 janvier 1985.

39, Orchard St.
Brighton,
3186 Victoria (Australie).

Décès

– Le docteur Aujaleu,
son époux,
Mme Suzanne Aujaleu,
sa fille,
Ses petits-enfants,
Le docteur Jean-Paul Dessaux,
Le docteur Catherine Spitzer
et leurs enfants,
M. François Dessaux,
son beau-frère,
Le docteur Pierre Aujaleu,
Ses neveux,
M. et Mme Maurice Aujaleu,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Aujaleu
et leurs enfants,
Ses cousines,
Mme Odette Kopf
Jeanne Kopf
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme le docteur Nadine AUJALEU,

survenu le 3 février 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e, le mercredi 6 février 1985, à 8 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne).

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être envoyés aux Petits Frères des Pauvres, 33, avenue Parmentier, Paris-11e.

144, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.

– Lyon. Paris. Choisy-le-Roi.
Mme veuve Jean-Louis Collet
et ses enfants,
M. et Mme Philippe Collet
et leurs enfants,
Le docteur Bernadette Collet,
M. Patrice Collet,
Mlle Chantal Collet,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre COLLET,
née Françoise Renault,

leur mère et grand-mère,

survenu le 3 février 1985, à l'âge de soixante-quatorze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 février, à 10 h 15, en l'église Saint-Joseph des Brotteaux, à Lyon.

Une absoute sera donnée le même jour, à 14 heures, en l'église de Brenod (01), suivie de l'inhumation.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

le professeur Pierre COLLET,
décédé le 30 octobre 1968,

et de son fils,

Jean-Louis COLLET,
décédé le 1er juillet 1984.

– M. et Mme Richard Dartigues,
Mme Noëlle Dartigues
et ses enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul DARTIGUES,
président d'honneur
de la Fédération nationale
des blessés, mutilés et impotents
de guerre,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille militaire,

survenu à Paris le 26 janvier 1985, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris.

17, rue Charles-Tuleu,
95160 Montmorency.

– M. et Mme Georges Dieulouard,
ses enfants,
M. et Mme Bertrand Thomas,
M. Guy Dieulouard,
ses petits-enfants,
M. et Mme André Pollet
et leurs enfants,
Ses frère, belle-sœur et neveux,
Et les familles Delor,
font part du décès de

Mme veuve Pierre DELOR,
née Denise Pollet,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année, à Nantes.

Obsèques religieuses jeudi 7 février, à 8 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Toutes-Joies à Nantes.

Inhumation : caveau de famille, cimetière Montmartre à Paris, à 16 h 45.

49, avenue du Calvaire-de-Grilland,
44100 Nantes.
4, place de la Paix,
95300 Pontoise.

– Au terme d'une longue maladie,

Jean DURIX

s'est éteint le dimanche 3 février 1985.

Son épouse,
Anna Durix,
Ses enfants,
Paul, Dominique, Bernard, Pierre
et leurs conjoints,
Ses onze petits-enfants,
invitent les personnes à partager leur peine et leur espérance :

– Le mercredi 6 février 1985, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-France, place du Général-Leclerc, à Juvisy-sur-Orge (Essonne) ;

– Le jeudi 7 février 1985, à 14 h 30, en l'église Sainte-Anne, à Roanne (Loire), avant l'inhumation à Saint-Haon-le-Chatel.

1, avenue Jean-Jaurès,
91200 Athis-Mons.

– Le président et les dirigeants de VVF ont la tristesse de faire part du décès de

Jean DURIX,

qui fut pendant de nombreuses années le directeur des programmes et des services techniques de l'association Villages Vacances Familles.

[Né le 1er octobre 1917 à Charlieu (Loire), compagnon du Tour de France et responsable de la Jeunesse ouvrière chrétienne à Roanne, Jean Durix devint, après la guerre, l'un des principaux animateurs du Mouvement d'éducation populaire et familiale.

Secrétaire général du Mouvement de libération ouvrière, président de la Fédération nationale des associations d'aide familiale et de la Confédération nationale des associations populaires familiales, il fut de 1967 à 1979, directeur des programmes et des services techniques de VVF (Villages Vacances Familles) et participe à la mise au point de nouvelles formes d'hébergements touristiques.]

– M. Henri Giraud,
Olivier et Marie-Mathilde,
Mme Henri Jover,
Mme Lucien Giraud,
M. et Mme Louis Jover,
Jean-Philippe, Sylvie et Nicolas,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée,

Mme Henri GIRAUD,
née Josiane Jover,

survenu accidentellement le vendredi 1er février 1985.

Le service religieux aura lieu le jeudi 7 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Léonard de L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), suivi de l'inhumation au cimetière de L'Hay-les-Roses.

5, chemin des Cossons,
54770 Agincourt.

– Jean-Louis, Martine et Claude Philoche
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Magdeleine PHILOCHE,

leur mère et grand-mère,

survenu le 31 janvier 1985, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Une messe sera célébrée le 7 février, à 8 h 30, en l'église Saint-André-de-l'Europe, Paris-8e.

L'inhumation aura lieu ensuite à Ecommoy (Sarthe).

14, rue Cuvier, 75005 Paris.

– M. Henri Raimond,
son époux,
M. et Mme Jean-Bernard Raimond,
Sophie et Catherine,
M. et Mme Michel Raimond,
Jean-François et Isabelle,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Marcel Wanner,
sa sœur,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri RAIMOND,
née Alice Auberty,

survenu en son domicile, le 31 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église du Saint-Esprit.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bercy.

203, avenue Daumesnil,
75012 Paris.

Remerciements

– Les familles, les proches
Et les amis de

la comtesse Ladislas du LUART,
née Irène Hagondokoff,

décédée le 21 janvier 1985,

ainsi que le 1er REC et les anciens du CEF en Italie remercient bien sincèrement les personnes et les associations qui ont partagé leur douleur.

– Mme Louise Thine,
dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie, remercie tous ceux qui ont partagé sa peine lors du décès de son mari,

M. Louis THINE.

Fonds Boucher,
Belle-Fontaine,
97219 Martinique.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire de la disparition de

Jacques ENOCK,

ses amis se recueilleront sur sa tombe le samedi 9 février 1985, à 11 h 30.

Rendez-vous au cimetière du Montparnasse, porte principale, boulevard Edgar-Quinet.

– Il y a neuf ans disparaissait

Cletta MAYER.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Services religieux

– Renée et Georges PAGES
remercient de tout leur cœur les amis et parents, de leur soutien dans l'épreuve qu'ils viennent de traverser. Ils invitent tous ceux qui ont connu et aimé

Géraldine,

à une cérémonie souvenir le jeudi 7 février 1985, à 18 heures, à la synagogue, 24, rue Copernic, à Paris-16e.

Avis de messes

– A la mémoire de

M. Henri MONTET,
officier de la Légion d'honneur,
ancien chef
de la Mission de contrôle
des activités financières,
président d'honneur
du Conseil national
de la comptabilité,

dont les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Brioude (Haute-Loire), le 19 décembre dernier, une messe sera célébrée le mardi 12 février 1985, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris-1er.

Communications diverses

– Les clubs de l'Age d'Or de France présentent, mercredi 6 février, à 14 h 45, au centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V à Paris, une conférence sur le thème « L'évolution de la médecine », par le professeur Paul Milliez.

– Nous apprenons la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de M. Jean BESSIS, chef d'entreprise.

Né le 29 septembre 1933 à Tunis, M. Jean Bessis est un industriel particulièrement dynamique qui a su convaincre les autorités françaises et les dirigeants japonais de l'intérêt pour la France et le Japon de créer des unités de production européennes.

Marié, père de trois enfants, M. Bessis entre dans la Légion d'honneur au titre du ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

Avec nos félicitations.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

– Université Paris-I, mercredi 6 février, à 15 heures, salle des Commissions (centre Panthéon), Mlle Chantal Leib : « Le retrait volontaire de la cotation boursière dans le droit des Etats-Unis. »

– Université Paris-X Nanterre, mardi 5 février, à 13 heures, salle des Actes, M. Abdoul Wahab Berthe : « Le code des investissements du Mali et ses actes d'application. »

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

chronologie

Janvier 1985 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît chaque mois dans *le Monde* daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

3. — ISRAËL : L'arrivée en Israël, grâce à un pont aérien, de six mille juifs éthiopiens, les falachas, est confirmée par le gouvernement. Alors que la révélation de l'« *opération Moïse* » a interrompu le pont aérien, M. Shimon Pérès s'engage, le 8, à tout faire pour achever le « *rapatriement* » des falachas *(du 4 au 14, 16, 22)*.

4. — EGYPTE : Le pape copte Chenouda III, destitué par Sadate le 5 septembre 1981 et relégué dans un couvent du désert, regagne Le Caire après avoir été autorisé par le président Moubarak à reprendre ses fonctions (3, 6-7 et 8).

7. — CEE : La nouvelle Commission européenne entre en fonctions. A sa tête, M. Jacques Delors succède à M. Gaston Thorn (8, 9, 16 et 17).

7-8. — CAMBODGE : L'armée vietnamienne, qui a intensifié depuis la mi-décembre sa lutte contre la résistance khmère, s'empare du camp d'Ampil, principale base des combattants du FNLPK à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande (du 3 au 14, 18, 23 et 26).

7-8. — ETATS-UNIS-URSS : MM. Andreï Gromyko et George Shultz, réunis à Genève, décident l'ouverture de négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires et spatiales. La date du début des discussions est fixée, le 26, au 12 mars, à Genève (du 3 au 16 et du 19 au 29).

8. — VIETNAM : Trois des cinq personnes, condamnées à mort pour espionnage le 18 décembre à Ho-Chi-Minh-Ville, sont exécutées. Les deux autres, dont un Français d'origine vietnamienne, ont été graciées le 3 : leur peine a été commuée en détention à perpétuité (du 1 au 5, 9, 12, 13-14 et 19).

12-13. — LIBAN : Après accord des milices druzes et chrétiennes, l'armée libanaise se déploie le long de la route côtière au sud de Beyrouth, jusqu'aux lignes israéliennes de la rivière Awali. *Mais la situation se détériore* à Beyrouth où attentats et explosions se multiplient tandis que le cours de la livre libanaise s'effondre (4, du 8 au 15, 17, 19, 20-21, 23, 24, 27-28 et 29).

14. — LIBAN : Le gouvernement israélien décide, par 16 voix contre 6, un plan de retrait en trois étapes du Liban du Sud : la première phase, qui concerne la région de Saïda, devra être achevée le 18 février et la dernière dans un délai maximum de neuf mois. A la reprise, le 22, des pourparlers militaires israélo-libanais de Nakoura, qui avaient été suspendus le 7, Jérusalem propose que la relève de l'armée israélienne soit assurée par l'armée libanaise et la Force intérimaire des Nations unies (FINUL). Mais Beyrouth continue d'exiger en préalable « *la présentation par Israël d'un calendrier de retrait total des forces d'occupation* » (9, 12, 15, 16, 17, 19, 22, 24 et 26).

14. — URSS : Le sommet du pacte de Varsovie, prévu à Sofia pour les 15 et 16 janvier, est ajourné. Selon des sources non officielles, ce report serait dû à l'état de santé de M. Constantin Tchernenko (12, 16, 20-21, 29 et 30).

15. — BRÉSIL : M. Tancredo Neves, opposant modéré au régime militaire, est élu président de la République par le collège électoral réuni à Brasilia, en obtenant 480 voix contre 180 à M. Paulo Maluf, candidat du gouvernement. Il deviendra, le 15 mars, le premier président civil depuis 1964 (10 et du 13 au 19).

15. — MONNAIES : Le dollar atteint à Paris le cours record de 9,78 F. Les ministres des finances du groupe des Cinq (Etats-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne), réunis à Washington, « *réaffirment leur engagement de procéder à des interventions sur les marchés des changes autant que nécessaire.* » Les jours suivants, les interventions des banques centrales empêchent de nouvelles poussées du dollar (3, 6-7, 8, du 13 au 24 et 27-28).

15. — RDA-RFA : Les derniers Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague, depuis le début octobre, regagnent la RDA sans avoir obtenu la garantie *que leur demande d'émigration* à l'Ouest serait acceptée (2, 4 et 17).

15-17. — FRANCE-YOUGOSLAVIE : Mme Milka Planinc, *chef du gouvernement yougoslave*, se rend en visite officielle en France (10, 16, 17 et 18).

17-20. — CHYPRE : Les négociations organisées à New-York, sous l'égide des Nations unies, entre les dirigeants des communautés chypriotes grecque et turque, échouent. Des discussions devraient se poursuivre sur la réunification de l'île, *selon une formule* fédérale (17, 19, 22, 23 et 30).

18. — INDE : Un réseau d'espionnage est découvert à New-Delhi : une quinzaine d'Indiens, hauts fonctionnaires ou hommes d'affaires, sont arrêtés. La France est mise en cause dans cette affaire et un attaché militaire adjoint français est rappelé à Paris, le 20 (du 20 au 24 et 27-28).

18. — SOUDAN : Mahmoud Taha, chef du mouvement islamique anti-intégriste des Frères républicains, est exécuté. Il avait été condamné à mort, le 8, pour avoir demandé l'abolition de la loi islamique imposée au Soudan depuis septembre 1983 (10, 19, 20-21 et 23).

19. — *CANADA* : Au congrès du Parti québécois, un tiers des quinze cents délégués s'opposent à la décision de M. René Lévesque d'écarter le thème de l'indépendance du Québec de la campagne pour les élections provinciales (18, 19 et 22).

23. — PHILIPPINES : Le général Fabian Ver, chef des forces armées, deux autres généraux ainsi qu'une vingtaine de militaires sont inculpés pour le meurtre de Bénigno Aquino, dirigeant de l'opposition assassiné à son retour à Manille, le 21 août 1983 (24 et 25/I, 2/II).

24. — AUTRICHE : L'accueil par le ministre de la défense autrichien du criminel de guerre nazi Walter Reder, de retour en Autriche après trente-quatre ans de prison en Italie, provoque une polémique politique ainsi que de vives critiques *des délégués* du congrès juif mondial, réuni à Vienne, du 26 au 28, pour la première fois depuis la guerre (à partir du 25).

24. — ÉTATS-UNIS : Le général Ariel Sharon, *ancien ministre* israélien de la défense, est débouté par le tribunal de New-York de sa demande de 50 millions de dollars de dommages et intérêts contre le *magazine Time*. Mais le tribunal a estimé que *Time* l'avait accusé à tort d'avoir laissé commettre, en septembre 1982, des massacres dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila (12, 13-14, 18, 20-21, 26 et 27-28/I, 1/II).

24. — ÉTATS-UNIS-NICARAGUA : Le président Reagan dénonce « *l'aide* » iranienne au *Nicaragua, à l'occasion de la visite* à Managua du premier ministre iranien (10, 12, 13-14, 20-21, 24, 26 et 27-28).

24. — ISRAEL : Le gouvernement *conclut avec le patronat et* la centrale syndicale Histadrout un nouveau contrat social valable pour huit mois. Il va permettre la poursuite de la lutte contre la *hausse des prix, qui*, bien que réduite de 24,3 % en octobre, à 3,7 % en décembre, a atteint 445 % en 1984 (17, 25 et 26).

26. — VATICAN : Jean-Paul II commence un voyage de douze jours en Amérique du Sud par le Venezuela. Il se rend ensuite en Equateur, au Pérou et à Trinité-et-Tobago. Dès son arrivée à Caracas, *le pape rappelle* « *les exigences sociales du christianisme* », mais critique les prêtres « *qui déforment le message évangélique en l'asservissant à des idéologies ou à des stratégies politiques* » (25 et à partir du 27).

28. — GRANDE-BRETAGNE : La Banque d'Angleterre, qui avait relevé son taux d'intervention de 9,5 % à 10,5 %, le 11, puis à 12 %, le 14, le porte à 14 % pour tenter d'enrayer la chute de la livre sterling et de la Bourse de Londres (du 4 au 16, 20-21, 25, 27-28 et 30/I, 1/II).

28-30. — FRANCE-ARABIE SAOUDITE : Visite officielle en France du prince Abdallah, héritier du trône saoudien (29 et 30/I, 1/II).

30. — OPEP : Neuf des treize pays membres de l'OPEP approuvent une nouvelle grille des prix qui les réduit en moyenne de 0,39 à 0,50 dollar par baril. *Le* prix de l'arabe léger saoudien, qui servait jusqu'alors de référence, baisse de 29 à 28 dollars le baril (18, 22, 29 et 30/I, 1/II).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- **FRANCE : Le pouvoir et l'audiovisuel (1, 2 et 3) ;**
- **FRANCE : Les socialistes à mi-septennat (3, 4 et 5) ;**
- **CUBA : Les noces d'argent de Fidel Castro (8, 9, 10 et 11) ;**
- **DOSSIER : La météorologie (10) ;**
- **ÉTHIOPIE ET SOUDAN : Voyage au bout de la faim (15, 16 et 17) ;**
- **AFRIQUE : L'islam, vent en poupe (20-21) ;**
- **SCIENCES : Les sous-marins français de recherche (20-21) ;**
- **ÉCONOMIE : Les Bourses européennes et japonaises au plus haut (22) ;**
- **TOGO : Existe-t-il une Afrique heureuse ? (26) ;**
- **RELIGION : Le nouveau droit de l'Église catholique (30).**

SCIENCES ET FUTURS

4. — Un couple d'Américains qui ne pouvait avoir d'enfants obtient de la Haute Cour de Londres *que lui soit confié le bébé né le 4* d'une mère porteuse : Mme Kim Cotton avait accepté d'être payée pour mettre au monde le bébé (6-7, 10 et 16).

18. — *M. Mitterrand s'interroge* sur les « *nouveaux droits de l'homme à naître* », dans une déclaration lue à l'ouverture d'un colloque réuni à Paris, les 18 et 19, sur le thème « Génétique, procréation et droit » (du 18 au 21).

18. — Une équipe de chercheurs de l'Institut Pasteur annonce qu'elle a réussi à identifier la séquence génétique du virus responsable du SIDA, ce qui devrait permettre la fabrication de tests diagnostiques et, peut-être, la préparation d'un vaccin (19).

24-27. — La navette spatiale américaine Discovery effectue sa première mission militaire : elle met en orbite un satellite destiné à capter les communications stratégiques de l'Union soviétique. La *Pravda* dénonce, le 25, « *une nouvelle relance de la course aux armements dans l'espace* » (23 et du 26 au 29).

30-31. — Les ministres responsables des affaires spatiales des onze États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), réunis à Rome, décident la construction du lanceur lourd Ariane-5 et du *module habitable Colombus*, qui s'accrochera à la station spatiale que les Américains vont construire. Ils manifestent aussi leur intérêt pour le projet français de mini-navette spatiale Hermès (16, 18, 20-21, 29 et 30/I, 1 et 2/II).

FRANCE

6-17. — Une importante vague de froid s'abat sur l'Europe. Elle provoque en France la mort de 145 personnes, dont 24 personnes âgées tuées dans l'incendie de l'hospice de Grandvilliers (Oise). Des mesures de solidarité sont prises, en particulier à Paris, pour l'hébergement des sans-abri (du 8 au 21 et 27-28).

10. — M. Laurent Fabius, invité du Forum de *l'Expansion*, se félicite que « *la France aille mieux* », mais confirme qu'il « *ne changera pas le cap économique pour des motifs électoraux* » (4, 10 et 12).

10. — L'Etat et la région Ile-de-France s'entendent sur la réalisation avant 1988 d'une « coulée verte » (12 km de voie cycliste et piétonnière) qui longera le TGV-Atlantique au départ de Paris (12 et 20-21).

11-13. — Un congrès extraordinaire du Mouvement des radicaux de gauche élit M. François Doubin à la présidence du parti (du 12 au 15).

15. — Le bureau politique du PC exprime son « *indignation* » et son « *mépris* » devant les « *agressions anticommunistes* » qui visent le parti et sa direction, au moment où environ 10 % des délégués aux conférences fédérales s'abstiennent ou votent contre le projet de résolution soumis à l'examen des militants avant la réunion, du 6 au 10 février, du vingt-cinquième congrès. La fédération des Hautes-Alpes, le 20, puis celles de la Haute-Vienne et de la Corse-du-Sud, *le* 27, rejettent le texte de la direction (5, 12, 15, 16, 17, 23, 24, 29 et 30/I, 2/II).

16. — M. François Mitterrand est interrogé, à Antenne 2, sur la Nouvelle-Calédonie, la politique intérieure, l'économie, ainsi que sur les télévisions privées. Il affirme qu'« *il faut persévérer* » dans la rigueur, malgré la « *lèpre du chômage* » qui le « *bouleverse* », et fait appel à la « *tolérance* » et au « *courage* » des Français (18, 19 et 20-21).

17. — Suicide de Jean Colpin, membre du bureau politique du PCF (19).

18. — Le Conseil constitutionnel annule une disposition de la loi Chevènement sur l'enseignement privé concernant les relations entre communes et écoles primaires privées sous contrat d'association (20-21, 22 et 30).

18. — André Fontaine est élu directeur-gérant du *Monde*, par 890 parts sur 1 000. Il succède, le 21, à André Laurens (10, 12, du 17 au 23 et 26).

21. — Valéry Giscard d'Estaing tient sa première conférence de presse depuis qu'il a quitté le pouvoir. Il renouvelle ses appels à l'« *union* » de l'opposition et à l'élaboration rapide des « *mesures à prendre (...) pour engager la France dans la voie du libéralisme* ». Il invite aussi l'opposition à refuser toute modification du mode de scrutin pour les élections législatives de 1986 (15, 22 et 23).

22. — Mort d'Henry Dorgères, ancien responsable paysan, fondateur en 1935 des Chemises vertes (25 et 26).

25. — L'ingénieur général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, est assassiné. L'attentat est revendiqué par Action directe, qui a annoncé, le 15, sa fusion avec l'organisation terroriste ouest-allemande Fraction armée rouge pour mener une « *guérilla communiste en Europe de l'Ouest* » (17 et à partir du 27).

25. — M. Laurent Fabius, soulignant que « *les générations qui viennent doivent être les mieux formées de notre histoire* », annonce un plan « informatique pour tous ». Il prévoit l'équipement de tous les établissements scolaires en micro-ordinateurs avant la fin de 1985 : 100 000 vont être acquis uniquement auprès de fabricants français (26).

26. — Le comité directeur du PS lance un appel à la mobilisation pour les élections cantonales des 10 et 17 mars. Il souhaite qu'elles « *soient l'occasion de renforcer le soutien à la politique de la gauche* » au moment où « *les socialistes sont en train de réussir l'assainissement économique* » (8, 16 et du 24 au 29).

28. — M. Jacques Chirac, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, « *adresse un appel à tous les responsables de l'opposition (...) pour qu'ils se réunissent afin de déterminer (...) les propositions* » de la prochaine campagne électorale. Il souhaite que la position de M. Barre, « *un peu en dehors des partis* », ne soit pas « *de nature à gêner l'union de l'opposition* ». D'autre part, il engage M. Mitterrand à « *réfléchir à deux fois* » avant de réformer le mode de scrutin, de peur que l'opposition dénonce « *la tricherie et le truquage* » (17 et 30).

30. — M. Raymond Barre déclare dans un entretien à *France-Soir* qu'il « *souhaite l'union dans le pluralisme et la loyauté, l'union sans spectacle et sans gadgets* », mais qu'il ne se laissera pas « *enfermer dans une uniformité et un monolithisme qui ne correspondent pas aux aspirations profondes des Français* » (1/II).

30. — Huit nationalistes basques espagnols sont arrêtés à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Parmi eux, Juan Lorenzo Lasa Michelena, considéré comme le numéro deux de l'ETA militaire (1 et 2/II).

31. — Jean Dupuis, membre du comité directeur de l'Association pour la Corse française et républicaine (CFR), est assassiné à Ajaccio (2/II).

Economie

9. — CRÉDIT : Les banques ramènent leur taux de base de 12 % à 11,50 %. M. Pierre Bérégovoy avait exprimé, le 6, le « *vœu pressant* » de voir baisser le coût de crédit (du 4 au 8, 10, 12 et 13-14).

10. — SYNDICATS : La commission exécutive de la CGT demande aux salariés d'examiner l'éventualité d'une *grève générale* « *pour exprimer le refus de l'inadmissible* » (8, 9 et 12).

14. — CONJONCTURE : Le gouvernement se félicite des succès de la lutte contre l'inflation et contre le déficit commercial : avec 0,2 % en décembre, la hausse des prix a été de 6,7 % en 1984 contre 9,3 % en 1983. C'est la plus faible depuis 1971. La balance du commerce extérieur, légèrement déficitaire en décembre, a réduit son déficit de plus de moitié en 1984 : 19,8 milliards de francs, contre 48,9 en 1983 et 93,5 en 1982. En revanche, le nombre des chômeurs a sérieusement augmenté : + 0,8 % en décembre et + 13,3 % en un an, soit près de 300 000 chômeurs de plus (10, 12, 18, 20-21 et du 16 au 23/I, 1/II).

23. — AFFAIRES : Le conseil des ministres nomme M. Georges Besse, PDG de Péchiney, président du groupe Renault. M. Bernard Hanon a été remplacé en raison des pertes de la Régie, qui se situeraient entre 8 et 10 milliards de francs pour 1984. Chez Péchiney, M. Bernard Pache succède à M. Besse (5, 10, du 18 au 24 et 27-28).

23. — BATIMENT : Le conseil des ministres adopte une série de mesures en faveur des industries du bâtiment et des travaux publics qui ont connu une « année noire » en 1984 (13-14, 18, 19 et du 23 au 28).

24. — SOCIAL : M. Michel Delebarre annonce qu'il va soumettre aux partenaires sociaux un projet de contrats formation-reclassement : il s'agit d'étendre le dispositif des congés de conversion aux licenciés économiques (20-21, 24, 25, 26 et 30).

29. — IMPOTS : M. Pierre Bérégovoy annonce que l'impôt sur le revenu sera abaissé de 3 % en 1986 et que l'emprunt obligatoire de juin 1983 sera remboursé avant son échéance normale de juin 1986 (30/I et 1/II).

29. — PRODUITS PÉTROLIERS : La décision du gouvernement de libérer les prix de l'essence, du super et du gazole provoque une guerre des prix entre les distributeurs, les grandes compagnies tentant de récupérer les parts du marché conquises par les grandes surfaces (à partir du 25).

Le plan Pisani pour la Nouvelle-Calédonie

Le 7, M. Edgard Pisani rend public son projet : il propose pour la Nouvelle-Calédonie un statut d'Etat indépendant associé à la France. Si le plan est accepté, un référendum d'autodétermination pourrait être organisé en juillet et l'indépendance proclamée le 1er janvier 1986.

Le 11, un jeune Européen de dix-sept ans est tué par des Mélanésiens, près de Bouloupari, sur la côte ouest de l'île. Ce meurtre provoque des manifestations violentes à Nouméa où quelques centaines d'Européens se livrent à des saccages.

Dans la nuit du 11 au 12, Eloi Machoro, « chef de guerre » du FLNKS qui avait dirigé le siège de Thio, et un de ses lieutenants sont tués par des gendarmes du GIGN qui avaient encerclé la ferme près de La Foa où se tenait une réunion indépendantiste.

Le 12, M. Pisani instaure l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire, tandis que les circonstances de la mort des deux dirigeants canaques suscitent une polémique : le FLNKS affirme que leurs camarades « *n'ont pas été victimes d'une bavure policière, mais d'un assassinat prémédité* » ; M. Pisani soutient que les tireurs d'élite avaient été chargés d'un « *tir de neutralisation* » et avaient visé l'épaule des deux Mélanésiens.

Le 19, M. Mitterrand passe la journée en Nouvelle-Calédonie « *pour soutenir les efforts de M. Pisani* ». A l'issue d'entretiens avec les représentants des *partis politiques et des organisations socio-professionnelles*, il estime que « *les fils du dialogue que l'on pouvait craindre rompus sont renoués* ». Sa visite est marquée par une manifestation anti-indépendantiste qui rassemble 25 000 personnes dans le calme à Nouméa.

Du 22 au 30, M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, est à Paris où aucun des dirigeants de l'opposition n'accepte de le recevoir. Dans un entretien au *Monde*, il affirme, le 24, que le FLNKS « *milite pour l'indépendance* » mais « *ne souhaite pas le départ des Français* ».

Le 23, le matériel roulant de la principale mine de nickel de la Nouvelle-Calédonie est saboté. Après enquête, six indépendantistes sont arrêtés, le 28, ce qui porte à plus d'une centaine le nombre de militants du FLNKS emprisonnés.

Les 23 et 24, le Parlement est convoqué en session extraordinaire pour examiner le projet de loi prolongeant l'état d'urgence jusqu'au 30 juin. Le *projet est définitivement* approuvé, en troisième lecture, dans la nuit du 24 au 25, par les seuls députés socialistes.

Le 24, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement du territoire et sénateur RPR, arrivé la veille à Paris, lance devant le Sénat un appel au dialogue « *entre tous les Calédoniens, sans exclusive* » mais sur la base d'un projet d'autonomie, qu'il présente, et non sur celle du plan Pisani, qu'il rejette, car « *il ne correspond pas aux aspirations de la population* » qui, « *dans sa grande majorité, veut rester française* » (à partir du 2).

CULTURE

2. — Mort de l'écrivain Jacques de Lacretelle, de l'Académie française (4 et 5).

3. — M. Mitterrand se déclare favorable à l'autorisation de télévisions privées. Me Jean-Denis Bredin est chargé, le 14, de préparer, dans un délai de trois mois, un rapport sur « *l'opportunité et la possibilité* » de libéraliser l'espace hertzien, tandis que se multiplient les annonces de projets de télévisions privées (du 5 au 9, 12 et du 15 au 28).

10. — La Cour européenne de justice affirme que la loi sur le prix unique du livre, qui limite les rabais à 5 %, est compatible avec les lois et règlements communautaires. Cependant, l'*annulation par* la Cour de deux clauses concernant l'importation relance l'offensive de la FNAC et des centres Leclerc, qui décident de pratiquer des rabais supérieurs aux 5 % autorisés (12, 16, 23 et 26).

16. — Mort du peintre Arpad Szenes (18).

18. — Le Louvre organise une exposition autour des cinq tableaux de Hans Holbein qu'il possède (23).

22. — M. Jack Lang annonce une série de mesures en faveur de la création cinématographique (20-21 et 23).

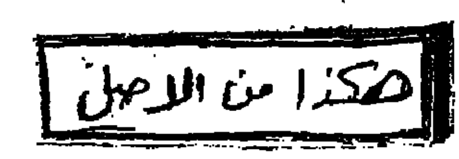
23. — Sortie à Paris de *Je vous salue Marie*, de Jean-Luc Godard. Le président du tribunal de Paris, statuant en référé, rejette, le 28, une demande d'interdiction du film, ou de suppression de certaines scènes, déposée par deux associations catholiques traditionalistes (du 24 au 30).

25. — M. Chirac présente trois projets d'architecture pour Paris concernant les abords de la gare Montparnasse, l'aménagement de la place d'Italie, ainsi qu'un nouveau quartier d'habitation à l'emplacement de la gare de Reuilly (26).

26. — M. Mitterrand inaugure le 22e Salon de la bande dessinée d'Angoulême, au cours duquel *sont* attribués le premier Grand Prix *national* des *arts graphiques* à Jean Giraud et le Prix de la ville d'Angoulême à Jacques Tardi (19, 27-28 et 29).

26. — Mort de Kenny Clarke, batteur de jazz (29).

31. — Antoine Vitez met en scène *Hernani*, de Victor Hugo, au Théâtre national de Chaillot (2/II).



culture

MUSIQUE

LE TÉNOR OCTOGÉNAIRE HUGUES CUENOD

Pour le plaisir

Le ténor Hugues Cuenod chante ce mardi 5 février *la Mort de Socrate* d'Erik Satie, et des œuvres de Duparc, Poulenc, Haydn — au musée Grévin où, décidément, ces temps-ci, défilent quelques phénomènes. *« Il y a près de cinquante ans,* dit Hugues Cuenod, *il m'est arrivé d'entendre une basse qui s'appelait Fuger. Il avait quelque chose comme soixante-dix-neuf ans, c'était à l'Opéra-Comique, et tout le monde, moi le premier, était époustouflé qu'on puisse chanter à un âge si avancé. Je débutais à peine et n'imaginais pas une seconde qu'une chose pareille, merveilleuse, m'arriverait. Je fais encore mieux puisque, en juin, j'aurai quatre-vingt-trois ans... »*

Quatre-vingt-trois ? Retranchez quelques lustres et vous aurez une idée de l'âge apparent de ce gaillard élancé, dont le sourire amusé, le regard bleu sont ceux d'un gentleman anglais pas bêcheur considérant la beauté des roses en son jardin ou les mines de son chat. Une belle figure vraiment, et en plus, des cheveux d'argent : ces affaires d'âge ne seraient-elles pas dénuées de sens ? Tout dans la tête : *« C'est l'esprit qui commande »,* répète Cuenod : une sorte de leitmotiv au fil des propos sans vanité qu'il accorde ici et là, un peu rigolard de voir la presse entière et les radios faire soudain grand cas de son histoire, et le Metropolitan de New-York et le Festival de Glindebourne l'inviter pour 1986 et 1987.

« Un jour viendra où je ne pourrai plus, qui sait, ce soir peut-être ; je n'ai plus la même endurance. Si encore les récitals avaient lieu à onze heures du matin : au réveil ma voix est plus jeune, plus fraîche. »

Sa voix ? Au départ, celle d'un baryton contrarié : l'élève du conservatoire de Bâle se retrouve ténor sans vraiment la tessiture requise pour les grands rôles mozartiens. Cuenod ajoute : *« Ni d'ailleurs la présence physique. » « Du coup,* précise-t-il, *mon talent a été celui d'un touche-à-tout. Je n'ai jamais opté pour un genre, j'ai chanté pour le plaisir, déchiffrant avec les amis après bien boire et bien dîner et ça continue. Je ne me suis jamais beaucoup fatigué la voix. Je ne croyais pas aux exercices, ni à toutes les tortures infligées au nom de la technique. J'en ai une, bien sûr, mais dont je ne comprends pas moi-même la mécanique. »* A ses élèves, de-ci de-là dans les « master classes » qu'il donne surtout aux Etats-Unis, il enseigne avant tout le style, le goût, la façon de prononcer et de mélanger musique et gestes.

Le chant considéré, en somme, comme un art de vivre : *« Sentir d'abord, la musculature se formera d'elle-même. »* Il a tout interprété, des oratorios ou cantates de Bach aux negro spirituals, en passant par l'opérette, avec une prédilection pour la mélodie française. Il s'y est mis un peu sérieusement vers 1935, où la sévère Nadia Boulanger le recruta pour son ensemble vocal. Il chante Pergolèse, Monteverdi.

Mais le début de sa carrière internationale date de 1951, quand Stravinsky lui confie le rôle de Sellem pour la création du *Rake's Progress,* à Venise, devant le gratin. Il a quarante-neuf ans, Stravinsky va écrire pour lui sa *Cantate. « Ensuite, j'ai cultivé mes qualités d'originalité,* poursuit Cuenod, *en faisant des choses petites mais qui marquaient. Pas les emplois où l'on vous aperçoit une minute au début et une autre à la fin, mais plutôt ces rôles secondaires où, pendant cinq minutes, on ne voit que vous. A la façon d'un petit objet posé au milieu d'une table. Pas trop de choses autour. »*

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Musée Grévin, 5 février à 20 h 30. Série « Les musiciens amoureux ».

« LE PESCATRICI », de Haydn, à Metz

Un petit « Cosi »

Nos théâtres lyriques rivalisent en ce moment de curiosité et d'audace : après la salle Favart, Montpellier et Toulouse, c'est la quatrième création scénique française en huit jours que nous offre le Théâtre de Metz, avec *le Pescatrici* (titre plus flatteur en italien qu'en français *les Pêcheuses*) de Josef Haydn, un spectacle en coproduction avec Rennes, mais qui pourrait et devrait tourner davantage.

Composé pour un grand mariage au château d'Eszterhaza le 16 septembre 1770, cet opéra ne fut ressuscité qu'en 1965 au Festival de Hollande ; joué plusieurs fois, notamment à Edimbourg et à Munich, à *Radio-France* en 1978, il reste curieusement négligé par les éditeurs de disques.

L'amusant est d'y découvrir, douze ans avant *l'Enlèvement au sérail,* le style, la coupe, les airs et les ensembles de Mozart, ce qui prouve que tout le matériau scénique et musical préexistait.

C'est au point que l'on croirait presque que Da Ponte et Mozart se sont inspirés de cette œuvrette quand ils écrivirent *Cosi fan tutte !* Car il y a, dans le livret de Goldoni, deux couples de fiancés, des donzelles prêtes à passer d'un amour à l'autre, des déguisements par lesquels les jeunes gens s'amusent à confondre leurs amoureuses infidèles ; et davantage, un air qui décrit les visages (tel le fameux « Bel piede, bell'occhio, bel naso »...), une sérénade du chœur au bord de la mer, un concert en plein air d'instruments à vent, et même, quand Erilda brandit le poignard, une musique véhémente de coup de théâtre qui annonce un peu celle du retour des officiers de *Cosi,* voire de l'apparition du Commandeur dans *Don Giovanni...*

Ne forçons pas le trait : Mozart aurait pu signer toute la musique des *Pescatrici,* et c'est déjà beaucoup pour notre bonheur, mais il a porté l'opéra à une maturité et à une beauté suprêmes dont il n'y a ici que l'amorce. Et Goldoni s'est contenté de broder habilement sur un schéma classique : dans un petit peuple de pêcheurs, le seigneur Lindoro jette le trouble en annonçant qu'il vient chercher une princesse inconnue, écartée du trône par un tyran. Les deux sopranos écervelées font naïvement la roue en se voyant fort bien dans ce rôle. Mais l'inconnue est une de leurs compagnes, une mezzo (ou contralto) mélancolique, au lyrisme profond et noble, qu'une épreuve révélera. Elle épousera Lindoro, tandis que les fiancées regagneront avec plus ou moins de bonne grâce leurs amoureux moqueurs.

André Batisse, directeur du Théâtre de Metz, a réalisé lui-même la mise en scène vive, piquante et juste de ces *Pescatrici,* inventant des jeux et des gestes pleins de fraîcheur qui accompagnent la musique sans jamais l'entraver, dans des costumes délicieux de Marie-Pierre Millet et de légers décors d'Eric Chevalier faits de quelques éléments charmants (malgré une toile assez laide pour les changements de tableaux) : bateaux et filets, embarcadère orné d'un dais et d'un cygne, petits palais superposés et maisons à arcades couleur de soleil, et ce fauteuil Louis XVI que les laquais s'empressent de placer partout sous le séant du prince...

La distribution est une fête de printemps : deux exquises fiancées, Françoise Destembert et Donna Brown, celle-ci triomphant aisément de deux airs aux vocalises étourdissantes, auxquelles Leonard Pezzino et Gérard Garino donnent la réplique avec des voix fruitées et narquoises, Gilles Cachemaille, aux gestes étudiés, à la voix très maîtrisée, et Pierre-Yves Le Maigat, père adoptif de l'inconnu, malicieux et touchant, excellent tous deux dans ces rôles de composition.

Et comment Erilda (Benedetta Pecchioli) pourrait-elle ne pas être la princesse avec cette voix grave, large, émue, un personnage d'*opera seria* préromantique, dans cette bouffonnerie où Haydn semble indiquer par quelques petites touches le chemin qui mènera au *dramma giocoso* ? L'orchestre lui-même, si vivant et subtil, revêt déjà une ampleur symphonique parfois, avec de beaux récitatifs accompagnés, et celui de Metz fit preuve d'une réelle musicalité sous la direction de David Pieter de Villiers.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 15 et 17 février, au Théâtre de Rennes.

« Ni avec toi ni sans toi » d'Alain Maline

Pierre (Philippe Léotard) et Mathilde (Evelyne Bouix) sont mariés depuis plusieurs années, mais leur couple chancelle. Quand ce n'est pas lui qui disparaît brusquement, c'est elle qui s'en va. S'ils se retrouvent, ils se disputent. Le film d'Alain Maline s'appelle *Ni avec toi ni sans toi.*

Ancien assistant de Claude Lelouch, le jeune réalisateur a un penchant, on le sent, pour les conflits sentimentaux, pour l'amour passion qui finit par triompher de tout. Son récit embrouille volontairement la chronologie, fait des sauts dans le temps et l'espace pour dire, au-delà des malentendus, l'irrémédiable attachement de deux êtres qui doivent réapprendre à s'aimer en même temps, et de la bonne façon. La mise en scène s'attache trop à l'émotion et cherche à étoffer un sujet bien mince. Tout de même, il y a un ton prometteur. Et Evelyne Bouix, une actrice toujours en progrès.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Les messagers du jazz

Trente ans sur la brèche, les *Jazz Messengers* d'Art Blakey continuent de porter la bonne parole : « *Aidez le jazz,* s'est écrié le batteur au milieu d'un concert, *je vous en supplie, c'est votre musique plus que toute autre. Regardez, je ne suis pas fier, je vous supplie à genoux d'aider le jazz !* » Celui que Thelonious Monk considérait comme un des meilleurs batteurs avec qui il ait joué appartient à la génération de Max Roach et de Kenny Clarke récemment disparu (comme Kenny, il est originaire de Pittsburgh, où il est né en 1919). Revenus à des idées simples et carrées exprimées avec véhémence, les *Messengers* ont lancé plus de grands musiciens que tout autre groupe. Le dernier en date s'est fait un joli nom : Winton Marsalis. Et l'on parle déjà beaucoup de l'actuel trompettiste du groupe : Terence Blanchard.

Qu'on ne s'attende pas à un exercice de commémoration. Les *Messengers* vont de l'avant. Et le goût d'aujourd'hui colle à leurs compositions franches, que l'on peut siffler ou qui vous emportent « *Blues March,* indicatif légendaire de *Pour ceux qui aiment le jazz.* » Quant à Art Blakey, il continue d'avoir l'allant d'un *preacher* revisitant sa famille d'Afrique.

FRANCIS MARMANDE.

★ Art Blakey et les Jazz Messengers au New Morning, du 6 au 9 février à 20 h 30.

ROCK

Au Forum, à armes égales

La troisième édition du Rock au Forum a débuté en beauté le samedi 2 février avec les Chevaliers Brothers, un nouveau groupe londonien qui reprend, un peu à la manière de Joe Jackson sur son album parenthèse *Jumpin' Jive,* des classiques du jazz et du « doo-wop » des années 40 : une formule ouverte, qui autorise l'improvisation et surtout l'échange avec des musiciens extérieurs, comme ce fut le cas de Jesse Garon, notre rocker national en herbe — dont le nom d'emprunt, faut-il le rappeler, est celui du jumeau mort-né d'Elvis Presley — invité spécial de la soirée.

L'intérêt, la qualité de cette manifestation, se situent avant tout dans sa forme et sa globalité : elle permet de prendre le pouls de ce qui se fait dans le rock hors les circuits établis et les hit-parades. Passé l'amateurisme hésitant des groupes débutants, mais pas encore figés dans le prêt-à-écouter des groupes confirmés, se dessinent pendant neuf jours les intentions qui animent les tendances du moment. Jusqu'à présent exclusivement française, cette année la programmation voyage avec les Anglais de Chevaliers Brothers et Certain General, les Hollandais de The Nits et de De Div, (les Espagnols de Radio Futura même si les Portugais de Herois do Mar se sont décommandés à la dernière minute).

Il faut se féliciter de cette heureuse initiative qui sort le « rock d'ici » de son ghetto naturel et permet aux groupes français d'être confrontés, à armes égales, à leurs homologues étrangers. Il ne s'agit pas d'inventer sur le papier un concours où il n'y en a pas, mais c'est assurément l'occasion de remettre certaines pendules à l'heure, car, si différence il devait y avoir ici, elle ne saurait être de moyens mais d'inspiration.

A bien des égards, le Rock au Forum pourrait servir de modèle à d'autres manifestations du même type dans les régions : sa capacité d'accueil est à la mesure de l'affiche proposée. Sa formule, qui présente deux groupes par soir, leur garantit des conditions optimales : une scène de bonne taille, le temps nécessaire pour faire la balance du son et, à l'arrivée, un confort d'écoute pour le public. On sait, par contraste, ce que supposent de contraintes les festivals qui alignent traditionnellement plusieurs groupes le même jour : incohérence de la programmation, saturation de l'auditoire, inégalité des chances, dont les Français sont les premiers à faire les frais, subissant le pouvoir des groupes anglo-saxons qui leur interdisent souvent la possibilité de tester la salle avant de se produire.

Au Forum des Halles, les soirées ont des thèmes géographiques ou des styles : ainsi, le dimanche 3 février, Vulcain et Attentat Rock représentaient-ils la nouvelle génération du hard rock français. Annulée en dernière minute, la soirée ibérique n'aura pas été remplacée le lundi 4. Celle du mardi 5 s'annonce comme l'une des plus pointues, sous le signe d'un rock excentrique et nerveux avec Certain General, le nouveau groupe des afficionados britanniques, et Fatidic Seconde, un trio parisien.

La Souris déglinguée montrera, le mercredi 6, que, au-delà du culte qui lui est littéralement voué dans les banlieues, elle sait évoluer dans ses options et répondre à l'énergie par une certaine élégance, tandis que Les Bandits se feront l'écho d'une scène niçoise de plus en plus active avec un rock pressant chanté d'une voix féminine. Hard rock encore le jeudi 7 avec Stocks (de Lille), et rock'n roll acidulé avec les Désaxés (de Paris). The Nits et De Div partageront l'affiche hollandaise le vendredi 8 : pop précieuse et mélodies satinées pour les premiers, rock torturé pour les seconds. Enfin, le samedi 9, Carte de séjour (des Maghrébins de Lyon) avec son rock hybride chanté en « rhorbo », et Tohu-Bohu à l'inspiration éclatée entre rock, jazz et funk, dont l'existence est, pour l'instant, réservée au plaisir de jouer sur scène avec, notamment, Daniel Pabœuf, l'ancien saxophoniste de Marquis de Sade, et Jello, l'ancien guitariste de Starshooter, clôtureront le festival comme il avait commencé.

ALAIN WAIS.

★ Jusqu'au 9 février, à 21 heures, au Théâtre du Forum des Halles.

THÉÂTRE

« UN DROLE DE CADEAU », de Jean Bouchaud

Drôle de drame

Un drôle de cadeau est une histoire de passion, d'idéal et d'amour qui a laissé au fond du cœur de Jean Bouchaud, son auteur et metteur en scène, de douloureuses séquelles. Mais, dans *Un drôle de cadeau,* il n'y a ni vengeance ni rancœur ; seulement une immense tristesse et beaucoup de nostalgie. Nostalgie d'un temps où le rêve était encore possible, et dont Jean Bouchaud se souvient en haussant légèrement les épaules, l'air de dire : *« C'était trop beau pour que ce soit vrai. »*

En 1949, ils sont plusieurs à sacrifier leur week-end afin de faire vivre la cellule communiste de leur quartier. Tous croient dur comme fer que l'Union soviétique est la terre promise. Terre idéale, incarnant leurs illusions.

Léone Chalière, responsable fédérale du Parti, chevauche les dogmes du stalinisme avec un sérieux inébranlable. Josyane et Suzanne ne connaissent le monde qu'au travers des recettes de cuisine données par les journaux d'obédience socialiste. Roger Blot s'entraîne au fond d'un placard à la vigilance révolutionnaire, sans oublier qu'au fond de la cour Mme Scarfati, la concierge, a des rondeurs appétissantes. Enfin, Marcel Feuillard, à l'air doux et naïf, sera désigné par ses camarades pour aller porter lui-même à Moscou ce drôle de cadeau : une statuette de bronze destinée au soixante-dixième anniversaire de Staline. Il n'en reviendra que sept ans plus tard, après avoir connu la punition réservée aux mufles séditieux, aux infâmes fomentateurs de la contre-révolution : le Goulag sibérien. Les personnages de Jean Bouchaud font partie de ceux qui, en temps de guerre, partent en sifflotant, la fleur au fusil. Des idéalistes sans peur ni reproche qui enfourchent les grandes théories de l'histoire. De la chair à canon, comme on les appelle sans pudeur.

Jean Bouchaud les écoute discourir comme on écoute des adolescents refaire le monde. Il ne se moque pas d'eux, mais les traite au contraire avec beaucoup de tendresse et de douceur, et, s'ils sont drôles, irrésistibles même, jamais ils ne sont ridicules. On croit à leur fierté d'appartenir au Parti et de servir Staline, *« l'homme qu'ils aiment le plus ».* Leur intégrité contrebalance leur intransigeance ; leur sincérité équilibre le dogmatisme de certains de leur propos.

Tous les comédiens qui incarnent ce petit chef-d'œuvre de drôlerie amère sont irréprochables. Pas une fausse note dans la simplicité, la quotidienneté de leurs gestes. Il faut remarquer Roger Souza qui interprète Marcel Feuillard. Inénarrable comme les autres jusqu'au troisième acte, il devient bouleversant quand il revient le jour où ses camarades renouvellent leur carte du Parti. Amaigri, les cheveux légèrement blanchis, il n'a ni haine ni violence. Et, pourtant, il avait tellement envie d'aller au bal avec Josyane...

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Théâtre des Mathurins, 20 h 45.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TOI ET TES NUAGES : Porte de Gentilly (580-20-20) 20 h 30.

HERNANI : Chaillot (727-81-15) 20 h.

LES BONNES : Théâtre de Paris (280-09-30) 21 h.

VEILLÉE IRLANDAISE : Petit Odéon (325-70-32) 18 h 30.

DU SANG DANS LE COU DU CHAT : Studio Bertrand (783-99-16) 20 h.

LA PERLE DE LA CANEBIÈRE : Malakoff, Théâtre 71 (655-43-45) 20 h 30.

DERNIÈRE LETTRE D'UNE MÈRE JUIVE : Poche (548-92-97) 18 h 30.

LE RODEUR : Théâtre 13 (588-16-30) 20 h 30.

MAX GERICKE : Saint-Denis, TGP (243-00-59) 20 h 30.

LES FANTASMES DU BOUCHER : Mathurins (265-90-00). 20 h 45.

MA VIE, MA MORT, DE PASOLINI : Bastille (357-42-14) 19 h 30.

LE TOMBEAU D'ATRÉE : Bobigny MC (831-11-45) 20 h 30.

LA MOUETTE : Boulogne, TBB (603-60-44) 20 h 30.

ONCLE VANIA : Saint-Denis, TGP (243-00-59) 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 18 h 30 : Tristan et Isolde.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

☞ CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre (lun.), 20 h : Hernani.

PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : Veillée irlandaise, de R. Maguire.

☞ TEP (364-80-80), 20 h 30 : Clair d'usine.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Richard III ; 18 h 30 : Lazar Berman, pianiste soviétique (Schubert, Liszt, Prokofiev).

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : la Milliardaire, de G.-B. Shaw.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 21 h : le Moine noir (dern.).

AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), 20 h : Piedigrotta ; 21 h : la Vie cause de mort.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), à 15 h et 21 h : Asmodée.

ASTELLE-THÉÂTRE DU XIXe (238-35-53), 20 h 30 : Vae Soli.

☞ ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

☞ ATHÉNÉE (742-67-27), 19 h : les Serments indiscrets ; 18 h 30 : Voyages d'hiver.

☞ BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Ma vie, ma mort, de Pasolini 21 h : Still Life.

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Théâtre de Bouvard.

☞ CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Rêves.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Un rite pour le dire.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), La Resserre 20 h 30 : Le train était à l'heure ; Galerie 20 h 30 : le Plus Heureux des trois.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h : Léocadia.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir. 22 h 30 : Lili.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : Architruc.

EDOUARD-VII (742-57-49) 20 h 30 : Chapitre II.

ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : la Drôlesse.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : le Misanthrope.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Coelina ou l'enfant du mystère.

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19), 18 h 30 : les Hivernants.

ESSAION (278-46-42), I. 19 h : Hiroshima mon amour 85 ; 20 h 30, sam. 17 h : Un habit d'homme. II. 21 h : Caméléon.

☞ FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Pink Thunderbird.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : les Prénoms effacés.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h, Usinage.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Guérison américaine.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : les Eaux et les Forêts ; 21 h 45 : Jonas. — II. 20 h : Pour Thomas ; 21 h 45 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h : Parlons français n° 2 ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 21 h : Hedda Gabler ; 21 h 30 : la Plus Forte.

☞ MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : l'Ouest, le vrai.

MARIE-STUART (508-17-80), 22 h : Savage Love ; 20 h 30 : Hold up.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon ; Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la Berlue.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau. Petite salle 20 h 45 : les Fantasmes du boucher.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle 21 h : Arbres de vie.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), 18 h 30 : Théâtre à la mode.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Louloute.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

POCHE MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils).

PORTE - DE - GENTILLY (580-20-20). 20 h 30 : Toi et tes nuages.

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : la Fille de Rappaccini.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

☞ TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : Evasion.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), *20 h 15* : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 21 h : les Bâtisseurs d'empire.

☞ THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : le Rôdeur.

☞ THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : le Malentendu.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30). Petite salle, 21 h : Games. — Grande salle, 21 h : les Bonnes.

THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88). 21 h : Lysistrata.

THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 15 : Rattraper le temps ; 12 m² de théâtre politique.

☞ THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 19 h : Cinq Nô modernes.

THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Carmen cru.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : Chacun pour moi.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

La danse

18 THÉÂTRE (226-47-47), 20 h 30 : Miss Kaputt ; 22 h : First on Ritual.

☞ *PALAIS DES GLACES* (607-49-93), 21 h : Cie A. Germain.

☞ TH. PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : A. Rumani, C. Dedau, Cie Le Pont des arts.

Mardi 5 février

Les concerts

A Dejazet, 18 h 30 : A.-M. Berthoux, A. Delfa, Ph. Loli, F. Szoni (Sor, Merx, Bach...).

☞ Salle Gaveau, 20 h 30 : A. Szegedi (Beethoven).

☞ Th. des Champs-Elysées, 18 h 30 : E. Rogier, P. Dassis, D. My (Fauré) ; 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. L. Maazel (Falla, Debussy, Ravel).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble orchestral Harmonia Nova, dir. D. Bouture (Bach, Pergolèse).

Salle Cortot, 20 h 30 : Ensemble Espace musique (Hurel, Dallapiccola...).

Grande Galerie du Louvre, 21 h : Orchestre de chambre de Paris (Mozart, Bach, Haydn...).

Eglise St-Germain-l'Auxerrois, 21 h : Orchestre de chambre Vuillermoz, dir. F. Vuillermoz (Pergolèse).

Th. du Musée Grévin, 20 h 30 : H. Cassod, D. Abramovitz (Haydn, Satie, Duparc...).

Salle A. Marchal, 20 h 45 : S. Kudo, S. E. Fukuda (Ravel, Schubert, Saint-Saëns).

Eglise des Billettes, 21 h : Chœur d'Etat de Plovdiv (chants polyphoniques).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

16 h : Hommage à Denise Vernac : la Danse de mort, de M. Cravenne ; 19 h : Films des étudiants de l'IDHEC : Grange rouge, de P. Revelard ; le Contrat, de J.-M. Boulet ; les Amantes de l'absolu, de V. Deschesnes ; Green Rush, de L. Getreau ; Noces de sable, de V. Loiseleux ; 21 h : *l'Homme aux mille visages*, de J. Pevney.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), République Cinéma, 11e (805-51-33).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic, 14e (544-43-14).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

L'APOCALYPSE DE L'OCEAN ROUGE (Fr.-it., v.o.) : Ermitage 8e (563-16-16) ; V.f. : Rex 2e (236-83-93).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Parnassiens, 14e (320-10-19).

A NOUS LES GARÇONS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Gaîté-Boulevard, 9e (233-67-06) ; Normandie, 8e (563-16-16).

L'AUBE ROUGE (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e, (742-56-31).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Espace Gaîté 14e (327-95-94).

BOLÉRO (A., v.o.) (*) : UGC Marbeuf 8e (561-94-95) ; V.f. : UGC Boulevard 9e (574-95-40).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25)

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

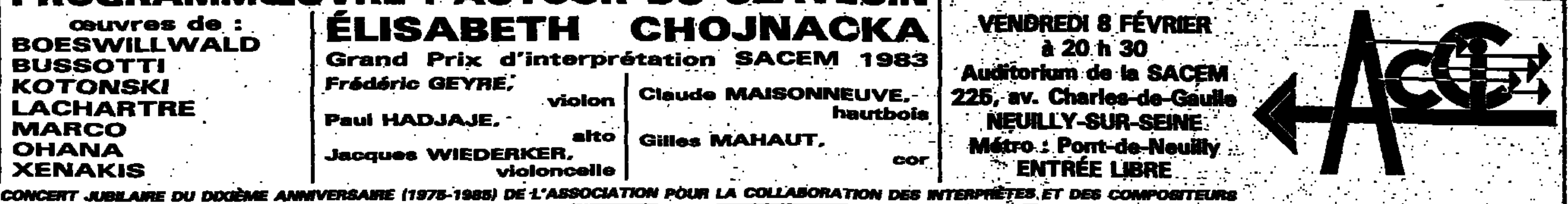
CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC-Normandie, 8e (563-16-16) ; V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC-Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC-Convention, 15e (564-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention,





هكذا من الأصل

SPECTACLES

15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) : Gambetta, 20e (636-10-96).

LE CRIME D'OVIDE PLOUFFE (Canadien-français) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LE DÉFI DU TIGRE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

EMMANUELLE IV (Fr.) George V, 8e (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e, (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BUKOWSKI (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

GLAMOUR (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

GREMLINS (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Champs-Elysées, 8e (563-16-16) ; V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) ; Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Marylin, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George-V, 8e (562-41-46).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

NEMO (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

PALACE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; Lumière, 9e (247-49-07).

LA POULE NOIRE (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

QUILOMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES RIPOUX (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

RENDEZ-VOUS A BROAD STREET (A. v.o.) : Colisée, 8e (359-29-45).

LES RUES DE L'ENFER (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; George-V, 8e (561-41-46). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) : George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TRAIN D'ENFER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Lumière, 9e (246-49-07).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LES FILMS NOUVEAUX

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI, film français de Francis Perrin : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

DESPERATE LIVING, film américain de John Waters, v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30).

ELEMENT OF CRIME, film danois de Lars von Trier, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Les 7 Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Lumière, 9e (24649-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

EL NORTE, film américain de Gregory Navas, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

HORROR KID, film américain de Fritz Kiersch, v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES NANAS, film français d'Annick Lanoë : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) : Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

NI AVEC TOI, NI SANS TOI, film français d'Alain Maline : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (562-20-40) : UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES ORGIES DE CALIGULA (**), film italien de Lawrence Webber, v.o. : Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

PROFESSION : MAGLIARI, film inédit de Francesco Rosi, v.o. : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

RAZORBACK (*), film américain de Russel Maulcahy, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Le Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SŒURS DE SCÈNE, film chinois de Xie Jin (1965), v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30).

URGENCE, film français de Gilles Béhat : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra (742-56-31) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount-Orléans (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 5 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Jeu : Enigmes du bout du monde.**
Proposé par J. Antoine et C. Savarit.
Enigmes en vingt-six épisodes. « Remake » de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor »...

21 h 40 **Championnats d'Europe de patinage artistique à Göteborg.**
Figures libres couples.

22 h 35 **Tintam'art.**
Emission d'Antoine Gallien.
*1985 : centenaire de la mort du « plus grand poète, hélas ! », Hugo, qu'Antoine Vitez monte au théâtre. Un dossier sur l'auteur d'*Hernani*, avec la participation d'Alain Decaux, Jean-François Kahn. Et les actualités de la semaine.*

23 h 30 **Journal.**
0 h **C'est à lire.**
0 h 5 **Tify s'il te plaît, raconte-moi une puce.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 **Les dossiers de l'écran.**
Emission d'Armand Jammot.

20 h 45 **Cinéma : Malevil.**
Film français de C. de Chalonge (1980), avec M. Serrault, J. Dutronc, R. Dhéry, J. Villeret, J.-L. Trintignant.
Dans les ruines du domaine de Malevil, le châtelain et un groupe d'hommes et de femmes rescapés de ce qui semble être une catastrophe atomique, cherchent à reformer une société. Un film de science-fiction qui, du point de vue spectaculaire, est une tentative insolite dans le cinéma français. C'est aussi une fable sur l'inévitable recommencement des maux de civilisation, dans le cycle historique.

22 h 35 **Débat : Demain la bombe, et après ?**
Avec Mme d'Harcourt, député non-inscrit des Hauts-de-Seine ; M. Joly, directeur du cabinet de M. Tazieff ; le général Gallois, spécialiste des affaires stratégiques ; M. Felden, professeur de physique nucléaire à l'université de Nancy ; le docteur Feuilhade, cancérologue ; M. Laulan, économiste et M. Audouze, astrophysicien.

23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **La dernière séance : soirée Virginia Mayo.**
D'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualités (1950) ; Bugs Bunny ; Eddy Mitchell annonce le premier film ; à 22 h 35 Tex Avery : réclames de l'époque ; entracte ; attraction ; Eddy Mitchell annonce le deuxième film.

20 h 50 **Premier film : Capitaine sans peur.**
Film américain de R. Walsh (1951), avec G. Peck, V. Mayo, R. Beatty, T. Morgan, M. Kalsall, J. Kenny, J. Robertson-Justice.
Au début du dix-neuvième siècle, les actions d'éclat d'un officier de marine britannique, au service de son pays dans la guerre contre Napoléon Ier. Film d'aventures historiques au lyrisme exalté. Walsh au service de la tradition hollywoodienne n'a pas lésiné sur les scènes d'abordage et de combats. Son héros, joué par Gregory Peck, est aussi un caractère d'exception.

23 h **Journal.**

23 h 20 **Deuxième film : la Fille du désert.**
Film américain de R. Walsh (1949), avec J. McCrea, V. Mayo, D. Malone, H. Hull, J. Archer, J. Mitchell (v.o. sous-titrée. N.).
Vers 1870, au Colorado, un hors-la-loi évadé qui voulait changer de vie tente un dernier coup. Il est trahi par ses complices et s'enfuit avec une métisse.

0 h 55 **Folies ordinaires : Charles Bukowski.**

FR 3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Wil Cwac Cwac ; 17 h 12, Cinéma : L'homme du jour, de Julien Duvivier ; 18 h 40, Jazz off ; 18 h 51, Feuilleton : Janique aimée ; 19 h 6, Atout pic ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Cinéma : l'Ami de Vincent, de P. Granier-Deferre ; 22 h, Cinéma : la Scarlatine, de G. Aghion ; 23 h 35, SLAM ; 0 h 20, Cinéma : la Chute de la maison Usher, de R. Corman ; 1 h 35, Batman ; 2 h, l'Héritage des Samouraïs.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Pour ainsi dire : Poésie.**
21 h **Entretiens avec Tapiès.**
21 h 30 **Musique** : diagonales ou l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : Oum Kalsoum.
0 h **Le rendez-vous de minuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (donné au Grand Auditorium le 31 janvier) : *Consolations. Etudes d'exécution transcendante*, de Liszt ; *Fantaisie en ut majeur*, de Schubert et *Six Lieder*, de Schubert et Liszt, par Jorge Bolet, au piano.
23 h **Les soirées de France-Musique** : Jazz-club (en direct du New Morning.

Mercredi 6 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 **ANTIOPE.**
11 h 45 **La Une chez vous.**
12 h **Feuilleton : Buffalo Bill.**
12 h 25 **La bouteille à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 40 **Vitamine.**
16 h 30 **Infos-jeune (et à 18 h 25).**
16 h 45 **L'année de A à Zèbre.**
Nouveau magazine du rock, du cinéma, de la mode, de la photo, du graphisme, proposé par C. Fay-Keller et C. Malaval.
17 h 30 **La chance aux chansons.**
18 h **Nounours.**
18 h 5 **Le village dans les nuages.**
18 h 40 **Série : Huit, ça suffit.**
19 h 15 **Jeu : Anagram.**
Pour remplacer les actualités régionales : un nouveau jeu animé par l'acteur Michel Constantin.
19 h 40 **Cocoricocoboy.**
19 h 53 **Tirage du Tac-o-tac.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Tirage du Loto.**
20 h 40 **Série : Dallas.**
J.R. et Jessica découvrent qu'ils partagent les mêmes sentiments à propos du « mariage » d'Ellie et Clayton. Tant mieux !
21 h 30 **Documentaire : Dialogue pour un portrait, Roger Hanin.**
Réal. D. Varenne.
Origines, formation, culture, de l'acteur Roger Hanin, metteur en scène et réalisateur du film Train d'enfer, *qui vient de sortir sur les écrans. Un portrait constitué d'interviews, de reportages, d'extraits de films et de pièces de théâtre.*
22 h 45 **Cote d'amour.**
Emission de G. Foucault et L. Touitou, présentée par Sidney.
Variétés en direct de la salle Wagram, Axel Bauer, Alain Bashung ; vidéo, etc.
23 h 20 **Journal.**
23 h 40 **C'est à lire.**
23 h 55 **Tify s'il te plaît, raconte-moi une puce.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 **Télévision du matin.**
8 h 30 **Feuilleton : Escalier B, porte 4.**
9 h 55 **Ski : championnat du monde.**
10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : les Amours des années 50.**
13 h 45 **Dessins animés : l'Empire des 5.**
14 h 15 **Récré A 2.**
16 h 50 **Micro-Kid.**
17 h 25 **Platine 45.**
18 h **Les carnets de l'aventure.**
Nanga Parbat : premières images, premières pratiques de cette pratique intimiste qu'est l'ascension par un couple d'un sommet de l'Himalaya.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Le seul témoin.**
De Dominique Fabre, réal. J.-P. Desagnat, avec D. Carrel, J.-F. Garreaud, N. Calfan...
Après une fausse couche, Catherine apprend qu'elle n'aura pas d'enfants. Au bord de la dépression, elle accepte d'emmener à la campagne un petit garçon souffrant d'un manque affectif. Commence, alors, un cauchemar, un complot, dont Catherine sera la victime.
22 h 10 **Cinéma-Cinémas.**
Magazine de M. Boujut, A. Andreu, C. Ventura.
Au sommaire : Arthur Penn ; Emile Couzinet ; Clint Eastwood ; Niklos Rozsa ; Jean-Luc Godard pour la sortie de son dernier film ; Greta Garbo.
23 h 5 **Patinage artistique.**
Championnat d'Europe à Göteborg en Suède.
23 h 40 **Journal.**
0 h 5 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
19 h 55 **Dessin animé : Lucky Luke.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 35 **Ring-Parade : Cadence 3.**
Emission de G. Lux et L. Milcic.
Autour de Michel Delpech.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Téléfilm : Fanchette.**
D'O. Gaupmann et R. Martial, avec V. Bordelet, A. Foures, A. Van Molder.
1843 dans le Berry : le médecin d'un hospice rencontre une enfant, une pauvre fillette qu'on appellera Fanchette. L'évocation d'un fait divers qui vit intervenir George Sand. Emouvant.
23 h 15 **Folies ordinaires : Charles Bukowski.**
23 h 20 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denizot ; 9 h, Cabou Cadin (les Minipouss, un bateau pour l'aventure, Heathcliff et Marmaduke) ; 10 h 20, Robin-des bois ; 11 h 15, Top dancing ; 12 h 5, L'homme au katana ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Max Romana, Scherlock Holmes, Paul et les Dizygotes, Mister T, les Quatre Filles du Dr March) ; 16 h, Ellis Island ; 17 h 15, Rock concert ; 18 h 4 SLAM ; 19 h 15 Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Hill Street Blues ; 21 h 15, Série : Soap ; 21 h 50, Cinéma : Contamination, de L. Coates ; 23 h 20, SLAM ; 0 h 3, Cinéma : Je sais que tu sais, d'A. Sordi ; 1 h 35, Robin des Bois.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, *Le goût du jour* ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les humanistes rhénans (et à 10 h 50 : le vrai père, c'est le langage) ; 9 h 5, Matinée : La science et les hommes. La physique des transitions et les différents états de la matière ; 10 h 30, *Musique : Miroirs* (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : A propos des nouvelles collections aux éditions Ecole des loisirs et Flammarion Père Castor ; 11 h 30, Feuilleton : « Tristan et Iseut » ; 12 h, Panorama ; 12 h 45, Avant-première : Farid Paya et l'opéra nomade ; 14 h, Un livre, des voix : « *Quartier perdu* », de Patrick Modiano ; 14 h 30, Passage du témoin, Maxwell Stern par Thomas Ferenczi (rediff.) ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire, spécial Victor Hugo ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Nantes ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Génétique, vieillissement et perspective de la génétique ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Ch. Ivaldi.
20 h 30 **Antipodes** : Rencontres avec Roberto Juarroz à Paris.
21 h 30 **Musique** : Pulsations, Antigma, Antidogma.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : Mi-temps.
0 h *Le rendez-vous de minuit.*

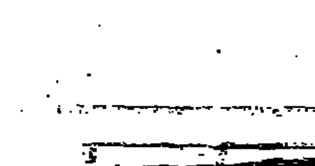
FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu, magazine de l'actualité musicale ; 9 h 8, *Le matin des musiciens* : Miroirs de Stravinsky ; 12 h 5, Le temps du jazz : Le jazz en France (1942) ; 12 h 30, Concert (échanges internationaux) : *Rossini, Martinu, Paganini, Liszt*, par le duo de la Philharmonie de Berlin ; 14 h 2, Jeunes solistes ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : L'art de la méthode. Œuvres de Czerny, Weber, Mendelssohn, Hiller, Schumann... ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ? 19 h 15, Spirales. Magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 **Concert** (en direct des Champs-Elysées) : *le Tricorne*, extraits : trois danses ; *Nuits dans les jardins d'Espagne pour piano et orchestre*, de Manuel de Falla ; *Iberia*, de Debussy ; *Rhapsodie espagnole*, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. N. Freire, au piano.
23 h **Les soirées de France-Musique** : Nocturnes, œuvres de Mozart, Boccherini, Schubert.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 6 FÉVRIER

– *M. Henri Fiszbin*, président des Rencontres communistes, ancien membre du comité central du PCF, est invité au journal de 8 heures, sur RMC.



COMMUNICATION

APRÈS LE RACHAT DU JOURNAL PAR M. MAX THÉRET

Son fondateur, M. Claude Perdriel annonce une relance du « Matin de Paris »

M. Claude Perdriel, PDG du *Matin de Paris* et de l'hebdomadaire *le Nouvel Observateur*, annonce, dans un éditorial publié ce mardi 5 février, que M. Max Théret a pris le contrôle du *Matin*, comme nous le laissions prévoir (*le Monde* daté 3-4 février). M. Max Théret, ancien cofondateur de la FNAC et actionnaire principal de *l'Autre Journal* (ex-*Nouvelles littéraires*), est le « chef de file » d'un groupe d'actionnaires qui, *« à titre privé », « va reprendre plus de 50 % du capital ». « En dehors de mon départ,* précise le fondateur du quotidien, *« le Matin » ne change pas. Il reste indépendant et de gauche ».*

Il est 19 heures, lundi, rue Hérold à Paris, dans ce premier étage de bureaux vitrés s'emboîtant les uns dans les autres. Pour la seconde fois dans la journée, la société des rédacteurs du *Matin* réunit les journalistes. Après l'annonce du rachat — attendu depuis des semaines — dans la matinée, une première assemblée s'était tenue à midi. Inquiétude. Qui est derrière M. Théret ? Quel est son projet rédactionnel ? Y aura-t-il des départs, des licenciements ? *Dans une rédaction exsangue* — une soixantaine de journalistes seulement, alors qu'il y avait cent quarante titulaires de cartes de presse en juillet 1983, — c'est l'inquiétude, certes, mais aussi le soulagement. La situation ne pouvait guère durer. Rendez-vous sont demandés au déjà ancien patron et au nouveau.

Et dans la soirée, on en est encore à relire l' « édito » de Claude Perdriel qui circule de table en table. Commentaires las. *« On attend. » « On verra. »* Questions, encore. *« Indépendant du pouvoir, vraiment ? » « Quels moyens pour relancer le journal ? »*...

L'article de M. Perdriel contient les explications que l'on connaît : déficit de gestion malgré des compressions de dépenses (le personnel est passé de deux cent cinq salariés à cent vingt-cinq), baisse de la diffusion, incapacité du propriétaire du *Matin* à faire face seul. Il ne dit mot sur la mauvaise santé de l'hebdomadaire du groupe. *Le Nouvel Observateur*, qui avait engendré *le Matin*, l'avait aussi renfloué dans le passé ; mais, en 1984, *le Nouvel Observateur* aussi se trouve en difficulté : la diffusion a baissé, la publicité aussi. Il fallait donc que *le Matin « assure financièrement son développement et retrouve une bonne rentabilité »*.

M. Perdriel donne alors une triple assurance. D'une part *« l'emploi de chacun, son salaire, ses conditions de travail, sont garantis »*. D'autre part, *« grâce à un apport d'argent,* le Matin *va pouvoir être imprimé en couleurs, augmenter sa pagination, créer de nouvelles rubriques régulières »*. Enfin, *le Matin, « journal de gauche et indépendant »* le restera : *« Le rôle du* Matin, écrit Claude Perdriel, *c'est de dire les faits et d'être engagé sans mélanger le commentaire et l'information. Les futurs actionnaires se sont engagés à ce que cela soit respecté. »* Preuve de cette continuité : Vincent Lalu, *« qui a été l'artisan principal »* d'une politique rédactionnelle dynamique ces dernières semaines — M. Perdriel parle même d'*« une éclatante santé professionnelle »*, — reste à la tête de la rédactions.

Ce texte est accompagné dans *le Matin* de la position de l'intersyndicale CGT-CFDT des salariés et de celle adoptée lundi soir (à l'unanimité moins une abstention) par l'assemblée de la société des rédacteurs. *Les syndicats demandent « que le dialogue social, qui a si cruellement fait défaut dans la récente période, s'instaure enfin dans l'entreprise »*. Ils réclament de M. Théret qu'il donne à son tour des *« garanties concernant l'emploi, les salaires, les conditions de travail et l'indépendance »*.

L'indépendance est aussi la préoccupation majeure de la société des rédacteurs : *« Nous ne faisons aucun procès d'intention à quiconque. Mais (...) nous souhaitons obtenir des garanties concrètes (...). Notre façon d'être à gauche, nous la définissons chaque jour nous-mêmes, entre nous, et nous ne nous la laisserons dicter par aucun pouvoir. »* La société des rédacteurs estime que l'indépendance du *Matin de Paris « est la condition de sa survie et de son succès »*.

Les journalistes du *Matin* ne sont pas tous convaincus que ces fameuses garanties leur seront acquises. Pour certains, l'alternative sera peut-être alors entre une nouvelle dynamique — mais davantage de pressions du pouvoir — et un départ avec indemnités (la « clause de conscience »). C'est sans doute la différence qui existe entre journalistes « ayant une sensibilité de gauche » et journalistes « militants de gauche ». Une nuance peut-être parfois difficile à saisir pour les lecteurs, mais bien réelle chez les professionnels.

Y. A.

Le pouvoir cherche « son » quotidien

Qu'est-ce qu'être *« indépendant et de gauche » ?* C'est la question que se posent et que vont se poser dans les prochaines semaines les journalistes du *Matin de Paris* *(d'autres peuvent s'en poser une* analogue, de l'autre côté de l'échiquier politique). L'indépendance rédactionnelle est-elle compatible avec un engagement déterminé, à plus forte raison lorsque celui-ci est en faveur du pouvoir en place ?

Dans le cas du *Matin*, se poser ces questions, c'est essayer de répondre à trois interrogations plus précises : quels investisseurs sont derrière M. Théret ? Celui-ci est-il un homme indépendant ? Que veut exactement *le pouvoir* ? *Quelques* éléments de réponse existent déjà.

Ancien patron de la FNAC, M. Théret est considéré comme proche de l'économie sociale ou « tiers secteur » : le monde associatif, coopératif, mutualiste, dont on sait qu'il a, ici et là, des assises financières, et notamment bancaires, solides. C'est un peu le réservoir financier de la gauche, et c'est lui qu'elle a déjà mis à contribution dans le passé pour telle ou telle opération. Bien que M. Perdriel parle d'actionnaires *« à titre privé »*, il est probable que des soutiens financiers soient acquis de ce côté, M. Théret lui-même pouvant *apporter une somme non négligeable* (de l'ordre d'une, voire plusieurs dizaines de millions de francs). On se souvient que lors de la tentative de rachat de *France-Soir* à M. Robert Hersant, en 1981, les mutuelles et coopératives étaient déjà derrière M. Théret.

Celui-ci est considéré, par ses proches, comme un esprit indépendant. Au moment des ultimes négociations avec M. Perdriel, il nous a déclaré qu'*« il ne changerait rien de fondamental »* à la ligne politique du *Matin de Paris* et n'avait pas l'intention de bouleverser l'équipe rédactionnelle. Il n'empêche que M. Max Théret est devenu, ces dernières années, le « repreneur » de presse de la gauche.

Pour *France-Soir*, il ne s'agissait pas d'une initiative personnelle. M. André Rousselet, le PDG du groupe Havas, était le principal instigateur de l'opération, à une époque où il dirigeait le cabinet du président de la République. Le rachat des *Nouvelles* à M. Philippe Tesson, avec M. Jean-Pierre Ramsay, avait tout autant une portée politique.

La reprise du *Matin de Paris* s'inscrit dans le même schéma. Cela fait plusieurs mois, en effet, que le pouvoir souhaite disposer, avant les élections de 1986, d'un journal « sûr ». Or *Le Matin* de M. Perdriel, trop libre, trop fantasque, ne l'était pas. Il fallait choisir entre trois solutions. Certains étaient partisans de la création d'un nouveau quotidien. D'autres envisageaient une fusion *le Matin-Libération* (mais le quotidien de M. Serge July est-il plus « sûr » que celui de M. Perdriel ?) D'autres enfin souhaitaient faire du *Matin de Paris* le socle de l'entreprise.

Un certain nombre de rencontres et de conciliabules ont eu lieu dans les allées du pouvoir, et jusque dans l'appartement privé du président de la République, rue de Bièvre. Parmi les questions sous-jacentes : fallait-il un journal « ouvertement socialiste » ou bien soutenir un « journal de gauche indépendant » ? En arrière-fond, la stratégie électorale pour l'après 86 : l'affrontement gauche-droite ou le rassemblement des « républicains ».

Le Matin allait mal. Il fallait saisir l'occasion. Pourtant, M. Claude Perdriel *n'a pas été facile à convaincre*. Il a été reçu, plusieurs fois semble-t-il, à l'Elysée, avec M. Bernard Villeneuve, son administrateur. Il a fallu lui forcer la main.

Les faits — c'est-à-dire le contenu du *Matin de Paris* et la transparence de ses capitaux — donneront une réponse exacte aux interrogations. Mais le contexte de cette « reprise » ne paraît pas établir d'emblée l'indépendance souhaitée par les journalistes.

YVES AGNÈS.

Un homme d'affaires de gauche

M. Max Théret, qui vient de prendre — avec d'autres actionnaires — une participation majoritaire dans le capital du journal *le Matin*, a soixante-douze ans. C'est un homme d'affaires qui a réussi. La FNAC — le célèbre magasin qui a introduit les méthodes modernes de distribution en France, notamment dans le domaine de la photographie — est son œuvre. Un succès qu'il partage avec André Essel, le « copain » de toujours.

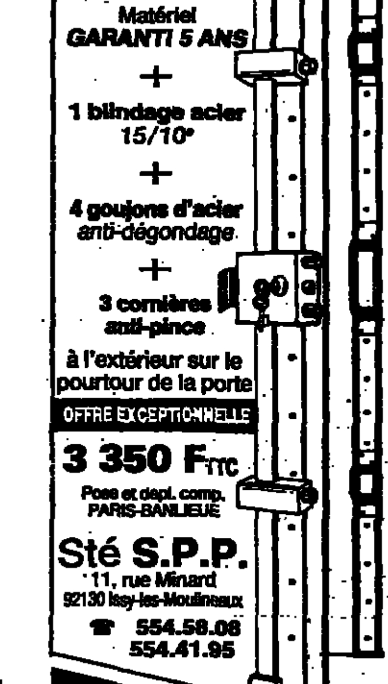
Autant Essel était fougueux, extraverti — *brutal dans le contact même*, idéaliste dans ses ambitions culturelles, — autant Théret était effacé, calme, peu bavard. La pondération, le réalisme, la gestion, c'était lui. L'équipe avait de l'envergure parce que chacun apportait quelque chose à l'autre.

La trajectoire de Théret est intéressante pour bien des raisons. Proche de Trotski lors du séjour de celui-ci à Paris (1933-1935) — probablement même son garde du corps, — Théret n'a alors que vingt ans. Il participe ensuite, avec les Républicains, à la guerre d'Espagne, puis fait de la résistance. Il sera décoré de la croix de guerre.

Cet engagement politique très poussé n'empêchera pas l'homme d'avoir les pieds bien sur terre. C'est probablement ce qui expliquera sa réserve pendant des années, une réserve qui le fera un peu vivre dans l'ombre de l'ami.

Depuis la brillante aventure de la FNAC (reprise en 1977 par les COOP), le personnage s'est révélé au grand jour : chaleureux et simple malgré sa fortune, tolérant malgré ses sympathies non dissimulées pour la gauche, homme d'affaires avant tout. Chez lui la générosité n'est pas bâtie sur les illusions. Ce qui explique qu'on le trouve dans diverses sociétés et notamment aux éditions Jour-Azur, qui éditent le Guide Gault et Millau. C'est aussi ce qui explique qu'en mai 1982 il négocie à la tête d'un groupe de mutuelles et de coopératives avec Robert Hersant pour le rachat de *France-Soir*, négociations rompues deux mois plus tard.

Les affaires, la gauche : voici Théret qui rebondit.



UNE THÈSE A LA SORBONNE

Deux « journaux de prestige » : Le Monde *et le* Washington Post

Le Monde est-il une institution ? Cette question, souvent posée, était au cœur de la discussion qui s'est tenue, *lundi 4 février*, à la Sorbonne, où M. Jean Padioleau, professeur à l'ESSEC, soutenait une thèse d'Etat de sociologie sur le thème « L'entreprise de presse comme institution », reposant sur une comparaison entre notre journal et le *Washington Post*.

Pour l'auteur, la réponse ne fait pas de doute : *l'originalité* de ces deux journaux tient précisément, explique-t-il, à leur caractère d'institution, c'est-à-dire au fait qu'ils s'assignent délibérément une *« mission »* culturelle, sociale et politique, au nom de valeurs à vocation universelle, comme la vérité, le bien public et l'intérêt général. L'organisation technique et administrative est soumise à cet objectif prioritaire : la création d'un *« journalisme de prestige »*, ou *« de référence »*, s'adressant aux décideurs, et plus largement à tous les citoyens s'intéressant à la chose publique.

Deux facteurs, selon Jean Padioleau, ont permis à ces deux journaux d'atteindre leurs objectifs : d'une part, l'indépendance conquise à l'égard des puissances financières et des divers groupes de pression politiques ou économiques ; d'autre part, le processus de *« professionnalisation »*, qui a permis aux journalistes de se forger des règles strictes quant au traitement de l'information et aux relations avec les *« sources »*.

Mais, par-delà ces caractères communs, les deux journaux diffèrent par de nombreux traits, que Jean Padioleau a mis en lumière après un long séjour dans les deux rédactions, à l'occasion des campagnes présidentielles de 1980 (aux Etats-Unis) et de 1981 (en France). *Le Monde*, observe-t-il, pratique un journalisme axé sur la documentation, l'analyse et le commentaire, alors que le *Washington Post* cherche surtout à mettre en scène l'information, à décrire la réalité et à surprendre le lecteur.

Le premier s'intéresse plus aux idées et se fait pédagogue ; le *second cherche à débusquer des faits* et se veut « raconteur d'histoires ». Et Padioleau montre fort bien comment ces deux conceptions journalistiques se traduisent dans l'organisation du travail, l'aménagement des bureaux, le contrôle de la copie et la structure hiérarchique. Alors que la *rédaction* du *Monde* est *composée de spécialistes très indépendants* et ayant des territoires bien définis, réunis dans des services fortement structurés et s'emboîtant dans des organigrammes précis, les reporters du *Washington Post*, assemblés dans une immense salle de rédaction apparemment informelle et dirigée par un animateur doté *d'une forte personnalité* (Ben Bradley), sont soumis entre eux à une forte concurrence, qui valorise la mobilité et l'exploit individuel.

Le discours et le jeu

Pour notre sociologue, ces distinctions ne font que refléter les différences de culture politique entre les deux pays. En France, l'information est très centralisée, et le débat politique, qui se joue entre *des partis stables et soucieux de pureté doctrinale, est d'abord idéologique*. D'où l'intérêt du *Monde* pour le discours politique. Aux Etats-Unis, au contraire, une campagne présidentielle apparaît comme un jeu excitant et incertain entre des individus que peu de chose séparent sur le plan des idées.

C'est pourquoi le contexte américain a favorisé le professionnalisme journalistique, c'est-à-dire une pratique autonome et neutre de l'information, alors qu'en France *le Monde* constitue une exception dans une presse marquée par l'engagement partisan et la lutte idéologique. « Le Monde, *a inventé une troisième voie d'écriture de presse, entre la simple information et l'écriture partisane »*, affirmait-il.

Equilibre évidemment difficile à tenir et certains membres du jury ont souligné les risques de *« dérive »* ou les *« signes de dégradation »* qui menaçaient le journal de la rue des Italiens.

Mais surtout, comme l'a fait observer Michel Crozier, le problème le plus difficile auquel se heurte une institution est celui de l'innovation. Ayant tendance à vivre en vase clos, à se protéger des influences extérieures par des règles pointilleuses, à exacerber en son sein les débats politiques, l'institution, au *moment même où elle* triomphe, est guettée par la paralysie. Elle doit savoir rester attentive à son environnement, percevoir les évolutions et trouver en elle-même les ressorts pour s'y adapter, sans perdre les principes qui font sa spécificité.

« Le Monde, *est-il une institution ? »*, demandait-on à M. Hubert Beuve-Méry dans une récente émission télévisée. *« Plutôt qu'une institution, je préfère dire une aventure »*, répliquait le fondateur du *Monde*. C'était répondre par avance au problème soulevé par le nouveau docteur de la Sorbonne (1).

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Le candidat a été reçu avec mention très honorable par le jury composé de MM. François Caron (président), François Bourricaud (rapporteur), Pierre Albert, Michel Crozier et Alfred Grosser.

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

Le groupe Hersant met les bouchées doubles

Le Figaro du mardi 5 février publie la lettre de M. Robert Hersant adressée lundi au PDG d'Havas, M. André Rousselet, pour lui proposer officiellement l'achat de la participation de l'agence dans le capital de Canal Plus (*le Monde* du 5 février).

« Vous êtes soucieux des intérêts de votre société et du patrimoine de ses actionnaires. Il apparaît sans équivoque qu'une grave menace pèse sur l'avenir, du seul fait des difficultés de Canal Plus (...). Canal Plus, simulacre de chaîne de télévision privée où l'Etat demeure majoritaire, a le choix : devenir la quatrième chaîne du service public ou la première chaîne réellement privée et libre. Je propose de mener à bien la mutation qui correspond au vœu des Français et, ai-je cru le comprendre, au souhait du président de la République. »

Comment douter encore de la volonté de M. Hersant, et de son habileté... diabolique ? Il provoque M. Rousselet en ayant l'air de lui tendre une main secourable, et prend de court le gouvernement en le prenant au mot (*« Le président de la République souhaite des chaînes privées ? C'est exactement ce que je propose. »*) N'a-t-il pas envoyé son offre de rachat qu'aux actionnaires publics (majoritaires) de Canal Plus : Havas, la Société générale, la BNP, le Crédit lyonnais, le CCF, et la Bred ?

Sa proposition — à laquelle il donne un maximum de publicité — a en fait un double objectif. D'abord créer un fort effet d'image. En proposant le « rachat » de Canal Plus, il accrédite l'idée d'une mauvaise santé de la chaîne, qu'il rend de ce fait plus fragile et plus vulnérable. Il renforce également l'image de sauveur d'entreprise de presse en déroute, parfois usurpée mais qui lui tient tant à cœur.

Ensuite, en se présentant clairement aux yeux de l'opinion comme un candidat volontaire et crédible à une fréquence, il rend plus difficile *son exclusion et un éventuel refus du* gouvernement. Mais si cette OPA sur Canal Plus ressemble fort à un coup de bluff et à une provocation, les projets de M. Hersant sont effectivement très avancés.

Les contacts pris avec les journaux et groupes de presse de province visent à constituer un réseau desservant la quasi-totalité du territoire français. Un impératif essentiel sans doute pour intéresser les publicitaires, et qui oblige M. Hersant à s'ouvrir ainsi à d'autres journaux que ceux de son groupe. Une carte de France a donc été tracée, qui compte une quinzaine de grandes villes, où pourraient se monter des télévisions régionales, lesquelles achèteraient dix à douze heures de programmes quotidiens au réseau Hersant, et disposeraient librement du reste du temps d'antenne.

Deux types de ressources profiteraient ainsi aux stations : un pourcentage de la publicité nationale incluse dans les programmes achetés, et l'intégralité des recettes de la publicité locale. *« Mieux vaut traiter avec un journal qu'avec une municipalité*, dit-on au groupe Hersant, *la presse parle le même langage, et les informations régionales pourraient ainsi remonter la filière du réseau. »* Déjà, au siège du *Figaro*, une petite équipe autour de Philippe Ramond et de Jean-Marie Cavada établit une grille de programmes et étudie les besoins précis en matériel. Le schéma de la « station-mère » parisienne et des stations régionales « partenaires » sera communiqué aux constructeurs. Le groupe Hersant prévoit également de donner à ces stations affiliées une gamme de conseils en ingénierie. L'objectif est clair : être prêt à émettre le 1er septembre.

ANNICK COJEAN.

La mort de Maurice Siégel

Maurice Siégel, créateur et directeur de l'hebdomadaire *VSD*, ancien directeur général d'Europe 1, est décédé lundi 4 février à Paris, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Un nouveau style d'information

Avec Maurice Siégel disparaît probablement l'homme qui, à la tête d'une équipe de journalistes de talent, a inventé le style moderne de l'information parlée.

Né le 22 mai 1919, à Paris, Maurice Siégel, ancien élève du lycée Janson-de-Sailly, est, au moment de la déclaration de guerre, un de ces jeunes dont les plus belles années de la vie vont être bouleversées par les événements. Au sortir de la Résistance, il fait ses débuts dans le journalisme à la Libération, en 1944 à Lyon. Rédacteur en chef de la revue *Globe*, on le retrouve successivement secrétaire général de la rédaction du *Populaire*, organe officiel de la SFIO, reporter à *Radar*, puis rédacteur à *France-Dimanche*.

Rédacteur en chef à *Semaine du monde* en 1947, Maurice Siégel devient directeur des informations à *Paris-Presse* et à *France-Soir* à partir de 1953.

Mais c'est en 1955, avec le lancement de la nouvelle station périphérique de radio Europe 1, que s'offre à lui la plus belle chance professionnelle lorsque Louis Merlin, directeur, lui propose de prendre la responsabilité du secteur informations. Jusqu'à cette date, le « Journal parlé » garde sur les ondes nationales un style assez guindé. Les « speakers », comme on les appelle, donnent le ton, et les informations n'occupent qu'une faible partie des programmes quotidiens. Sur Europe 1, au contraire, grâce à une conception dynamique de l'information, celle-ci devient rapidement la « locomotive » des programmes de la station. Son relatif non-conformisme pendant toute la durée de la guerre d'Algérie aidera puissamment à asseoir son succès. Le *mérite en revient largement* à Maurice Siégel, qui, dès 1959, est nommé directeur général adjoint d'Europe 1.

« Vingt ans, ça suffit ! »

Au départ de Louis Merlin, en juin 1961, il devient directeur général. *Sous son règne* démarre notamment l'émission « Salut les copains », de Daniel Filipacchi et Frank Ténot, qui, avec la montée du rock et du yé-yé, va grandement contribuer au succès de la station, comme à la fortune de ses deux animateurs, aujourd'hui à la tête d'un important groupe de presse *(Paris-Match, Télé 7 Jours, Lui*, etc.). Mais, en octobre 1974, M. Denis Baudouin — délégué général à l'information et vice-président d'Europe 1-Images et son, par l'entremise de la SOFIRAD dont il est PDG — dénonce le « persiflage » de certains journalistes. Après un dîner en compagnie de M. Jacques Chirac, premier ministre — dîner dont il rapportera le détail dans son livre *Vingt ans, ça suffit* (publié chez Plon en 1975), — Maurice Siégel est relevé de ses fonctions. A propos de cet ouvrage, Pierre Viansson-Ponté a écrit *(le Monde* daté 22-23 juin 1975) :

« Qu'il l'ait voulu ou non, son livre devient, à certains égards, un féroce réquisitoire contre la dépendance des ondes en France, entièrement soumises (...) aux exigences heureusement maladroites et ignorantes du pouvoir et de l'argent réunis. »

Après plus d'un an d'étude préalable, Maurice Siégel, associé à son fidèle lieutenant Jean Gorini, décédé depuis, lance en septembre 1977 l'hebdomadaire du week-end *VSD*, dont il est le directeur général. Il projetait depuis peu de se mettre sur les rangs des radios « libres ». Seule la maladie aura raison de son enthousiasme et de sa curiosité toujours en éveil. Sous un abord parfois bourru, ponctué d'une gouaille faubourienne qu'accentuait sa voix éraillée, Maurice Siégel dissimulait de réelles qualités humaines.

CLAUDE DURIEUX.

SPORTS

Les championnats du monde de ski alpin

UNE TROISIÈME MÉDAILLE POUR LES SUISSES

(De notre envoyé spécial.)

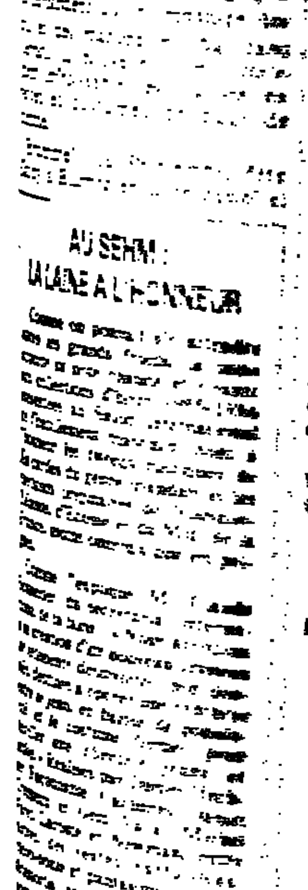
Bormio. — Après le *tour de force* de Michaela Figini et de Pirmin Zurbriggen en descente, le coup de cœur pour Erika Hess, qui a gagné en combiné une troisième médaille d'or pour l'équipe helvétique. Aux championnats du monde de ski alpin à Bormio (Italie), la petite reine de Schladming (Autriche), où elle avait déjà remporté en 1982 le combiné puis le spécial et le géant, avait manqué de réussite aux Jeux olympiques de Sarajevo. Contestée au sein de son équipe, elle avait également connu un début de saison laborieux.

Or, pour le plus grand bonheur de son fan club venu de Granefort, elle a fait, lundi 4 février, dans le slalom spécial du combiné alpin, une démonstration de ski inspiré. Là où toutes ses rivales donnaient l'impression de labourer la glace en cherchant la trajectoire idéale, elle semblait effleurer la piste en arrondissant ses virages. De l'art pur. Pourtant, au bas des deux tracés, elle creusait un écart de près de deux minutes avec ses *meilleures* adversaires. Cela lui permettait d'enlever la victoire devant l'Autrichienne Sylvia Eder et l'Américaine Tamara McKinney. La Française Hélène Barbier, *qui* avait fait des fautes en descente, prenait la quatrième place du spécial et se classait finalement cinquième du combiné.

A. G.

Combiné dames. — 1. Erika Hess (Sui.), 18,72 pts ; 2. Sylvia Eder (Aut.) 34,42 ; 3. Tamara McKinney (E.-U.), 44,45 ; 4. Brigitte Oertli (Sui.), 50,36 ; 5. Hélène Barbier (Fra.), 52,16.

Slalom du combiné. — 1. E. Hess (Sui.), 1 mn 30 s 79 ; 2. U. Konzett (Liech.), 1 mn 32 s 40 ; 3. T. McKinney (E.-U.), 1 mn 32 s 80 ; 4. H. Barbier (Fr.), 1 mn 33 s 7 ; 5. S. Eder (Aut.), 1 mn 34 s 17.



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Narcisse au volant

La mode masculine prend un virage avec Narcisse au volant. Longtemps tributaire de la production italienne en vêtements de haut de gamme, des habitudes d'achat dépendant de la mère de famille, le Français commence à se prendre en charge dans ce domaine, soumis depuis peu à l'influence des créateurs parisiens dont les collections sont largement diffusées par les médias. Son attitude commence à évoluer, comme en témoigne l'intérêt que lui portent les revues, ainsi que les producteurs de produits de toilette et de soins.

Le lancement de *Dépêche mode homme*, semestriel professionnel, va dans ce sens, sa directrice, Elizabeth Bernigaud saluant au passage *« l'opiniâtreté des Girbaud, l'impertinence d'un Gaultier, les audaces des jeunes qui font descendre les tendances dans la rue »*.

Sur un autre plan, *Vogue hommes* a demandé au Centre de communication avancée une étude sur le comportement vestimentaire, que le sociologue Mike Burke analyse avec brio, divisant les Français en cinq types : le pingouin, le renard, le nounours, le caméléon et le perroquet.

Les couturiers et créateurs représentent 15 % du marché français, plutôt tourné vers l'exportation, en attendant que prennent effet les mesures d'aide au textile. Christian Dior, pour sa part, vient de signer un accord de licence avec la société Guy Dormeuil, portant sur la fabrication et la distribution exclusives du prêt-à-porter masculin. Fabriquée à Cherbourg, cette ligne de vêtements sera diffusée en France, au Benelux, en Suisse, dans les pays scandinaves et au Moyen-Orient. La création est assurée par Dominique Morlotti, la première collection se trouvant en vente dès la rentrée.

Le style croisière

Quatre styles se retrouvent dans les grands magasins : le marin, le Scott Fitzgerald, le collégien genre American Graffiti, et l'oriental, interprétés avec plus ou moins de fantaisie. En ce début de saison, on note du retard dans les livraisons, notamment d'Ecosse et d'Italie, où certaines usines ont dû fermer à cause du froid.

Le style croisière des années 30 se retrouve chez Armand Thiéry pour la ville, tandis que les ensembles de vacances rappellent la Californie pour le jour, l'élégance du rétro habillant le crépuscule.

Au Bon Marché, la mesure industrielle est offerte à moins 20 %. Parmi les marques, Ted Lapidus et Yves Saint-Laurent sont très demandés. Ce dernier offre un premier costume de flanelle de laine rayée à 1 850 F, mais on trouve des pantalons pure laine de serge marine à 395 F sous une veste pied-de-poule marine et blanc à 950 F.

Galfa Club utilise largement la laine, seule ou en mélange avec le lin, le coton ou la soie. Les vestes ou blazers commencent à 795 F ; les pantalons oscillent entre 250 et 350 F. Les chemises en coton à 70 % ne demandent qu'un repassage des cols et des manchettes. Au stand Cerruti, la nouvelle laine, totalement infroissable, est taillée en vestes et costumes de haut de gamme.

Brummell, au Printemps, fête Gasby à Biarritz en laine pastel et blanc cassé en formes classiques à dessins pour les vestes sur pantalons unis, coordonnés à une gamme importante de tricots de coton jacquard. La carte des prix se lit à 850 F l'imperméable, 800 F la veste de laine, 400 F le pantalon, 290 F le chandail, 250 F la chemise.

Madelios comble le retard des livraisons par une promotion de costumes en mesure industrielle ; moins 20 % à partir de 2 360 F. Le style rue Saint-Guillaume de Façonnable et Daniel Crémieux est destiné aux jeunes et à leurs pères, en dessins de cachemire et de tartans en tons sourds. Chandails et vestes marquent le retour au coton d'Ecosse séduisant et net par son aspect rugueux, dans une fourchette de 450 à 650 F. Les chemises Arrow (360 F) pointent des cols écartés à l'italienne ; les chemises rayées pastel et blanc ou tons plus forts sous le costume gris à la Kennedy, bleus de travail de bureau. Déjà, les costumes lavables attirent les vacanciers et hommes d'affaires (1 900 F).

Côté boutiques, Aquascutum s'installe 10, rue de Castiglione, avec un style apprécié de la famille royale d'Angleterre depuis Edouard VII ; des imperméables aux manches raglans très arrondies, doublés de coton à carreaux bleus, beiges et blancs, dont on retrouve le dessin en vestes tricots et accessoires. Les prix commencent à 690 francs le pantalon de laine ; 2 275 francs les vestes de sport et blazers à boutons dorés.

Agnès B, 2, rue du Jour, crée une boutique à son image, doucement désinvolte, confortable et actuelle, de vêtements coordonnés. Les tricots à fleur en coton jacquard de Lucien Foncel sont parmi les plus beaux de Paris (352, rue Saint-Honoré) à des prix haut de gamme. Les survestes de lin, comme les cache-poussières, se portent sur pantalon à pinces et brides de serrage, toujours en belle étoffe fraîche.

Accessible, 26, rue de Constantinople, est dirigée par Alexandre Carrupt de l'écurie Cerruti. Ses classiques actuels sont raisonnables avec retouches rapides et gratuites.

Marithé et François Girbaud ont trouvé, 38, rue Etienne-Marcel, un cadre à leur mesure sur trois niveaux. Les messages-tableaux des défilés de mode s'y déchiffrent à l'aise. Toutes leurs gammes sont aussi présentes près de l'Odéon, chez Communiqué, 8, rue Saint-Sulpice.

Ermenegildo Zegna, 10, rue de la Paix, vient de recevoir son premier costume « haute performance » en pure laine complètement infroissable, pour un poids de six cents grammes. Les vestes de soie rustique, les tricots brillants en lin et coton, rappellent aussi le soleil d'Italie.

NATHALIE MONT-SERVAN.

AU SEHM : LA LAINE A L'HONNEUR

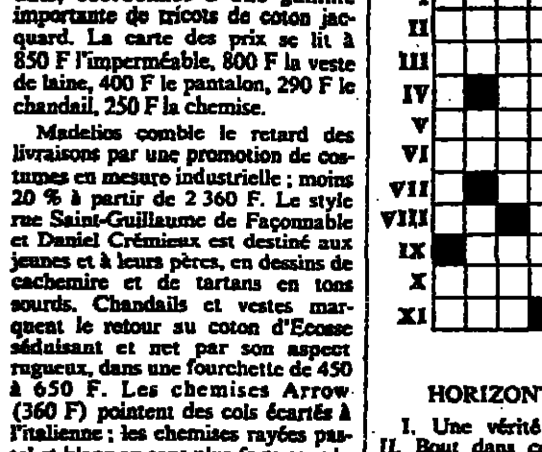
Comme on pouvait s'y attendre après les grands froids, la laine apporte sa note chaude et vivante aux collections d'hiver 1985-1986 présentées au Salon international de l'habillement masculin. Sont à l'honneur les tweeds rustiques de fils cardés du genre irlandais et les shetlands originaires de Nouvelle-Zélande, d'Ecosse et du Midi de la France, moins onéreux que les peignés.

Comme l'explique M. Claude Schneider, du secrétariat international de la laine : *« Nous assistons à la création d'un nouveau créneau de vêtements désinvoltes, non doublés, destinés à opérer une synthèse entre le jean, en baisse de popularité, et le costume formel, pour habiller une clientèle jeune et active. »* Réalisés par Daniel Hechter, Façonnable, Cacharel, Daniel Crémieux et Gem Yack, Michel Faret, Lacoste et Newman, entre autres, des vestes surtaillées, tricots-boule et pantalons à pinces désamortis sous d'amples manteaux égayeront l'aspect de la rue sous la bise.

N. M.-S.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3896



HORIZONTALEMENT

I. Une vérité bourbonnaise. – II. Bout dans certaines marmites. Celui d'Euripide se présente différemment de celui d'Oppenheimer. – III. Se gonfle de l'intérêt qu'on lui porte. – IV. Copulative. Spectacle unique. – V. Jugeais d'un doigt inquisiteur. Personnel. – VI. C'est la plus stricte qui autorise le plus de privautés. – VII. Evêque à qui l'on chercha des crosses. Pratiques. – VIII. Sigle d'un satellite invisible. Peut être, à la fois, affranchie et manquer de franchise. – IX. Instruit. – X. Signer au livre d'or de la princesse. – XI. Adverbe répétitif. Marque de supériorité ou de déprédation.

VERTICALEMENT

1. Vocable représentant bien des termes. Copulative. – 2. Titre étranger. Son jour de naissance est nocturne. A la mer comme sur le pré, elle peut emporter sa victime. – 3. Objet d'aspiration des laborantines. N'arrose pas ce qu'il baptise. – 4. Parer pour l'appareillage. – 5. Coup de filet sans rapport. Engagé dans la flotte. – 6. Celle de l'impôt a tendance à vider la nôtre. – 7. S'enrichit à mesure que les autres se fauchent. Bien nourris, ils peuvent couper l'appétit. – 8. Sans cette syllabe, la désolation devient cafardeuse. Personnage attachant. – 9. Plus facile pour une petite grue que pour une vieille poule. Prouver son affection d'une manière énergique.

Solution du problème n° 3895

Horizontalement

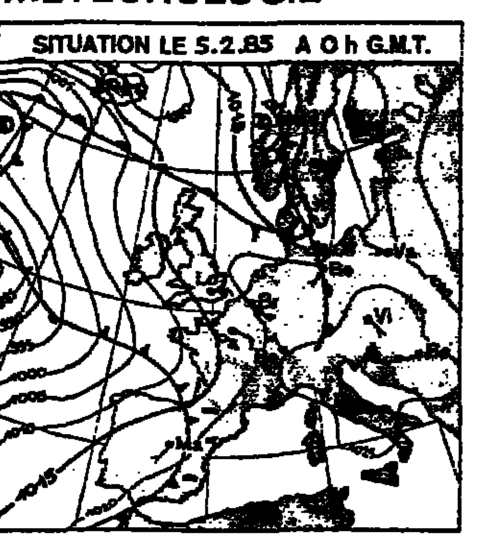
I. Grenaille. – II. Ravel. Oup. – III. Ovation. – IV. Sas. Elgar. – V. Sienne. Be. – VI. Il. Eole. – VII. Elle. Lits. – VIII. Raillerie. – IX. Ecrou. Erg. – X. Erne. – XI. Et. Nestor.

Verticalement

1. Grossièreté. – 2. Ravaillac. – 3. Evasé. Lire. – 4. Net. Elorn. – 5. Aliéné. Lune. – 6. Olé olé. Es. – 7. Long. Lire. – 8. Lu. Abêtir. – 9. Epure. Ségur.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps prévue en France entre le mercredi 6 février à 0 heure et le jeudi 7 février à 24 heures.

Alors qu'une limite frontalisée achèvera de traverser le nord-est du pays, une dorsale s'établira sur la France, à l'avant d'une profonde dépression. Celle-ci commande la circulation d'une perturbation dont le front chaud peu actif n'atteindra l'ouest qu'en fin de période.

Mercredi, des passages nuageux se produiront sur le nord et le nord-est du pays. Ailleurs, le début de journée sera brumeux. Des brouillards seront même observés du Sud-Ouest au Centre. Puis un temps ensoleillé prédominera, sauf près de l'Atlantique où les nuages précurseurs du front chaud arriveront dans l'après-midi. Ils deviendront plus épais en soirée de la Bretagne aux Charentes où ils donneront des pluies faibles. Le vent de sud-est se renforcera un peu.

Les températures minimales seront de – 1 à – 2 degrés en Lorraine et en Alsace, 4 à 6 degrés en Bretagne, 5 à 7 degrés dans le Sud-Ouest, 6 à 8 degrés en régions méditerranéennes, 1 à 3 degrés ailleurs.

Les maxima, toujours élevés pour la saison, atteindront 10 à 12 degrés dans le Nord-Ouest, 8 à 10 degrés de la Normandie au Bassin parisien, 6 à 8 degrés du Nord à l'Alsace, 20 degrés dans le Sud-Ouest, 16 à 17 degrés dans le Sud-Est, 12 à 14 degrés ailleurs.

Sans d'évolution pour la fin de semaine :

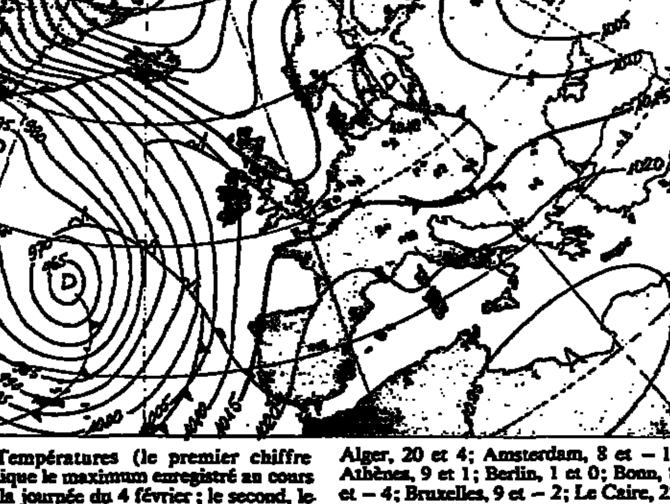
Un courant perturbé doux et humide de secteur sud-ouest s'étendra progressivement à la plus grande partie du pays. Son activité encore faible jeudi se renforcera ensuite avec l'arrivée de pluies fortes accompagnées de vent sur les côtes atlantiques.

Temps prévu pour la fin de semaine :

Jeudi, le temps sera très nuageux et faiblement pluvieux dès le matin sur les régions côtières de l'Atlantique. Ce temps maussade s'étendra en cours de journée à la moitié nord-ouest du pays. Sur les autres régions, les nuages plus rares laisseront souvent percer le soleil.

Vendredi et samedi, le temps perturbé gagnera la plupart des régions en étant toutefois moins actif sur le Sud-Est où de larges éclaircies pourront se développer. Les pluies seront plus abondantes et plus fréquentes de la Bretagne à l'Aquitaine et à Midi-Pyrénées. Elles seront accompagnées de vents forts de sud-ouest près de l'Atlantique et de la Manche occidentale, de sud-est près du golfe du Lion. Les températures seront douces pour la saison. Dans la journée, elles dépasseront 15 degrés sur les régions méridionales tandis qu'elles atteindront plus de 10 degrés dans le Nord-Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 5 février, à 7 heures, était de 1015,6 millibars, soit 761,8 millimètres de mercure.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 février ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 février) : Ajaccio, 14 et 6 degrés; Biarritz, 19 et 13; Bordeaux, 15 et 7; Bourges, 11 et 1; Brest, 13 et 7; Caen, 11 et 1; Cherbourg, 8 et 3; Clermont-Ferrand, 13 et 2; Dijon, 10 et – 4; Grenoble-St-M.-H., 12 et – 2; Grenoble-St-Geoirs, 12 et 4; Lille, 9 et – 1; Lyon, 8 et 2; Marseille-Marignane, 14 et 9; Nancy, 7 et – 5; Nantes, 13 et 7; Nice-Côte d'Azur, 15 et 7; Paris-Montsouris, 10 et 1; Paris-Orly, 9 et 0; Pau, 22 et 6; Perpignan, 13 et 7; Rennes, 13 et 4; Strasbourg, 7 et – 4; Tours, 11 et 2; Toulouse, 14 et 9; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 4; Amsterdam, 8 et – 1; Athènes, 9 et 1; Berlin, 1 et 0; Bonn, 8 et – 4; Bruxelles, 9 et – 2; Le Caire, 22 et 13; îles Canaries, 24 et 15; Copenhague, – 1 et – 2; Dakar, 23 et 17; Djerba, 16 et 4; Genève, 5 et – 2; Istanbul, 1 et – 4; Jérusalem, 11 et 6; Lisbonne, 17 et 10; Londres, 11 et 2; Luxembourg, 7 et – 3; Madrid, 14 et 5; Montréal, – 11 et – 17; Moscou, – 2 et – 13; Nairobi, 28 et 15; New-York, – 1 et – 8; Palma-de-Majorque, 15 et 1; Rio-de-Janeiro, 36 et 25; Rome, 15 et 7; Stockholm, – 11 et – 21; Tozeur, 20 et 9; Tunis, 16 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION

ORCHIDÉES AU MUSÉUM

Au plaisir de l'œil

Cette année encore, les orchidées donnent rendez-vous à leurs amis dans les serres tropicales du Muséum national d'histoire naturelle de Paris.

L'exposition est plus scientifique que celle de l'année dernière : chaque groupe de fleurs est accompagné d'un panneau où sont expliqués son origine et son mode de vie. Mais cela ne nuit en rien à la beauté des fleurs et au plaisir de l'œil, qu'il s'agisse des orchidées naturelles ou des orchidées hybrides créées depuis cent vingt-neuf ans par la passion des orchidéistes.

La plus rare des orchidées présentées est, sans doute, une *Angraecum* de Madagascar dont les pétales et les sépales blanc ivoire et verts sont étirés en fins tentacules et qui ne peut être fécondée que par une seule espèce de papillon.

Bien que la flore française compte plus de 90 espèces d'orchidées (sur les 28 000 existant dans le monde), aucune de celles-ci ne figure dans l'exposition : nos orchidées nationales et sauvages ne fleuriront que dans quatre, cinq ou six mois. Et elles sont, pour la plupart, plus discrètes que leurs cousines tropicales.

Y. R.

★ Serres tropicales, Jardin des plantes, Paris 5e. Ouvert de 9 h 30 à 17 h 30, tous les jours jusqu'au 17 février. Entrée : 20 francs (tarif réduit : 13 francs).

EN BREF

PRINTEMPS DE BOURGES. – La fédération nationale Travail et culture organise un stage « Printemps de Bourges », du 1er au 7 avril : travail sur la chanson en France aujourd'hui, son marché, ses courants, à travers des rencontres avec des artistes, des maisons de disques, des historiens de la chanson, etc.

★ Travail et culture, 17, rue de Froment, 75011 Paris. Tél. : 355-48-00.

A LA RECHERCHE D'UN TOIT. – Loger des personnes en difficulté mais non marginalisées dans les chambres de bonne inoccupées du seizième arrondissement de Paris est le but auquel travaille Solidarité-Logement. Cette association d'entraide chrétienne, estimant à 50 % le nombre de ces logements vides, examine les candidatures des locataires, assure un suivi social et s'engage à intervenir en cas de non-paiement du loyer. Permanences le vendredi et le samedi de 10 heures à 12 heures au Comité de liaison des institutions sociales (CLIS) du seizième arrondissement, 71, avenue Henri-Martin, 75116 Paris. Tél. : 504-02-96 tous les matins. Solidarité-Logement recherche des chambres, non des locataires...

RELATIONS INTERNATIONALES ET ENJEUX TECHNOLOGIQUES. – L'université Bordeaux-I organise au campus de Talence, du 5 au 8 mars, en collaboration avec la Communauté européenne et la French American Fondation, un colloque consacré aux problèmes posés par les transferts de technologie. Il réunira des universitaires, des représentants de la politique, de la diplomatie, du monde des affaires et de la presse.

★ UER de droit public et de sciences politiques, avenue Léon-Duguit, 33604 Pessac. Tél. : (16-56) 98-61-50.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 FÉVRIER

« L'incendie du Bazar de la Charité », 15 heures, 23, rue Jean-Goujon (Approche de l'art).

« Le musée Victor-Hugo », 15 h 45, 6, place des Vosges (Academia).

« Le Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobeau, M. G. Botteau.

« La maison des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard, M. Banassat.

« La cathédrale russe », 14 h 15, 12, rue Daru (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tournelle, Mme Ferrand.

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru, Mme Hauller.

« Passages couverts », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, Mme M.-C. Lasnier.

« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris Autrefois).

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, portail (Paris et son histoire).

« L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

CONFÉRENCES

JEUDI 7 FÉVRIER

18 h 30 : Centre Georges-Pompidou, MM. H. Lauriot-Prevost, M. Pierre, D. Prache, D. Sassier, A. Spire : « Raconter l'histoire aux enfants ».

18 h : Cercle de l'Union interalliée, M. J.-L. Debré : « La justice, hier et aujourd'hui ».

20 h : 26, rue Bergère, Carol Janot : « Connaître ses vies antérieures pour mieux comprendre celle-ci » (L'Homme et la Connaissance).



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

PARTICIPER AU DÉMARRAGE D'UNE USINE-PILOTE ENTIEREMENT AUTOMATISÉE

THOMSON SEMICONDUCTEURS implante à NANCY un Centre d'assemblage de grande série (collage, soudage, mise en boîtiers, finitions mécaniques et traitement de surface) et de test de circuits intégres. Il occupera 450 collaborateurs (tous très qualifiés), dont 140 Ingénieurs et Cadres.
Notre engagement dans la compétition mondiale, nous conduit à choisir les équipements aujourd'hui les plus performants : derniers matériels de production et de test, matériel bureautique de pointe...
Ce sont les moyens que nous mettons à la disposition des Ingénieurs que nous recherchons :

CHEFS DE SERVICE ÉTUDES

Dans le cadre de la Direction Technique, les Études ont pour objectifs :
La conception permanente des procédés et équipements de fabrication les meilleurs en terme de Qualité-Coût-Délais, ainsi que la mise au point de nouveaux boîtiers.
Vous serez responsable du développement, du budget et de l'animation d'une equipe d'Ingénieurs et Techniciens, dans l'un des domaines suivants :

- *NORMALISATION : Mise à disposition de la production, de la documentation nécessaire à l'aide de banques de données (Réf. 3064 M).*
- *ASSEMBLAGE : Études permanentes de l'évolution des techniques d'assemblage automatisées (notamment Robotique) dans un contexte mondial (Réf. 3065 M).*
- *PHYSICO-CHIMIE : Mise au point, en liaison avec les Laboratoires spécialisés (CNRS...), des traitements de surface, techniques de moulage et matières premières utilisées (Réf. 3066 M).*
- *TEST : Maintenance et amélioration des programmes, études permanentes de l'évolution des techniques de test automatisé (Réf. 3067 M).*

CHEFS D'UNITÉS DE FABRICATION

Rattaché au Directeur de Production, vous serez responsable de l'ensemble de la fabrication (quantité, qualité, délai, coût) dans l'un des domaines suivants :

- *ASSEMBLAGE (Réf. 3068 M).*
- *TEST ET CONDITIONNEMENT (Réf. 3069 M).*

Vous vous appuierez sur de petites équipes, animées par des ingénieurs de méthodes, fabrication et maintenance et sur des équipements haut de gamme en constante évolution.

Vous êtes Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (SUP ELEC, AM, etc.), vous pouvez justifier d'une expérience confirmée et réussie d'au moins 3 ans dans le domaine des Composants Électroniques ou de l'assemblage automatisé de grande série. Votre anglais est bon.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Dans l'une des 4 equipes d'Études citées plus haut, vous anticiperez et concevrez les boîtiers et équipements futurs en prenant en charge les dossiers, en effectuant les synthèses et analyses qui serviront de base aux décisions d'investissements. Vous avez pour cela à rassembler la documentation, visiter les installations, participer aux congrès spécialisés, en liaison étroite avec les Laboratoires extérieurs et vos homologues des autres unités de THOMSON SEMICONDUCTEURS (Réf. 3071 M).

INGÉNIEURS DE FABRICATION

Dans le cadre des unités de fabrication qui tournent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, vous coordonnerez les 6 équipes successives en prenant en charge la fabrication, la qualité, les méthodes ou la maintenance avec le souci constant de faire partager à vos collaborateurs vos objectifs de qualité, de service et de performances (Réf. 3070 M).

Issus d'une Grande École ou d'une université de haut niveau en mécanique, électricité, électronique, physico-chimie, etc., vous avez une première expérience (ou un fort potentiel, si vous êtes débutant) et maîtrisez l'anglais.
Le Japonais est un atout supplémentaire.

Vous etes tous animés par la volonte de réussir dans un contexte exigeant et passionnant : nous vous offrons des conditions de travail attractives. Les perspectives d'évolution au sein du Groupe seront à la mesure de votre succès.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.), en précisant la référence choisie à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion.
SELE-CEGOS Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

THOMSON SEMICONDUCTEURS



DIRECTIONS

VILLE D'ÉPINAY-SUR-SEINE
recrute d'URGENCE

UN(E) DIRECTEUR(TRICE) DE CENTRE SOCIO-CULTUREL

- Expérience en matière socio-culturelle et en gestion souhaitée.
- Disponibilité immédiate.

Envoyer candidature et curriculum vitae à
Monsieur le Député Maire
3, rue Quetigny, 93800 ÉPINAY-SUR-SEINE.

**Société anonyme d'H.L.M.
Groupe Social Professionnel
MIDI-FRANCE**

recherche

DIRECTEUR FINANCIER

30-40 ans
Diplômé grandes écoles ou supérieures commerce
Expérience organisation, gestion, informatique
Motivé et psychologue
Possibilité promotion

Envoyer CV + photo à Eurosud
2, rue Breteuil, 13001 Marseille
n° 3.225.

E.D.I.
recherche
SON DIRECTEUR
Connaissant documentation technique pour Evry (91). Niveau ingénieur. Ecr. à E.D.I., 14, rue Bayard, 31000 TOULOUSE.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

EUROPEAN FOUNDATION FOR THE IMPROVEMENT OF LIVING AND WORKING CONDITIONS
Loughlinstown House, Shankill, Co. Dublin, Ireland.
Tél. : 82-68-88.

Research organisation established in 1976 within the framework of the European Communities and Located near Dublin has a vacancy for a

FRENCH TRANSLATOR

A university education and a relevant degree or diploma is required and candidates should have at least five years practical experience, relevant to the post, after graduation. A perfect knowledge of French and a good knowledge of at least two other Community languages is required.

The post is open only to nationals of one of the Member States of the European Communities.

Further details and application forms may be obtained from the Head of Administration and applications must be forwarded to the Foundation by 9 March 1985.

LYCÉE FRANÇAIS DE LOS ANGELES
recherche
PROFESSEURS
français, philosophie, maths, histoire-géographie, sciences naturelles, physique-chimie et instituteurs/institutrices.
Envoyer c.v. et photo
3261 Overland Avenue
Los Angeles
Californie 90034.

Pour chantier étranger
INSPECTEUR
MATÉRIEL T.P.
Spécialité CAT.
Adresser C.V. et photo à
DUCLER S.A.
32300 MIRANDE.

Société Minière située à MADAGASCAR
recherche
INGÉNIEUR
DIRECTEUR ADJOINT D'EXPLOITATION.
Débutant accepté.
Tél. pour R.V. : (1) 544-29-78.

COPGO-HUNTING
recherche
INGÉNIEUR LOGGING
Formation électronicien + quelques années d'expérience en production.
Lieu de travail : ITALIE.
Langues : anglais, italien souhaitables.
Ecrire 14 B, Z.A. Bastide-Blanche, 13127 VITROLLES.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI

DE MUNICH, GERER UN CONTRAT DE COOPERATION AVEC NOTRE PARTENAIRE ALLEMAND

Pour nous, l'enjeu économique de ce nouveau programme est important. Pour ce faire, nous avons besoin d'un représentant de nos intérêts, sur place, au sein de la filiale commune, siège MUNICH.
Rattaché à notre Direction Commerciale (PAU) il prendra immédiatement en charge la préparation et le suivi de la négociation avec le client (instances gouvernementales) conjointement avec notre partenaire. Parallèlement, il participera à la négociation des contrats régissant la coopération entre les différents Industriels. Dans une deuxième phase, il veillera à la bonne exécution des accords et négociera leurs prolongements.

Ces responsabilités nécessitent une compétence dans la négociation et la rédaction contractuelles, exercée dans un contexte international. Ici, une bonne pratique de l'Allemand est indispensable, outre l'Anglais.
Si notre environnement désigne à ce poste un INGENIEUR, un Commercial peut convenir à condition que l'un ou l'autre possède une solide pratique des contrats internationaux, de préférence dans un cadre de coopération. Nous prévoyons un séjour de 2 ans environ, au-delà duquel ce nouveau collaborateur trouvera une place de choix dans nos services de Direction Siège, l'impliquant dans notre stratégie internationale, en tant que spécialiste ou négociateur de haut niveau.
Si cette excellente opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, sous la réf. 2824 M



91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

INDUSTRIE CHIMIQUE - SUD-OUEST

FABRIQUER pour des PARFUMEURS

P.M.E. performante et diversifiée - chimistes des terpènes par vocation - nos recherches nous ont amenés logiquement au développement d'une CHIMIE FINE. Les synthèses organiques pour la PARFUMERIE sont pour nous un débouché prometteur sur lequel nous avons décidé d'investir. Nous avons conçu et réalisé une unité de synthèses pour de nouveaux produits. Il nous faut des compétences nouvelles pour mener à bien sa production et d'autres projets.

INGENIEUR CHIMISTE vous avez acquis une première et solide expérience de la Fabrication de synthèses organiques pour la Parfumerie. En station ou sur pilote. Chez nous vous aurez la double responsabilité de la mise au point et des problèmes de fabrication : mode opératoire, améliorations du process, rendements, qualité, et formation du personnel aux méthodes appropriées. Donc beaucoup d'autonomie tout en collaborant étroitement avec le Labo et en vous appuyant sur nos autres services techniques et commerciaux. Votre capacité à résoudre les problèmes d'exploitation sera tout aussi importante que votre rigueur. Autant pour vous affirmer sur le site industriel même (LANDES) que pour faire de vous, à terme, le spécialiste de ces nouvelles activités.

Si cette excellente opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, réf. 2822 M



**29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX.
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.**

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM CAPITAUX	177,00	209,92

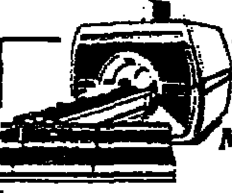
ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





THOMSON CGR

METTRE DES EQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la production et la commercialisation d'équipements d'imagerie médicale.
Nous recherchons pour le Nord de la France (3 succursales – effectif technique de 70 personnes) le

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE RÉGIONAL

Vous avez une formation d'ingénieur et une expérience d'environ 5 ans de l'Après-Vente.
Rattaché au Directeur de Région, vous serez responsable de l'installation et de la maintenance en clientèle des matériels commercialisés.
Qualité de service et rentabilité seront vos objectifs.
Pour ce poste basé à LILLE,
nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel, THOMSON CGR – B.P. 50 – 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

HAVAS CONTACT

Responsable Industrialisation
Produits Alimentaires

AMORA-1 Md de F. de C.A., 8 usines -poursuit une politique dynamique en matière de lancement de nouveaux produits, tant dans le domaine de la grande distribution que dans celui de la restauration rapide et des collectivités.

Elle recherche le Responsable des Études Technologiques, dont la mission est d'assurer la transposition des nouveaux produits au stade industriel. Il réalise les études de faisabilité, définit le process à mettre en œuvre, rédige les cahiers des charges, met en place et réalise les essais industriels, participe aux études de coûts, à la formation du personnel de fabrication.

Sous l'autorité du Directeur Recherche et Développement, il travaille en étroite collaboration avec la cellule création de produits, gère l'atelier-pilote. Il est en liaison constante avec les usines tant pour le démarrage et la mise au point de nouvelles fabrications que pour l'amélioration du process des produits existants.

Ce poste, basé à Dijon, sera confié à un Ingénieur (AGRO, ENSIA, INSA, ...). 5 à 10 ans d'expérience lui ont permis d'acquérir une bonne compétence en technologie et en génie alimentaire. Méthodique et rigoureux, il sait aussi faire preuve de créativité dans son domaine. Disponible, il a le goût du travail en équipe.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 22 M, en précisant rémunération actuelle, à :
BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.

HAVAS CONTACT

La crise est dans nos têtes. Ensemble creusons-nous la tête en Auvergne !*

L'Auvergne a décidé de renforcer son pôle technologique par contrat entre l'Etat et le Conseil Régional.

11 postes sont à pourvoir

4 Ingénieurs confirmés :

- *1 spécialiste en productique robotique*
- *1 spécialiste en agro-alimentaire*
- *1 spécialiste en métallurgie*
- *1 spécialiste en contrôle de la qualité (industrie mécanique).*

7 Techniciens niveau BTS ou DUT

- *1 en contrôle de la qualité (industrie mécanique)*
- *1 en polymères*
- *1 en mesures physiques*
- *1 en génie mécanique*
- *1 en mesures physiques ou métallurgie*
- *1 en CAO (mécanique)*
- *1 en productique robotique*

Leur mission : faire profiter les PMI de leurs compétences, leur offrir des moyens spécialisés de conseils techniques et d'expertise scientifique.

Envoyer candidature avec CV et prétentions à :
Ader, candidatures CRITT - Complexe Scientifique des Cézeaux B.P. 67 - 63170 AUBIÈRE

**d'après Jacques SEGUELA "Fils de Pub", Le Mode d'Emploi du Futur*

HAVAS CONTACT

Honeywell AUTOMATION

Première firme mondiale de
CONTROLE ET REGULATION
offre dans son usine d'AMIENS

- Une activité dans un matériel de haute technicité en évolution constante.
- Un système de rémunération basé sur les performances.
- Une formation complémentaire d'un mois aux Etats-Unis.
- Une carrière ouverte vers la technique et la gestion en France ou à l'Etranger.

et propose à un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES HF

ayant une expérience de quelques années en logiciel dans le domaine des microprocesseurs et de l'électronique analogique, un poste de responsable de lignes de produits.
Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à
Direction du Personnel - B.P. 0542 - 80005 AMIENS CEDEX

COFAP

Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOCN) de haute technologie.
- C.A croissance annuelle : 60 à 70%.
- 11 filiales.
- Vocation exportatrice très marquée.

Recherche pour son Service Après-Vente

TECHNICIENS DE MAINTENANCE CONFIRMÉS.

MISSION :
Après une formation spécifique assurée à Bordeaux, ils seront chargés :
- de l'installation sur l'ensemble de la France
ou
- de la maintenance dans une de nos agences de systèmes de découpe laser ou mécanique.

FORMATION :
- Titulaires d'un BTS ou DUT Mesures Physiques ou Génie Mécanique.
- 3 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire.
- Mobilité indispensable.

Postes à pourvoir immédiatement.
Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + CV et photo à
LECTRA-SYSTÈMES S.A.
Chemin du Marticot 33610 CESTAS.

Le défi de nos laboratoires passe par la formation

Nous sommes un laboratoire international connu pour la qualité de ses produits et par la réussite de sa recherche. Notre CA a été de 300 MF en 1984 et nous sommes animés d'une très forte ambition. Le défi que nous nous lançons passe nécessairement par la performance des hommes que seule une formation complète peut apporter.
Le responsable formation que vous êtes - ou que vous voulez devenir - diplômé d'études supérieures a acquis une première expérience dans la fonction soit auprès d'une entreprise utilisant dans ce domaine des moyens sophistiqués soit dans un cabinet spécialisé.
Il comprendra facilement le challenge qui l'attend : être capable de susciter et de réaliser l'ensemble des actions de formation, être le support de décision auprès de la hiérarchie, gérer le plan de développement des ressources humaines d'une société en pleine évolution.
Basé à EVREUX (Eure) il devra prévoir de fréquents déplacements à Paris.
Pour un premier contact, merci d'adresser lettre motivée + CV, photo et prétentions sous réf. RF 1 à Glaxo, Direction du Personnel, 43 rue Vineuse - 75016 Paris.

LABORATOIRES Glaxo

BASSE-NORMANDIE

SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE, LEADER DANS SON DOMAINE DÉVELOPPANT DES TECHNIQUES DE POINTE RECHERCHE

INGÉNIEUR-MICRO-INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

POSITION CADRE 2
CNAM - ENSEEC - ESIEA...

pour lui confier sous quelques mois
la responsabilité de son laboratoire d'études et de recherches appliquées.

SOUS LES DIRECTIVES DU CHEF DES SERVICES TECHNIQUES, IL DEVRA :
- Proposer des solutions performantes dans sa spécialité et programmer en assembleur sur micro-processeur 8085 et 6809.
- Réaliser la partie électronique des maquettes et prototypes d'appareils de mesure dimensionnelle de haute précision ainsi que d'appareils de signalisation électronique dont il devra assurer les essais de fonctionnement.

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience, logement possible.
Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions.
Ecrire sous n° 8.919 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

COTE D'AZUR

P.M.I. 160 personnes
Filiale Groupe Français de 6.000 personnes
Activité électronique professionnelle et militaire
recherche un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN BASSE FRÉQUENCE

intégré dans une équipe d'étude (recherche et développement). Le candidat diplômé (INPG, ESE, INSA) aura une expérience de 2 à 3 ans des technologies et techniques analogiques et digitales en basse fréquence, anglais apprécié. Les candidatures de débutant pourront être examinées. C.V. et prétentions. Ecrire s/ réf. 0.998 à AGENCE HAVAS, 06072 NICE CEDEX.

LYON (OUEST)

ÉCOLE NOUVELLE
du Chapoly
sous contrat association
recherche

INSTITUTRICE (TEUR)

ayant CAP et expér. primaire, Pédagogie active.
Travail en équipe.
Env. C.V. man. à B. Francou, 130, montée de Choulans, 69005 LYON.

THOMSON CGR

METTRE DES EQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la production et la commercialisation d'équipements d'imagerie médicale.
Nous recherchons pour le Nord de la France (3 succursales – effectif technique de 70 personnes) le

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE RÉGIONAL

Vous avez une formation d'ingénieur et une expérience d'environ 5 ans de l'Après-Vente.
Rattaché au Directeur de Région, vous serez responsable de l'installation et de la maintenance en clientèle des matériels commercialisés.
Qualité de service et rentabilité seront vos objectifs.
Pour ce poste basé à LILLE,
nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel, THOMSON CGR – B.P. 50 – 75755 PARIS CEDEX 15.





THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



France

usine de Corbeil-Essonnes

Au sud de Paris

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutant(e)s ou possédant une première expérience industrielle.

- Electroniciens.
- Physico-chimistes (option micro-électronique).
- Généralistes (méthodes et logistiques de fabrication; installations industrielles).
- Informaticiens.
- Ingénieur diplômé (e) d'une école d'optique

• Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.
• Nous offrons des carrières évolutives, en fonction des goûts, des aptitudes et des résultats.

Merci d'envoyer lettre de candidature et CV à IBM France - Service de Recrutement des Cadres - 224, boulevard John-Kennedy, BP 58 - 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MASH

Société de Promotion immobilière, filiale d'un des premiers groupes immobiliers français, nous recherchons dans le cadre de notre expansion

Responsables de programmes

chargés de la gestion financière, administrative et juridique de nos programmes, ainsi que de leur animation commerciale (publicité, force de ventes...).

Formation supérieure Ecole de Gestion, Sciences Po, Sciences Eco ou équivalent. Postes à pourvoir en REGION PARISIENNE et à TOULOUSE.

2 à 3 ans d'expérience immobilière appréciés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5160 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo – 75001 PARIS, qui transmettra.

Société leader du marché français de la PROMOTION et de la CONSTRUCTION, filiale d'un important groupe de BTP, recherche pour la région parisienne (zone Ouest) un

Responsable de programmes

Le candidat retenu aura la responsabilité de plusieurs programmes immobiliers et devra posséder de réelles qualités de dynamisme, de ténacité, et avoir un bon esprit de synthèse.

Ses fonctions seront aussi bien commerciales que financières, administratives et techniques.

Il devra faire preuve d'une grande autonomie et d'un sens aigu des responsabilités.

Une expérience de 2 ans dans un poste opérationnel (pas nécessairement dans l'immobilier) serait souhaitable.

Niveau d'études : diplôme d'enseignement supérieur type ESSEC, ESTP ou équivalent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5170 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RANG INTERNATIONAL recrute un JURISTE de 30-35 ans

• Les responsabilités qui lui seront confiées imposent qu'en plus d'une formation juridique supérieure (doctorat ou équivalent), il ait acquis une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une société, ou d'un cabinet d'avocat ou de conseil juridique, dans les domaines du droit civil, du droit des affaires et de la pratique des procédures contentieuses.

• La connaissance de la langue anglaise est indispensable. Celle d'une seconde langue (espagnol, allemand, portugais) sera appréciée.

• Le poste est situé dans une ville universitaire, au sud de la Loire.

• Les possibilités d'évolution qu'il trouvera dans la Société sont nombreuses en France ou à l'étranger.

Ecrire à Intermédia, N° 563
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS,
en joignant curriculum vitae détaillé et photo:

Les candidatures seront étudiées avec la plus grande discrétion.

Banque Populaire
Perpignan

Organisateur d'agences

Votre formation supérieure générale ou bancaire vous a permis d'accéder rapidement à des fonctions de responsable : directeur ou second d'agence. A 30 ans (environ), vous connaissez très bien tous les rouages de la banque, et vous sentez la routine vous guetter...

Ce poste d'organisateur auprès de nos agences (44, réparties sur les Pyrénées Orientales, l'Aude et l'Ariège) est donc fait pour vous.

Rattaché à la Direction de l'Organisation et de l'Informatique, vous serez aussi l'interface entre les agences et les Directions du siège, en particulier avec l'Informatique.

Notre Conseil en Carrières étudiera avec la plus grande attention le dossier (lettre manuscrite, CV) que vous voudrez bien lui adressez sous réf. 446.

UNILOG
9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC - Informatique

DESSEIN

La revue "CARACTERE"

Magazine professionnel bi-mensuel, leader sur son marché, recrute pour renforcer son équipe rédactionnelle

JOURNALISTE
25-35 ans

Minimum 3 à 4 ans expérience presse, quotidienne ou périodique.

Une formation économique est souhaitée ainsi qu'une pratique de l'anglais.

Envoyer votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) à :

Caroline Aubry
1, Cité Bergère - 75009 Paris

Une publication du Groupe CEP

SUD-OUEST

CHEF COMPTABLE :
Une grande autonomie pour un excellent praticien

Autonomie et donc, grande fiabilité professionnelle sont les caractéristiques du poste proposé par cette PMI d'environ 100 personnes, produisant et commercialisant des appareils de chauffage et de climatisation.

Directement rattaché au P.-D.G. de l'entreprise, ce Chef Comptable (assisté de 2 personnes) a la responsabilité :

- *des comptabilités (auxiliaires, générale et analytique, partiellement informatisées) et du contrôle de gestion : bilan, comptes d'exploitation, déclarations fiscales, consolidation,*
- *de la tenue et du contrôle des stocks et inventaires.*

Ce poste de confiance exige donc une bonne formation de base et, surtout, une solide expérience de praticien rigoureux, acquise soit en direct dans une petite entreprise soit en second dans une société plus importante.

Lieu de travail : région bordelaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81374 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Groupe de Sociétés d'investissement immobilier à caractère industriel et commercial

recrute

jeune cadre

Au sein de l'équipe existante, il assurera le suivi d'une partie du patrimoine (en location simple et crédit-bail) sur les plans administratif, financier, juridique et fiscal (assurances, modifications de contrat, négociations de cession, de renouvellement de bail ou de rachat de crédit-bail, assemblées de locataires ou de copropriétaires, choix des syndics ou des gérants, rapports avec les mandataires, etc...).

Le candidat sera diplômé d'études supérieures (Maîtrise en Droit, ESCP ou équivalent) et possédera une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions à Madame ROBIN, 37, rue de Suréne, 75008 Paris.

P R B

INGENIEUR CHIMISTE COORDINATION PROCESS

Province Nord 100 Km **30 ans minimum**

Leader de son marché, notre société fait partie d'un groupe multinational *français de toute première dimension. Nous recherchons pour renforcer* notre direction technique un ingénieur de procédé, chimiste, option génie chimique, ayant plusieurs années d'expérience d'une fonction analogue dans l'industrie ou l'ingénierie chimique. Il aura un rôle évolutif de plaque tournante entre la Recherche-Développement, les services de construction et les usines de production. L'aptitude au dialogue constructif est un des impératifs majeurs de la fonction.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 aux heures de bureau sous réf. 139 R H CONSEIL, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL 763 11 15

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.18.05.



PAPETERIES DE GASCOGNE
Groupe Industriel de première importance dans le Sud-Ouest. Particulièrement performant dans le domaine de l'emballage, nous recherchons pour notre Centre Informatique à DAX (40) :

UN INGENIEUR SYSTEME

Le développement considérable de notre outil informatique (5 IBM 38 actuellement utilisés, 90 terminaux, l'arrivée accélérée de la Micro) justifie pleinement la création de cette fonction, auprès de notre Directeur Informatique.

Dans cette configuration très évolutive, ses compétences en matière de Réseaux seront déterminantes, et lui permettront de rapidement apporter l'assistance nécessaire auprès des équipes d'Etudes et d'Exploitation.

Sa formation supérieure (Ecole d'Ingénieur de préférence), une expérience professionnelle réussie dans la filière système (constructeur, SSII...) devraient lui ouvrir de bonnes perspectives d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. complet, photo et prétentions, sous la réf. 2821 M à OCS notre Conseil.

OCS
29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX
91, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS

Important groupe de SICOMI et de SCPI

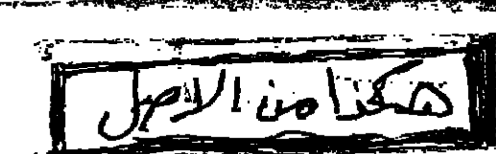
recherche pour son département de
GESTION IMMOBILIERE

responsable
(H.F.)
d'une partie du Patrimoine

Le candidat de formation supérieure doit posséder une expérience de 5 ans minimum dans ce domaine d'activité.

Adresser lettre manuscrite, Curr.-Vitae, photo et prétentions s/référence 525, à T.P.A., 54, bd Saint-Michel 75006 Paris

P.R.E.



INGENIEUR CHIMISTE "AFFAIRES" INTERNATIONALES

Bilingue Anglais
Voyages fréquents

La Division polymères de notre Groupe spécialisée dans les produits et additifs de pointe à forte valeur ajoutée exporte plus de la moitié de sa production. Nous recherchons pour renforcer notre potentiel commercial, un Ingénieur Chimiste idéalement diplômé de l'Institut Français du Caoutchouc ou de l'Ecole d'application des Hauts Polymères. Son rôle sera double, celui de conseil et d'interface technique avec nos agents et clients industriels et celui de négociateur de marchés importants. L'expérience des polymères et la pratique de la négociation à l'international sont une nécessité.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre appelez le 763.11.15 aux heures de bureau sous réf. 155, RH CONSEIL, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

Responsable des Droits à l'Etranger

Un grand éditeur parisien recherche une collaboratrice pour son département international.

Responsable de cette activité pour 3 sociétés du Groupe, cette personne aura pour mission de sélectionner les ouvrages pour les différents marchés, d'assurer les négociations et de gérer les contrats auprès des éditeurs à l'étranger.

Cette fonction conviendrait à une jeune femme parfaitement bilingue anglais ayant une solide formation universitaire, une première expérience dans le domaine de la communication et désireuse d'élargir ses responsabilités au plan international.

Merci de nous adresser votre dossier pour une première rencontre sous Réf. 371 M

CURSUS CONSEIL
16, Rue de la Paix, 75002 Paris.

Conseil en stratégie d'entreprises (Rueil-Malmaison) recherche

Documentaliste
H/F

pour prendre en charge le service existant dont il assurera le développement et l'informatisation.
Il aura un diplôme récent de techniques documentaires et une expérience acquise en entreprise.
Anglais courant.

Ecrire avec CV, photo et prétentions, à CONEXHOM, 212 avenue Paul Doumer, 92508 Rueil-Malmaison Cédex.

Conexhom
Conseil en recrutement

O.A

CONSEILS DE DIRECTION
Groupe de Consultants d'une centaine d'Ingénieurs et de Consultants
recherche

consultants de haut niveau

pour les associer à ses missions en :
- PRODUCTION : planification, GPAO, informatique industrielle, ingénierie d'atelier, méthodes industrielles, maintenance.
- LOGISTIQUE : stratégies de développement, transports, conception de système de manutention et de stockage, systèmes d'information.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation GRANDE ECOLE ayant une personnalité de tout premier plan :
- profil d'organisateur,
- grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes,
- motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire,
- disponibilité pour de fréquents déplacements en FRANCE et en EUROPE.

La qualité des missions qui leur seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O.A. ouvrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

seniors consultants
Environ 10 ans d'expérience concrète sur des projets importants

consultants
Débutants ou première expérience.

O.A Nous vous remercions d'adresser votre candidature à : OUROUMOFF & ASSOCIES - 94, rue Lauriston - 75116 PARIS

Jeune chef de projet
conception et réalisation système de gestion

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES offre au sein de son département "Immobilier" en développement un poste intéressant et évolutif à un jeune Chef de Projet.

Sa mission :
Chargé plus particulièrement au sein du secteur gestion, de l'amélioration des systèmes actuels en intégrant des méthodes modernes, il sera responsable de :
- l'analyse des besoins,
- du développement (rédaction des cahiers des charges destinés à l'informatique),
- la mise en place et la formation des utilisateurs.

Son profil :
ESSEC, ESCP ou équivalent. Il devra disposer d'une première expérience de deux ans environ en organisation de système de gestion acquise au sein d'un Cabinet spécialisé ou importante société secteur Tertiaire (connaissances dans le domaine immobilier appréciées).

Le Groupe est doté de puissants moyens informatiques (une des plus grosses bases des données est implantée en Europe) et le département est équipé en IBM 38.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. HO 333 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Ingénieur chef des opérations

SOCIÉTÉ DE SERVICES AU GRAND PUBLIC, dynamique et en pointe dans son domaine, filiale d'un grand groupe national leader, recherche son Chef des Opérations pour diriger et animer l'ensemble des unités d'exploitation (280 personnes).

Ingénieur de grande école, il aura nécessairement une expérience du commandement et des relations avec les partenaires sociaux. Il aura à développer des outils informatiques et électroniques. Il sera ouvert à la gestion et aux calculs de prix de revient. Une formation aux techniques spécifiques du Groupe sera assurée.
Ce poste qui nécessite de réelles qualités humaines permettra une évolution de carrière motivante au sein du Groupe pour candidat fort potentiel.

Poste à Caen.

Ecrire sous réf. DK 329 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
NOTORIÉTÉ MONDIALE
recherche pour une de ses filiales un

JEUNE TRÉSORIER

de bonne envergure pour assurer des fonctions intéressantes et évolutives.

ESSEC, ESCP, Sc. Po. ou équivalent, environ 3 ans d'expérience, il traitera les problèmes d'une trésorerie diversifiée, complexe et internationale.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UJ 291 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Recherchons

INGÉNIEUR
SPÉCIALISTE OPTIQUE-OPTRONIQUE

- Expérience 10 ans exigée en optique militaire.
- Apte à participer à la gestion d'un contrat.
- Langue anglaise.
- Déplacements fréquents (France et étranger).

Envoyer c.v. et photo à COFRAS service du personnel 32, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

PME
cherche contact avec
CADRE GESTIONNAIRE

Retraité ou préretraité pour actions bénévoles.

RÉFÉRENCES EXIGÉES

Tél. pr r.v. 843-73-24.

S.E.E.E.
IMPTE STÉ D'APPLICATIONS ÉLECTRONIQUES ET MICRO-INFORMATIQUES
C.A. 250 millions
Effectif 850 personnes
recherche pour son agence de MALAKOFF (92)

1 RESPONSABLE D'AFFAIRES

Niveau ingénieur.
2 ans d'expérience.
Connaissances en électrotechnique, électronique et microprocesseurs (Z 80 - 8085 - 6800 matériels et logiciels) souhaitées.
Missions de mises en service en France et à l'étranger.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à M. BERGEAT, S.E.E.E., 11, rue Paul-Bert, 92240 MALAKOFF.

S.S.I.I. BATIMENT T.P.
PARIS
recherche

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL
DUT ou équivalent

1re expérience en MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
N° M. 85.010
BLEU,
17, rue Lebel,
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

INGÉNIEURS
Électroniciens Chefs projets
EXPÉR. ÉTUDES LABO

INGÉNIEURS
Electronic. responsables production équipements scientifiques. Expér. Laser-optique.
Env. C.V. à AMP, n° 4.476/F, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris 15e qui transmettra.

Jeune fiscaliste
fort potentiel

SOCIETE NAVALE
CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

CA 2 milliards de francs, nombreuses filiales France-étranger, offre un poste intéressant et évolutif à un jeune Fiscaliste disposant d'une première expérience réussie de préférence dans un groupe industriel.

Sa mission : au sein du Secrétariat Général il devra pour la France et l'étranger traiter des problèmes fiscaux variés, assurer un rôle opérationnel, d'études et de diffusion des informations fiscales importantes.

Sa formation et expérience : une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences Po...) ou juridique (droit des affaires) + DESS de fiscalité.
Il devra au cours d'une expérience de 3 à 5 ans polyvalente, avoir acquis de solides connaissances sur l'ensemble des aspects fiscaux d'un groupe (TVA – impôts – constitution de filiales – fiscalité de sociétés de statuts différents...).
Réelles possibilités de développement de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GV 300 AM

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Juriste d'entreprise
accords industriels

UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL, CA 23 milliards, recherche pour l'intégrer à sa Direction Juridique, un Juriste ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise en entreprise et capable d'assumer avec dynamisme, autonomie et esprit d'équipe des responsabilités d'étude, de conseil auprès des directions opérationnelles et de négociation avec des partenaires extérieurs dans le domaine des accords industriels.

Ce poste conviendrait à un candidat Docteur en Droit ou niveau équivalent, ayant si possible de bonnes connaissances en comptabilité.
Une parfaite maîtrise de l'anglais est demandée.
Réelles possibilités d'évolution selon performances.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. IP 334 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Contrôleur budgétaire et comptable

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES recrute pour son département "Immobilier" en développement un Contrôleur Budgétaire et Comptable.

Son profil :
De formation gestionnaire ESC, Sciences Eco. (+ DECS apprécié) avec des connaissances informatiques.
Le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans, dans des fonctions de type contrôle de gestion, acquise au sein d'un service gestion immobilière appartenant à un grand groupe ou dans une entreprise de bâtiment.
Sa mission :
Il sera chargé du suivi des budgets et des tableaux de bord pour l'ensemble du département immobilier du groupe ainsi que de la supervision des travaux comptables.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GN 332 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

SAGEM

2 OSCARS A L'EXPORTATION
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX
dans le cadre de ses activités télétransmissions
recherche pour son centre d'études de CERGY-PONTOISE

Ingénieur documentation

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant plusieurs années d'expérience en documentation.
Une expérience support techniques après-vente serait appréciée.

Qualités requises :
- bon niveau technique (électronique, mécanique, logiciel),
- esprit d'initiative,
- rigueur,
- facilité de dialogue,
- la connaissance de l'anglais est souhaitée.

Evolution possible vers la responsabilité d'un service documentation.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à

SAGEM
Monsieur le Chef du Personnel - BP 210
95523 CERGY PONTOISE CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Entrez en télécommunicaction

Ingénieurs commerciaux confirmés

Un développement spectaculaire fondé sur l'accomplissement de personnalités de première force, une solide assise financière (filiale du géant ITT), des produits originaux en matière de communication, ITT Data Systems occupe une place de premier ordre en télé-informatique. Soyez les constructeurs de notre édifice en pleine expansion.

Ingénieurs micro-informatique

Vous avez fait vos preuves dans la vente de micro-ordinateurs, vous avez si possible une formation supérieure et aujourd'hui des ambitions à la mesure de vos moyens. Nous souhaitons vous rencontrer pour vous confier un secteur de clientèle que vous développerez et gérerez selon des objectifs définis. Vous participerez à la constitution de nos réseaux de vente directe ou indirecte.

Ingénieurs grands comptes

De formation supérieure -grandes écoles de commerce- vous maîtrisez l'approche des grands comptes en informatique.
Vous appréciez le niveau des interlocuteurs que vous y rencontrez et vous savez bien inscrire les solutions de moyen et de long terme dans vos propositions d'aujourd'hui. Véritables représentants de notre filiale chez un ou plusieurs de ces clients, vous commercialiserez, selon vos aptitudes tout ou partie d'une gamme de produits. Nous pensons que les objectifs que nous vous confierons, les moyens et la motivation que nous vous accorderons sont de nature à vous faire prendre contact avec nous.

Si comme nous vous pensez que la communication est nécessaire au progrès de l'informatique et à l'épanouissement des hommes.
Si votre potentiel vous permet de toujours apprendre et si les milieux nouveaux développent vos facultés d'adaptation, nous devons nous rencontrer pour répondre à vos préoccupations d'évolution de rémunération et surtout de carrière.
545.67.05. Didier Vandamme - ITT Data Systems, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cédex 15.

média-system

ITT Data Systems ITT
Entre vous et nous : le dialogue.

Responsable gestion des ressources humaines

Nous sommes une société de services techniques importante mais à taille humaine (450 personnes), filiale d'un des plus puissants groupes français. Dans le cadre de notre développement et de l'évolution de nos structures nous recherchons le Responsable de la Gestion des Ressources Humaines. Sous l'autorité de la Direction Générale, vous aurez la charge de l'acquisition et de la gestion des ressources humaines de notre société. *A ce titre vous serez responsable du recrutement (ingénieurs et techniciens principalement), de la formation*, du suivi des carrières et de la communication interne. Pour ce faire, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (sciences humaines, scientifique, juridique...) et âgé d'au moins 30 ans, vous avez déjà acquis une bonne expérience du monde industriel et de la gestion des ressources humaines. Au-delà de vos compétences "techniques", nous comptons sur vos qualités relationnelles et votre goût du dialogue pour maintenir et développer la qualité de notre climat social. Un candidat de valeur peut être assuré de se réaliser à ce poste qui est à pourvoir en proche banlieue ouest de Paris.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (femme ou homme) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 503 M à :

jlp
j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

sources

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS
débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION
Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES
Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE
Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATICIENS
Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

13-85489-0F

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 562 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

THOMSON-TITN

recherche

INGENIEURS LOGICIEL

débutants ou première expérience.
Formation école d'ingénieurs ou équivalent pour participer à des projets « SYSTEMES TEMPS REEL ».

INGENIEURS ELECTRONIQUE

possédant une solide connaissance des circuits analogiques.

Postes à pourvoir banlieue Sud et Ouest, et région bordelaise.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. T / M / LA à Madame CHARTIER - THOMSON-TITN 1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

Etablissement Financier de dimension internationale recherche pour ses très importantes activités Prévoyance,

Responsables Juridiques et Administratifs de l'Assurance

pour prendre chacun l'animation d'une unité :
- l'une chargée des fonctions de Conseil Juridique et du Contentieux auprès de la Direction et des services commerciaux,
- l'autre, du suivi administratif et juridique des opérations d'assurances.

Les deux postes s'adressent à des diplômés en Droit ou d'Ecoles de Commerce, ayant une solide expérience juridique et administrative en sociétés d'assurance (Vie, souhaitée) et l'aptitude à animer une équipe de cadres.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Merci de nous adresser votre C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence CR 501 à,

CGS CARRIERES
55, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

Climax Automation S.A.
Jeune société en plein développement dans le domaine de la robotique recherche

BLOIS

Responsable marketing

Ce poste conviendra à un jeune diplômé d'études supérieures techniques, âgé de 28 ans minimum, pratiquant l'anglais et ayant acquis une première expérience commerciale dans l'industrie de biens d'équipement.

Il devra créer les supports de ventes, suivre le marché de la concurrence, entretenir les relations avec les revendeurs France Export et assurer toutes relations extérieures : publicité, presse, expositions, etc.

Réelles perspectives d'avenir pour candidat de premier plan.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions, sous la réf. 31-90/LM à H. CARON

MEDIA BA

CLA
CLA Recrutement
56, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français, recherche à PARIS (banlieue NORD) :

Chef de B.E. électronique

pouvant encadrer et gérer 25 ingénieurs et techniciens avec l'autonomie correspondante à la fonction.
Nous accueillerons dans cette fonction un cadre de haut niveau apportant une expérience significative dans un des domaines suivants de conception de produits ou systèmes : logique, analogique, visualisation, opto-électronique ou ultrasons, logiciels de contrôle industriel en temps réel, systèmes d'exploitation, etc...
Pour ce poste d'encadrement, nous serons attentifs autant aux qualités relationnelles qu'aux acquis techniques.

Ecrire en précisant la référence **280 M**, au **CABINET GATIER**, *91 Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.*

média-system

Cabinet Gatier

CONSEILLERS EN ENTREPRISE

Nous sommes la société de pointe dans notre domaine d'activité et nous désirons nous adjoindre de nouveaux conseillers, de préférence diplômés en psychologie appliquée.

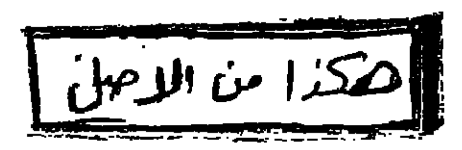
Une facilité pour analyser et commenter des statistiques est impérative. Une expérience en tant que formateur dans le monde des affaires serait nécessaire. Une connaissance active et parfaite de l'anglais et du français ou de l'italien est requise.

Vous acceptez en outre de voyager intensivement chaque semaine au départ de votre domicile. Nous vous offrons d'excellentes perspectives au sein de notre société, laquelle conseille de nombreuses sociétés internationales bien connues.

Nous attendons votre candidature et C.V. avec mention de votre rémunération actuelle et votre *numéro de téléphone* sous référence IMILM 040285 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.
878, chaussée de Waterloo
1180 BRUXELLES (BELGIQUE),
qui transmettra.





مكبرا من الاصل

BANQUE FRANÇAISE

réputée par la qualité et le rendement de ses produits financiers recherche un

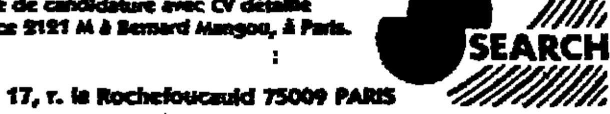
GESTIONNAIRE D'OBLIGATION

pour son siège à PARIS

Le titulaire de ce poste, nouvellement crée, s'intégrera à une équipe et, sous la coordination du responsable du secteur obligataire, prendra en charge le gestion directe de structure telles que SICAV - F.C.P.

Compte tenu du développement de ce secteur, ce poste présentant de réelles possibilités d'évolution, sera confié à un candidat à forte potentialité âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure (économie, mathématique) ayant une connaissance réelle des marchés obligataires.

La rémunération élevée et évolutive sera liée, en partie, aux performances obtenues.



Adresser lettre de candidature avec CV détaillé sous référence 2121 M à Bernard Mangou, à Paris.

SEARCH

17, r. la Rochefoucauld 75009 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL

NOTRE METIER

La couverture des risques bancaires et d'entreprises, le financement des entreprises et des maîtres d'ouvrages, une ingénierie financière complète.

NOTRE ETABLISSEMENT

- les plus hauts niveaux d'engagement et de responsabilité par tête.
- une capacité, prouvée, de croissance et d'évolution à toute épreuve.
- une recherche constante des hommes en capacité de se confirmer les meilleurs.
- le souci de leur réalisation personnelle dans nos équipes.

NOTRE RECHERCHE POUR UNE DIRECTION REGIONALE PARISIENNE

UN SECOND A VOCATION DE PATRON (DANS 4 A 5 ANS)

- tous terrains : financiers, entreprises, maîtres d'ouvrages... à tous les niveaux
- ayant :
  - notre âge (la trentaine)
  - un tempérament de gagneur pour une carrière à la mesure de sa volonté et de nos ambitions.
  - une formation SUP de CO - ESSEC - IAE - CESB - ou équivalente.
  - une première expérience de Technico-Commercial Entreprises, dans un Etablissement Financier ou Bancaire : crédits spéciaux, agence bancaire à clientèle industrielle...

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 4564 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 Paris. (Tièdes et approximatifs s'abstenir - discrétion assurée).

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Notre Division Produits Minéraux commercialise plus de 450 produits destinés à résoudre, dans toutes les branches de l'industrie, les problèmes d'hygiène, de traitement des surfaces, de protection, de *qualité d'eau...*

Pour renforcer notre équipe marketing, nous créons un poste de Chargé d'Études confirmé.

Vous prendrez en charge les études marketing de la Division et interviendrez sur des marchés très diversifiés, concurrentiels et en évolution constante. Vous participerez, en outre, à la construction d'un système d'information marketing au plan européen.

Vous êtes un professionnel des études de marché, de préférence en milieu industriel, et parlez allemand.

Merci de nous adresser votre candidature sous réf. 2100 M à



Direction des Relations Humaines - BP 111
94250 GENTILLY

Comptables, collaborateurs de cabinets... comptabilisez les écarts autrement !

A 28 ans environ, vous avez une formation supérieure et une bonne connaissance du cabinet d'expertise, nous vous proposons d'exercer votre métier différemment et de devenir

Ingénieurs conseils en informatique de gestion

Nous pensons que des professionnels de la comptabilité, sauront parfaitement conseiller et promouvoir nos systèmes de gestion auprès des experts-comptables (notre spécialité).

Selon vos motivations vous pourrez soit exercer une fonction commerciale, soit assister nos clients dans le démarrage et le suivi des applications comptables.

En refusant le mot de fournisseur et en imposant celui de partenaire, CEGID est devenue l'un des leaders de son marché.

Créée en 1983, son objectif 85 est de 60 M.F. Une expansion à laquelle nous désirons vous associer à Paris, Lille, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux ou Toulouse, Rennes et la région Rhône-Alpes.

Nous vous remercions d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à CEGID - 13-14 quai Pierre Scize 69009 LYON.

CEGID VOTRE SOCIETE

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Nos perspectives de développement nous permettent de proposer de nouvelles opportunités à

3 Ingénieurs Grandes Ecoles

(Centrale, Supelec, Télécom... débutants ou 1re expérience)

auxquels nous allons confier des missions variées au sein de notre

Informatique de gestion

1er poste : Dans un environnement IBM 3033 U et 3083 BX sous MVS/CICS-DL1, vous tenez les fonctions «d'administrateur de bases de données». Votre formation d'ingénieur et éventuellement une première expérience en bases de données vous en donnent les moyens. En particulier, vous définirez et mettrez en place les standards et les procédures de sécurité. (réf. 524)

2ème poste : Ingénieur d'Applications débutant (Grande Ecole – option informatique si possible), vous interviendrez dans le cadre de l'évolution des applications existantes, puis dans les nouveaux développements. (réf. 525).

3ème poste : Ingénieur Informaticien, vous avez éventuellement une première expérience système (formation assurée). Dans un environnement très sophistiqué vous travaillerez sur les logiciels et systèmes de base MVS et CICS. (réf. 526)

Ces postes font bien sûr appel à la créativité et au sens pratique. Ils nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS et du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec photo sous référence correspondante à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

ariane

vous offre d'intégrer en qualité d'ingénieur, l'équipe responsable de la spécialité séquentielle-pyrotechnie-sauvegarde

utilisée lors des contrôles et de la mise en œuvre des chaines électriques du lanceur ariane.

Au sein de notre division opérations lancements - département systèmes électriques - nous vous proposons de :
- **PARTICIPER** à la définition et à l'élaboration des procédures "logiciels" de contrôle.
- **FAIRE VIVRE** les programmes informatiques correspondants et les valider.
- **ASSURER**, après formation, la responsabilité de la spécialité lors d'une campagne de lancement en Guyane.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur type INSA, ENSI ou similaire.

Vous avez acquis une formation de base en électromécanique, électronique et informatique.

Vous apporteriez un plus en justifiant d'une expérience de terrain liée à la production ou au contrôle.

Enfin, sens des responsabilités et esprit d'équipe sont parmi vos qualités personnelles reconnues.

Le poste est à pourvoir à EVRY mais bien sûr il nécessite de nombreux déplacements en GUYANE.



Merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE, Relations Humaines, 1, rue Soljénitsyne - 91000 EVRY.

Rejoignez un important groupe bancaire !

Cadres confirmés

Nous recherchons pour notre département financier des cadres confirmés dans les domaines suivants :

Elaboration de produits d'épargne

Vous devez posséder une expérience pratique dans la création et le suivi de produits d'épargne à caractère financier (SICAV, FCP, intéressement des salariés...). (Réf. EP/3370)

Gestion immobilière

Vous vous verrez confier, au sein de l'équipe actuelle, la gestion d'immeubles, de bureaux et, le cas échéant, la recherche d'investissements immobiliers.

Une expérience de gestion SCPI ou SICOMI serait appréciée. (Réf. GI/3370)

Placements obligataires

Vous possédez un bon sens commercial et êtes capable, grâce à votre expérience, de développer votre action en direction, notamment d'une clientèle institutionnelle (caisses de retraite, associations, etc.), tant à Paris qu'en province. (Réf. PO/3370)

Opérations financières

Vous avez la charge de monter toutes opérations pour le compte de sociétés (augmentations de capital, émissions obligataires, introductions en Bourse, etc.).

Une expérience de plusieurs années de ce type d'activité est requise. Réf. OF/3370)

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) renforcés par une expérience de plusieurs années. Votre dynamisme et votre capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Lieu de travail : PARIS (2e).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MULTIPROCESSEUR FRANCAIS PERFORMANT

Grande entreprise privée française, spécialiste de l'étude et de la réalisation de grands ensembles destinés aux marchés industriels et militaires, nous développons sous licence un calculateur de pointe, base de systèmes très performants que nous réalisons. Pour renforcer notre équipe d'étude, nous recherchons pour la banlieue Sud.

Responsable Développement

Diriger l'équipe de développement, coordonner l'étude des cartes «Fonction» et la réalisation de logiciels, suivre les sous-traitants, c'est la mission que nous confierons à un ingénieur ayant acquis une bonne expérience du développement des calculateurs et de l'animation d'équipe.

Ingénieur Logiciel

Etudier les logiciels de base, concevoir les moniteurs temps réel, telle sera la première tâche qui sera confiée à un jeune ingénieur ayant une expérience de logiciel sur microprocesseurs 16 bits et système d'exploitation UNIX.

Envoyer CV, photo sous référence 4835, à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



Nous concevons TOUT dans nos micros, le matériel, le logiciel, les interfaces, le réseau local, les périphériques, les applications,... et bien sûr le packaging : design: mécanique, énergie, connectique.

DESIGNER MECANICIEN HF

Vous pensez utilisateurs, vous pensez fabricabilité, vous pensez coûts.

Vous mettez votre créativité et votre compétence au service des Chefs de Projets pour donner au produit une forme belle et fonctionnelle et le concrétiser sous tous ses aspects.

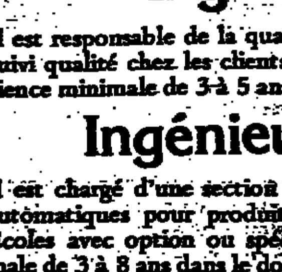
Vous vous donnerez les moyens nécessaires pour réaliser votre objectif et vous animerez votre équipe d'études.

De formation Arts et Métiers, INSA, . . . vous avez une première expérience industrielle, si possible dans l'électronique professionnelle.

Votre base de travail sera BOIS D'ARCY. Notre environnement international nécessite une bonne connaissance de l'anglais.

Veuillez adresser votre candidature sous la référence 18/M à DRRH, MATRA DATASYSTEME - B.P. 77 78391 - BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA DATASYSTEME



JAEGER spécialiste des équipements de bord électroniques et électromécaniques pour l'automobile (ordinateur de bord, communication homme-machine, aide à la conduite), société de la Branche Electronique du Groupe MATRA recherche pour ses services techniques de Levallois-Perret (H/F) :

Ingénieur Qualité

Il est responsable de la qualité à la conception, de l'homologation, du suivi qualité chez les clients. Formation d'ingénieur généraliste. Expérience minimale de 3 à 5 ans dans le domaine. Réf.D11

Ingénieur Automaticien

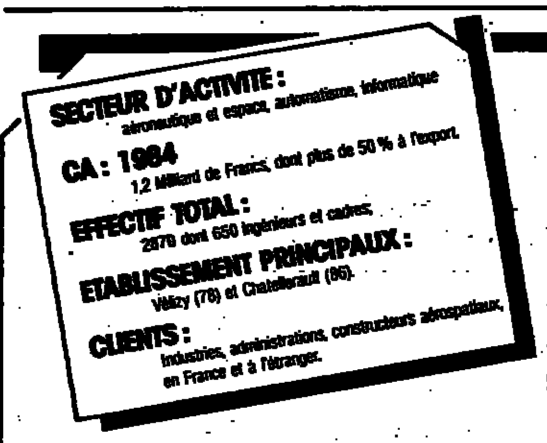
Il est chargé d'une section d'études développant des moyens d'essais automatiques pour produits fabriqués en série. Formation Grandes Ecoles avec option ou spécialisation automatique. Expérience minimale de 3 à 8 ans dans le domaine. Réf.D13

Ingénieur Méthodes Qualité Fiabilité

Il doit établir méthodologie et procédures concernant la qualité et la fiabilité des produits fabriqués (électroniques et électromécaniques) et doit s'assurer du respect des procédures. Formation d'ingénieur généraliste. Expérience de 5 à 10 ans dans le domaine. Réf.D14

Envoyer CV et prétentions en rappelant référence indiquée à Pierre STOFATI — Gestion des Cadres JAEGER 2 rue Baudin — 92303 LEVALLOIS—PERRET

JAEGER





SFENA, société innovatrice, occupe une position mondiale de premier plan grâce à son avance technologique et à sa longue tradition de fiabilité.
Nous développons continuellement des produits ou des domaines d'avant-garde, telles que les centrales inertielles à gyromètre à laser.
Pour atteindre nos objectifs, et gérer le futur avec succès, nous croyons beaucoup à l'investissement humain et à la nécessité de réunir des compétences pluridisciplinaires.
Nous recherchons des Ingénieurs Grandes Ecoles pour nos services d'études et de développement de nos 2 établissements à Vélizy et à Chatellerault.

Ingénieurs grandes écoles

Débutants ou expérimentés (3 ans environ)

2 Ingénieurs d'études électroniciens

- *Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Châtellerault (Vienne), vous serez chargé de l'étude et du développement du gyrolaser ou des centrales inertielles à gyrolaser (définition réalisation essais et participation à l'industrialisation). (Réf. 911).*
- *Rattaché à la Division Pilotage et Systèmes et à notre établissement de Vélizy (Yvelines), dans le cadre des études sur l'Airbus A 320, vous serez chargé de la conception et du suivi du matériel destiné aux calculateurs embarqués. (Réf. 601).*

Ingénieur d'études cristaux liquides

- *Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Vélizy (78) vous serez chargé de conduire le programme d'étude et d'intégration des dispositifs à cristaux liquides dans la famille des indicateurs gyroscopiques. Ingénieur électronicien vos connaissances en imagerie, optique appliquées seraient appréciées. (Réf. 630).*

1 Ingénieur d'études système

- *Vous serez chargé de la conception du calculateur des systèmes de pilotage automatique et participerez au suivi des essais en vol.*
Il vous sera demandé des connaissances en matériel et logiciel. (Réf. 907).

2 Ingénieurs d'études

- *Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Châtellerault (86), vous serez chargé des études et développements de nouveaux capteurs (études théoriques conception expérimentation). Ingénieur ENSMM, ESIM... ou universitaire, il vous sera demandé une formation en physique du solide (si possible en matériaux cristallins) et en micro-électronique. (Réf. 901).*
- *Rattaché à la Division Pilotage et Systèmes et à notre établissement de Vélizy (78). Vous serez chargé des études théoriques de système de guidage et de pilotage (mise en équation, conception). Ingénieur ENSICA, ENSMA, ECL, ... il vous sera demandé une formation en automatique, en mécanique rationnelle et informatique. (Réf. 929).*

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.

Ingénieurs d'affaires
250.000 F

Composants électroniques-hyperfréquences - *Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons acquis grâce à notre savoir faire technique et à notre maîtrise de la technologie une réelle notoriété dans le domaine des composants hybrides et microondes. Ingénieur de formation, vous bénéficiez d'une expérience de laboratoire dans le semiconducteur, ou encore mieux, dans les composants hyperfréquences. Nous vous proposons d'élargir vos responsabilités en vous confiant le poste d'ingénieur d'affaires. Votre mission : basé en proche banlieue sud de Paris et intégré dans la force de vente, vous assurerez par des contacts permanents et un suivi technique et commercial des affaires, une interface efficace entre notre outil industriel et les exigences légitimes de nos clients (les grands industriels français et européens de l'électronique). La rémunération annuelle proposée, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire ou téléphoner à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2622M.*

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L'USINE NOUVELLE

Vous nous connaissez, vous appréciez notre support et la qualité de notre rédaction. Vous avez suivi notre évolution et vous savez que nous sommes désormais trois : **USINE NOUVELLE HEBDO, PRODUIRE et TERTIEL.** Nous sommes le premier Groupe de Presse Industrielle en France. Voici quelques chiffres qui nous positionnent : 60.000 exemplaires diffusés et 350.000 lecteurs, 7.000 pages de publicité par an. Pour renforcer notre équipe en publicité commerciale nous recherchons :

chef de publicité senior

Vous avez 4-5 ans d'expérience, la vente d'espaces vous réussit bien et vous êtes disposé à franchir une nouvelle étape qui fera de vous un gestionnaire de produit responsable de ses objectifs et autonome dans l'élaboration et le choix de ses moyens. Nous apprécierons les atouts suivants : pratique des Agences, familiarité avec les milieux industriels, participation aux études, élaboration d'argumentaires, talents d'animateur. Votre évolution dépendra de votre réussite. (Réf. 15 AM)

chef de publicité junior

Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce, le monde de la publicité et de la presse vous intéresse et la communication vous attire. Votre personnalité (esprit curieux et créatif, goût de la compétition, sens du concret) vous prédispose au dialogue et au conseil avec des interlocuteurs de tous niveaux : grands Groupes et PMI, Agences et Annonceurs. Si vous êtes convaincu qu'il n'y a pas de carrière commerciale sans réussite sur le terrain, nous vous offrons l'opportunité de devenir un professionnel de la communication. (Réf. 15 BM)

Si ces challenges vous intéressent, adressez votre dossier (lettre, C.V., salaires, tél. pers., réf. choisie) à notre Conseil (ou le contacter). Il vous en remercie et il vous garantit une discrétion absolue. Postes basés à Paris 8è.

HLB **Hervé Le Baut Consultants** - 11, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : 265.38.39

AFCOREM

Les Congés Spectacles

Quartier OPÉRA - Organisme chargé de gérer les congés payés des professionnels du spectacle, nous créons, dans le cadre de la modernisation de notre système de gestion, le poste de

Responsable comptabilité-finances

Collaborateur direct du responsable des services généraux (personnel, juridique, finances) et assisté d'une comptable, vous serez chargé, après étude de l'existant, de contrôler la mise en place des nouveaux systèmes comptables (informatique centrale + micro-informatique). Parallèlement, vous mettrez en application les orientations retenues en matière de trésorerie et de placements.

Ce poste évolutif conviendrait à un jeune spécialiste de la comptabilité possédant une formation de type ESSEC, ESCP, ISG, complétée par une expérience d'environ 4 ans en comptabilité informatisée.

Mais, compte tenu de notre taille (– de 100 personnes) et de notre style de travail, nous recherchons avant tout un cadre compétent dans sa technique, appréciant le travail en équipe, faisant preuve d'implication et de qualités pédagogiques.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions sous la référence M/RCF à M. Jean-Gabriel ABTOUR, CAISSE DES CONGES SPECTACLES, 7 rue du Helder 75009 PARIS.

MEDIA PA

CCF

ingénieur système orienté DB, faites du relationnel

Notre banque dispose avec ses 308X et 43XX d'une puissance de 25 MIPS ; notre groupe système (à Paris-Champs-Elysées) a implanté MVS-XA et supporte CICS, DL1, NCP, NCCF, VTAM... Notre objectif est de renforcer son équipe DB/DC.

Vous participez à l'implantation d'un SGBD relationnel, tout en supportant l'ensemble des bases de données opérationnelles, et assurez le back-up de l'activité DC.

INGÉNIEUR diplômé, vous avez acquis en deux à trois ans, de préférence sur un site MVS, votre pratique d'un SGDB tel que DL1, ADABAS, IDMS, ORACLE, DB2... Sachez que la connaissance de CICS ou d'IMS est pour vous un atout.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4609 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10. RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

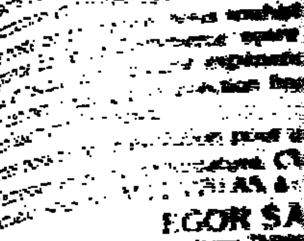
RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Nous occupons une des toutes premières places dans le domaine de l'ingénierie informatique.

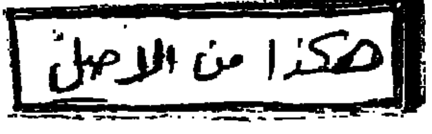
Vous possédez une solide expérience des techniques de communication en milieu industriel :
— rédaction du journal de l'entreprise,
— organisation des salons, des expositions..., dans le cadre des manifestations nationales et internationales,
— élaboration de documents et brochures à caractère technico-commercial, relations avec la presse.

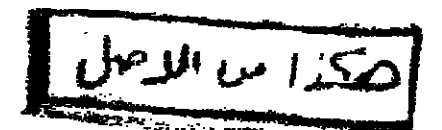
Si de plus, vous possédez une bonne connaissance de notre milieu professionnel : l'informatique,
nous souhaitons vous rencontrer très rapidement.

Adressez lettre, C.V., photo et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A., sous réf. 1083, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.











ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE

Cet important Groupe privé français occupe une place prépondérante dans son domaine d'activité tant en France qu'en Europe. Il recherche pour son holding à Paris un attaché à sa Direction Financière.

Il assistera le Directeur Financier dans le suivi des activités (trésorerie, comptabilité, consolidation, rapport d'informations, etc...) et dans le cadre de missions ponctuelles telles que : analyses financières, études de prise de participation et toutes opérations liées à la vie des sociétés.

Pour ce poste de confiance, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une grande Ecole de Commerce, ayant une sérieuse formation juridique et fiscale, ainsi qu'une expérience d'au moins 3 ans acquise dans un cabinet d'audit, à la direction financière d'un grand Groupe ou d'un établissement financier.

Excellentes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11/220 AS. à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

MEMBRE DE SYNTEC

MATRA HORLOGERIE

Avec un chiffre d'affaires de près de 900 MF, emploie 1100 personnes et recherche un :

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

S'intégrant à une équipe de cinq personnes, il participera à l'élaboration du budget et à son suivi.

De formation DECS, le candidat recherché sera débutant à un an d'expérience. Il fera preuve d'un bon dynamisme et d'une grande capacité de travail.

Envoyer lettre manuscrite + CV et photo à MATRA HORLOGERIE, Direction Planification et Contrôle, 5 rue du Vertbois 75003 PARIS.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques pour la recherche pétrolière.
Notre objectif : - développer notre section «ELECTRONIC MANUFACTURING ENGINEERING» (robotique - CAO - développement de tests et conception) nous amène à rechercher

3 Ingénieurs Grandes Ecoles
Electroniciens - Informaticiens

1er poste : Vous êtes ingénieur Supelec, Télécom, Centrale... option informatique) et vous avez si possible quelques années d'expérience en CAO/FAO.
C'est vous qui intégrerez nos systèmes de tests de sous-ensembles électroniques à notre environnement de bases de données CAO et nomenclatures. (réf. 521).

2ème poste : Ingénieur projets électroniques, vous étudierez la testabilité de nos produits, développerez des systèmes de tests automatiques d'ensembles. Vous vous assurerez de la fabricabilité des prototypes et veillerez au suivi des problèmes techniques des appareils électroniques en Production. Une expérience en électronique de 2 à 4 ans est nécessaire. (réf. 522).

3ème poste : Vos fonctions d'ingénieur méthodes en fabrication électronique vous conduiront à faire évoluer les process de fabrications et à améliorer ainsi la qualité de nos produits
Une formation Arts et Métiers completée par une expérience de 2 à 4 ans en électronique est indispensable. (réf. 523).

Ces trois postes exigent une bonne pratique de l'anglais. Ils ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec **photo** sous référence correspondante à la Direction du Personnel ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

Responsable d'agence de banque

Vous êtes un **professionnel de l'exploitation bancaire,** diplômé de l'enseignement supérieur et de l'I.T.B., vous avez plus de 5 ans d'expérience et des résultats. Vos qualités **d'animateur** et de **gestionnaire** vous permettent aujourd'hui de valoriser vos compétences dans une organisation originale décentralisée et dynamique.

Le Crédit Mutuel acteur régional du développement économique et social vous offre cette opportunité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 5/RA à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel de l'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cédex 11.

Crédit Mutuel d'Ile de France

CENTRE DE FORMATION
recherche
professeur vacataire
(2 heures hebdo) économie familiale et sociale. Ecrire C.F.A., 54, r. E.-Marcel, PARIS-2e.

VILLE DES ULIS
(Essonne)
28.000 habitants
recherche

INGÉNIEUR

SPÉCIALITÉ GÉNIE THERMIQUE

Adresser candidature + C.V. à M. le Maire des Ulis. B.P. 43, 91942 Les Ulis Cedex.

Importante Société de Prestations Services Comptables recrute pour missions :

10 COMPTABLES

BAC G2, BTS, DUT de gest.
Lieu : INVALIDES
Durée : 3 mois. Travaux : analyse déclarations revenus professions libérales.
Envoyer C.V. et photo à AMP sous réf. n° 4.462/F, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS 15e, qui transmettra.

Jeune Responsable Régional
Promotion Immobilière sur 3 Départements Ile de France

Le plan de développement des activités de promotion (environ 500 logements) de notre établissement financier prévoit la création à Paris d'un poste de RESPONSABLE REGIONAL.

Rattaché au Directeur de la Promotion, et en collaboration étroite avec nos différents services, vous prendrez en charge sur les départements confiés, avec une large autonomie d'action, l'ensemble des opérations (animation interne et externe, suivi financier et technique, commercial, ...) conduisant à l'obtention du résultat prévu.

Nos souhaits : une formation supérieure, une expérience polyvalente d'environ quatre ans dans l'immobilier privé, de préférence en accession à la propriété. Votre personnalité, votre capacité de travailler en équipe, votre pragmatisme seront parmi les critères déterminants du choix.

La compétitivité de la Société, les développements prévus doivent permettre à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 7302 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

L'informatique scientifique un nouveau challenge pour commerciaux qui tiennent la distance...

Nous sommes un important constructeur informatique de dimension internationale, qui s'attaque maintenant au marché de l'informatique scientifique.

Pour atteindre nos objectifs, nous avons d'excellents produits, une bonne stratégie, la volonté de réussir sur ce marché et des hommes motivés.

Soyez les premiers à rejoindre l'équipe qui démarre cette activité.

Vous prospecterez les laboratoires scientifiques et universitaires, les grandes écoles. Votre action commerciale sera renforcée par la qualité des supports techniques et marketing que nous mettons à votre disposition. Nous saurons vous motiver par une rémunération attractive.

Nous proposons ces postes à de **jeunes ingénieurs commerciaux** ayant une première expérience de la vente en informatique ou à des ingénieurs débutants ayant une formation scientifique de haut niveau et un fort tempérament commercial.

Nous cherchons de véritables «gagneurs», «perdants» s'abstenir.

Merci d'adresser sous réf. AM.23 : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil STANDARDATA - 128, Bd Haussmann - 75008 Paris.

STANDARDATA

Ingénieurs Grandes Écoles

X, ECP, Mines,... rejoignez le Groupe de Recherche Opérationnelle du CRÉDIT LYONNAIS

VOUS ÊTES

- INGÉNIEURS confirmés (deux à trois ans d'expérience) ;
- vous possédez de solides connaissances en Mathématiques appliquées et, éventuellement, une formation complémentaire en statistiques ou en économie ;
- vous maîtrisez un ou plusieurs langages de programmation scientifique (Pascal, Fortran) ;
- vous êtes très à l'aise dans les contacts à haut niveau ; vous avez le goût du travail en équipe et un dynamisme certain.

NOUS VOUS PROPOSONS

- de prendre en charge des études d'analyse et de prévision touchant à divers domaines d'activité de la Banque, au sein d'une équipe, basée à PARIS et directement rattachée à la Direction Générale ;
- de développer et promouvoir des outils d'aide à la décision sur mini et micro-ordinateur (modèles de simulation, traitement statistique de données, calculs actuariels et financiers, ...) ;
- et, bien sûr, de larges possibilités de carrière, à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 81372 M au CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement des Cadres - 25, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS.



CL CRÉDIT LYONNAIS

HAVAS CONTACT

INGENIEURS ENSAE, ENST, ESE ENSTA, MINES

SODERN

Domaines d'activités :
- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

La capacité d'innovation de la SODERN lui a valu de participer à de grands projets spatiaux français et internationaux, en particulier aux programmes de satellites SYMPHONIE, SPOT, METEOSAT, INTELSAT V, EXOSAT...

Ingénieur grande école, débutant à quelques années d'expérience, vous êtes fortement motivé par une activité d'études dans des secteurs de pointe.

La SODERN vous propose de mener des études de conception de systèmes et d'équipements opto-électroniques embarqués.

Pour un premier contact, adressez-vous au Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Banque

Organisme central d'un important groupe bancaire

Nous recherchons pour notre département international à Paris des jeunes **diplômés d'études supérieures :** HEC, ESSEC, Sup. de Co, Sciences Eco, ayant une bonne maîtrise de deux langues étrangères dont impérativement celle de l'anglais.

Des bonnes capacités d'adaptation aux traitements informatiques sont nécessaires.

Ultérieurement, des possibilités de carrière en province pourront être envisagées.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3369/LM à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA



ISA RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

SPÉCIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROÉLECTRONIQUE ET L'ANALYSE en très forte expansion sur le marché français et international (JAPON, U.S.A., U.R.S.S. ...), recherche

ingénieur
CHEF DES VENTES FRANCE

Rattaché au Directeur Commercial, il participera à l'élaboration de la politique des ventes et sera chargé de la faire appliquer sur son secteur d'activités. Il aura notamment la responsabilité directe de l'équipe d'ingénieurs technico-commerciaux assurant les relations avec la clientèle.

Ce poste impliquant des qualités de rigueur dans l'organisation et de dynamisme commercial, conviendrait à un candidat de FORMATION SCIENTIFIQUE (PHYSIQUE-ÉLECTRONIQUE) ayant une expérience confirmée de la vente de produits industriels de haut niveau technologique.

Réf. : 2966 M

ingénieur d'affaires
EXPORT

Intégré à une équipe Export très dynamique, il sera chargé de suivre une clientèle industrielle et scientifique utilisant des technologies très avancées, au travers d'un réseau d'agents locaux qu'il devra conseiller et animer.

Ce poste conviendrait à un JEUNE INGÉNIEUR de formation type INSA-GÉNIE PHYSIQUE ayant une première expérience des relations technico-commerciales, de préférence dans le domaine de l'exportation. Il implique la connaissance de l'ANGLAIS et une grande disponibilité (déplacements dans le monde entier).

Réf. : 2959 M

MEMBRE DE SYNTEC

Les dossiers de candidatures – sous référence correspondante, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Industrie laitière

Ingénieur d'études et applications :
au-delà de la compétence technique

Nous appartenons à un groupe international leader dans la conception et la vente de systèmes de conditionnement pour produits alimentaires.

Nous sommes sûrs que votre formation d'ingénieur (ENSBANA, ENSAIA, ENITAA ou équivalent) et votre expérience industrielle d'au moins 5 ans dans le secteur du lait à un poste de contrôle qualité et/ou de production, témoignent de votre compétence technique.

Au sein du service Études et Applications de notre société française, vous interviendrez en toute autonomie auprès de la clientèle pour définir les processus opératoires, organiser des plans de contrôle, prévenir et rechercher les causes d'incidents, promouvoir de nouveaux produits et de nouvelles techniques. Vous serez aussi l'appui des services internes commerciaux et techniques et le représentant de la société dans ses relations scientifiques extérieures.

Autant d'activités techniques, mais aussi relationnelles, qui feront appel à vos qualités d'homme de communication et de dialogue sachant doser diplomatie et rigueur. Il vous faudra prévoir des déplacements de courte durée en France et en Europe (l'anglais est indispensable). Lieu de travail : *Paris.*

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 843 à Plain Champs, 37, rue Froidévaux, 75014 PARIS.

Région parisienne : manutention et automatique industrielle

Notre Société est leader en France dans ses spécialités de la manutention automatisée. Nous subdivisons nos activités en départements très autonomes et renforçons notre encadrement technique de haut niveau. Nous recherchons

2 ingénieurs chefs de départements

Monorails électrifiés (Réf. IME/LM)
Ingénieur électromécanicien reconverti à l'automatique moderne

Chariots filoguidés (Réf. ICF/LM)
Ingénieur automaticien très orienté vers l'informatique industrielle

- Vous avez au moins 30 ans et quelques années d'expérience de l'encadrement d'équipes techniques pluridisciplinaires.
- Vous souhaitez élargir vos domaines de responsabilités et prendre en charge l'activité d'un département que vous créerez peu à peu à partir des structures existantes.
- Technicien dans l'âme, vous avez aussi les qualités d'un excellent gestionnaire, menant à bon terme la réalisation d'affaires pouvant atteindre 10 millions de francs et d'un C.A. annuel de l'ordre de 50 millions de francs.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions) à notre Conseil Alain CHABANE, Consultant Ingénieur INPG, qui vous garantit toute discrétion.



MEDIA PA

IMPORTANT FABRICANT DE PEINTURES FILIALE D'UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL

recherche un

RESPONSABLE HAUT NIVEAU

pour développer ses ventes de produits techniques réputés, destinés au marché de l'automobile en France.

- Il élaborera la stratégie commerciale.
- Il négociera avec les décideurs de la distribution.
- Il animera le réseau commercial et le service après-vente.

Un haut niveau de motivation personnelle est requis pour ce poste. Une réussite serait une ouverture pour une carrière au sein du groupe.

Adresser votre candidature sous réf. n° 393 à : JEGU, 27, rue de Rome, 75008 Paris, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE

1er plan à PARIS (1er) recherche pour son secrétariat des Engagements, un

COLLABORATEUR

confirmé. Classe IV et V pour assister le responsable de ce service.

Le candidat retenu devra avoir une expérience approfondie dans la gestion des dossiers de crédits et la mise en place de garanties.

Ce poste nécessite un bon sens de l'organisation, et la pratique de l'informatique constituera un atout supplémentaire.

Les candidats âgés de 30-35 ans adresseront leurs C.V. et prétentions à O.S.P. Service « D », 64, rue La Boétie, 75008 PARIS qui transmettra.

---

gestionnaire financier
PARIS

Un Organisme de Financement des Entreprises renforce la structure de ses services en matière de gestion financière et notamment :

- recherche et gestion de ressources à long terme (détermination des besoins, plans et suivi des besoins),
- prévisions et gestion de la trésorerie à court terme (établissement de prévisions et opérations de placements),
- création, mise au point et tenue de divers tableaux de bord,
- et toutes études particulières à caractère financier.

Le candidat sera issu d'une Ecole de Commerce et présentera une première expérience en établissement ou cabinet financier.

Il saura maîtriser le support informatique de gestion de trésorerie, dans l'objectif ultérieur de création d'un module autonome.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle en précisant la référence 519-M

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

INFORMATIQUE
INTERTECHNIQUE



chiffre d'affaires HT : plus de 1 milliard de francs, résultat net après impôt : 5 % du CA-HT.

LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION

recherche des

- **INGÉNIEURS COMMERCIAUX** (Réf. DCI-25)
- **INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX** (Réf. DCI-26)

Pour la RÉGION PARISIENNE, REIMS, LILLE, NANTES, BORDEAUX, LYON, MARSEILLE, NICE, PERPIGNAN..., et pour l'exportation.

Vous avez 3 ans d'expérience dans la mini-informatique de gestion,

Vous voulez faire partie d'une équipe dynamique et motivée,

Vous voulez réussir dans une entreprise résolument bénéficiaire dont les ventes d'ordinateurs ont doublé en trois ans,

Adressez votre curriculum-vitae détaillé et prétentions à la Direction du Personnel, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Le Directeur Informatique d'une société de services appartenant à un puissant groupe de distribution recherche son

RESPONSABLE ETUDES INFORMATIQUES

Nous vous confierons la gestion de ce département dans une optique de développement des compétences, des techniques et des méthodes.

A partir d'un schéma directeur, vous aurez à mettre en place un véritable système d'information du groupe.

Il vous reviendra donc d'organiser les données, de développer les nouvelles applications, de coordonner le travail des analystes et des programmeurs que vous encadrerez.

Vos êtes Ingénieur ou diplômé d'Etudes Supérieures et vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la conduite et la réalisation de projets de bonne envergure.

Nous vous offrons de développer vos compétences dans un environnement dynamique, mouvant et vivant : la Distribution.
La rémunération prévue, particulièrement attractive, doit intéresser un candidat de haut niveau.
Le poste est basé à Rueil-Malmaison.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 682 M à notre Conseil.

ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

RESPONSABLE SERVICE STATISTIQUES

GROUPEMENT D'ENTREPRISES

recherche

pour ce poste impliquant :

- Etablissement, exploitation et interprétation logiques des statistiques sectorielles.
- Mise au point d'études et de notes conjoncture.
- DIPLOMÉ (E) D'ÉTUDES SUPÉRIEURES.

Ayant le goût du traitement des chiffres et réel intérêt pour l'économie concrète.
Une première expérience de ce type est indispensable.

Adresser candidature par lettre manuscrite avec C.V., photo récente, rémunération actuelle et enveloppe *Réponse à REGIE-PRESSE* sous n° 300.994 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Trésorier et crédit manager
dans une des premières S.S.I.I. en France

Cette opportunité vous est offerte, à Paris, par le GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE : 1 100 personnes, 400 millions de F de C.A. en 1984, un développement international, une gamme de services étendue.

Rattaché(e) au Directeur Financier et Juridique, vous assurez la gestion de la trésorerie du groupe et contrôlez l'application des conditions bancaires. Vous êtes également responsable des recouvrements, fonction que vous créez et à laquelle nous accordons beaucoup d'importance : définition et mise en place des procédures, négociation des conditions de paiement, prise en charge des relances. Votre activité implique de nombreuses relations avec les banques, les entreprises clientes et les directions opérationnelles du groupe.

Vous êtes âgé(e) de 40 ans minimum, vous bénéficiez d'une formation supérieure et vous avez exercé, dans un service financier, une activité semblable à celle que nous vous proposons.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4171, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

MEDIA PA

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

Un des leaders mondiaux dans son domaine, recherche des

JEUNES INGÉNIEURS
préférence grandes écoles

pour le traitement informatique des données géophysiques.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Des missions à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à C.G.G. - 1, rue Léon Migaux - 91301 MASSY.

HAVAS CONTACT

صكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SAFT

Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Notre Département Générateurs Spéciaux, reconnu mondialement pour ses compétences dans le domaine des piles et batteries de haute performance pour applications militaires et spatiales, crée trois nouveaux postes pour son site de ROMAINVILLE (banlieue Est de Paris).

3 INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

(CENTRALE, ENSAM, INSA...)

Au sein d'une équipe jeune et dynamique, ces Ingénieurs auront à exercer leurs compétences dans le domaine du développement de piles de haute performance pour la propulsion de nouvelles torpilles.

De bonnes connaissances de base dans les domaines mécanique, hydraulique, thermique et informatique sont nécessaires à la réussite de ces projets.

Ces postes s'adressent à de jeunes Ingénieurs débutants de bon niveau ou ayant une première expérience, motivés par des projets de technologie avancée en liaison étroite avec le client.

Si l'une de ces opportunités correspond à vos compétences et à votre motivation, merci de nous adresser votre candidature, ss réf. GS/LM à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers - 92200 Neuilly-sur-Seine.

"CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.68"

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS

PENSER, MAIS PAS SEUL. LA MAITRISE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES IMPLIQUE L'ESPRIT D'EQUIPE.

AGIR, C'EST M'ENGAGER ET PRENDRE MES RESPONSABILITES POUR QUE NOUS CONSERVIONS NOTRE POSITION DE LEADER EN MATIERE DE COMMUNICATION ET DE RESEAUX.

VIVRE A TELESYSTEMES. C'EST DEVELOPPER ET EXPORTER MES CONNAISSANCES AUX QUATRE COINS DU MONDE.

- IBM 30 XX
- BULL DPS7-DPS8
- MINI 6
- IBM 4341
- IBM PC
- MICRAL
- MOTOROLA
- INTEL
- VAX
- PRIME
- CONTROL DATA

1985, C'EST L'ANNEE DE LA QUALITE TELESYSTEMES. NOTRE VOCATION D'ENSEMBLIER NOUS PERMET D'ETRE LEADER EN INGENIERIE DE SYSTEMES ET DE RESEAUX, EN CONCEPTION ET GESTION DE CENTRES INFORMATIQUES, EN TELEMATIQUE ET EN BANQUES DE DONNEES.

VOUS ETES PARMI LES 150 INFORMATICIENS QUI NOUS REJOINDRONT EN 1985.

PRENEZ CONTACT DES MAINTENANT AVEC

telesystemes

DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.
Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. (1) 544.38.98

GEMAP OUEST.

automobiles

OCCASIONS BMW
exceptionnelles très récentes
voitures de direction et ex T.T.
320i - 323i
2 ou 4 portes (modèles 84 et 85).
518-524 td-525 e-528 i
728 i-735 i-745 iA
G.A.P. WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
25, RUE CARDINET 75017 PARIS
267.31.00

BMW série 3, 5, 7
84 et 85 peu roulé garantie. Auto Paris-VX, 533-69-95 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

BMW
CONCESSIONNAIRE
GAP PANTIN
216, Av JEAN LOLIVE
M. 3 - 93500 PANTIN
840.40.64

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 — 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplômes. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B P 402 — 09 PARIS.

CRÉATION DE SOCIÉTÉS DOMICILIATION - CONSEIL ET SUIVI DE GESTION
GESTION - ÉTUDES ANALYSES
13, rue Thoin, 75006 PARIS. Tél. : 325-67-80.

secrétaires secrétaires secrétaires secrétaires

Grand Groupe Industriel

offre à une

SECRETAIRE DE DIRECTION DE TRES HAUT NIVEAU

l'opportunité d'assister l'un de ses dirigeants

Voici pour vous l'occasion de valoriser une solide expérience acquise dans un poste où vous avez fait la démonstration de votre efficacité, de votre autonomie et de vos capacités rédactionnelles.

Nous traiterons en toute confidentialité le dossier que vous pourrez établir à votre convenance et que vous voudrez bien adresser sous référence 4765 à l'agence DESSEIN 69 rue de Provence - 75009 Paris.

DESSEIN

Groupe de presse économique recherche pour son Président

ASSISTANTE DE DIRECTION

Ce poste motivant convient à une jeune femme d'environ 30 ans ayant une formation universitaire (Sciences écon., Sciences Po) et une expérience du secrétariat : dactylo et si possible sténo.
Elle a des qualités de rédaction, d'ordre, de méthode et le sens des chiffres.
Son expérience, sa solidité en font une collaboratrice autonome, capable d'assurer des contacts à haut niveau et d'évoluer avec diplomatie au sein d'une équipe dynamique.
Très disponible, elle est prête à s'investir dans ses nouvelles fonctions.

Env. c.v. + lettre manuscrite + prét. salaire à

A.I.R.

132, avenue de Villiers, 75017 PARIS ss réf. 203.

DEMANDES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOIS

MESSAGE AUX MANAGERS DE LA COMMUNICATION, DE L'AUDIOVISUEL DANS L'ENTREPRISE

Messieurs, je vous recommande à votre attention un grand « PROFESSIONNEL » dont je certifie en connaissance de cause les qualités humaines, techniques et l'expérience professionnelle qui le désignent pour un poste de « RESPONSABILITÉ ».

Je vous remercie pour lui

Vous me remercierez

BERTRAND TAVERNIER CINÉASTE

Ecrire à REGIE-PRESSE sous n° 301.288 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

J.F. 26 a., maîtr. angl., lic. exp., comm. gest. et informat., exp. enseign. et format. adultes, dynam., exc. présent., sens respons., gde aisance de contacts ts niv. Libre de suite, voit., étud. ttes propos. sérieuses. Tél. : (40) 73-81-86.

CADRE MARKETING, formation commerc. supér., 12 ans expér., études marketing, chef de produit, ch. poste à respons. Ecr. s/n° 1.928 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Demain votre DRH

Cadre supérieur, E.S.C.P., Spécialiste Fonction Personnel, grande expérience dans Entreprises 1000/1500 personnes en organisation et gestion, salaires, informatisation, formation et animation, négociation sociale, recrutement, analyse des fonctions dans optique promotions internes et plan de développement, restructuration, recherche poste de DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES, Paris ou sa Région.
Écrire sous référence 4951 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

J.F. 30 ans, 7 ans exp. de spectacle, ch. poste relations publiques de secteur culturel ou paraculturel. Tél. : 859-99-22.

J.F., 32 ans
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Formation CPJ + Ecole Estienne (fabrication), exp. mensuels, hebdos + édition, étudie ttes proposit. notamment presse spécialisée prof. ou associative.
Ecr. s/n° 6.725 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. ET. SC. HUMAINES, 3e C, angl. courant, dactylographie, poss. trvx domicile, recherche travail collaboration psychologue, écrivain, scénariste. Tél. : 806-01-76 ou répondeur.

F. 32 ans, cadre juriste, anglais, italien, espagnol, allemand, français, avec expérience. Étudie ttes propositions emploi stable en
NORD AFRIQUE, MOYEN-ORIENT.
Ecrire GHIRARDELLI, via SARPI 3, MILAN (ITALIE).

J.F. 27 ans, maîtrise d'histoire, anglais lu et parlé, conn. all., expérience musées, bureau enseignement, voyages, cherche situation.
Ecrire Florence Virston, 4, rue Lamarck, 75018 Paris.

Juriste brésilien, trilingue, 8 ans expér., DESS, propriété industrielle, étudie ttes proposit. Ecr. de Souza, 15, r. du Parc-Montsouris, 75014 PARIS.

36 ans avec diplômes en journalisme, hautes études sociales et internationales, exp. en presse écrite et parlée et de l'étranger travaillant actuell. pour une revue prof., cherche stage de perfectionnement ou emploi stable dans une radio ou presse locale.
Tél. : 363-73-48.

Vrai adjoint pour grand P.-D.G.
H. 42 a., d + sc. politique, trilingue, véritable généraliste de l'entreprise. Gestion, org., jurid., social, personnel, commercial imp.-exp. Exp. banque, pub., imp.-exp., transports, service, tourisme. Ch. poste adjoint P.-D.G., D.G., S.G. Ecr. s/n° 6.723 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 38 ans, cadre grde exp. gestion financière et inform., angl., cherche poste à responsabil. Tél. : 546-63-79 à 18 h 30.

Depuis 1 an et demi, j'ai : réalisé le suivi des produits de notre société, testé des nouveaux produits, dirigé une étude de marché, testé notre premier film publicitaire.
Aujourd'hui, je recherche un poste d'ASSISTANTE CHEF DE PRODUITS.
Ecrire sous le n° T 069.615 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE SUPÉRIEUR
H. 38 a., Sc. Eco, Sc. Po., 15 a. exp. org. banc. public (dt 5 étr.), spéc. crédit export, anal. fin., études macroécon., théor. et prat. Forte cap. trav., gde disp., ch. poste motiv. sect. privé ou public. (possib. détach.).
Ecr. s/n° 9326 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Poète graphiste, 48 a., inspiration spirituelle, souhaite fonction propice ou mécénat. RDLT, 10, rue Pasteur, 03 Moulins.

L'immob.

appartements ventes

4e arrdt

SULLY-MORLAND
A rénover pt 3 pces, 48 m², soleil, calme. Tél. : 644-98-07.

6e arrdt

PLACE FURSTENBERG (près) séjour + 4 ch., 2 bns, 120 m², 3e ét., bel imm. XVIIe restauré. LITTRE 544-44-45.

PRES ÉCOLE ALSACIENNE et
LUXEMBOURG
BEAU 6 p., 185 m², 3e ét., asc. DORESSAY, 624-93-33.

Mo VANEAU
50 m², occupé par dame âgée. 330.000 F. Tél. : 562-17-17.

7e arrdt

BAC - PRÈS SEINE
Beau liv. + 1 ch. 70 m², très clair. DORESSAY, 624-93-33.

12e arrdt

DAUMESNIL MAISON 120 m² S/JARDIN, CALME, PL. SUD. 1.485.000 F. 256-63-33.

PL. DAUMESNIL
(près). Pptaire vd ds imm. rénové 2-3 p., cuis., bains, terr., ref. nf. Tél. : 634-13-18.

13e arrdt

BD ARAGO
BEAU 4 P., 85 m², 5e, asc., sud. DORESSAY, 624-93-33.

14e arrdt

Montparnasse 100 m². Téléphone : 703-32-44.
TERRASSE.

RUE BEAUNIER, 63 m², séj. dble + chbre, cuis., bains. ETAT IMPECCABLE. GARBI - 567-22-88.

15e arrdt

LECOURBE-CAMBRONNE superbe 4 P., 100 m², imm. p. de t. LITTRE 544-44-45.

VILLAGE SUISSE
4 p., cft, bel imm. pierres. 850.000. Mardi, mer., 14 h à 18 h. 7 bis, r. Cl.-Lerminet.

16e arrdt

AUTEUIL 3 P. 65 m²
Calme. 307-31-62 matin.

18e arrdt

MOULIN DE LA GALETTE
Cadre exceptionnel, 2 p., entrée, cuisine, w.-c., douches, caractère. 320.000 F. Immo Mercadet, 252-01-82.

19e arrdt

R. MANIN, séj., 3 chbres, 2 bains, terrasse, box, récent. 1.030.000 F. T. : 327-52-44.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE NORD NEUF
Étage élevé, living, 2 chambres, 2 bains, cuisine équipée. Parking. Tél. : 604-53-94.

95- Val-d'Oise

St-Gratien, 3 pièces duplex, imm. récent, cuisine équipée, parking. 320.000 F. Tél. : 783-45-67.

Province

38 ALPE D'HUEZ
Pptaire vend dans bel résid. rénovée SUD AU PIED DES PISTES, studios et 2 Pièces refaits à neuf. La Chaumière, chemin de la Chapelle. Téléphone : (76) 80-61-20.

DIEPPE
2 P. 325.000 F
Superficie 30 m² + balc. 4 m² dans résidence neuve au bord de mer avec solarium. Proche centre thalasso, golf, casino. Documentation gratuite sur demande à SOGI, 33, rue Orfila, Paris-20e. (16-1) 797-91-51.

appartements achats

STÉ BARDOT - 705-45-55 98 bis, bd Latour-Maubourg, 7e, rech. pour clients sélect. gds appts ds imm. de qualité.

GROUPE DORESSAY
rech. APPTS, HOTEL PARTIC. à Paris 7e, 8e, 16e arr., Neuilly et Boulogne résidentiel. 624-93-33.

AGENCE LITTRÉ
rech. pour clientèle française et étrangère Apparts et Hôtels part. dans quartier résidentiel. Paiement compt chez Notaire. Téléphone : 544-44-45.

ACHÈTE STUDIO ou 2 P.
même à rénover, Paris ou ptes. 252-01-82 m. le soir.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

location non meublée offres

Paris

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
HESTIA - 306-09-10
188, rue de Vaugirard (15e).

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard, PARIS-5e. Métro CENSIER.

Buttes-Chaumont, 3 pces, park., récent, 3.900 + 1.000 F ch. Tél. : 205-85-32 matin.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadre supérieur et personnel IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech en permanence Appts toutes catégories, Studios, Villas. LOYER ÉLEVÉ ACCEPTÉ. PARIS BANLIEUE. 503-37-00.

URGENT couple cadre rech. appart. 3 pces, tout conft, balc. ou terrasse, park., préf. imm. neuf Paris ou proche banlieue. Tél. : 240-22-01, poste 620/607, H.B.

J.H. cherche petit 2 pces, loyer maximum 2.000 F. Tél. : 340-94-99 matin.

J.F. cherche 1 chambre avec eau, loyer maximum 700 F. Tél. : 340-94-99 matin.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl. Loyer garanti. (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

bureaux

Locations

VOTRE ANTENNE A PARIS. Bureau ou domiciliation. Business Buro (1) 346-00-55.

URGENT Société recherche 4 bureaux, 8e arrond. 222-31-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50.

FRANKLIN-ROOSEVELT
16 BURX. 425 m²
6 parkings. 624-93-33.

Siège social Rue St-Honoré, Constitution Stés, tous serv. Paris, Ile-de-France. INITIATIVES, 260-91-63.

boutiques

Ventes

Pr. Pl. DAUMESNIL, pptaire vd ds imm. rénové bout. libre tte ppté, excellent placement. Téléphone : 634-13-18.

immeubles

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. Téléph. 566-00-75. Paie comptant 15e, 7e arrdts IMMEUBLES même occupés.

hôtels particuliers

PARIS 16e. Porte Saint-Cloud. Hôtel particulier 250 m² tt cft. Possib. profession libérale. Px : 2.450.000 F. 735-70-87.

20e Maison d'architecte, cadre exceptionnel. 1.700.000 F. Tél. : 546-26-25.

maisons individuelles

BORD DE SEINE
Près BONNIÈRES, maison 7 P., confort. Jardin 800 m². Renseignements 338-16-50.

terrains

Recherche TERRAIN A BATIR banlieue SUD Paris, même av. petite maison 938-87-27.

viagers

13e arrdt. studio loué loi 48 à couple 67-74 ans. Px 85.000 F + 560 F/mois. Fme 85 ans. CRUZ 266-19-00.

Libre 2 p. tt cft, 55 m², 3e ét. Gd balc. imm. récent, résidence s/verdure. Mo Marx-Dormoy. 98.000 cpt + 3.400 couple 72 ans.F. CRUZ 266-19-00.

SAINT-CLOUD
Viager occupé 1 tête 84 ans, 75 m², résidence haut stand. GARBI - 567-22-88.



économie

[...]e : plus de 43 milliards [...]rancs de bénéfices pour [Ge]neral Motors

General Motors, premier constructeur automobile mondial, a réalisé 877 millions de dollars de bénéfices au dernier trimestre de 1984, en dépit de la grève de ses ouvriers américains et canadiens lors du renouvellement de la convention collective. Cela porte le bénéfice net de GM à 4,5 milliards de dollars pour 1984 (soit plus de 43 milliards de francs au cours actuel de la devise américaine). Cela constitue un nouveau record.

Chômage : hausse en Allemagne fédérale...

Le nombre des chômeurs en Allemagne fédérale a atteint en janvier 1985 son plus haut niveau depuis la fin de la guerre, avec 2 619 400 demandeurs d'emploi en données brutes, contre *2 265 000 en décembre 1984 (+ 13 %). 10,6 % de la population* active est ainsi sans travail. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de sans-emploi s'est établi à 2,29 millions de personnes contre 2,23 en décembre.

...et en Belgique

Bruxelles *(AFP)*. — Le nombre des chômeurs complets indemnisés en Belgique a atteint le chiffre record de 530 044 à la fin du mois de *janvier*, soit 12,6 % de la population active. Selon le ministère belge de l'emploi et du travail, le nombre des chômeurs a augmenté de 24 539 (+ 4,9 %) entre le mois de décembre et le mois de janvier. *Le nombre des jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans s'est accru de* 11 439 (+ 8,1 %) *pour atteindre* 152 945, *soit* 28,9 % du nombre total des chômeurs. Les différents instituts belges de conjoncture tablent dans leurs prévisions sur un nombre total de 560 000 chômeurs à la fin 1985, soit plus de 13 % de la population active.

Pétrole : le Mexique baisse ses prix

Le gouvernement *mexicain* a annoncé, lundi 4 février, qu'il réduisait, à compter du mois de février, le prix de ses bruts légers de 1,25 dollar, à 27,75 dollars le baril. Cette diminution, qui coûtera au Mexique environ 300 millions de dollars par an, était attendue après la baisse des prix décidée par l'OPEP — dont le Mexique n'est pas membre, — et la réduction des prix intérieurs américains, concurrents directs des bruts légers mexicains. Le gouvernement a précisé qu'il maintiendra ses exportations au même niveau que l'an passé (1,5 million de barils par jour).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,8160	9,8175	+ 130	+ 140	+ 255	+ 275	+ 620	+ 720
$ can.	7,3677	7,3705	+ 26	+ 44	+ 48	+ 79	+ 116	+ 208
Yen (100)	3,7819	3,7840	+ 119	+ 130	+ 249	+ 265	+ 752	+ 800
DM	3,0530	3,0539	+ 99	+ 107	+ 215	+ 226	+ 604	+ 646
Florin	2,6974	2,6986	+ 81	+ 87	+ 175	+ 185	+ 493	+ 529
F.B. (100)	15,2612	15,2671	− 41	− 2	− 101	− 23	− 338	− 90
F.S.	3,5873	3,5892	+ 130	+ 142	+ 281	+ 296	+ 837	+ 888
L (1 000)	4,9701	4,9734	− 162	− 145	− 364	− 336	−1 059	− 969
£	10,9272	10,9387	− 288	− 247	− 553	− 491	−1 226	−1 037

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 9/16	8 13/16	8 5/8	8 3/4	8 11/16	8 15/16	9 1/16	9 3/16
DM	5 15/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16	6 1/4	6 3/8
Florin	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8	6 5/8	6 3/4
F.B. (100)	10	10 1/2	10 7/8	11 3/16	10 7/8	11 3/16	10 7/8	11 3/16
F.S.	3 1/2	4	5 1/2	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16
L (1 000)	14	15	14 1/2	14 7/8	14 1/2	14 7/8	14 3/4	15
£	14	14 1/4	13 3/4	13 7/8	13 3/8	13 1/2	12 11/16	12 13/16
F. franç.	10 1/4	10 1/2	10 5/16	10 1/2	10 5/8	10 11/16	11	11 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

L'EMPLOI ET L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE

Le nombre de femmes au travail ne cesse d'augmenter

Deux études — l'une à partir de l'enquête emploi annuelle que l'INSEE a effectuée en mars 1984, l'autre sur l'évolution de la population active réalisée à partir des résultats du recensement de 1982, — qui font l'objet d'une publication dans la dernière livraison d'*Economie et statistiques* (n° 171-172, novembre-décembre 1984), fournissent des éléments concordants sur l'état du marché du travail et ses caractéristiques essentielles.

Première constatation, établie par l'enquête emploi : entre mars 1983 et mars 1984, on a assisté à la fin des effets du *« traitement social »*. Cela s'est traduit par *« une montée brutale »* du chômage qui, avec 2 244 000 demandeurs d'emploi, a augmenté de 18,6 %, contre 3,5 % et 4 % les deux années précédentes. Avec la crise, la situation de l'emploi s'est dégradée au point que, en un an, les effectifs salariés ont régressé de 1,4 % — à comparer aux reculs de 0,5 % et de 0,6 % en 1982 et en 1983, — particulièrement dans le bâtiment (− 6,3 %) et dans l'industrie (− 2,9 %) alors que le tertiaire marchand s'essouffle (+ 0,6 % contre 1,2 % il y a un an).

Conséquence des restructurations industrielles, les licenciements touchent sévèrement les hommes adultes de vingt-cinq à quarante-neuf ans, jusqu'ici relativement épargnés, avec des taux jamais atteints depuis dix ans. Dans l'industrie, dans le bâtiment, et *« même dans les secteurs à statut »*, c'est-à-dire la sidérurgie, l'automobile, la construction navale, les mises en chômage s'accentuent. L'emploi ouvrier masculin chute de 260 000 et *« c'est le chômage ouvrier, qui à la fois est le plus élevé et augmente le plus vite depuis quelques années »*.

Cette évolution récente ne doit pas faire oublier d'autres constantes, à savoir la situation critique des jeunes et l'augmentation du taux d'activité chez les femmes.

Chez les moins de vingt-quatre ans, qui sont *« la catégorie où le chômage augmente le plus depuis trois ans »*, on constate une forte diminution des embauches dans tous les types d'emploi, y compris les plus précaires. La proportion des salariés a chuté *« au point que, pour la plupart des jeunes, l'insertion dans la vie active est maintenant retardée et n'a lieu qu'à partir de vingt ans »*.

Quant aux femmes, elles poursuivent leur entrée sur le marché du travail, même pour les plus jeunes, avec un taux d'activité qui ne cesse de s'élever pour atteindre globalement 45,4 % en mars 1984, et ce, malgré la crise. Si le chômage féminin augmente moins que celui des hommes, on observe également que *« les secteurs les plus féminisés sont moins directement atteints* (par la vague de licenciements actuels) *que le bâtiment-travaux publics et le secteur des métaux »*.

Présentes surtout dans le tertiaire, où elles ont à subir une forte rotation de l'emploi, mal rémunérées et peu qualifiées, les femmes bénéficient là d'un « atout » inattendu alors que, sans doute en raison du chômage masculin, elles se montrent plus déterminées à travailler. De ce point de vue, deux statistiques sont particulièrement éloquentes. Le nombre des reprises d'activité après interruption tend à diminuer et, parallèlement, les périodes d'activité s'allongent pour se dérouler en continuité.

Retraits d'activité massifs

Dernier phénomène, enfin, amplifié au cours de l'année : les retraits d'activité pour cause de départ en préretraite. Massifs, ils ont d'abord été le fait de grosses entreprises industrielles, jusqu'en 1983, et se sont produits dans le secteur du tertiaire, depuis. La précocité des plans sociaux est fonction de la taille des sociétés et de leur secteur d'activité, les industries de biens de consommation, par exemple, se montrant les moins empressées.

Ne couvrant pas une période identique, puisque la comparaison de la population active s'effectue entre les deux recensements de 1975 et de 1982, l'autre analyse contenue dans *Economie et statistiques* met en évidence des tendances qui vont dans le même sens.

Tout d'abord, la France connaît une *« forte croissance »* de sa population active qui aura augmenté de 242 000 personnes en moyenne annuelle sans qu'il y ait création équivalente d'emplois. Deuxième phénomène important : la part des femmes dans cette progression est considérable car sur 1,7 million d'actifs supplémentaires, elles représentent 1,5 million.

A la croissance de la population en âge de travailler, pour des raisons démographiques (+ 200 000 par an), s'ajoutent donc la progression rapide du taux d'activité des femmes (+ 150 000 par an pour celles âgées de vingt-deux à cinquante-neuf ans) et la moindre augmentation de l'effet migratoire — les étrangers — (+ 10000 par an). Cela est compensé par la réduction de la durée de la vie active (− 80 000 hommes et − 30000 femmes par an), grâce aux mesures en faveur des départs à cinquante-cinq ans et à la prolongation de la scolarité. Au total, la charge des inactifs, pour les actifs, diminue et l'on en comptait, en 1982, 128 pour 100 personnes au travail contre 138 en 1975 et 140 en 1968. Toutefois, si l'on intègre les chômeurs et les militaires du contingent, le rapport se détériore car on *estime que* 100 actifs supportaient 153 personnes en 1982 contre 150 en 1975 et 149 en 1968.

Le poids de la crise, sensible, ne vient pas contrarier le mouvement de féminisation du marché du travail, où les femmes représentaient 37,3 % des actifs en 1975 et 40,7 % en 1982. 63,5 % des femmes de vingt-cinq à cinquante-quatre ans occupaient un emploi en 1982, 53,1 % en 1975, 44,6 % en 1968, mais cela, en partie, en raison du développement du travail à temps partiel qui est passé de 15 % des postes à 19 % en 1982 et, évalue-t-on, à 21 % en 1984. Lié au niveau de formation, le taux d'activité féminin augmente surtout avec le travail des femmes ayant un conjoint et un ou deux enfants. Cependant, ce sont les femmes d'ouvriers, de cadres ou de professions intellectuelles supérieures, à la différence des actifs « intermédiaires », qui ont le taux d'activité le plus faible, encore soumis à des disparités régionales, particulièrement marquées à proximité de la Méditerranée.

Comme dans l'enquête emploi, le recensement de 1982 montre une féminisation accrue de certains secteurs, notamment dans le tertiaire, et note une baisse de la présence féminine dans l'industrie manufacturière. Ce qui ne contredit pas l'existence d'un chômage plus fort que pour les hommes.

Enfin, la comparaison confirme encore les difficultés que rencontrent les jeunes : 34 % d'entre eux, s'ils sont actifs, sont chômeurs entre dix-sept ans et dix-neuf ans, 19 % le sont entre vingt ans et vingt-quatre ans. Ils supportent des difficultés d'insertion, qui se traduisent par les types d'emploi proposés, la rotation rapide dans les postes et une importante précarité qui concernerait 18 % des actifs de moins de vingt-cinq ans contre 5 % sur l'ensemble des âges.

ALAIN LEBAUBE.

La longue grève des balayeurs de Lardy

Dans le nettoyage, les sociétés changent, les pratiques restent. Il y a quatre ans, les douze femmes de ménage du centre d'essais Renault de Lardy (Essonne) avaient fait près d'un mois de grève pour obtenir de leur employeur, la société l'Elan, une amélioration de leurs salaires, qui ne dépassaient guère le SMIC (*le Monde* du 14 novembre 1980). Cette fois-ci, dans la même usine, c'est pour empêcher des licenciements et des réductions d'horaires, qui auraient amputé considérablement une rémunération déjà faible, que vingt-six salariés (dix-huit femmes chargées du ménage des bureaux, et huit hommes chargés des ateliers) de la société de nettoyage GSF, viennent de faire trois semaines de grève.

GSF a repris, en effet, au début de 1981, les salariées de l'Elan. Certaines sont parties depuis et d'autres arrivées mais, tous les salaires sont restés peu supérieurs au SMIC : 24,80 F de l'heure (1), quelle que soit l'ancienneté, sans prime ni treizième mois.

Le 7 janvier dernier, GSF annonçait à sept de ses salariés du chantier son intention de les licencier et à plusieurs autres des réductions d'horaires de deux heures par jour en moyenne. Les uns et les autres, n'ayant pas d'autre activité — même les femmes de ménage à temps partiel (quatre à sept heures par jour), — n'avaient plus rien à perdre : après une grève de quatre heures la première semaine, ils se sont mis en grève illimitée le 14 janvier.

Pourtant, ce travail avait été pour plusieurs un dernier recours : pour des femmes dont le mari était au chômage, comme pour Mireille, la jeune déléguée CFDT, ex-coiffeuse allergique aux shampooings, ou pour ce balayeur qui, après quatorze années de travail comme mélangeur dans une petite entreprise de fabrication de joints en caoutchouc, a connu seize mois de chômage...

Pour justifier réductions d'horaires et licenciements, correspondant au total à un tiers de l'horaire du chantier, GSF avait fait valoir une réduction des prestations réclamées par Renault-Lardy depuis le 1er janvier. Ce que démentait la *direction de l'établissement : celle-ci* avait seulement demandé l'espacement de certains nettoyages, diminuant de 15 % le montant du contrat et entraînant une baisse de 2 % de l'activité de GSF.

Celle-ci, après avoir successivement proposé d'abandonner les réductions d'horaires puis les licenciements (compensés par de nouvelles réductions d'horaires), est revenue, le 25 janvier, à son premier dessein, en demandant, officiellement, cette fois, le licenciement pour raisons économiques de neuf salariés. Les grévistes ont tenu bon. Ils ont sauvé leur emploi. La direction de Renault-Lardy, constatant la carence de GSF, vient en effet de lui substituer une autre société, TFN (Techniques françaises de nettoyage) qui, comme le prévoit le code du travail, a repris l'ensemble des salariés du chantier avec leur ancien horaire et leur ancien salaire. Reste, comme le soulignent les syndicats CGT et surtout CFDT, qui ont soutenu leur mouvement, la coexistence sur le même site de salariés bénéficiant d'un statut normal et de travailleurs *de facto* sans protection légale (pas de délégués du personnel ni de comité d'entreprise) ni avantages sociaux (pas de mutuelle, par exemple), et dont le travail est remis en cause à chaque renouvellement de contrat.

G. H.

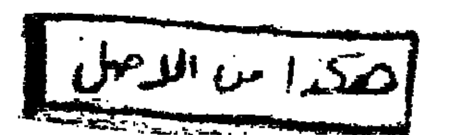
(1) Le SMIC horaire est à 24,36 F.

● **CFDT : victoire des oppositions à la confédération au congrès de l'Union parisienne.** — Après des débats tendus, le quarante-sixième congrès de l'Union régionale parisienne (URP) CFDT s'est achevé, le 31 janvier à Evry (Essonne), par la victoire des opposants à la ligne confédérale, eux-mêmes divisés entre militants d'extrême gauche « Pour une autre démarche syndicale » et syndicats de la métallurgie, de la chimie et des PTT. Les trois nouveaux membres de l'équipe dirigeante qui rassemble les mécontents, MM. Cottet, Lefebvre et Mme Patry, ont obtenu respectivement 60,8 %, 62,8 % et 52,08 % des mandats en fonction de clivages internes. En octobre dernier, deux dirigeants, proches de l'ancienne majorité, avaient démissionné de leurs fonctions et avaient ainsi ouvert la crise.

● **Relèvement du tarif de la visite médicale.** — Depuis le mercredi 30 janvier, le tarif de la visite médicale au domicile du malade est *relevé* de 81 F à 85 F pour le généraliste (+ 4,9 %), de 101 F à 110 F (+ 8,9 %) pour le spécialiste, de 161 F à 170 F (+ 5,6 %) pour le psychiatre. S'y ajoutent des indemnités de déplacement : 25 F à Paris, Lyon et Marseille, 15 F ailleurs, une indemnité kilométrique de 1,75 F au-delà de 12 kilomètres aller et retour en plaine et de 2,50 F au-delà de 8 kilomètres aller et retour en montagne, pour les déplacements hors agglomération.

هكذا من الاصل





PÊCHE

Les professionnels sont reçus par le président de la République

Espagne, Canada, Europe : trois « dossiers-clés »

Il existe au moins une fraction du patronat qui est satisfaite de la façon d'agir du président de la République : ce sont les armateurs qui exploitent les grands chalutiers. *« En juin 1983, nous avions rencontré M. François Mitterrand pour lui expliquer la situation de notre profession*, dit-on à l'Union des armateurs à la pêche de France (UAPF). *Non seulement nous étions optimistes après cet entretien, mais les promesses que nous avait faites le chef de l'Etat ont été tenues. »*

Ce mardi 5 février, conformément à des engagements pris il y a un an et demi, une délégation de professionnels de la pêche est à nouveau reçue par le président de la République. Elle comprend M. Jacques Huret, président des armateurs, M. Alain Parrès, délégué général, et M. Bernard Dubreuil, président du Comité central des pêches maritimes, un organisme qui regroupe toutes les familles concernées, depuis les artisans jusqu'aux conserveurs, en passant par les ostréiculteurs, les mareyeurs, les syndicats de marins.

Les professionnels de ce secteur trop méconnu mais très important pour l'économie nationale (la France, grâce à ses zones économiques exclusives, est, en superficie, la troisième puissance maritime du globe), ont quatre sujets à examiner avec le chef de l'Etat.

En tête, évidemment, l'adhésion de l'Espagne à la CEE. La négociation est au point mort, mais l'Europe — essentiellement l'axe Paris-Londres — fait montre d'une belle et rare unanimité dans la fermeté. Un conseil des ministres des affaires étrangères est prévu à la mi-février, mais les plus réalistes pensent que le *dossier ne pourra se dégeler au* mieux qu'au sommet des dix chefs d'Etat ou de gouvernement, fin mars à Bruxelles. Les pêcheurs français — qui soulignent les bonnes relations entretenues à ce sujet avec les collaborateurs de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer — n'hésitent pas à dire : *« Jusqu'à maintenant la vigilance et la ténacité de tous les négociateurs français ont permis d'écarter les dangers les plus périlleux. »*

Les positions européennes et françaises sont bien connues des Espagnols. Madrid doit se conformer à la politique commune des pêches si laborieusement mise au point il y a deux ans. Ses chalutiers ne seront pas autorisés à venir pêcher dans les parages situés entre 6 et 12 milles des côtes au risque de mettre en péril l'activité des artisans. Une période de transition de huit à quinze ans permettra à la flotte espagnole non seulement de se moderniser, mais encore d'adapter ses capacités de capture — et elles sont considérables — au niveau des stocks européens de poissons qu'il faut ménager. La CEE, bonne mère, a déjà proposé à l'Espagne de lui verser 28 millions d'ECU (1) pour opérer les restructurations nécessaires. Enfin, les chalutiers espagnols disposent aujourd'hui de quotas ou de clés de répartition pour certaines espèces dont le stock est fragile. Cent six bateaux bénéficient de licence mais les « braconniers » originaires du Pays basque se comptent par dizaines. Si les stocks biologiques restent dans leur état actuel, les Espagnols ne pourront prétendre à une plus large part du gâteau.

En revanche, les pêcheurs français, sachant que toute négociation implique des concessions de part et d'autre, conviennent : *« Si Madrid se montre raisonnable, impose elle-même une discipline à ses professionnels et est prête à faire cesser, lorsqu'elle aura intégré l'Europe, le régime privilégié de port franc des îles Canaries, alors on pourra en échange être moins pointilleux sur les contrôles en mer, élargir tel ou tel quota, se montrer conciliant dans les accords avec les pays tiers, auxquels l'Espagne est liée par des traités bilatéraux. »*

De Dakar aux Seychelles

Les relations avec les pays tiers sont pour les pêcheurs français une source de soucis, et M. Huret ne manquera pas de soulever devant M. Mitterrand les difficultés qui surgissent actuellement avec le Canada. Les autorités d'Ottawa font toutes les misères du monde aux grands chalutiers congélateurs de métropole (Bordeaux ou Saint-Malo) ou de Saint-Pierre. L'ambassadeur du Canada en France a été convoqué au Quai d'Orsay il y a quelques jours. Or, l'accord franco-canadien de 1972 viendra à expiration en 1986. Ottawa voudrait-il, après cette date, contrôler l'activité des pêcheurs français dans les eaux très poissonneuses situées au-delà du golfe du Saint-Laurent ? Paris va-t-il saisir, en cas d'échec des conversations, la cour de La Haye pour délimiter la zone économique bordant Saint-Pierre-et-Miquelon ? L'enjeu est capital puisque les prises de cabillaud, dans le secteur du Nord-Ouest atlantique représentent un chiffre d'affaires annuel de près de 180 millions de francs, et des profits substantiels, tant le poisson est abondant.

Abondant aussi est le thon — troisième dossier — pour la pêche duquel les Français sont — c'est peu connu — des as. La flotte de quelque trente thoniers congélateurs modernes, basée pendant longtemps à Dakar et Abidjan, a émigré l'an dernier, au grand dam des pays africains qui y ont vu une sorte de trahison, vers l'Océan indien et les Seychelles. Les deux tiers des captures sont exportés. Mais l'éloignement des zones de pêche et le niveau élevé des rémunérations des équipages, associés à la stagnation du marché mondial en 1984 et à la chute des prix, imposent des mesures conservatoires pour maintenir la flotte jusqu'à ce que l'orage soit passé. La CEE devrait faire jouer, à l'égard de ce secteur, sa politique commune des marchés (caractérisée par les aides au stockage, les restitutions à l'exportation, la préférence communautaire), qui jusqu'à ce jour est restée neutre vis-à-vis des armements thoniers.

Enfin, si la flottille artisanale et de moyen tonnage s'est renouvelée à une vitesse considérable ces dernières années, les grands bateaux, à Boulogne notamment, commencent à prendre de l'âge. Mais les règlements communautaires interdisent les aides européennes aux navires de plus de 33 mètres, ce qui pénalise la flotte française, et la suppression de ce « verrou » est réclamée depuis longtemps.

Les autorités de Bruxelles ont un contentieux avec la France : *« Les aides que vous accordez à vos pêcheurs ne sont pas toutes conformes au traité de Rome. Mettez-vous en règle, sinon vous serez déférés devant la cour de luxembourg (2). »* Les experts français de l'administration et des organisations professionnelles sont donc en train de déployer des trésors d'imagination pour, à la fois, apaiser les censeurs de Bruxelles et continuer, par des biais et des astuces de langage, à soutenir les cours du poisson et les comptes d'exploitation des navires.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Un ECU = 6,8 F.

(2) Les aides budgétaires pour minorer le prix du carburant payé par les pêcheurs a dépassé 100 millions de francs l'an dernier.

AFFAIRES

MESURES DE RELAIS AU PLAN TEXTILE

Un système de prêts bonifiés devrait assurer la poursuite du redressement

Le plan textile mis en place en 1982 pour aider les entreprises du secteur à se moderniser, c'est fini. Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel, l'a officiellement annoncé lundi 4 février dans la soirée après avoir visité le Salon de l'habillement masculin. A cela trois raisons : ce plan n'avait qu'un caractère temporaire ; à trop durer, l'assistance finit par avoir des effets contraires à ceux recherchés ; surtout, les autorités de Bruxelles ont demandé au gouvernement français d'y mettre fin. Cependant, l'industrie textile française ne sera pas abandonnée à son sort.

Aux contrats emploi-investissements, qui ont permis aux industriels, grâce aux allégements des charges sociales, d'augmenter de façon substantielle leurs investissements (+ 72,4 % en valeur de 1981 à 1983) et leurs ventes à l'étranger (de 25 %, toujours en valeur, au cours de la même période et encore de 20 % en 1984) va se substituer un régime de prêts bonifiés. Car, après les succès rencontrés, Mme Cresson, veut comme elle le dit, *« transformer l'essai »*.

Le nouveau système mis en place permettra d'injecter 1,5 milliard de francs dans la filière textile cette année. Le soin de bonifier ces crédits est confié au Centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement, encore appelé DEFI (1), qui pour ce faire emploiera les fonds que lui procure la taxe parafiscale (350 millions de francs). Le DEFI interviendra dans la formation, la promotion, et s'efforcera d'aider les entreprises à poursuivre leur modernisation. Les professionnels se déclarent satisfaits de ces mesures de relais qui correspondent à leurs revendications.

Malgré une conjoncture encore assez déprimée sur le marché national, les confectionneurs français de vêtements masculins ont réussi en 1984 à dégager un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs, en augmentation de 11,1 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat a été obtenu grâce aux succès rencontrés à l'exportation. Les ventes à l'étranger ont augmenté de 18 %, pour atteindre 2,3 milliards de francs. La progression a été particulièrement vive aux Etats-Unis (+ 50 %, pour un chiffre d'affaires de 199,7 millions de francs), devenus le premier client de la France, devant la Belgique, abstraction faite, bien sûr, des jeans fournis à ce pays. Elle a été très forte aussi en Grande-Bretagne (+ 57 % et sixième client), en Suède (+ 64 %), en Norvège (+ 39 %), en Suisse (+ 24,5 %), même en Italie (+ 17 %), dont les propres articles livrés de ce côté des Alpes ont stagné, et en RFA (+ 11 %), un marché réputé difficile.

De bons résultats à l'étranger

Mais ces bons résultats obtenus hors des frontières, grâce aux efforts de créativité, outre-Atlantique notamment, ne sauraient dissimuler les difficultés internes. Malgré leur diminution (le taux de couverture des échanges est passé de 55 % à 54 %), les importations restent un facteur préoccupant. Elles s'élèvent à 4,2 milliards de francs. Le déficit commercial a été de 1,9 milliard de francs, ce qui est principalement dû aux ventes en provenance du Sud-Est asiatique : Corée du Sud (+ 75 %), Hongkong (+ 68 %). La Fédération française des industries du vêtement masculin envisage de demander un aménagement de l'accord multifibre — qui lie la Communauté européenne à certains pays en voie de développement — lors de son renouvellement fin 1986. Sur le marché intérieur, les ventes ont diminué en volume de 4,2 % (— 4 % en 1983). Si la balance commerciale du vêtement masculin a été déficitaire, celle du prêt-à-porter féminin, au contraire, a été largement excédentaire, avec un solde positif record de 2,5 milliards de francs en 1984, malgré une augmentation de 11,7 % des importations.

Les exportations ont porté sur 6,3 milliards de francs et représenté près du tiers du chiffre d'affaires de la profession (17,5 milliards de francs) en progression de 7 %. Là encore, les Etats-Unis ont été le meilleur client de la France (791 millions de francs). Viennent ensuite la Suisse (559 millions), la Grande-Bretagne (423 millions), l'Italie (421 millions) et l'Arabie saoudite (234 millions). En revanche, à cause de la baisse du pouvoir d'achat, le marché national n'a pas été porteur. Globalement, les ventes ont diminué de 2,9 % en volume.

A. D.

(1) Développement, exportation, financement, image.

LES DOTATIONS EN CAPITAL DES GROUPES NATIONALISÉS EN 1985

Thomson recevra 1 300 millions de francs

Le premier ministre a rendu son arbitrage pour une partie des dotations en capital aux entreprises nationalisées pour 1985 : il s'agit de la filière électronique. Thomson recevra 1 300 millions de francs, Bull 1 000 millions et la CGCT (ex-filiale d'ITT) 450 millions. Le total représente donc 2,75 milliards pour l'électronique sur l'enveloppe globale de 13,56 milliards, soit 20 %, contre 3 milliards en 1984 (en comptant 700 millions versés pour l'entrée de l'Etat dans le capital de Thomson-Télécommunications) sur une enveloppe de 14,89 milliards soit 20 % (1). En 1982 la part de l'électronique dans les crédits distribués avait été de 7 % et en 1983 de 19,7 %.

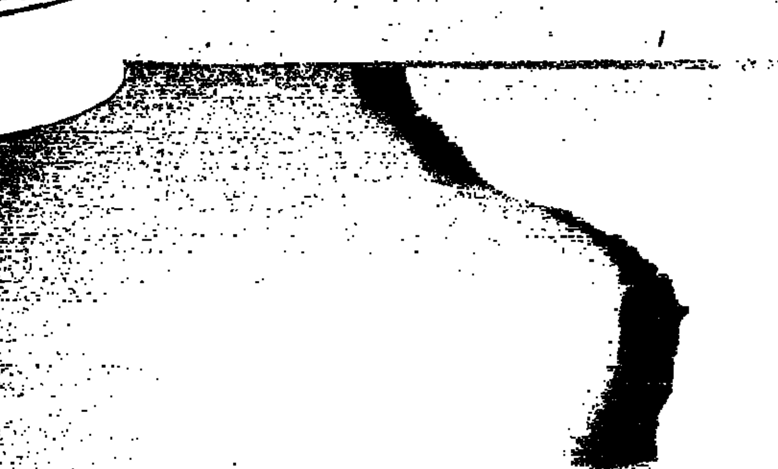
M. Fabius en fixant en premier les sommes allouées à ce secteur de pointe a voulu marquer que priorité — relative — lui était toujours donnée par le gouvernement. Il a aussi donné raison à Mme Cresson, qui soutenait que Thomson avait besoin d'une dotation de l'ordre de 1 500 millions pour soutenir son « plan composants » et pour élaborer une stratégie de défense contre les Japonais dans l'électronique grand public (*le Monde* du 23 janvier). La Rue de Rivoli souhaitait pour sa part consacrer le plus possible de l'enveloppe à la sidérurgie, ce qui, par soustraction, aurait réduit sensiblement la part du groupe présidé par M. Gomez.

Il reste donc à affecter 10,81 milliards pour les autres industries. Le débat porte d'abord sur les sommes dues aux banques pour la restructuration de PCUK, sur celles qu'il faut allouer à CDF Chimie, à EMC, ainsi qu'au CEA qui souhaite augmenter son capital. Il porte ensuite sur Renault, que l'on pourrait doter de 2,5 milliards de francs au lieu des 2 milliards prévus précédemment.

E.L.B.

(1) Thomson avait reçu en 1984 un milliards de francs, Bull également et la CGCT 300 millions.

• **Le montant de l'emprunt d'Etat porté de 15 à 20 milliards.** — Le montant du premier emprunt de l'année lancé par l'Etat vient d'être porté de 15 à 20 milliards de francs, a indiqué le 5 février la Société générale, chef de file de l'opération. La décision de majorer le montant de l'emprunt a été prise par le Trésor en raison *« du succès remporté auprès des investisseurs par l'emprunt dans la période de préplacement*, ajoute la banque.



CONJONCTURE

Prix : l'Europe sur la bonne pente

L'indice des prix à la consommation pour l'ensemble de la Communauté européenne n'a augmenté en décembre que de 0,2 %. Ce résultat tient non seulement à la faiblesse des hausses en général, mais aussi au fait que les prix ont baissé dans certains pays (— 0,1 % en Grande-Bretagne, — 0,3 % au Danemark). Malgré le poids de plusieurs partenaires (la Grèce + 18 %, l'Italie + 9,5 %), on assiste à une nette décélération depuis 1981 : en quatre ans, l'augmentation a été ramenée de 11,7 % à 5,5 %. La réduction la plus spectaculaire, au cours des deux dernières années, concerne le Luxembourg qui passe d'une progression de 8 % en 1983 à 2,3 % en 1984. Mais on note que l'Italie gagne trois points et passe enfin en dessous de la barre des 10 % (9,5 %).

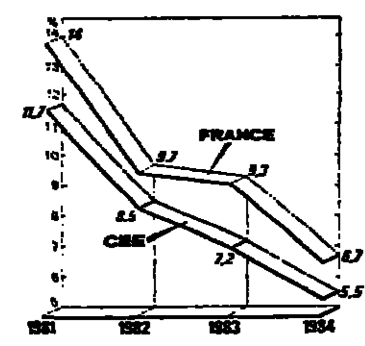
En terminant l'année sur un résultat équivalent à celui de l'ensemble des pays de la Communauté (— 0,2 % en décembre), la France, avec + 6,7 % sur l'année, poursuit son effort, mais reste tout de même en septième position. Les pouvoirs publics n'en soulignent pas moins, à juste raison, que la hausse des prix a été réduite de plus de la moitié par rapport à 1981.

L'énergie (+ 10,3 %) a fortement progressé en 1984. En un an, le litre d'essence a augmenté de 14,9 %, celui du super de 13,1 % celui du fuel et du gazole de 11,5 %. Le poids de la fiscalité n'a pas été négligeable dans ces augmentations puisque la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) est passé de 1,9271 F par litre en janvier 1984, à 2,4089 F en janvier 1985, soit une hausse de 25 %.

Derrière l'énergie, les dépassements les plus importants se sont produits dans le secteur de l'habillement-textile qui a enregistré une hausse de 9,4 % sur l'année, alors qu'on notait déjà un écart de deux points par rapport à la hausse moyenne en 1983. La branche avait bien signé des accords de modération qui limitent les hausses à 5 %, mais on n'a pu éviter les dépassements dus aux clauses de matières premières et aux importations de produits finis payés en dollars.

Les boissons non alcoolisées ont elles aussi largement dépassé la moyenne, puisqu'elles ont augmenté de 10,4 %. Ici, c'est le café qui est en cause, avec 17,8 % d'augmentation.

En revanche, les viandes de boucherie n'ont presque pas connu de hausses l'année dernière : + 1,7 %. Il faut y voir l'effet des abattages supplémentaires liés à l'instauration des quotas laitiers, car la consommation de viande a progressé de 1,5 % en volume au cours des douze derniers mois. Au chapitre des modérations, on note encore que les tarifs publics (hors énergie) ont à peine dépassé la barre des 5 % (+ 5,2 %), et que le matériel photo, optique et électronique n'a fait qu'un léger bond de 2,1.



La hausse des prix en France comparée à la moyenne des hausses dans la CEE.

(Source : Eurostat. Décembre sur décembre.)

Pour l'année 1985, le gouvernement a prévu une hausse des prix à la consommation de 4,5 % en glissement (de décembre 1984 à décembre 1985), ce qui doit déterminer à la fois les augmentations des salaires et celle des prix. Cependant, on s'attend à des augmentations plus sensibles en début d'année, en raison notamment de l'ajustement des tarifs publics. Dès le mois de janvier, le forfait hospitalier, le prix du gaz et les consultations hospitalières ont été relevés.

TRANSPORTS

LES LIAISONS FRANCO-BRITANNIQUES SUR LA MANCHE

Brittany Ferries et des collectivités de Basse-Normandie s'associent pour exploiter la ligne Caen-Portsmouth

L'armateur français Brittany Ferries considère comme acquise l'autorisation d'ouvrir une ligne sur la Manche entre Caen et Portsmouth, malgré les propos contradictoires de M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT et conseiller général du Calvados, et de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer et maire de Boulogne.

L'ouverture de la ligne aura lieu au printemps de 1986. Une société d'économie mixte sera créée, dans laquelle Brittany Ferries apportera 10 % du capital. Conçue sur le même modèle que la Sabemen (la société bretonne), qui a racheté les bateaux de Brittany Ferries pour lui en confier seulement la gestion, cette société associera les collectivités locales et professionnelles normandes : région, ville de Caen et chambre de commerce.

D'autre part, la compagnie vient de créer avec des partenaires britanniques et anglo-normands une autre société, Channel Island Ferries, dont elle détient 27 % du capital. A partir de la fin du mois de mars 1985, celle-ci desservira quotidiennement Jersey et Guernesey au départ de Portsmouth.

Selon M. Alexis Gourvennec, son président, Brittany Ferries est sortie de la période noire qui avait amené les pouvoirs publics à l'aider dans ses difficultés financières, notamment par l'octroi d'un prêt de 20 millions de francs en 1983 à la Sabemen. En 1984, la compagnie a réalisé un chiffre d'affaires de 510 millions de francs (470,7 millions en 1983), un bénéfice de 24,6 millions de francs (35,1 millions en 1983), et un trafic total de sept cent quarante-deux mille passagers (sept cent cinquante-neuf mille en 1983).

M. Gourvennec se plaint du surcoût social des marins français qui occasionne 27 % de dépenses de plus que leurs collègues britanniques, dont la couverture sociale est prise en charge par le budget de l'Etat. Il lance aux personnels un avertissement : *« Si l'on ne veut pas faire disparaître les emplois que les car-ferries procurent aux marins français, il faut que soient gelées, pour une durée indéterminée, les avancées sociales en matière d'effectifs, de congés et de retraite. »*

DEVANT L'INTRANSIGEANCE DE LA CGT

La SNCF pourrait supprimer les ferries entre Dieppe et Newhaven

L'avenir du port de Dieppe comme base d'une liaison avec le port anglais de Newhaven est sérieusement compromis par la grève des marins CGT, qui paralysent depuis le 1er février les car-ferries *Chartres* et *Cornouailles* de l'armement naval SNCF.

Le partenaire anglais de la SNCF, British Ferries, s'est retiré d'une desserte très déficitaire. La Société nationale a alors proposé de reprendre en totalité un troisième bâtiment, le *Senlac*, qu'elle possédait pour les deux tiers et de le mettre en ligne à partir de Dieppe. Toutefois, la SNCF a mis une condition au renforcement d'une liaison qui lui vaut plusieurs dizaines de millions de francs de déficit : elle a demandé aux syndicats de réduire les charges salariales de 22 % par le biais d'un remodelage des horaires. La CFDT et les officiers ont accepté. La CGT, en revanche, a décrété l'occupation des deux navires et a « retenu », les 2 et 3 février, le directeur et le capitaine d'armement à Dieppe.

Cette attitude de la CGT a eu pour effet d'annuler le rachat du *Senlac*, qui n'est pas entré en cale sèche comme prévu le 1er février. M. Michel Fève, directeur général adjoint (commercial) à la SNCF, nous a déclaré : *« Pour que nous poursuivions notre exploitation à partir de Dieppe, il nous faut trois bateaux au lieu de deux actuellement. Pour que nous mettions en service ces trois bateaux, il nous faut un accord sur les conditions de travail. Faute de quoi le trafic baissera, et nous irons vers la fermeture complète de notre base de Dieppe. »* Cinq cents emplois seraient alors menacés.

LE BLOCAGE DES FRONTIÈRES SUISSES PAR LES ROUTIERS POURRAIT REPRENDRE

La levée des barrages de camions helvétiques qui ont bloqué, le lundi 4 février, la plupart des postes-frontières de la Suisse ne met pas fin au conflit opposant *les* transporteurs-routiers au gouvernement de Berne.

Les camionneurs reprochent aux pouvoirs publics d'avoir créé, le 1er janvier, une taxe sur les poids lourds qui frappe les camions étrangers. Les mesures de rétorsion se sont multipliées dans les pays voisins à l'encontre des camions suisses. La France leur a imposé de payer la taxe à l'essieu. L'Allemagne fédérale et l'Italie mettent en place des taxes spéciales.

Selon M. Bernard Giraud, secrétaire général de l'Association internationale des chauffeurs-routiers, des négociations devraient s'engager sur ce sujet dans les prochains jours avec les autorités helvétiques. Si elles n'aboutissaient pas, le blocage des frontières suisses pourrait reprendre.

ÉTRANGER

Onzième mois de grève des mineurs britanniques

LE CHOIX DE LA MOINDRE DÉFAITE

(De notre correspondant.)

Londres. — Alors que les rangs des grévistes s'éclaircissent de plus en plus, parce que l'espoir d'un règlement négocié s'estompe chaque jour davantage, les dirigeants des syndicats de mineurs sont soumis à de fortes pressions pour réviser leur attitude et sont placés devant un choix difficile, celui de la moindre défaite.

Selon la direction des charbonnages, 2 318 mineurs ont repris le chemin du travail au cours de la journée du lundi 4 féviet, un chiffre record : désormais, 43 % des ouvriers des houillères sont à leur poste. Samedi dernier, 2 février, alors qu'il paraissait y avoir des chances que les pourparlers puissent s'engager, le nombre des mineurs cessant la grève avait considérablement diminué.

Les grévistes prêts à céder attendaient de connaître l'issue des discussions préliminaires entamées entre la direction des charbonnages (NCB) et l'Union nationale des mineurs (NUM). Mais ces contacts exploratoires ont échoué, et ils n'ont plus, lundi, hésité à sauter le pas. Autre signe d'une démoralisation grandissante : à l'entrée des mines, les piquets de grève étaient très peu nombreux pour tenter de dissuader les « retours ».

Au cours d'un débat aux Communes lundi, M. Neal Kinnock, dirigeant du Parti travailliste, a accusé le cabinet de Mme Thatcher de vouloir prolonger une grève fort coûteuse pour le pays, à seule fin de remporter une *« victoire politique »* contre les syndicats et l'opposition. On dit de plus en plus que M. Peter Walker, ministre de l'énergie et à ce titre responsable des charbonnages, qui depuis longtemps fait figure de modéré dans l'équipe gouvernementale, plaiderait maintenant pour une certaine souplesse.

Le durcissement du NCB vient aussi d'être critiqué, d'une façon notable, par l'un de ses membres, M. Ned Smith, qui avait la charge des relations avec les syndicats *jusqu'à la semaine dernière et qui* vient de prendre une retraite paraissant pour le moins anticipée... M. Smith a déclaré que les conditions posées par le NCB ne lui paraissaient pas très justifiées dans la mesure où il ne connaissait pas d'autre exemple où des syndicats aient accepté de *« coopérer »* avec le patronat pour un plan de suppression d'emplois et de fermetures d'établissements. *« Le mieux,* a-t-il dit, *que l'on puisse attendre de la part d'un syndicat en pareille circonstance est un accord tacite. »*

L'éxécutif national de la NUM doit se réunir jeudi 7 février. Selon l'entourage des dirigeants du syndicat, il pourrait être discuté de la possibilité d'arrêter la grève, — entamée le 12 mars — sans plus rechercher des négociations qui s'avèrent ne devoir aboutir qu'à un *« compromis humiliant »*. Cette hypothèse de travail est maintenant défendue non seulement par quelques modérés au sein du syndicat, mais également par plusieurs représentants de la tendance la plus dure.

FRANCIS CORNU.

MONNAIES

Le dollar monte

(Suite de la première page.)

Les cinq cents participants du traditionnel symposium de Davos, en Suisse, organisé par l'European Management Forum et présidé par M. Raymond Barre, restaient sous le coup des tonitruantes déclarations de M. McNamar, sous-secrétaire américain au Trésor, qui, pour expliquer les mouvements actuels des monnaies et l'ascension du dollar, a exposé sa *« théorie du portefeuille »*.

Balayant d'un revers de main les vieilles théories classiques prenant en compte les déficits (commerce et paiements), les différences de taux d'intérêt et d'inflation, il a voulu démontrer que seul comptait pour les détenteurs de capitaux internationaux l'attrait irrésistible exercé par la vigueur de l'économie des Etats-Unis, où les investissements trouvent toutes garanties de rentabilité, de sécurité, d'avantages fiscaux et aussi de facultés de mobilisation sur le plus vaste marché financier de la planète. Dans ces conditions, selon M. McNamar, le « billet vert » ne peut être que recherché dans l'immédiat, les flux de capitaux correspondants prenant la priorité absolue sur tous les autres facteurs traditionnels. A cette occasion, il a estimé que les échanges mondiaux sur les marchés de changes atteignaient quotidiennement 200 millions de dollars.

En réponse, M. Raymond Barre avait estimé que la stabilité du dollar était plus importante que son niveau plus ou moins élevé. Il se hâtait d'ajouter que le seul facteur susceptible à ses yeux de ralentir le drainage de plus en plus préoccupant qu'effectuent les Etats-Unis sur le stock mondial des capitaux était une amélioration de la situation dans le monde, et surtout en Europe, dans le cadre d'un développement de l'esprit d'entreprise, thème général du symposium pour cette année.

FRANÇOIS RENARD.

TOURISME

INQUIETS DES CONSÉQUENCES DE LA HAUSSE DU BILLET VERT

Les Etats-Unis lancent une campagne de promotion touristique

Inquiets des effets dissuasifs de la hausse du dollar, les Etats-Unis ont décidé de lancer en Europe une importante campagne de promotion touristique. Cette campagne visera en priorité l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et la France, qui représentent 60 % des trois millions de touristes européens qui se rendent chaque année aux Etats-Unis.

En 1984, le nombre de visiteurs anglais a baissé de 8 % par rapport à 1983, celui des touristes allemands de 3 %, le nombre des Français augmentant en revanche de 10 % (avec un total de 335 000 personnes) en raison notamment de l'allégement du contrôle des changes. De 1983 à 1984, le nombre des visiteurs étrangers, tous pays confondus, était passé de 21,7 millions à 20,8 millions. En 1985, les responsables américains escomptent un retour au chiffre de 1983, sous l'effet conjugué du rétablissement de l'économie mondiale, de la stabilisation du dollar, des conditions de transport aérien et d'une promotion accrue.

La campagne lancée en Europe, et qui sera d'abord testée en RFA dès la fin de l'été prochain (pour un coût d'environ 1,25 million de dollars), s'appuiera sur les données recueillies par une agence de publicité américaine et ses filiales à l'étranger, ainsi que sur les résultats d'un sondage Gallup auprès de 4 000 voyageurs aériens. Sondage dont il ressort que bien que 62 % des Anglais, 53 % des Allemands et 89 % des Français considèrent comme une contrainte éventuelle le cours du dollar, l'Amérique reste la destination touristique préférée des Européens.

Thème de la campagne : *« America, catch the Spirit »*. Objectif : mettre en valeur *« la passion suscitée par l'Amérique »*, la volonté des visiteurs d'y vivre une expérience personnelle et affective.

P. Fr.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE – Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1984 au 25 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie *9,80 % 1979* seront payables, à partir du 26 février 1985, à raison de 176,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon nº 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant global : 196 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire le complément de prélèvement libératoire sera de 29,38 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,96 F faisant ressortir un net de 145,06 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 14 815 obligations, comprises dans la série de numéros 131 202 à 147 025 sortis au tirage du 27 décembre 1984, cesseront de porter intérêt et seront remboursables, à 2 000 F, coupon nº 7 au 26 février 1986 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

— Amortissement	1982 :	450 756 à 461 947
—	1983 :	089 800 à 102 088
—	1984 :	567 525 à 569 232
		et 569 236 à 581 020

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE – Obligations 12,50 % février 1980

Les intérêts courus du 25 février 1984 au 24 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 12,50 % février 1980 seront payables, à partir du 25 février 1985, à raison de 562,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon nº 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 F (montant global : 625 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,25 F faisant ressortir un net de 462,54 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE – Obligations 14,80 % février 1981

Les intérêts courus du *16 février* 1984 au 15 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 14,80 % février 1981 seront payables, à partir du *16 février* 1985, à raison de 666 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon nº 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74 F (montant global : 740 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,95 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,40 F faisant ressortir un net de 547,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - OBLIGATIONS A TAUX VARIABLE AOUT 1982

Les intérêts courus du 17 février 1984 au 16 février 1985 sur les obligations SAPAR à taux variable août 1982 seront payables, à partir du 17 février 1985 à raison de 591,07 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon nº 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 65,68 F (montant global : 656,75 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 98,47 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,56 F faisant ressortir un net de 486,04 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

NOTA

En application de la loi du 30 décembre 1981, article 94, alinéa II et du décret nº 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

— Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux.

— *Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres* à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital).

MARCHÉS
PARIS

LA VIE DE

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

5 février

Amélioration

D'humeur chagrine en début de semaine, la Bourse de Paris a esquissé mardi un léger sourire. Un mouvement de reprise sélective s'y est en effet dessiné, qui a concerné de belles valeurs telles que Sanofi, Presses de la Cité, des actions d'entreprises en voie de redressement (Peugeot, C.S.F., Télémécanique), également quelques titres appartenant à la distribution (Printemps, Redoute). Le marché a non seulement réussi à conserver intacte son avance initiale mais il l'a améliorée. A la clôture, l'indicateur instantané s'établissait en clôture à 0,7 % au-dessus de son niveau précédent.

Ni timide, ni trop forte, cette amélioration a fait généralement très bonne impression autour de la corbeille où l'on n'apprécie guère les emballements. Quelques-uns craignaient que l'irrésistible ascension du dollar ne détourne l'attention des opérateurs. Certains faisaient au contraire remarquer que la force de la devise américaine jouait en faveur des valeurs françaises les rendant moins onéreuses pour les détenteurs de dollars. Beaucoup dissertaient sur le sujet. Un fait est certain : l'élan, un fois de plus, a été donné par Wall Street. Le résultat aurait certes pu être meilleur, assurait un gérant de portefeuilles, qui mettait en avant le butoir constitué, quand même, par les niveaux de cours souvent élevés.

La devise-titre s'est raffermie dans le sillage du dollar et s'est échangée entre 10,60 F et 90,65 F (contre 10,45 F-10,55 F).

Statu-quo sur l'or à Londres où l'once de métal précieux a coté 301,75 dollars l'once (+ 0,50 dollar). A Paris, le lingot a gagné 550 F à 94 800 F du seul fait de la hausse du dollar.

Le napoléon est revenu à 575 F, son niveau le plus bas depuis le 26 décembre 1979, avant de remonter à 577 F (contre 580 F).

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

La semaine a bien commencé pour Wall Street. Après avoir de nouveau baissé sur une nouvelle vague de ventes bénéficiaires, les cours se sont vigoureusement redressés. Tout le terrain perdu a été intégralement regagné et largement au-delà même, et, l'indice des industrielles, un moment en recul de plus de 6 points, enregistrait une avance de 12,37 points à 1 290,08.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 026 valeurs traitées, 1 093 ont monté, 518 ont baissé et 415 n'ont pas varié.

Les actions des compagnies aériennes ont été particulièrement fermes et l'indice des transferts s'est élevé à un niveau record (619,46). L'attention s'est également portée sur les valeurs de haute technologie.

Ce mouvement de hausse a été essentiellement dû aux achats effectués par les investisseurs institutionnels. De l'avis général, rien pour l'instant ne semble devoir tempérer l'optimisme des opérateurs apparemment convaincus que l'expansion avait repris à une cadence très satisfaisante. « *La capacité du marché à monter est telle, que la hausse peut se poursuivre même en l'absence de bonnes nouvelles* », disait-on autour du « Big Board ».

L'activité a porté sur 113,72 millions de titres contre 105,44 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 1er fév.	Cours du 4 fév.
Alcoa	37 7/8	38
A.T.T.	20 1/2	20 7/8
Boeing	62 1/4	63 1/8
Chase Manhattan Bank	50 3/4	52 1/4
Du Pont de Nemours	52 1/2	53
Eastman Kodak	71 3/4	72 5/8
Exxon	48 3/8	47 7/8
Ford	47 1/2	49
General Electric	62 7/8	64
General Foods	55 1/4	55 3/8
General Motors	82 1/8	82 5/8
Goodyear	28 1/2	28 1/2
I.B.M.	135 3/4	137 5/8
I.T.T.	30 5/8	30 3/4
Mobil Oil	28	28 1/2
Pfizer	39 1/4	40 1/8
Schlumberger	40 1/8	40
Texaco	34 3/4	34 7/8
U.A.L. Inc.	44 1/2	46 1/8
Union Carbide	37 5/8	38
U.S. Steel	27 1/2	27 1/8
Westinghouse	30 3/8	31 1/4
Xerox Corp.	42 7/8	43

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SGE-SB. — Ainsi que nous le laissions entendre dans notre bulletin sur la Bourse de Paris du lundi 4 février (*le Monde* du 5 février), la Société générale d'entreprises, Sainrapt et Brice vient de faire part de ses appréhensions à propos de l'année 1984. *« Les résultats du dernier exercice ne seront disponibles que dans quelques semaines »*, indique la société dans un communiqué. *« Ils devraient enregistrer une nette aggravation par rapport à l'exercice 1983 et aux prévisions faites antérieurement, du fait de la prise en compte d'importantes pertes réalisées sur d'anciens chantiers en cours d'achèvement, de la constitution de provisions pour pertes à terminaison et, enfin, de la comptabilisation de charges liées aux opérations de restructuration engagées en 1984. »*

Le chiffre d'affaires (hors taxes) consolidé du groupe SGE-SB s'est élevé, pour l'exercice 1984, à 13,2 milliards de francs, soit une diminution d'environ 5,5 %, en francs courants, et à structures comparables, par rapport à l'année précédente.

Spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics, SGE-SB, qui est passée fin 1983 du groupe de la Compagnie générale d'électricité (CGE) à celui de Saint-Gobain, avait subi cette année-là une perte de 484 millions de francs (part du groupe). En janvier dernier, elle avait cédé aux Grands Travaux de Marseille (GTM) le contrôle de la société Doris, que convoitait le groupe Bouygues. La société précise à ce sujet que l'activité de Doris, sortie du périmètre de consolidation à fin 1984, ne figure pas dans les résultats de l'exercice 1984, dont on pensait initialement qu'ils devraient se traduire par une perte voisine de 500 millions de francs. En effet, le groupe Saint-Gobain avait estimé, en décembre dernier, à environ 1 milliard de francs les pertes de SGE-SB pour l'ensemble des exercices 1983-1984. Le 4 février, cette action a perdu 4,3 %, à 57,50 F à la Bourse de Paris.

DUMEZ. — Cette entreprise de bâtiment et de travaux publics va procéder prochainement à une augmentation de capital par attribution d'actions gratuites (une nouvelle pour six anciennes). Le bénéfice consolidé du groupe devrait atteindre 360 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	1er fév.	4 fév.
Valeurs françaises	105,5	105,1
Valeurs étrangères	108,6	107,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	1er fév.	4 fév.
Indice général	195,7	195,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 5 février .... 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4 fév.	5 fév.
1 dollar (en yens)	259,10	260

BOURSE DE PARIS — Comptant — 5 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	26 95	1 062
5 %	....	0 068
3 % amort. 45-54	71	1 563
Emp. 7 % 1973	7400	..
Emp. 8,80 % 77	116	6 244
8,80 % 78/93	98 60	6 812
8,80 % 78/86	97 40	1 350
10,80 % 79/94	99 85	4 586
13,25 % 80/90	104 30	9 003
13,80 % 80/87	106 75	4 272
13,80 % 81/89	109 60	0 832
16,75 % 81/87	112 70	6 838
16,20 % 82/90	117 81	1 065
16 % juin 82	117 50	10 808
E.D.F. 7,8 % 61	143 50	0 610
E.D.F. 14,5 % 80-92	104	9 046
Ch. France 3 %	139 60	..
CNB Bques janv. 82	102 35	1 183
CNB Paribas	103	1 183
CNB Suez	102 95	1 183
CNI janv. 82	102 30	1 183

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	84 20	87 60 d
A.G.F. (St Cent.)	1585	1475 o
A.G.P. Vie	8490	8410
Agr. Inc. Madag.	77	79
Amrep	62	62 50
André Roudière	321	321
Applic. Hydraul.	316 20	316
Arbel	70	70
Artois	850	840
At. Ch. Loire	10 70	9 40 o
Ausedat-Rey	86 60	87 60
Avenir Publicité	909	893 d
Bain C. Monaco	125	137 d
Banania	426	438
Banque Hypoth. Eur.	317	320
Blanzy-Ouest	518	530
B.N.P. Intercontin.	152	153
Bénédictine	2390	2370
Bon-Marché	238	....
Calif	541	539
Cambodge	321	321
C.A.M.E.	105	105
Campenon Bern.	176 10	168
Caout. Padang	460	460
Carbone-Lorraine	161 70	169 d
Carnaud S.A.	435	435
Caves Roquefort	1030	1001
C.E.G.Frig.	320	....
C.E.M.	41	....
Centen. Blanzy	875	890
Centrest (Ny)	111	....
Cerabati	43	43 60
C.F.C.	214	214
C.F.F. Ferrailles	381	374
C.F.S.	755	....
C.G.V.	180	180
Chambon (M.)	460	460
Chambourcy (M.)	980	....
Champex (Ny)	124	120
Chim. Gde Paroisse	78 80	83
C.I. Maritime	485	490
Citram (B)	175 10	168
Clause	712	705
Cofradel (Ly)	610	600 o
Cogifi	316	317 50
Comiphos	198	198 10
Comp. Lyon-Alem.	243	243
Concorde (La)	550	528
C.M.P.	17	16 30
Cofita S.A. (Li)	58	58 20
Crédit (C.F.B.)	250	245
Créd. Gén. Ind.	502	538 d
Cr. Universel (Cie)	594	580
Créditel	142	142
Darblay S.A.	399	399
Darty Act. d. p.	910	910
De Dietrich	395	399 90
Degrémont	141	136 40 o
Delalande S.A.	751	781
Delmas-Vieljeux	790	800
Dév. Rég. P.d.C (Li)	167 50	169
Didot-Bottin	800	800
Dist. Indochine	872	841
Drag. Trav. Pub.	161 20	154 70
Duc-Lamothe	164 70	....
Eaux Bass. Vichy	1800	1800
Eaux Vittel	1165	....
Ecco	3600	3620
Economats Centre	550	580
Electro-Banque	335	336
Electro-Financ.	526	515
Elf-Antargaz	214	212
E.L.M. Leblanc	1230	1239
Enali-Bretagne	155	150
Entrepôts Paris	331 20	344 50
Epargne (B)	1070	1090 d
Epargne de France	310	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Escaut-Meuse	700	700
Eurocom	820	827
Europ. Accumul.	33 60	33
Eternit	580	580
Exor	1550	1585
Ferm. Vichy (Ly)	105	106
Finalens	139 20	140
FIPP	106	107
Finac	445	449
Focep (Chât. eau)	1005	....
Foncière (Cie)	330	317 o
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	1820	....
Foncina	285	287
Forges Strasbourg	219	225
Forinter	1280	1300
Fougerolle	55 80	55
France I.A.R.D.	185	....
France (La)	1177	1170
Frankel	195 50	199 90
Fromageries Bel	1144	1120
From. Paul Renard	520	541 d
GAN	2444	2480
Gaumont	585	586
Gaz et Eaux	1530	1540
Geray S.A.	470	480
Gér. Arm. Hold	54 90	55
Gerland (Ly)	560	545
Gévelot	225 60	241 50 d
Gr. Fin. Constr.	279	281
Gds Moul. Corbeil	95	....
Gds Moul. Paris	368 80	378
Groupe Victoire	1462	1462
G. Transp. Ind.	178 70	180 10
Hutchinson	249 60	267 40
Hydro-Energie	267	....
Hydroc. St-Denis	40 40	40
Immindo S.A.	262 50	260
Immoinvest	210	215
Immobail	373	388
Immobanque	666	669
Immob. Marseille	3700	3685
Immofice	465	463
Industrielle Cie	1480	1435
Invest. (Sté Cent.)	903	903
Jaeger	170	172
Lafitte-Bail	390	395
Lambert Frères	65	65 70
Lampes	150	144
La Brosse-Dupont	197 60	205 50 d
Lille-Bonnières	332	345 30
Locabail Immob.	585	584
Loca-Expansion	295	298
Locafinancière	352	353
Locatel	374 80	370
Lordex (Ny)	121	120
Louis Vuitton	700	698
Louvre	782	784
Luchaire S.A.	355	360
Machines Bull	53	52 10
Magasins Uniprix	115	107
Magnant S.A.	72	....
Maritime Part.	167	170
Marocaine Cie	37	....
Métal Déployé	358	380
M. H.	102	97 90
Mors	138 30	176 80
Navale Worms	135	140 40
Navig. (Nat. de)	68	66 10
Nicolas	375	375
Nobel Bozel	7 45	7 75
Nodet-Gougis	88 40	87
OPB Paribas	187 90	187 90
Optorg	139	....
Origny-Desvroise	159 50	159 50
Palais Nouveauté	335	340
Paris France	158	158
Paris-Orléans	166	166
Part. Fin. Gest. Im.	489	489 50
Pathé-Cinéma	218	216
Pathé-Marconi	154	154
Piles Wonder	467 60	465
Piper-Heidsieck	445	444
P.L.M.	120	120
Porcher	190	193 50
Prouvost ex-Lain.R.	137	138
Providence S.A.	585	581
Publicis	1780	1722
Raff. Souf. R.	169 80	169 80
Ressorts Indust.	71	76 d
Révillon	400 10	428 50 d
Ricqlès-Zan	144	144
Rochefortaise S.A.	140	140 20
Rochette-Cenpa	46 10	47 50
Rosario (Fin.)	145	147
Rougier et Fils	75 10	78 10
Roussalot S.A.	1100	1180 d
Sacer	57	54 70 o
Saclor	13 95	15 25 d
SAFAA	170	163 20
Safic-Alcan	278 50	278 50
SAFT	298 40	310 30
Saunier-Duval	21 15	22
Saint-Raphaël	89 50	92
Salins du Midi	325	330
Santa-Fé	158	159
Sarem	69 70	72 50
Savoisienne (M)	82	....
SCAC	163	161

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Senelle Maubeuge	314	314
S.E.P. (M)	196	....
Serv. Equip. Véh.	35 40	36 50
Sici	42	40 50
Sicotel	342	340
Sorya-Alcanel	545	....
Sinvim	181	181
Siph (Plant. Hévéas)	250	....
SMAC Acieroïd	140 80	....
Sté Générale (c. anc.)	580	580
Sofal financière	504	610
Sofio	230	....
Soficom	600	600
S.O.F.I.P. (M)	90	....
Sofragi	888	884
Soudure Autog.	114 80	119
Sovabail	681	681
Speichim	116	127 50
S.P.I.	400	404
Spie Batignolles	184 50	193
Stam	380	383
Taittinger	1188	1236
Testut-Aquitaine	568	575
Tour Eiffel	366	375
Ufiner S.M.D.	94	96
Ugimo	282 60	290
Ugine Gueugnon	40 05	41 65
Unibail	690	718
Unidel	130	136
U.A.P.	3475	3235
Union Brasseries	81 10	88 50
Union Habit.	378	379
Un. Imm. France	336	337
Un. Ind. Crédit	396	405
Usinor	5 36	5 80 d
U.T.A.	619	607
Vicat	265	275 60
Virax	94 10	96 90
Waterman S.A.	335 50	338
Brass. du Maroc	155	....
Brass. Ouest-Afr.	28 50	28 60

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	346	380 d
Akzo	307	309
Alcan Alum.	310	310
Algemene Bank	1149	1150
American Brands	700	700
Am. Petrofina	650	620
Arbed	241	....
Asturienne Mines	130	....
Banco Central	108	108
Banco Santander	83	82 50
Bco Pop Espanol	136	133
Banque Ottomane	811	....
B. Régl. Internat.	28500	28900
Barlow Rand	49	....
Blyvoor	89 80	88
Bowater	....	....
Br. Lambert	349 90	373 90
Caland Holdings	92	91
Canadian-Pacific	444	463 70
Commerzbank	585	....
Dart. and Kraft	920	918
De Beers (port.)	41	45 d
Dow Chemical	297	306
Dresdner Bank	632	630
Femmes d'Auj.	71 20	68 10
Finoutremer	240	....
Gén. Belgique	286	289
Gevaert	600	550
Glaxo	143	....
Goodyear	289 50	300
Grace and Co	433	....
Gulf Oil Canada	138 50	142
Hartebeest	49 10	51 40
Honeywell Inc.	655	....
Hoogovens	188	....
I. C. Industries	342	361
Int. Min. Chem.	410	430
Johannesburg	802	....
Kubota	13	13
Latonia	269 80	273
Mannesmann	540	....
Marks-Spencer	15 60	15 65
Midland Bank Plc	45 40	45
Mineral-Ressourc.	83	84
Nat. Nederlanden	825	844
Noranda	165	163 60
Olivetti	31 60	30 80
Pakhoed Holding	204	201 80
Pfizer Inc.	411 10	425 60
Pirelli	12 60	11 50
Procter Gamble	599	800
Ricoh Cy Ltd	35	....
Rolinco	190 60	192 50
Robeco	212	212
Rodamco	403	407
Shell fr. (port.)	83	88
S.K.F. Aktiebolag	206	204
Sperry Rand	501	511
Steel Cy of Can.	182	....
Stilfontein	103 70	102
Sud. Allumettes	281	....
Tenneco	411	....
Thorn EMI	53	54
Thyssen c. 1 000	....	....
Toray indust. inc	18 60	16 35
Vieille Montagne	680	740 d
Wagons-Lits	381	391
West Rand	51 50	51 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1780	1785
Cabasson	350	342
C.D.M.E.	690	690
C. Equip. Elect.	300	303
Défia	310	312 20
Dauphin O.T.A.	2030	2000
Filipacchi	557	556
Guy Degrenne	700	700
Marin Immobilier	335 60	335 50
Métallurg. Minière	193	190
M.M.B.	384 80	400 20
Om. Gest. Fin.	286	287 50
Petit Bateau	340	326
Petrofigaz	673	673
Pochet	1558	1510
Poron	368	357
S.C.G.P.M.	316	318
Sofibus	200	200
Sovac	782	792

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alsar	221	221
B.G.I. (ex Sogepal)	....	....
Borie	286	....
Cellulose du Pin	48	56 d
C.G.M.	10	....
Cochery	24 80	28 50 d
C. Sabl. Seine	115	110 50
Coparex	480	486
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	64 80	....
Mic	202	....
Profile Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	122	....
Ripolin	....	....
Romanto N.V.	125 80	125 50
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	174 50	....
Thann et Mulhouse	82	....
Total C.F.N.	43	....
Ufimeg	322	324

SICAV 4/2

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	282 12	269 33
Actions-Investiss.	284 87	271 95
Actions sélectives	411 23	392 68
Aedificandi	426 08	406 76
A.G.F. 5000	278 36	265 73
Agimo	448 42	428 08
A.G.F. Interfonds	381 36	364 07
Altefi	228 55	218 19
A.L.T.O.	199 25	190 17
Amérique Gestion	482 80	461
A.M.I.	231 34	220 86
Assoc. St-Honoré	12724 23	12263 91
Associc	22159 18	22159 16
Bourse-Investiss.	328 88	313 97
Bred Associations	2259 25	2252 49
Capital Plus	1403 30	1403 30
Columbia (ex W.I.)	722 82	689 85
Convertimmo	297 02	286 80
Cortal court terme	10309 78	10309 78
Corlex	956 85	913 46
Crédinter	399 36	381 25
Croiss. Immobil.	408 03	389 53 ◆
Démeter	11886 46	11862 73
Drouot-France	373 53	356 56
Drouot-Investiss.	752 62	718 49
Drouot-Sécurité	200 19	191 11
Drouot-Sélection	123 63	118 02
Energie	242 73	231 72
Epargic	55636 72	55626 67
Eparcourt Sicav	6859 31	6842 20
Epargne Associations	24801 25	24727 07
Epargne-Capital	6248 30	6186 44
Epargne-Croiss.	1355 40	1293 94
Epargne-Industr.	472 40	450 98
Epargne-Inter	650 26	620 77
Epargne-Long-Terme	1200 57	1146 13
Epargne-Oblig.	190 53	181 89
Epargne-Unie	944 17	901 36
Epargne-Valeur	357 83	341 60
Eparoblig	1137 98	1135 71
Eurocic	8506 18	8120 46
Euro-Croissance	429 15	409 69
Europe Investiss.	1165 80	1112 74
Financière Plac.	20574 10	20533 03
Foncier Investiss.	734 25	700 95
Foncival	166 46	158 91
France-Garantie	297 88	292 04
France-Investiss.	449 38	429
France-Net	111 64	109 13
Fr.-Obl. (nouv.)	411 59	403 52
Francic	261 26	249 41
Fructidor	246 53	235 36
Fructifrance	485 19	463 19
Fructivar	68809 07	68642 46
Fructi-Associations	1116 84	1114 61
Fruct-Première	11285 70	11099 21
Gestilion	59809 62	59680 47
Gestion Associations	121 73	118 76
Gestion Mobilière	592 92	566 03
Gest. Rendement	487 72	465 80
Gest. Sél. France	445 20	425 01
Haussmann-Epargne	1075 88	1075 88
Haussmann Oblig.	1348 12	1286 99
Horizon	829 78	805 61
I.M.S.I.	428 55	409 12
Indo-Suez Valeurs	621 04	592 88
Ind. française	12051 40	11815 10
Interoblig.	10241 23	9847 34
Interselect France	304 70	290 88
Intervaleurs Indust.	433 09	413 46
Invest. net	11918 16	11894 37
Invest. Obligataire	14091 59	14063 46
Invest. Placements	842 04	803 86
Invest. St-Honoré	697 80	665 87

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Japacic	118 38	113 02
Laffitte-crt-terme	121978	121978
Laffitte-Expansion	680 09	649 82
Laffitte-France	225 94	215 67
Laffitte-Japon	224 63	214 35
Laffitte-Oblig.	150 14	143 33
Laffitte-Placements	111204 10	111083 01
Laffitte-Rend.	200 77	191 67
Laffitte-Tokyo	996 78	951 58
Lion-Associations	10937 79	10937 79
Lion-Institutionnels	21665 68	21601 68
Lionplus	58213 73	57637 36
Livret portefeuille	495 70	481 26
Mondiale Investissem.	349 48	349 48
Monecic	56449 48	56449 48
Multi-Obligations	422 70	403 53
Mutuelle Unie Sél.	107 98	103 08
Natio.-Assoc.	8080 26	8098 12
Natio.-Epargne	13264 23	13132 90
Natio.-Inter.	955 72	912 38
Natio.-Obligations	467 75	446 54
Natio.-Placements	59748 78	59748 78 ◆
Natio.-Valeurs	539 21	514 76
Oblicoop Sicav	1125 98	1108 80
Oblifon	1125 35	1074 32
Oblisem	150 56	148 33
Orient-Gestion	109 60	104 53 ◆
Pacifique St-Honoré	419 89	400 84
Pareuropa	558 88	533 54
Paribas Epargne	13142 42	13090 06
Paribas Gestion	562 83	537 31
Patrimoine-Retraite	1320 42	1294 53
Phénix Placements	256 22	253 95
Pierre Investiss.	499 08	478 45
Placement crt-terme	61019 96	61019 96
P.M.E. St-Honoré	290 17	277 01
Province Investiss.	304 15	304 15
Rendem. St-Honoré	12245 06	12184 14
Revenus Trimestriels	5501 17	5419 87
Sécur. Mobilière	394 42	388 99
Sél. court terme	12334 05	12242 23
Sélec. Mobil. Div.	328 58	318 61
Sélection-Rendem.	182 75	178 29
Sélect. Val. Franç.	222 83	212 73
Sicav-Associations	1182 19	1179 83
S.F.I. fr. et étr.	476 77	455 15
Sicavimmo	538 77	514 34
Sicav 5000	239 08	228 24
Sivalfrance	364 44	347 91
Sivam	337 63	322 32
Sivarente	205 81	196 48
Sivinter	328 84	313 93
S.I.-Est	1081 37	1032 33
S.I.G.	826 22	788 39
S.N.I.	1051 43	1003 75
Sofrenat	466 36	445 21
Sogeparge	339 34	327 07
Sogevar	878 94	839 08
Sogester	1147 01	1095
Soleil Investiss.	432 85	413 22
Technocic	1125 18	1074 16
U.A.P. Investiss.	371 58	354 71
Uni-Associations	107 31	107 31
Unifrance	296 46	283 01
Unifoncier	816 13	779 12
Uni-Garantie	1199 11	1174 45
Unigestion	701 83	670
Uni-Japon	1109 79	1059 47 ◆
Uni-Régions	1756 45	1676 80
Unirente	1924 18	1860 91
Univer	148 75	148 75
Univers-Obligations	1147 68	1108 94
Valorem	397 90	378 86
Valorg	1244 89	1243 65
Valrel	134031 63	133887 73

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
4100	C.N.E. 3 %	4090	4081	4081	- 0 22
1460	Electricité T.P.	1458	1460	1460	+ 0 06
1050	Renault T.P.	1025	1023	1023	- 0 19
1568	Rhône-Poul. T.P.	1634	1690	1690	+ 3 42
1235	St-Gobain T.P.	1242	1237	1237	- 0 40
1235	Thomson T.P.	1234	1230	1230	- 0 32
240	Accor	252 10	253 90	254	+ 0 75
670	Agence Havas	628	638	638	+ 1 59
575	Air Liquide	598	598	598	....
770	Als. Superm.	800	810	810	+ 1 25
96	A.L.S.P.I.	115 40	118	120 80	+ 4 67
220	Alsthom-Atl.	227	227 90	227 90	+ 0 39
215	Applic. gaz	215	215	215	....
685	Arjom. Prioux	702	705	706	+ 0 56
835	Aux. Entrepr.	850	845	845	- 0 58
905	Av. Dass.-Br.	870	890	890	+ 2 29
270	Bail-Equipem.	286	285	285	- 0 34
650	Bail-Investiss.	675	693	695	+ 2 96
600	Cie Bancaire	615	610	610	- 0 81
178	Bazar H.-V.	173 50	178 50	178 50	+ 2 88
300	Béghin-Say	282	282	285	+ 1 06
560	Bic	579	580	584	+ 0 86
310	B.I.S.	325	330	335	+ 3 07
1150	Biscuit (Géné.)	1241	1230	1230	- 0 88
1680	Bongrain S.A.	1641	1660	1660	+ 1 15
750	Bouygues	750	750	750	....
2280	B.S.N.	2350	2378	2378	+ 1 19
1800	Carrefour	1870	1885	1892	+ 1 17
835	Casino	860	880	885	+ 2 90
560	Cedis	558	559	559	+ 0 17
495	Cetelem	520	525	524	+ 0 76
790	C.F.A.O.	795	801	803	+ 1
97	C.F.D.E.	111 80	112	111 90	+ 0 08
575	C.G.I.P.	573	583	581	+ 1 39
440	Chargeurs S.A.	418	413	414	- 0 95
37	Chiers-Châtill.	38	38 20	38 20	+ 0 52
340	Ciments franç.	349 90	355	359	+ 2 63
1290	C.I.T. Alcatel	1270	1282	1281	+ 0 86
1190	Club Méditerr.	1195	1200	1200	+ 0 33
133	Codetel	136	135 40	136 40	+ 0 29
265	Colimeg	263 70	264 60	265	+ 0 49
210	Colas	210	216	216	+ 2 85
172	Compt. Entrepr.	174 90	174 70	174 70	- 0 11
460	Compt. Mod.	430	435 20	435 20	+ 1 20
645	Créd. Foncier	687	705	710	+ 3 34
290	Crédit F. Imm.	296	296	300	+ 1 35
840	Crédit Nat.	642	640	640	- 0 31
345	Crouzet	233	234 50	235 60	+ 1 07
2420	Damart-Servip	2300	2350	2350	+ 2 17
1080	Darty	1090	1111	1118	+ 2 56
820	Docks France	839	839	845	+ 0 71
169	D.M.C.	166 90	168	167	+ 0 06
725	Dumez	700	700	701	+ 0 14
575	Eaux (Gén.)	574	580	577	+ 0 52
236	Elf-Aquitaine	225 90	227 90	227 10	+ 0 53
236	— (certific.)	222	224 80	225	+ 1 35
1190	Epeda-B-Faure	1325	1350	1355	+ 2 26
2800	Essilor	2800	2805	2805	+ 0 17

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
515	Esso S.A.F.	507	508	506	- 0 19
1250	Eurafrance	1322	1300	1319	- 0 22
920	Euromarché	928	920	920	- 0 86
825	Europe n° 1	1060	1067	1067	+ 0 66
1040	Facom	1085	1090	1090	+ 0 46
645	Fichet-Bauche	603	603	603	....
187	Finextel	191	191	191	....
380	Fives-Lille	374 90	370	370	- 1 28
58	Fonderie (Gén.)	58	59 95	59 95	+ 3 36
84	Fraissinet	81	80 10	80 10	- 1 11
280	Francarep	275	272	272	- 1 09
300	Gal. Lafayette	290	296	296 50	+ 2 24
785	Gén. Géophys.	791	795	795	+ 0 50
265	GTM-Entrepose	260	258	258	- 0 76
300	Guyenne-Gasc.	328	327	327	- 0 30
1850	Hachette	1790	1880	1880	+ 5 02
395	Hénin (La)	428	427	425	- 0 70
74	Imétal	81 90	82	82	+ 0 12
480	Immob. Plaine-M.	437	436	436	- 0 22
1450	Inst. Mérieux	1473	1550	1550	+ 5 22
480	Interbail	490	490	490	....
2250	Intertechnique	2190	2245	2250	+ 2 73
170	J. Lefebvre	188	188	188	+ 1 07
915	Lab. Bellon	895	900	900	+ 0 55
390	Lafarge-Coppée	404 50	406 80	406 20	+ 0 42
905	Lebon	906	906	906	+ 0 11
2080	Legrand	1990	2000	2010	+ 1
860	Lesieur	890	880	881	- 1 01
380	Locafrance	345	349 50	349 50	+ 1 30
730	Locindus	743	738	738	- 0 67
700	Lyonn. Eaux	761	760	760	- 0 13
186	Mais. Phénix	191 10	197	197	+ 3 08
1280	Majorette (Ly)	1247	1212	1218	- 2 80
115	Manurhin	117 90	118	117 90	....
171	Mar. Wendel	165	165 10	165 10	+ 0 06
1840	Martell	1830	1848	1848	+ 0 98
1580	Merlin-Gerin	1568	1581	1581	+ 0 76
1780	Matra	1750	1710	1710	- 2 28
780	Michelin	801	805	808	+ 0 87
2250	Midi (Cie)	2260	2261	2250	- 0 44
250	Midland Bk S.A.	238	248	248	+ 4 20
63	M.M. Penarroya	71	72	72	+ 1 40
1970	Moët-Hennessy	1856	1860	1869	....
485	Mot. Leroy-S.	485	480	480	- 1 03
90	Moulinex	101	100 80	100 40	- 0 59
....	Muram	....	....	....	....
280	Navig. Mixtes	364	364	364	....
79	Nord-Est	78 90	78 60	78	- 1 13
470	Nordon (Ny)	455	451	451	- 0 87
140	Nouvelles Gal.	134 50	132 50	132 50	- 1 48
670	Occident. (Gén.)	710	715	713	+ 0 42
275	Olida-Caby	280	285 20	285 20	+ 1 85
1000	Omn. F. Paris	965	970	970	+ 0 51
184	Opfi-Paribas	200 90	208	207	+ 3 03
2430	Oréal (L')	2349	2332	2330	- 0 80
148	Papet. Gascogne	146	145	145	- 0 68
810	Paris-Réescompte	828	831	831	+ 0 36
325	Pechelbronn	315	309	309	- 1 90
685	Perrier	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 0 67

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
695	Pernod-Ricard	701	699	700	- 0 14
265	Pétroles (Fse)	251	250 10	250 90	- 0 03
81	— (certific.)	62	63 40	63 20	+ 1 93
127	Pétroles B.P.	118	116 50	116 50	- 1 27
280	Peugeot S.A.	272	275	274	+ 0 73
52	Poclain	51	51 30	51 50	+ 0 98
480	Poliet	527	534	534	+ 1 32
165	Pompey	168	167 20	167 20	- 0 47
410	P.M. Labinal	428 50	430 10	431	+ 0 58
1980	Presses Cité	2005	2019	2030	+ 1 24
1050	Prétabail Sic.	1081	1135	1135	+ 4 99
275	Primagaz	287	287	287 50	+ 0 17
190	Printemps	191 50	196 50	198	+ 3 39
1620	Promodès	1601	1590	1590	- 0 68
230	Radiotechn.	265	267	267	+ 0 75
78	Raffin. (Fse)	83	82 80	83 40	+ 0 48
1210	Redoute (La)	1240	1283	1285	+ 3 62
1600	Roussel-Uclaf	1585	1585	1585	....
1330	Roussel-C.N.I.	1320	1320	1320	....
2080	Rue Impériale	2420	2392	2392	- 1 15
171	Sade	175	173	173	- 1 14
1330	Sagem	1260	1260	1261	+ 0 07
315	St-Louis B.	347	345	346 50	- 0 43
2280	Salomon	2420	2400	2400	- 0 82
580	Sanofi	572	577	578	- 1 04
270	S.A.T.	274 50	271	271	- 1 27
560	Saupiquet Cie	564	564	564	....
113	Schneider	110	108 50	108	- 1 81
71	S.C.O.A.	71 90	71 60	71 50	- 0 55
138	S.C.R.E.G.	126 50	128	125	- 1 18
395	Seb	415	417	415	....
305	Sefimeg	310	311	311	+ 0 32
800	S.F.I.M.	901	920	930	+ 3 21
56	S.G.E.-S.B.	57 50	54 50	55 10	- 4 17
865	Sign. Ent. E.	685	685	680	- 0 72
625	Silic	605	619	620	+ 2 47
375	Simco	384	383	382	- 0 52
197	Simnor	203	203	203	....
1830	Skis Rossignol	2000	1995	1999	- 0 05
585	Simisco	599	600	600	+ 0 16
2770	Sodexho	2725	2745	2745	+ 0 73
460	Sogerap	440	440	443	+ 0 68
445	Sommer-Allib.	475	478	480	+ 1 05
465	Source Perrier	467	467	468	+ 0 21
280	Synthélabo	253	256	258 30	+ 2 09
585	Talc Luzenac	582	593	592	+ 1 71
2270	Tél. Electr.	2260	2310	2310	+ 2 21
460	Thomson-C.S.F.	453	464	468	+ 3 31
2200	T.R.T.	2220	2220	2220	....
265	U.F.B.	376	390	390	+ 3 72
555	U.I.S.	661	661	661	....
290	U.C.B.	315	315	318	....
235	Valéo	258	260	260	+ 0 77
107	Vallourec	98	101 50	101 50	+ 3 57
2510	V. Clicquot-P.	2501	2560	2560	+ 2 35
900	Viniprix	890	870	870	- 2 24
845	Elf-Gabon	919	915	915	- 0 43
185	Amax Inc.	195	194	194	- 0 51
415	Amer. Express	432	450	450	+ 4 16
230	Amer. Teleph.	217 80	224 20	224 20	+ 3 08

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
117	Anglo Amer. C.	123 50	126	125	+ 1 21
860	Amgold	850	852	852	+ 0 23
600	BASF (Akt)	578	582	582	+ 0 69
640	Bayer	824	822	822	- 0 32
370	Buffelsfont.	356	360	360	+ 1 12
24	Charter	24 80	25	24 95	+ 0 60
555	Chase Manh.	540	557	555	+ 2 77
345	Cie Pétr. Imp.	353 50	359 50	359 50	+ 1 69
43	De Beers	47 90	47 10	47	- 1 87
1370	Deutsche Bank	1305	1310	1310	+ 0 38
77	Dome Mines	86 10	87 50	87 30	+ 1 39
255	Driefontein Cal	261 50	265	265	+ 1 33
535	Du Pont-Nem.	546	557	557	+ 2 01
760	Eastman Kodak	751	780	773	+ 2 92
74	East Rand	80 50	81 95	82	+ 1 86
320	Electrolux	326 10	326 50	326 50	+ 0 12
305	Ericsson	341 50	346	346	+ 1 31
515	Exxon Corp.	502	510	510	+ 1 59
525	Ford Motors	501	510	510	+ 1 79
235	Free State	222	225 10	225 10	+ 1 39
117	Gencor	116	115 80	115 80	- 0 17
295	Gén. Belgique	286	288 10	289	+ 1 04
680	Gén. Electr.	660	686	686	+ 3 93
885	Gen. Motors	863	876	876	+ 1 50
58	Goldfields	58 20	59	59	+ 1 37
37	Gd Metropolitain	35 30	35 40	35 40	+ 0 28
135	Harmony	138	139 80	138	....
38	Hitachi	35	35 25	35 25	+ 0 71
625	Hoechst Akt.	612	610	610	- 0 32
99	Imp. Chemical	97	100 80	100 80	+ 3 91
146	Inco. Limited	148 70	148	148	- 0 47
1390	IBM	1420	1458	1454	+ 2 39
108	Ito-Yokado	107	105 40	105 40	- 1 49
340	ITT	320 50	328	328	+ 2 34
66	Matsushita	61 06	62 50	62 50	+ 2 37
1010	Merck	1011	1031	1039	+ 2 76
910	Minnesota M.	890	919	919	+ 3 25
300	Mobil Corp.	293	302 70	302	+ 3 07
24000	Nestlé	23740	24350	24360	+ 2 56
124	Norsk Hydro	120	126 90	126 50	+ 5 41
1120	Petrofina	1180	1180	1188	+ 0 67
855	Philip Morris	865	899	899	+ 3 93
178	Philips	175	176 10	177	+ 1 14
255	Pres. Brand	257	260	260	+ 1 16
305	Président Steyn	300	301	301	+ 0 33
280	Quilmès	297 50	299	295	- 0 84
925	Randfontein	927	920	920	- 0 75
545	Royal Dutch	548	563	563	+ 2 73
77	Rio Tinto Zinc	76 40	77 10	77 10	+ 0 91
174	St Helena Co	175 10	174 50	174 50	- 0 34
410	Schlumberger	418 10	422 80	421 50	+ 0 81
83	Shell transp.	85 80	89 40	89 40	+ 4 19
1690	Siemens A.G.	1700	1700	1705	+ 0 29
164	Sony	161	166 80	165 50	+ 2 79
220	T.D.K.	215	221 50	221 50	+ 3 02
18	Toshiba Corp.	18 95	18 80	18 90	- 0 29
1000	Unilever	967	999	999	+ 3 30
420	Unit. Techn.	448	457	457	+ 2
880	Vaal Reefs	892	907	907	+ 1 68
375	West Deep	375	378	378	+ 0 80
300	West Hold.	292	296 80	296 80	+ 1 64
460	Xerox Corp.	450	454	454	+ 0 88
1 81	Zambia Corp.	2 17	2 11	2 14	- 1 38

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 765	9 829	9 520	10 020
ECU	6 791	6 793	....	....
Allemagne (100 DM)	305 360	305 300	294	314
Belgique (100 F)	15 266	15 262	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	269 840	269 730	260	280
Danemark (100 krd)	85 550	85 520	80	88
Norvège (100 k)	105 750	105 920	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	10 910	10 930	10 460	11 350
Grèce (100 drachmes)	7 490	7 482	6 200	7 700
Italie (1 000 lires)	4 988	4 970	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	367 700	368 920	356	376
Suède (100 krs)	107 200	107 270	103	110
Autriche (100 sch)	43 490	43 480	428	44 800
Espagne (100 pes.)	5 527	5 529	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 485	5 500	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 342	7 378	7 150	7 500
Japon (100 yens)	3 774	3 791	3 690	3 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/2
Or fin (kilo en barre)	94400	95000
Or fin (en lingot)	94250	94950
Pièce française (20 fr)	580	577
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	548	560
Pièce latine (20 fr)	549	550
Souverain	689	683
Pièce de 20 dollars	3920	3860
Pièce de 10 dollars	2002 50	2030
Pièce de 5 dollars	1255	.....
Pièce de 50 pesos	3575	3575
Pièce de 10 florins	578	578



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

ÉTRANGER

POLITIQUE

SUPPLÉMENTS

SOCIÉTÉ

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Mardi 5 février, 19 h 20
La torture
PHILIPPE BOUCHER
répond aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

CHRONOLOGIE

CULTURE

ÉCONOMIE

Le président du Cameroun est reçu par M. Mitterrand

Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, qui est arrivé lundi 4 février à Paris pour une visite officielle de travail de trois jours, devait être reçu ce mardi par M. Mitterrand, avec lequel il déjeunera. Ensuite, le président camerounais devait rencontrer successivement MM. Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, et Hernu, ministre de la défense, ainsi que Mme Cresson, ministre du commerce extérieur. Un dîner est prévu avec le président du Sénat, M. Alain Poher.

Mercredi, M. Biya déjeunera avec M. Laurent Fabius, puis rencontrera M. Gattaz, président du CNPF, qui sera accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires français, et MM. Joxe, ministre de l'intérieur, Chevènement, ministre de l'éducation nationale, et Dumas, ministre des relations extérieures. Un entretien est également prévu avec le maire de Paris, M. Chirac.

On souligne du côté camerounais que cette visite, dont le caractère est essentiellement politique, doit servir à favoriser d'autres rencontres, au niveau des experts, afin que celles-ci se déroulent dans un climat de confiance retrouvée.

Les autorités camerounaises souhaitent que la France assouplisse sa politique d'immigration à l'égard de leurs ressortissants, et se plaignent, à ce sujet, du non-respect des réglementations internationales, du zèle et des mesures vexatoires prises, selon elles par, l'administration française.

Parmi les autres dossiers qui doivent être évoqués au cours du séjour de M. Biya, figure notamment le déficit des échanges commerciaux entre les deux pays, au détriment du Cameroun.

Gibraltar n'est plus une « île »

M. Marie Baquedane, gouverneur de Cadix, a dû, le lundi 4 février à minuit, forcer un peu la serrure avant que la clé, finalement, ne joue. Normal, la grille était fermée depuis le 9 juin 1969, jour où Franco, pour tenter de forcer la main à la Grande-Bretagne, avait décidé de fermer les lourdes portes d'acier, transformant ainsi le célèbre rocher de Gibraltar en une sorte d'« île ».

Quinze ans et sept mois plus tard, Londres et Madrid s'étant mis d'accord pour engager des discussions sur la souveraineté de ces quelque 6 kilomètres carrés en dispute depuis plus de deux cent quatre-vingts ans, les Espagnols ont accepter d'autoriser à nouveau la circulation automobile entre leur territoire et le Rocher. En 1982, déjà, le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez avait autorisé l'accès des piétons, dans un geste de bonne volonté en vue de faciliter l'entrée de son pays dans le Marché commun.

Un millier d'habitants de La Linea, la petite ville-frontière espagnole, ont applaudi à tout rompre cette « ouverture » symbolique, dans la nuit de lundi à mardi. Côté Gibraltar, ils étaient cinq cents environ, et nettement plus réservés. Ce n'est pas un mystère, en effet, que les « Llanitos », comme se désignent eux-mêmes les quelque vingt-cinq mille habitants du « caillou », ne sont pas enthousiastes à l'idée de voir les Espagnols déferler chez eux.

Le « boom » touristique que laisse prévoir l'ouverture sera certes bienvenu dans une péninsule quelque peu asphyxiée ; mais on craint un bouleversement du mode de vie, resté très britannique, sous la pression de « ceux du nord » : les Espagnols ne seront-ils pas désormais autorisés à travailler, résider et acheter un logement à Gibraltar ? Les Llanitos ont réservé un accueil courtois aux premiers automobilistes espagnols ; mais ils ont clairement annoncé les couleurs, le bleu et le rouge de l'Union Jack, accroché aux balcons de nombreuses maisons.

Un peu à l'écart de cette agitation, l'air préoccupé, on pouvait voir des Marocains — des travailleurs immigrés arrivés après 1969 pour remplacer les Espagnols dans certaines tâches ingrates abandonnées par les citoyens britanniques. Ils sont environ six mille, mais auraient reçu des assurances que leur situation ne serait pas brutalement modifiée.

L'ANCIEN CHEF D'ÉTAT DU BANGLADESH PRÉSIDE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

De notre correspondante

Genève. — La session annuelle de la commission des droits de l'homme de l'ONU s'est ouverte le 4 février au Palais des nations. L'ordre du jour de cette réunion, qui va durer six semaines, demeure fidèle à la tradition : la question prioritaire est celle de la « *violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine* ». Puis vient celle des « *droits de l'homme au Chili* » (le mot « violation » ne figure pas dans le titre), puis celle de la « *violation des droits de l'homme en Afrique australe* ».

La convention contre la torture, adoptée par la commission le 14 mars 1984 (*le Monde* du 16 mars 1984), a été déclarée ouverte à la signature des Etats ce 5 février.

La séance d'ouverture a été marquée par le nomination à la présidence de M. Abu-Sayeed Chowdhury, ancien président de la République du Bangladesh. La situation des droits de l'homme n'avait guère été florissante dans ce pays du temps où M. Chowdhury en assurait la présidence ou y occupait d'autres fonctions.

M. Chowdhury sera secondé par trois vice-présidents : les représentants gouvernementaux du Cameroun, de la Colombie et de l'Ukraine (considérée comme l'un des quarante-trois Etats souverains membres de la commission ayant le droit de vote en plus de l'URSS, également membre de celle-ci).

I. V.

NON-LIEU POUR LES TROIS INCULPÉS DU MEURTRE D'YVES MARIN-LAFLÈCHE

Des ordonnances de non-lieu viennent d'être prononcées à Lyon en faveur des trois inculpés du meurtre de Yves Marin-Laflèche. Parmi eux, Joël Matencio, condamné, en novembre 1981, à la réclusion perpétuelle par les assises de l'Isère dans une autre affaire, celle dite des Brigades rouges (*le Monde* du 24 octobre 1981).

Propriétaire du Grand Hôtel à Lyon et du bar Le Français, Yves Marin-Laflèche avait disparu le 4 juillet 1974. Des traces de sang avaient été relevées sur la moquette de sa chambre dans sa villa de Champagne-au-Mont-d'Or près de Lyon. Quatre mois plus tard, son corps était découvert dans un bois par un chasseur. Le juge d'instruction François Renaud — qui devait être assassiné en juillet 1975 — et les enquêteurs du service régional de police judiciaire de Lyon orientaient rapidement leurs soupçons vers trois hommes proches d'Yves Marin-Laflèche : Joël Matencio, barman du café Le Français, Jean Calvy et Daniel Lesant.

Inculpés de séquestration volontaire, puis d'homicide volontaire, les trois hommes n'étaient restés que quelques mois en prison. Leurs avocats, dont Me Joannès Ambre, avaient obtenu, leur libération au début de l'année 1975.

● *Libération des deux journalistes suisses au Soudan.* — Deux journalistes suisses, détenus depuis un an par l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), ont été libérés lundi et remis à l'ambassadeur de Suisse à Addis Abeba, a annoncé le ministère éthiopien des Affaires étrangères.

Les deux prisonniers, Till Lincke et Astrid Hollenstein, faisaient partie d'un groupe de six personnes enlevées en février 1984 dans le sud du Soudan. Quatre d'entre elles — deux ressortissants français, un Kenyan et un Britannique — avaient été libérées la semaine dernière. Dans un communiqué, le ministre éthiopien a précisé que l'Ethiopie avait servi d'intermédiaire entre le gouvernement suisse et le mouvement de Libération du peuple du Soudan dont l'ALPS est la branche armée. (*AFP*).

● *Disparition d'un soviétique aux Philippines.* — Un membre d'une mission commerciale soviétique, M. Vladimir Ivanovich Ivanov, a disparu, depuis le 21 janvier, a annoncé, le mardi 5 février, le ministre philippin des affaires étrangères, M. Arturo Tolentino.

● *Inculpation de séparatistes basques.* — M. Gilbert Cousteaux, juge d'instruction à Bayonne, a inculpé cinq des huit personnes arrêtées mercredi 30 janvier dans une maison d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Il s'agit de MM. Juan Lorenzo Lasa Michelena, considéré comme un dirigeant important de l'ETA, Augustin Bergareche, José Ramon Martinez de la Fuente, Juan Ruiz de Gaunea, et de Mlle Maria Esperanza Dorronsoro. Cette dernière a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire.

● *Ski alpin.* — Le Suisse Pirmin Zurbriggen a remporté sa deuxième médaille d'or des championnats du monde de ski alpin, ce mardi 5 février, à Bormio (Italie), en s'imposant dans le combiné messieurs. — (*AFP.*)

Le numéro du « Monde » daté 5 février 1985 a été tiré à 481 317 exemplaires

Les sommaires de février

• LE MONDE DIPLOMATIQUE : L'empire du dollar

Si les banques s'inquiètent de la dette du tiers-monde (810 milliards de dollars), elles ne se préoccupent pas moins de l'endettement interne des États-Unis qui, en dix ans, a triplé pour atteindre près de 6 000 milliards de dollars : Claude Julien explique comment une centaine de milliards de dollars sont ainsi drainés en un an vers les États-Unis. Gilles Couture décrit la responsabilité des banques américaines dans le surendettement du tiers-monde, et Amadou Kane présente les problèmes posés aux banques islamiques.

L'Ethiopie est doublement à l'ordre du jour : en raison de la famine (Colette Braeckman) et de l'« épopée héroïque » des Falachas (Olga Kapeliouk). La faim, hélas! fait des victimes en bien d'autres pays : c'est ce que montrent Susan George, Jacques Chonchol et Alain Vidal-Naquet. Ce drame n'est évidemment pas à l'abri de la compétition Est-Ouest. Dans cette lutte anticommuniste, l'« internationale Moon » joue un rôle bien particulier que révèle l'enquête de Jean-François Boyer et Alejandro Alem.

Dan Schiller décrit la position des États-Unis dans la course à la domination des télécommunications. Le même numéro contient un extrait du roman de René-Victor Pilhes, *le Pompé,* un article sur les romanciers socialistes français, des études sur le Soudan, le mouvement Sentier lumineux au Pérou, la Haute-Volta, le Koweït, etc.

★ Le numéro : 11,50 F.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Fonctionnaire, le beau métier

C'est la ruée vers l'administration. En 1974, on comptait six candidats pour un poste ; vingt ans plus tard, ils sont vingt-cinq. Crise aidant, les emplois de fonctionnaires attirent. Et de plus en plus les diplômés, qui le sont parfois beaucoup plus que nécessaire pour les postes auxquels ils postulent.

Plutôt que de dresser la galerie de portraits et le descriptif des emplois habituels, *le Monde de l'éducation* a choisi, dans ce dossier sur les perspectives d'emploi de la fonction publique, d'éclairer des aspects moins connus de la réalité. Par exemple, ce qu'attendent des candidats les jurys de recrutement, ou encore l'avènement de la fonction publique territoriale, qui suscite de grands espoirs : effet de la décentralisation, les départements et les régions commencent à recruter activement. Les présidents des conseils, généraux et régionaux, de la majorité et de l'opposition, racontent comment et qui ils embauchent. Un nouveau profil de fonctionnaire est en train de naître : du souci — ou des espoirs — pour les énarques qui, à la sortie de l'École nationale d'administration (ENA), continuent à « truster » les emplois de hauts fonctionnaires nationaux. *Le Monde de l'éducation* publie aussi le calendrier des principaux concours de recrutement, ainsi qu'un article sur les salaires des fonctionnaires.

★ Le numéro : 11,50 F.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : Les enjeux de l'espace

L'espace est plus que jamais d'actualité. Discovery, l'une des navettes américaines, vient de mettre sur orbite géostationnaire, au-dessus de l'URSS, un satellite qui permettra d'enregistrer en permanence les informations échangées entre le commandement militaire soviétique et ses bases de lancement de missiles. A Rome, une conférence européenne, réunie à la fin de la semaine dernière, a étudié les moyens de faire franchir au Vieux Continent, toujours en lice grâce notamment à Ariane, une nouvelle étape dans la course aux étoiles. Enjeux militaires, technologiques, industriels mais aussi purement scientifiques. Une flottille de sondes va ainsi étudier dans les prochains jours la célèbre comète de Halley lors de son passage à proximité de la Terre.

Le temps n'est plus aux premières spectaculaires, aux exploits, aux records. Vingt-sept années ont passé depuis le lancement par Moscou du premier satellite artificiel de notre planète. Aujourd'hui, l'homme explore méthodiquement la banlieue terrestre, véritable sixième continent et s'y installe durablement.

C'est cette histoire, des premiers défricheurs aux actuels « mécanos de l'espace » que raconte ce numéro spécial de dix-huit pages des *Dossiers et documents.* Il présente et analyse les enjeux stratégiques, économiques et scientifiques, il décrit la difficile adaptation de l'homme à l'espace, il fait le point sur les matériels lanceurs, satellites, stations d'hier et de demain.

★ *Le numéro : 10,50 F, 18 p.*

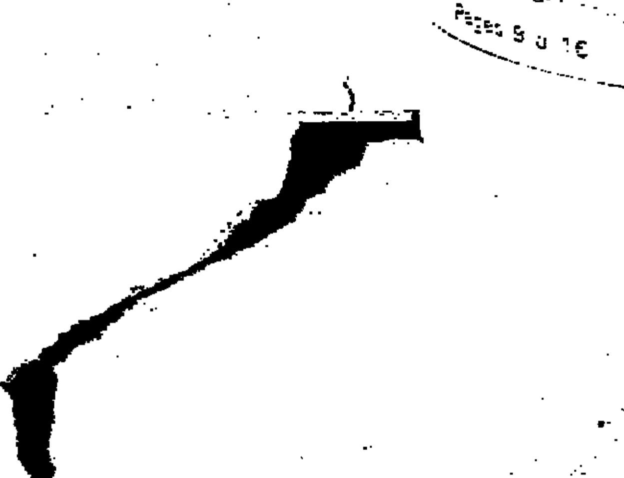
• LE MONDE DE LA MUSIQUE : Bach ressuscité deux fois

Les 12 et 13 janvier dernier, à Utrecht, un organiste allemand exécutait devant un public médusé trente-trois chorals pour orgue de Jean-Sébastien Bach. Ces trente-trois inédits dormaient avec vingt-sept autres, sous forme de manuscrits, dans une bibliothèque américaine. Titre du recueil exhumé par la musicologie ouest-allemande au nez et à la barbe des pontes américains : *le Livre d'Arnstadt.* Bernard Foccroulle, organiste, juge en expert de l'importance de cette œuvre de jeunesse.

Le 11 mars 1829, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incrédules une *Passion selon Saint-Matthieu* d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach... L'auteur de *l'Art de la fugue* n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à éclipses, c'est avec sa double résurrection que *le Monde de la musique* fête l'Année Bach.

Également dans ce numéro : Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuichi Sakamoto, le héros de l'auteur de la musique de *Furyo,* devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ *Le numéro : 20 F.*



Le « mauvais exemple » néo-zélandais

La visite de M. Mitterrand en Picardie